

L. S.  
2021  
DÉBATS

DE LA

# LEGISLATURE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Deuxième session du cinquième parlement de la province de Québec,  
assemblée le 18 janvier 1883.*

PUBLIÉS PAR

ALPHONSE DESJARDINS.



QUEBEC:  
DE L'IMPRIMERIE DE L. J. DEMERS & FRÈRE,  
*Éditeurs-Propriétaires du "Canadien."*

---

1883

328.714

'02

Q3

1883

Eu4

OL

Cast. ape.

OUVERTURE  
DE LA  
SESSION LEGISLATIVE  
DE 1883.

---

DISCOURS PRONONCÉ PAR SON HONNEUR LE LIEUTENANT GOUVERNEUR

L'HONORABLE THEODORE ROBITAILLE

A L'OUVERTURE DE LA SESSION LÉGISLATIVE, LE 18 JANVIER 1883.

---

PALAIS LÉGISLATIF.

*Québec, le 18 janvier 1883.*

A trois heures de l'après-midi, Son Honneur entre dans la salle du Conseil législatif, accompagné de la plupart des membres du cabinet et d'un nombreux état-major militaire.

Les honorables membres du Conseil législatif occupent leur siège. Un auditoire distingué, se recrutant parmi les hauts dignitaires de l'ordre ecclésiastique et judiciaire, du service consulaire étranger et du haut commerce de la capitale, occupe le milieu de la salle.

Les banquettes de chaque côté, sont occupées par des dames de l'élite de la société québécoise.

**L'honorable président du Conseil législatif:—**

Gentilhomme, huissier de la Verge Noire, rendez-vous à la chambre d'Assemblée législative et informez cette Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur qu'elle se rende immédiatement auprès de lui dans la salle du Conseil législatif.

L'Assemblée législative étant à la barre du Conseil, Son Honneur le lieutenant gouverneur a bien voulu prononcer le discours suivant :

*Honorables messieurs du Conseil législatif;*

*Messieurs de l'Assemblée législative;*

Je suis très heureux, au commencement de l'année qui s'ouvre, de vous souhaiter la bienvenue au siège du gouvernement, où je vous ai convoqués pour la dépêche des affaires de la province.

Je me flatte de l'espoir que l'harmonie, la bonne entente et le plus grand esprit de justice ne cesseront de présider à vos patriotiques délibérations.

L'armée anglaise qui a tant de fois illustré le drapeau sous lequel se développent nos droits et nos libertés, vient de cueillir de nouveaux lauriers en Egypte. Félicitons-en notre Gracieuse Souveraine, dont la haute sagesse a su grandir encore le prestige de l'Angleterre et assurer à son empire une longue paix avec toute la prospérité qui en découle.

J'ai le plaisir de vous annoncer que la refonte de nos lois statutaires, confiée à des mains habiles, progresse rapidement, et une portion considérable de ces travaux vous sera soumise bientôt.

Je suis également en mesure de dire que le public ne sera pas frustré dans son attente de réformes judiciaires et d'améliorations dans notre code de procédure. Mais, quoique ces études soient considérablement avancées, je crois qu'une solution hâtive ôterait à cette œuvre son caractère de stabilité, et mon gouvernement se bornera, durant cette session, à suggérer certains amendements pour l'accélération de la procédure et pour la simplification des appels.

Il vous sera présenté un projet de loi sur l'organisation du jury dans les causes criminelles, de manière à relever le niveau de cette institution et à diminuer les dépenses qu'elle entraîne.

Les délibérations du congrès forestier tenu à Montréal, en septembre dernier, ont eu pour effet d'attirer, d'une façon bien marquée, l'attention publique sur l'important sujet de la conservation de nos forêts et du reboisement. Mon gouvernement étudie quel est le mode le plus efficace



pour atteindre un tel résultat et il vous sera soumis un projet de législation pour limiter la destruction de nos bois et forêts sans diminuer le revenu public.

Nos ressources minières se développent rapidement, et c'est l'intention de mon gouvernement d'encourager et de stimuler l'initiative privée en mettant à la disposition du public les informations les plus complètes sur l'existence des gisements et la nature de ces mines qui renferment d'immenses richesses inexploitées, et en faisant en sorte que les explorations entraînent, pour les particuliers, le moins de dépenses possible.

Les capitalistes étrangers s'intéressent de plus en plus aux ressources de la province de Québec, et spécialement à nos phosphates dans la vallée de l'Ottawa. Dans le but d'établir plus sûrement la qualité et la quantité de ces produits, mon gouvernement fait faire actuellement un examen sérieux de ces terrains. Son concours le plus complet sera toujours accordé aux compagnies étrangères ou locales actuellement établies ou en voie d'organisation, et elles, de leur côté, nous aideront de leurs connaissances spéciales et de leur expérience dans les diverses branches de l'industrie.

Mon gouvernement a lieu d'espérer que ces entreprises nouvelles donneront un grand élan à l'agriculture et à la colonisation. Il s'est déjà occupé de rendre plus efficace l'encouragement dû à ces deux grandes sources de la prospérité publique, et il vous fera connaître les nouvelles dispositions qu'il a prises pour que le domaine public soit ouvert plus facilement à l'activité du colon.

*Messieurs de l'Assemblée législative,*

Les comptes publics pour la dernière année fiscale et l'évaluation de la dépense pour le prochain exercice financier vous seront soumis. Vous serez heureux de voir, par les derniers comptes publics, que, grâce à l'acquittement par la cité de Montréal, de sa dette envers le Fonds d'emprunt municipal, les opérations de cette dernière année fiscale indiquent un surplus considérable. Le commissaire chargé du règlement du Fonds d'emprunt municipal s'occupe activement de l'affaire,

et mon gouvernement a lieu d'espérer que la recette de cette source pour l'année courante, dépassera le montant de l'évaluation.

La préparation du budget du prochain exercice financier a été basée sur la plus grande somme d'économie que puisse admettre l'efficacité du service public. Mon gouvernement fera tous les efforts possibles pour établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses imputables au revenu consolidé, en administrant avec soin les revenus de la province et en surveillant les dépenses avec rigueur. Dans ce but, il vous sera soumis un projet de loi définissant la position et les attributs de l'auditeur provincial de telle manière que le peuple, par ses représentants, puisse contrôler les dépenses d'une manière absolue.

Il vous sera soumis aussi un projet de loi pour faciliter le remboursement des argents dus à la province pour la garde des prisonniers et des aliénés, ainsi que des sommes dues au Fonds de bâties et de jurés.

Durant la vacance, le travail du règlement des comptes entre les provinces d'Ontario et de Québec et la Puissance a fait du progrès. Les états sont maintenant à se préparer sur la base adoptée durant ces négociations et il y a lieu de croire que vous serez bientôt informés que ces comptes ont été réglés d'une manière satisfaisante.

Il serait désirable que l'ajustement définitif du fonds des écoles élémentaires marchât de pair avec ces règlements de compte et il se poursuit d'actives négociations entre le gouvernement de la province d'Ontario et mon gouvernement à ce sujet. Il vous sera présenté un projet de loi pour autoriser ces arrangements.

*Honorables messieurs du Conseil législatif ;*

*Messieurs de l'Assemblée législative.*

Le système de pension qui met le gouvernement en mesure de pourvoir d'une manière juste à l'existence des officiers et employés du service public, âgés ou malades, a eu de si bons résultats pour l'efficacité du service public, que mon gouvernement croit devoir l'étendre au service civil extérieur. Il vous sera présenté un projet de loi pour accorder des pensions à certains officiers de l'administration de la justice et autres.

J'ai autorisé la nomination d'une commission chargée de faire une

enquête générale et complète sur l'organisation de tous les départements publics. Je suis convaincu que les travaux de cette commission, qui vous seront soumis probablement dans le cours de la session, auront pour résultat de diminuer les dépenses et d'augmenter l'efficacité du service.

De récentes décisions judiciaires définissant mieux les attributions des Législatures locales dans la confédération canadienne ont, en ajoutant aux pouvoirs de la province de Québec, ajouté également à ses devoirs et à ses responsabilités ou modifié sa position.

En conséquence de vues exprimées par le plus haut tribunal d'appel de l'Empire britannique en rendant jugement au sujet de l'Acte du parlement de la Puissance, établissant des dispositions pour la réglementation de la vente des liqueurs enivrantes, (The Canada Temperance Act, 1878), mon gouvernement s'occupe sérieusement des modifications à faire à la législation actuelle.

Le tribunal du conseil privé de Sa Majesté a reconnu aux Législatures provinciales le droit de réglementer l'émission des polices d'assurance et de légiférer sur les compagnies faisant des affaires d'assurance. En conséquence, mon gouvernement vous soumettra un projet de loi qui, tout en traitant ces compagnies avec justice, protégera plus efficacement le public.

La cour suprême du Canada ayant affirmé le droit des provinces sur les pêcheries dans les eaux intérieures du Canada, mon gouvernement s'est occupé de cette importante accession de pouvoirs qui lui donne la propriété de la pêche dans les rivières de la province de Québec, et il vous sera présenté un projet de loi tendant à organiser cette nouvelle source de revenus.

Il existe des dispositions législatives dans le Royaume-Uni, dans la Puissance et dans la plupart des provinces de la confédération canadienne, pour permettre aux sujets de Sa Majesté de faire régler judiciairement leurs réclamations contre le gouvernement au moyen de la pétition de droit; mon gouvernement a cru qu'aucune raison n'existait pour ne pas assujétir le gouvernement de cette province aux mêmes obligations. Un projet de loi à cet effet vous sera soumis.

En vous annonçant des projets sérieux d'économie et en cherchant à multiplier les sources de revenu, mon gouvernement n'a pas l'intention d'arrêter l'élan donné aux entreprises de toutes sortes dans la province de Québec. Il désire plutôt reporter sur nos ressources intimes et surtout sur la colonisation et les écoles primaires qui recevront une augmentation de subsides, une partie des efforts qui depuis dix années, avaient été concentrés sur les entreprises de chemins de fer.

Je suis heureux de vous exprimer la conviction que le besoin de nos finances n'est pas la seule cause de ces réformes, qui ont plutôt pour but de tirer le meilleur parti possible de nos sacrifices, de faire marcher de front tous les développements que la province peut comporter, et de répartir d'une manière intelligente et équitable parmi les différentes sphères de la société, le bénéfice du patronage et de l'encouragement publics. Je ne doute pas que vous ne poursuiviez dans cet esprit les travaux de la session.

L'Assemblée législative s'étant retirée, la séance d'ouverture est levée.

# ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

---

*Séance du jeudi, le 18 janvier 1883.*

SOMMAIRE :—Admission des nouveaux députés élus pendant la vacance.—Dépôt, par l'honorable M. Mousseau, d'un projet de loi concernant l'administration du serment d'office.—Communication de M. le président.—Résolutions d'usage.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à quatre heures et demie.

Les députés dont les noms suivent sont admis à siéger dans l'Assemblée législative, après que M. le Président eut donné communication des résultats des élections qui ont eu lieu pendant la vacance : Messieurs J. A. Mousseau, B. Beauchamp, P. E. Leblanc, H. J. Martin, F. X. Archambeault, G. A. Nantel, N. Bernatchez.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée un projet de loi relatif à l'administration du serment d'office.

M. le président donne lecture à la Chambre du discours d'ouverture.

La délibération sur les résolutions devant servir de base à une adresse à Son Honneur le lieutenant gouverneur, en réponse au discours d'ouverture est renvoyée à demain.

Les résolutions suivantes sont adoptées sur la proposition de l'honorable M. Mousseau :

Que les procès-verbaux de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. le président ; que M. le président nommera la personne qui devra les imprimer, et que nulle autre personne que celle qu'il aura nommée ne pourra les imprimer.

Que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier doit se retirer pendant les débats

qui s'en suivent ; et si deux députés sont élus pour le même collège, ils doivent s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Que s'il appert qu'une personne a été élue député à cette Chambre, ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procède avec la plus grande sévérité contre toute personne qui a pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

Que l'offre d'argent ou de tout autre avantage à un membre de l'Assemblée législative, dans le but de favoriser l'adoption d'une mesure quelconque qui dépend du Parlement de la province de Québec, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Séance du vendredi, le 19 janvier 1883.*

SOMMAIRE :—Dépôt, par M. le président, de divers états et du rapport du conservateur de la bibliothèque de la Législature.—Délibération sur les résolutions devant servir de base à un projet d'adresse en réponse au discours d'ouverture : MM. Leblanc et Carbray.—Observations de MM. Mercier et Mousseau sur le renvoi de la suite de la délibération à lundi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée l'état des affaires des institutions dont les noms suivent :

L'institut ophthalmique, de Montréal ; de la Providence St. Joseph, de Trois-Rivières ; de l'hôpital de St. François, du Lac ; de l'hôpital St. Patrice, de Montréal ; de l'asile Ste. Brigitte, de Montréal ; de l'hôpital St. Joseph de Chambly ; de l'asile de St. Joseph, du Bon Pasteur, rue Fullum, Montréal ; de l'asile de la Providence, Ste. Elizabeth ; du Couvent Ste. Ursule, comté de Maskinongé ; du monastère de Notre Dame de Charité, du Bon Pasteur ; de l'asile Finlay, de Québec ; de l'asile de la Providence, de Montréal ; de l'hospice des sœurs de la charité, Rimouski ; de l'hôpital des Ursulines, de Trois-Rivières ; du University lying-in Hospital, de Montréal.

J'ai aussi l'honneur de déposer le rapport du conservateur de la bibliothèque de la Législature, Voici le texte de ce rapport :

Le conservateur de la bibliothèque de la Législature à l'honneur de faire le rapport suivant :

Le nombre des ouvrages ajoutés à votre bibliothèque, depuis la dernière session, c'est-à-dire, depuis sept mois seulement, est de neuf cent cinquante-six ; sous ce titre général d'ouvrages sont comprises toutes les brochures. On compte 630 volumes reliés. Aujourd'hui la bibliothèque provinciale contient près de 30,000 volumes.

Avec une appropriation beaucoup moindre que celle de la bibliothèque du parlement fédéral, elle s'est augmentée d'avantage, dans le même temps.

Trois cent vingt-six volumes prêtés, depuis la dernière session, n'ont pas été remis, et cinquante au moins sont perdus. Le nombre total des

livres dont nous pouvons constater la perte depuis 1868, est de sept cents.

Je regrette que des personnes dont on ignore les noms, aient abusé de la confiance des employés et du privilège qu'elles ont d'entrer dans votre bibliothèque, en enlevant des journaux et des statuts, surtout, dans ces derniers temps. Je regrette aussi que, à l'ouverture des sessions, certains ouvrages que l'on espérait voir reparaitre sur nos rayons soient oubliés dans les bibliothèques privées.

Le bibliothécaire qui compte sur le retour de ces livres, se trouve exposé à des soupçons de négligence quand il n'a été que trop confiant. Votre bibliothèque est visitée par plus de 800 personnes et n'a que trois employés. Celle du parlement fédéral l'est moins et compte cependant onze employés.

On comprendra ainsi toute l'attention qu'il faut apporter pour n'avoir pas à constater une plus grande perte de livres.

Ne serait-il pas opportun toutefois, de protéger davantage cette importante bibliothèque? La fermer au public serait fâcheux, car elle est d'une grande utilité; la laisser se détériorer ou la renouveler sans cesse, est assez pénible aussi. Me serait-il permis de proposer, que toute personne en dehors des deux Chambres, qui désire y avoir accès régulièrement, dépose entre les mains du comptable la somme de quatre dollars, comme garantie du soin qu'elle prendra des livres? Ces quatre dollars lui seraient rendus quand elle cesserait d'y venir, si toutefois, il n'y avait contre elle aucune réclamation pour livres gâtés ou perdus.

Je ne sais si j'ai raison d'appeler, dans ce rapport, votre attention sur la bibliothèque du nouveau palais législatif; je le fais dans tous les cas, pour servir les intérêts de la Législature; cette bibliothèque fort mal commencée, contiendra à peine les volumes que vous aurez à y placer dans trois ou quatre ans, et il vous faudra nécessairement l'agrandir.

En terminant je demanderai de nouveau que l'appropriation annuelle de la bibliothèque soit portée à 4,000 dollars.

Le tout respectueusement soumis.

PAMPHILE LEMAY,

C. B. L. Q.

L'ordre du jour appelle la délibération sur les résolutions devant servir de base à un projet d'adresse en réponse au discours d'ouverture.

**M. Leblanc**—*député de Laval*.—M. le président, je dois à un long



usage parlementaire, l'honneur de proposer l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône.

La coutume demande que cette tâche soit généralement confiée à un nouveau député. Pour cette fois-ci, le hasard a voulu qu'elle fut décernée à un novice qui n'a pour se recommander auprès des honorables membres de cette Chambre, que sa bonne volonté.

C'est la première fois de ma vie, qu'il m'est donné d'élever la voix dans cette enceinte, pour prendre part aux débats où l'on discute les grands intérêts de la province.

Aussi, veuillez croire, M. le président que je ne suis pas peu embarrassé, et que je compte beaucoup sur votre bienveillance et celle de cette honorable assemblée, pour faire oublier la témérité avec laquelle j'ai accepté la responsabilité qui pèse maintenant sur moi.

Je n'apprendrai rien à cette honorable Chambre en disant que le discours du trône était attendu avec impatience. Il tardait au public de connaître les mesures administratives et politiques que le nouveau ministère se propose d'adopter afin de maintenir notre province dans la voie du progrès ; mais le public, en général, ne peut examiner ces mesures que d'une manière bien superficielle, et par suite peu utile. C'est aux députés du peuple, c'est à ceux qui se sont engagés à étudier les questions d'intérêt général, que revient l'obligation d'examiner les mesures qui leur seront soumises, pour accepter celles qui seront profitables à toute la province, et pour rejeter celles qui n'offrent pas d'avantages réels.

Pour nous donc, le discours qui émane du trône, est d'une très grande importance, et il est vrai de dire que les députés, plus que le public, étaient désireux de le connaître.

La politique du nouveau gouvernement nous fournit la meilleure garantie que nous puissions désirer de voir régner l'harmonie, la bonne entente et l'esprit de justice parmi les honorables députés de cette Chambre, durant le cours de la session qui vient de s'ouvrir.

Dans son discours-programme prononcé à Ste-Geneviève l'été dernier, l'honorable premier ministre esquissait à grands traits, la politique de son gouvernement. On se rappelle que les journaux de la province sans distinctions de parti, firent alors l'éloge de ce discours. Les pessimistes ajoutaient bien que c'était trop beau pour y croire, que c'était un leurre, et ces mille et une raisons qu'un excès de bile peut suggérer aux tempéraments inquiets.

Mais aujourd'hui le gouvernement vient remplir ses promesses, et le

moins qu'il puisse exiger, c'est qu'on le juge d'après ses œuvres. Agir autrement serait accuser les motifs, les intentions qui l'animent, et je respecte trop l'honneur et la dignité de cette Chambre, pour croire un seul instant, qu'elle veuille s'éloigner de ces principes de loyauté et de justice qui doivent présider aux débats de toute assemblée délibérante.

Mais avant d'aller plus loin, je dois m'arrêter au troisième paragraphe du discours du trône où Son Honneur porte officiellement à la connaissance des honorables députés de cette Chambre, la grande victoire que l'Angleterre a remportée en Egypte il y a quelques mois à peine.

Ça été le triomphe de la politique hardie inaugurée, il y a quelques années, par Lord Beaconsfield, et heureusement continuée, dans une certaine mesure, par son successeur.

Au point de vue de la civilisation, cette victoire est un progrès considérable.

Au point de vue des intérêts de la mère-patrie, c'est un immense succès.

La liberté et les droits dont nous jouissons sous l'égide protecteur du drapeau britannique, la loyauté des habitants de notre province, loyauté qui ne s'est jamais démentie, nous font un devoir à nous les représentants du peuple, d'exprimer ici hautement, à notre Gracieuse Souveraine, toute la joie et la satisfaction que nous avons ressentie à la nouvelle que ses armées avaient couvert de gloire l'étendard à l'ombre duquel fleurissent nos institutions.

En nous félicitant nous-mêmes du succès et de la gloire qui ont couronné les armées anglaises, nous ne faisons qu'exprimer un sentiment sincère et général dans cette province.

L'influence de notre métropole ne peut grandir sans que nous en ressentions les effets, et à ce point de vue je puis dire que nous sommes intéressés, dans une certaine mesure, à ses succès qui deviennent ainsi les nôtres.

Je le dis avec intention, *qui deviennent les nôtres*. C'est ce qu'avaient compris les officiers canadiens qui ont offert leurs services ; c'est ce qu'avait compris le jeune et brave officier, notre compatriote, qui pour n'avoir pas succombé sous les balles ennemies, n'en a pas moins trouvé une mort glorieuse, qui a attiré l'éloge de ses supérieurs.

Depuis longtemps on demande certaines réformes judiciaires qui, pour être aujourd'hui devenues nécessaires, n'en sont pas moins délicates et difficiles. Plusieurs esprits sérieux étudient ces questions depuis

longtemps, en s'inspirant des études analogues faites à l'étranger. Cela explique la lenteur relative avec laquelle on est obligé de procéder.

Il s'agit d'abord de la refonte de nos lois statutaires.

Le fait seul, qu'un de nos plus savants juges, a rendu tout récemment un jugement basé sur un statut abrogé, dit assez les obstacles que l'on rencontrent sur son chemin, dans la recherche et surtout l'application de nos lois statutaires.

Cela s'explique facilement si l'on considère que ces lois sont aujourd'hui répandues dans 29 volumes outre les statuts refondus. Ajoutez à cela la foule des amendements à nos différentes lois publiques, et vous aurez la mesure des difficultés que l'on éprouve dans l'étude et l'application de ces lois.

Cette honorable Chambre apprendra donc avec plaisir, que la moitié du travail à faire, est prêt, et lui sera communiquée dans les premiers jours de cette session.

Le temps semble arrivé d'assurer à notre province un ordre de chose qui, avec nos codes, nous placera dans un rang distingué parmi les peuples qui ont su accomplir un véritable progrès sans commotions sociales. Comme l'a dit Montesquieu, ce n'est pas seulement dans une législation sage et éclairée que se trouve la solidité des institutions, c'est encore, c'est peut-être avant tout dans l'administration de la justice, justice toujours régulière, également sévère pour tous, accessible au citoyen le plus faible aussi bien qu'à l'homme le plus puissant.

La base, le fondement de la sécurité du citoyen anglais, c'est avant tout le jury ; il a subi de longues luites pour en, conquérir le principe et la compétence, il l'a trouvé ferme, inébranlable, dans les circonstances les plus critiques et les plus terribles ; c'est au jury qu'est remis le soin et la garde de la liberté nationale, et bien souvent de l'existence des citoyens.

L'importance de cette institution nous fait un devoir d'examiner avec attention l'organisation du jury qui dans notre province exige de sérieuses réformes.

Pourquoi le gouvernement ne songerait-il pas à rendre cette institution moins coûteuse, plus compétente et partant plus efficace.

Ce n'est un secret pour personne, qu'un grand nombre de ceux qui sont appelés à ces hautes fonctions sont, assez souvent, incapables d'en remplir les devoirs.

Les lois concernant le jury ont été établies pour la sécurité de tous

les citoyens. Chacun doit autant que possible payer de sa personne ; j'en crois que la loi est défectueuse à ce sujet et s'adapte mal à notre état de société, en ce qu'elle établit aujourd'hui trop d'exemptions. Il arrive souvent que les citoyens les plus qualifiés pour être jury en sont exemptés pour des raisons sans valeur.

Une autre raison, c'est que jusqu'ici tout le fardeau de l'institution a pesé presque exclusivement sur la classe agricole. Il serait juste de le faire partager, dans une plus grande mesure, par les classes commerciales, industrielles ou autres.

Ne serait-il pas aussi à propos de diminuer le temps du service ?

Je fais ces considérations parce qu'elles me paraissent justes et que j'ai promis à mes électeurs de m'en occuper.

Placé sous l'égide de la justice notre jeune pays verra ses intérêts matériels se développer par une marche régulière et progressive. La province de Québec renferme des ressources immenses dans ses forêts, dans ses mines et dans son sol cultivé. Il y a là des trésors autrement inépuisables, bien plus utiles, puisqu'ils servent mieux la cause de la civilisation que les mines d'argent et d'or tant recherchées autrefois par les Espagnols et, de nos jours par ceux qu'un long travail effraie.

Nos forêts prennent chaque jour une valeur plus grande à côté de celles de l'Europe et même des Etats-Unis qui vont sans cesse diminuant d'étendue. Voilà que nos voisins songent à attirer nos bois chez eux. C'est un mouvement que nous devons voir avec satisfaction, mais que nous devons accepter avec prudence. Nos forêts sont un peu pour nous, ce qu'était pour son heureux propriétaire la poule aux œufs d'or, puisque l'an dernier, nous en tirions un revenu de \$718,000. Il nous faut donc savoir conserver et développer cette source de richesse.

Le peuple commence à comprendre l'importance du reboisement du sol, le branle est donné ; c'est aux Chambres à prendre des mesures qui, d'un côté, empêcheront l'épuisement sans nuire au commerce et, de l'autre, favoriseront le reboisement sans faire tort à l'agriculture.

Le reboisement ne ramènera peut-être pas le grand commerce des bois dans la vallée du St-Laurent, mais il favorisera le propriétaire, le petit consommateur surtout, qui sont obligés en plusieurs comtés d'aller chercher le combustible à de très grandes distances, ou de le payer à des prix exorbitants.

Notre province renferme des mines nombreuses, variées et abondantes. Comme les forêts, cette source de richesses ne saurait être abandonnée.

au premier venu. L'exploitation des mines entraîne toujours des opérations difficiles et compliquées pour lesquelles il faut un capital plus considérable ; ensuite elle exige des connaissances spéciales et approfondies. D'ailleurs nos mines ne sont pas encore toutes connues, et il est bon que le gouvernement connaisse ses richesses minières avant de les livrer aux exploitateurs.

Dans ces derniers temps cependant les phosphates ont attiré l'attention.

Le prix de vente de ces terrains, d'abord fixé à une piastre de l'acre, puis par l'acte des mines de 1880 à \$2, a été fixé à \$3 par un arrêté du conseil. Je crois que même à ce prix le gouvernement ferait bien de ne pas trop vendre, attendre et tâcher de profiter de l'augmentation progressive du prix des terrains à phosphate.

Nous avons, outre cela, une foule de métaux utiles et de première qualité. Nous avons aussi des carrières de marbre.

Mais il faut savoir distinguer ce qui est immédiatement utile pour en tirer un profit immédiat de ce qui demande déjà des éléments d'aisance et de luxe pour être exploité. Ce dernier genre de richesses minérales doit être aussi étudié et l'exploitation particulière favorisée.

Tout cela demande certaines dépenses pour l'étude, l'organisation. La Chambre saura y pourvoir en s'inspirant de l'heureuse initiative du premier ministre. On ne s'improvise pas connaisseur de mine quand on veut. Il faut des connaissances spéciales. C'est ce qu'à compris le gouvernement en chargeant des spécialistes de faire les explorations et les études nécessaires.

Il est à espérer que l'élan que le gouvernement se propose de donner aux nouvelles industries qui surgiront de l'exploitation de nos mines et de nos forêts, donnera un nouvel essor à l'agriculture et à la colonisation.

Il en est des ministères comme des jours, ils se suivent sans trop se ressembler.

D'accord pour suivre les grandes lignes de la politique nationale, ils peuvent différer sur l'emploi des moyens capables de développer et d'appliquer cette politique. Un même ministère ne peut pas indéfiniment s'engager dans la même voie. Notre pays est trop jeune, nos ressources encore trop peu développées pour que nous nous attachions à un ordre de choses toujours le même. Les grands intérêts du pays ne peuvent pas être tous développés en même temps, ni développés à perfection les uns après les autres.

Je crois que telle a été la marche suivie par nos principaux hommes d'état. En reportant mes regards en arrière, je crois qu'on peut réunir sous trois principaux titres les progrès accomplis depuis quelques années. Développement de l'instruction élémentaire d'abord, puis l'agriculture et l'industrie, et enfin construction de chemins de fer.

Aujourd'hui la question capitale, celle qui prime toutes les autres, c'est la colonisation.

Il y a nombre d'années, trop à l'étroit dans la vallée du St-Laurent, notre population s'en allait aux Etats-Unis, faire fructifier nos voisins de leur travail, et arroser le sol étranger de leurs sueurs.

Un cri : " emparons-nous du sol " retentit alors dans le pays tout entier. Ce cri du cœur, sortait de la poitrine d'un grand patriote ; qui avait compris que là était l'avenir de notre jeune pays, là était la sécurité de nos plus chers intérêts.

Ce cri est aujourd'hui dans toutes les bouches et malheureusement pendant longtemps des difficultés insurmontables se sont opposées à l'établissement des colons sur les 100,000,000 d'acres de terre que le gouvernement pouvait mettre à leur disposition.

Il n'a fallu ni plus ni moins que l'initiative, le dévouement, l'abnégation et le patriotisme des Morin, des Labelle, des Hébert et autres pour vaincre les obstacles qui s'opposaient à la marche du colon. Redire l'histoire de l'établissement du lac St-Jean serait dire la dette de reconnaissance que le pays a contractée envers M. Hébert, curé de Kamouraska. Vous parlerai-je du Père Labelle, l'apôtre de la colonisation. Ce qu'il a fait et ce qu'il fait encore retentit assez non-seulement dans tout le Canada, mais aussi en Europe pour que je puisse me dispenser d'en parler. Tant de zèle et de dévouement aura-t-il été déployé en pure perte ? Non, M. le président. Le gouvernement a compris que pour donner à notre province l'influence qui lui est due dans la Confédération, il faut à tout prix augmenter notre population, en facilitant par tous les moyens en notre pouvoir, l'établissement de nouvelles colonies soit dans la vallée du lac St-Jean, soit dans celle de l'Ottawa et ailleurs.

J'arrive maintenant à la question économique. Le nouveau ministère, tout en conservant les traditions du parti conservateur veut s'attacher à diminuer les dépenses, retrancher celles qui sont inutiles et donner une nouvelle impulsion à la colonisation.

Sans doute, on est toujours sûr de plaire aux électeurs quand on parle d'économie ; mais de grandes difficultés se présentent ordinaire-

ment quand il s'agit de réaliser cette économie. Pour un gouvernement moins encore que pour un particulier, il peut être question de retrancher toutes les sources de dépenses. Il y en a qui sont nécessaires, d'autres qui sont utiles, d'autres enfin qui sont inutiles. Il faut accepter les premières, choisir parmi les secondes et omettre les dernières. Mais qui dira où commencent et finissent les dépenses utiles et les dépenses inutiles. Dans la vie privée c'est un problème difficile déjà pour ceux qui ont l'avantage ou le malheur de n'avoir à s'occuper que de leur seule personne. Il paraît que les difficultés du problème prennent une progression effrayante du moment qu'il faut s'occuper des dépenses d'une autre personne; qu'il se découvre chaque jours de nouveaux besoins. Il vient un moment où il faut s'arrêter à tout prix.

Cette nécessité a été comprise de tous les gouvernements, monarchiques, constitutionnels ou républicains : elle s'impose d'elle-même à certaines époques où il faut opérer des réformes. Le gouvernement nous en annonce une très importante. La commission du service civil qu'il a instituée étudiera les besoins toujours nombreux d'une administration compliquée ; elle saura distinguer parmi les dépenses utiles celles qui sont plus pressantes, et elle saura éloigner celles qui sont complètement inutiles. Cependant elle ne saurait être une menace pour des serviteurs anciens et dévoués. Elle saura respecter des droits acquis par la fidélité des services et l'aptitude nécessaire à les remplir.

D'ailleurs, je crois que si on interrogeait l'histoire de nos Chambres, on verrait qu'on a eu recours déjà au même principe, si on l'a employé sous une autre forme. J'ai entendu plus d'une fois d'anciens députés faire l'éloge d'un homme qui siège dans une autre assemblée, chargé d'une mission délicate analogue à celle qui est confiée à la commission du service civil, il a su mériter les éloges du gouvernement et des députés par le zèle, la fermeté, l'intelligence et l'intégrité avec lesquels il sut remplir sa délicate mission.

Si d'un côté, le gouvernement répond à un désir général, la Chambre du sien doit seconder le gouvernement avec ensemble et générosité. Nous devons travailler à repartir également par toute la province les charges et les avantages. Nous sommes, sans doute, chargés chacun plus particulièrement des intérêts d'une certaine partie de la province ; mais indépendamment de cette mission spéciale, ou plutôt à raison de cette mission nous devons nous occuper des intérêts de toute la province.

Il est heureux pour le gouvernement, que quelques-uns de ses débi

teurs aient encore un peu de conscience, et nous devons le féliciter d'avoir rencontré une ville bonne et honnête comme la cité de Montréal, qui ait consenti à payer sa dette au fonds d'emprunt municipal. D'abord, pour le bon exemple, et ensuite pour le bénéfice qu'il en retire.

Saluons avec plaisir le surplus de \$360,000 indiqué par les opérations de la dernière année fiscale, et espérons que ce ne sera pas le dernier.

Je suis heureux de constater avec Son Honneur le lieutenant gouverneur que le règlement des dettes au fonds d'emprunt municipal progresse rapidement. A l'heure qu'il est il reste encore \$1,750,000 à percevoir, sur près de \$3,500,000, montant auquel la dette s'élevait originairement.

Il est de toute justice pour les comtés qui, comme celui que j'ai l'honneur de représenter, ne doivent rien au fonds d'emprunt municipal, que ces dettes soient réglées sans délai, j'apprends, par la rumeur publique, que certaines municipalités désirent se soustraire aux obligations qu'elles ont contractées vis-à-vis du gouvernement. Je ne crois pas que ce dernier soit disposé à faire des remises à qu'il que ce soit. S'il lui plaît de faire des faveurs à quelques municipalités, les autres auront le droit d'exiger les mêmes avantages. Alors il faudra remettre les sommes déjà payées, et le trésor se trouvera obérer d'une dette de \$3,500,000 de plus qu'il ne doit actuellement. Un emprunt sera devenu nécessaire. Et qui payera cette dette contractée pour le profit de certaines municipalités? Tout le monde, toute la province. Et l'on aura fait commettre au gouvernement un grand acte d'injustice.

Outre les argents dus à la province pour la garde des prisonniers et des aliénés, tous les montants dus aux fonds de bâtisses et de jurés s'élèvent aujourd'hui à la somme de \$380,000, chiffre rond. Il est donc de la plus haute importance de pourvoir au remboursement de ces sommes aussitôt que possible.

Une autre source de revenus va nous arriver de l'ajustement définitif du fonds des écoles élémentaires. A ce propos vous me permettrez, M. le président; de rappeler qu'en vertu du S. R. C., c. 26, 10,000,000 d'acres des terres publiques dans la région Huron ont été spécialement affectés au soutien des écoles élémentaires, bibliothèques paroissiales ou cantonales dans la ci-devant province du Canada. Que le produit de la vente de ces terres devait être placé pour former un fonds à cette fin, dont les revenus seraient divisés d'année en année entre le Haut et le Bas-Canada, en proportion de la population respective des deux provinces d'après le dernier recensement; à l'exception toutefois d'un



quart du produit des terres vendues entre le 14 juin 1853 et le 6 mars 1861, applicable aux fonds d'amélioration du Haut-Canada, et de six pour cent sur le montant des perceptions pour la part contributoire du Bas-Canada aux frais d'administration.

Lors de la Confédération le montant perçu tant de la vente des terres publiques affectées comme ci-dessus, que de la vente d'autres terres aussi affectées aux mêmes fins, montant resté en fidéi-commis entre les mains du gouvernement de la Puissance du Canada, s'élevait à \$1,608,539.29.

Les perceptions faites par le gouvernement d'Ontario pour le compte du fonds des écoles élémentaires, se montaient, le 31 décembre 1881, déduction faite de la part d'Ontario et de notre part contributoire aux frais de perception, à la somme de \$814,841.98, à laquelle il faut ajouter les perceptions de 1882 qui atteignent un montant assez considérable.

Ces données nous prouvent combien il serait profitable pour notre province d'en arriver, au plus vite possible, à un arrangement définitif sur ces différents points.

Il est à désirer grandement que le système de pension qui met le gouvernement en état de pourvoir à l'existence des employés du service public, devenus incapables de remplir leurs devoirs, soit étendu au service civil extérieur et à certains officiers de justice.

Un employé public qui dévoue tout son temps aux devoirs de sa charge, loin de pouvoir spéculer, peut guère économiser pour ses vieux jours avec le maigre salaire qu'il reçoit.

Et le gouvernement ne peut pas jeter sur le pavé des employés de 30 à 40 années de services, sans reconnaître d'une manière quelconque les profits et les bénéfices que leur travail a procuré à l'état.

Ce serait presque une immoralité.

Le système de pension actuellement suivi pour les autres employés, permettra au gouvernement de payer une dette de reconnaissance sans trop obérer le trésor public.

Les décisions judiciaires dont parle Son Honneur dans le discours du trône, procurent à notre province une accession de pouvoirs qui seront une nouvelle source très importante de revenus.

Disons, en passant, qu'il est très heureux que le gouvernement s'occupe de la question de la vente des liqueurs enivrantes, et qu'il est à espérer que les gouvernements de Québec et d'Ottawa, s'entendront facilement sur la division des pouvoirs relativement à cette question.

Je crois que tout projet de loi ayant pour but de protéger l'assuré dans l'émission des polices d'assurance serait très désirable et que sans porter atteinte à la justice, le gouvernement pourrait peut-être par là augmenter le revenu public.

Tout récemment, la cour suprême du Canada a jugé que le droit de pêche, dans les eaux intérieures de la province de Québec, appartenait aux propriétaires riverains ; portant que le gouvernement fédéral avait excédé ses pouvoirs en obligeant les propriétaires riverains sur les rivières où se fait la pêche de certain poisson, entr'autres pour la pêche du saumon, à prendre des licences.

Nul doute que le ministère saura mettre à profit les dispositions du jugement en question, pour exploiter avec avantage pour le gouvernement et les contribuables, cette nouvelle source de revenus.

Les nombreuses réclamations que les citoyens ont eu à faire dans le cours des dernières années contre notre gouvernement provincial ont mis en évidence les défauts du système suivi actuellement pour ces sortes d'affaires.

En Angleterre et dans presque toutes les provinces de la Puissance, la loi accorde au citoyen le droit de s'adresser aux tribunaux au moyen d'une pétition de droit, pour faire régler ses réclamations.

L'expérience et la raison nous démontrent qu'une semblable loi est aujourd'hui devenu nécessaire.

Je suppose le cas d'un adversaire qui a quelque chose à réclamer du gouvernement. Il peut fort bien arriver qu'on le traîne indéfiniment, ou que dans tous les cas on trouve un moyen pour ne pas lui donner justice.

S'agit-il au contraire d'un ami, le gouvernement sera peut-être porté à trop le favoriser au dépens du public.

D'ailleurs le gouvernement donnerait-il pleine et entière justice, on le blâmerait toujours.

N'est-il pas plus conforme à la dignité d'un gouvernement, et n'y a-t-il pas plus de garantie, pour les intéressés de s'adresser à la justice, le seul tribunal indépendant.

La politique d'économie du nouveau ministère ne doit pas arrêter le progrès des entreprises de notre province. Economiser c'est savoir dépenser. Toute dépense faite à propos est une économie parce qu'elle

rapporte, au centuple, l'argent donné par le trésor. C'est une semence dont les fruits ne se font pas attendre.

L'encouragement que le ministère se propose de donner à l'éducation populaire lui mérite les félicitations de tous ceux qui ont à cœur l'avenir de notre province.

L'éducation du peuple, sous l'égide de la religion, est le point de départ de tout véritable progrès ; c'est par l'éducation que l'on sème ce que l'on doit récolter plus tard.

Les enfants sont les hommes de l'avenir. Il leur faut une éducation saine, forte et virile, car suivant ce que vous leur aurez enseigné, ils seront intelligents, braves et honnêtes, des citoyens utiles à eux-mêmes et à leur pays ; qu'ils bien vous en ferez des hommes routiniers, ennemis de tout véritable progrès, quelquefois des paresseux et des parasites qui, trop souvent, deviennent l'opprobre et la honte de leurs compatriotes.

Il est donc de la plus extrême importance pour l'avenir du pays d'encourager par tous les moyens en notre pouvoir la cause de l'éducation populaire, et nous devons féliciter le nouveau ministère sur la détermination qu'il a prise, d'augmenter les subsides nécessaires au soutien de nos écoles primaires.

Tout le monde aura été frappé sans doute du programme qui nous a été tracé dans le discours du trône. Il est aussi remarquable par son étendue, que par l'importance des matières qu'il renferme. Non ! il n'y aura pas d'arrêt dans la voie du progrès où notre province est entrée depuis quelques années. L'homme éminent qui tient en main nos destinées s'est montré à la hauteur de la position difficile qu'il a assumée. En cela, je dois le dire, il n'a surpris personne. Le premier ministre n'a fait que répondre à l'attente de ses amis—je ne dirai pas de ses ennemis, car j'espère qu'il n'en a pas, —je dirai de tous ceux qui le connaissent. Je n'ai donc pas l'intention de le louer ou de lui adresser des compliments, lesquels d'ailleurs ne le flatteraient guère, parce que je suis au début de ma carrière, lorsqu'il compte un grand nombre d'années et de succès parlementaires ; je ne veux que me féliciter d'ouvrir ma carrière parlementaire, sous les auspices d'un homme aussi distingué dans la science et l'économie politique.

J'ai l'honneur de proposer, appuyé par M. Carbray :

1. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours, à l'ouver-

ture de la deuxième session du cinquième parlement de la province de Québec, et du bonheur qu'il exprime au commencement de l'année qui s'ouvre, de nous souhaiter la bienvenue au siège du gouvernement, où il nous a convoqués pour la dépêche des affaires de la province, et de plus, pour assurer Son Honneur ;

2. Que nous nous flattons, avec Son Honneur, de l'espoir que l'harmonie, la bonne entente et le plus grand esprit de justice ne cesseront de présider à nos patriotiques délibérations.

3. Que nous constatons avec Son Honneur, que l'armée anglaise qui a tant de fois illustré le drapeau sous lequel se développent nos droits et nos libertés, vient de cueillir de nouveaux lauriers en Egypte, et que nous en félicitons, avec Son Honneur notre Gracieuse Souveraine dont la haute sagesse a su grandir encore le prestige de l'Angleterre et assurer à son empire, une longue paix avec toute la prospérité qui en découle.

4. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que la refonte de nos lois statutaires, confiée à des mains habiles, progresse rapidement, et qu'une portion considérable de ces travaux nous sera soumise bientôt.

5. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que le public ne sera pas frustré dans son attente de réformes judiciaires et d'améliorations dans notre code de procédure ; que, quoique ces études soient considérablement avancées, nous croyons, avec Son Honneur, qu'une solution hâtive ôterait à cette œuvre, son caractère de stabilité, et nous apprenons avec satisfaction, que le gouvernement va se borner durant cette session, à suggérer certains amendements pour l'accélération de la procédure et pour la simplification des appels.

6. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'un projet de loi nous sera présenté sur l'organisation du jury, dans les causes criminelles, de manière à relever le niveau de cette institution et à diminuer les dépenses qu'elle entraîne.

7. Que nous constatons avec Son Honneur, que les délibérations du congrès forestier tenu à Montréal, en septembre dernier, ont eu pour effet d'attirer, d'une façon bien marquée, l'attention publique sur l'important sujet de la conservation de nos forêts et du reboisement ; que nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement étudie quel est le mode le plus efficace pour atteindre un tel résultat, et qu'il nous sera soumis un projet de législation pour limiter la destruction de nos bois et forêts sans diminuer le revenu public.

8. Que nous constatons également avec Son Honneur, que nos ressources minières se développent rapidement, et qu'il nous fait plaisir d'apprendre que c'est l'intention du gouvernement, d'encourager et de stimuler l'initiative privée, en mettant à la disposition du public, les informations les plus complètes sur l'existence des gisements et la nature de ces mines qui renferment d'immenses richesses inexploitées, et en faisant en sorte que les explorations entraînent, pour les particuliers, le moins de dépenses possible.

9. Que nous constatons encore avec Son Honneur, que les capitalistes étrangers s'intéressent de plus en plus aux ressources de la province de Québec, et spécialement à nos phosphates dans la vallée de l'Ottawa; et qu'il nous fait plaisir d'apprendre que, dans le but d'établir plus sûrement la qualité et la quantité de ces produits, le gouvernement fait faire actuellement un examen sérieux de ces terrains, et que son concours le plus complet sera toujours accordé aux compagnies étrangères ou locales actuellement établies ou en voie d'organisation : que nous ne doutons pas avec Son Honneur, qu'elles, de leur côté, nous aideront de leurs connaissances spéciales et de leur expérience dans les diverses branches de l'industrie.

10. Que nous nous réjouissons d'apprendre de Son Honneur, que le gouvernement a lieu d'espérer, que ces entreprises nouvelles donneront un grand élan à l'agriculture et à la colonisation; qu'il s'est déjà occupé de rendre plus efficace l'encouragement dû à ces deux grandes sources de la prospérité publique, et qu'il nous fera connaître les nouvelles dispositions qu'il a prises pour que le domaine public soit ouvert plus facilement à l'activité du colon.

11. Que nous examinerons avec soin, les comptes publics pour la dernière année fiscale et l'évaluation de la dépense pour le prochain exercice financier qui nous seront soumis; Que nous serons heureux, avec Son Honneur, de voir, par les derniers comptes publics, que, grâce à l'acquiescement par la cité de Montréal, de sa dette envers le fonds d'emprunt municipal, les opérations de cette dernière année fiscale indiquent un surplus considérable; Que le commissaire chargé du règlement du fonds d'emprunt municipal s'occupe activement de l'affaire, et que le gouvernement a lieu d'espérer que la recette de cette source pour l'année courante, dépassera le montant de l'évaluation.

12. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que la préparation du budget du prochain exercice financier a été basée sur la plus grande somme d'économie que puisse admettre l'efficacité du service

public ; que le gouvernement fera tous les efforts possibles pour établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses imputables au revenu consolidé, en administrant avec soin les revenus de la province et en surveillant les dépenses avec rigueur et que, dans ce but, il nous sera soumis un projet de loi définissant la position et les attributs de l'auditeur provincial de telle manière que le peuple, par ses représentants, puisse contrôler les dépenses d'une manière absolue.

13. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, qu'il nous sera soumis aussi un projet de loi pour faciliter le remboursement des argents dus à la province pour la garde des prisonniers et des aliénés, ainsi que des sommes dues au fonds de bâties et de jurés.

14. Que nous apprenons aussi avec plaisir de Son Honneur, que durant la vacance, le travail du règlement des comptes entre les provinces d'Ontario et de Québec et la Puissance a fait du progrès ; que les états sont maintenant à se préparer sur la base adoptée durant ces négociations et qu'il y a lieu de croire que nous serons bientôt informés que ces comptes ont été réglés d'une manière satisfaisante.

15. Que nous admettons avec Son Honneur, qu'il serait désirable que l'ajustement du fonds des écoles élémentaires marchât de pair avec ces règlements de compte ; que nous sommes heureux d'apprendre qu'il se poursuit d'actives négociations entre le gouvernement de la province d'Ontario et le gouvernement de cette province à ce sujet, et qu'il nous sera présenté un projet de loi pour autoriser ses arrangements

16. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que le gouvernement croit devoir étendre au service civil extérieur, le système de pension qui met le gouvernement en mesure de pourvoir d'une manière juste à l'existence des officiers et employés de service public, âgés ou malades, lequel système a eu de si bons résultats pour l'efficacité du service public, et qu'il sera présenté un projet de loi pour accorder des pensions à certains officiers de l'administration de la justice et autres.

17. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'il a autorisé la nomination d'une commission chargée de faire une enquête générale et complète sur l'organisation de tous les départements publics, et que, avec Son Honneur, nous sommes convaincus que les travaux de cette commission, qui nous seront soumis probablement dans le cours de la session, auront pour résultat de diminuer les dépenses et d'augmenter l'efficacité du service.

18. Que nous constatons, avec Son Honneur, que de récentes déci-

sions judiciaires définissant mieux les attributions des Législatures locales dans la Confédération canadienne ont, en ajoutant aux pouvoirs de la province de Québec, ajouté également à ses devoirs et à ses responsabilités ou modifié sa position.

19. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'en conséquence des vues exprimées par le plus haut tribunal d'appel de l'Empire britannique, en rendant jugement au sujet de l'acte du Parlement de la Puissance, établissant des dispositions pour la réglementation de la vente des liqueurs enivrantes. (The Canada Temperance Act, 1878), le gouvernement s'occupe sérieusement des modifications à faire à la législation actuelle.

20. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que le tribunal du Conseil privé de Sa Majesté a reconnu aux Législatures provinciales, le droit de réglementer l'émission des polices d'assurance et de légiférer sur les compagnies faisant des affaires d'assurance, et qu'en conséquence, le gouvernement nous soumettra un projet de loi qui, tout en traitant ces compagnies avec justice, protégera plus efficacement le public.

21. Que nous apprenons également avec plaisir de Son Honneur, que la Cour suprême du Canada, ayant affirmé le droit des provinces sur les pêcheries dans les eaux intérieures du Canada, le gouvernement s'est occupé de cette importante accession de pouvoirs, qui lui donne la propriété de la pêche dans les rivières de la province de Québec, et qu'il nous sera présenté un projet de loi tendant à organiser cette nouvelle source de revenus.

22. Que nous constatons avec Son Honneur, qu'il existe des dispositions législatives dans le Royaume-Uni, dans la Puissance et dans la plupart des provinces de la Confédération canadienne, pour permettre aux sujets de Sa Majesté, de faire régler judiciairement leurs réclamations contre le gouvernement au moyen de la pétition de droit, et que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que le gouvernement a cru, qu'aucune raison n'existait pour ne pas assujétir le gouvernement de cette province aux mêmes obligations, et qu'à cet effet, un projet de loi nous sera soumis.

23. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'en nous annonçant des projets sérieux d'économie et en cherchant à multiplier les sources de revenu, le gouvernement n'a pas l'intention d'arrêter l'élan donné aux entreprises de toutes sortes dans la province de Québec; et qu'il désire plutôt reporter sur nos ressources intimes et

surtout sur la colonisation et les écoles primaires qui recevront une augmentation de subsides, une partie des efforts qui depuis dix années, avaient été concentrés sur les entreprises de chemins de fer.

24. Que nous sommes heureux de nous joindre à Son Honneur, pour exprimer la conviction que le besoin de nos finances n'est pas la seule cause de ces réformes, qui ont plutôt pour but de tirer le meilleur parti possible de nos sacrifices, de faire marcher de front tous les développements que la province peut comporter et de répartir d'une manière intelligente et équitable, parmi les différentes sphères de la société, le bénéfice du patronage et de l'encouragement publics, et que nous ne doutons pas que nous ne poursuivions dans cet esprit, les travaux de la session.

M. **Carbray**—*député de Québec-ouest*.—M. le président, j'éprouve beaucoup de plaisir d'appuyer la proposition faite par mon honorable ami le député de Laval, et de saisir cette occasion, comme c'est d'ailleurs l'habitude, pour parler des sujets dont il est fait mention dans le discours d'ouverture. Je m'efforcerai de traiter ces questions sans m'étendre trop longuement, afin de ne pas prendre inutilement le temps de la Chambre.

Je discuterai les différents paragraphes du projet d'adresse tels qu'ils se présentent.

Les bons souhaits exprimés par Son Honneur le lieutenant gouverneur aux deux Chambres de la Législature sont reçus avec enthousiasme et en retour je suis certain que chaque membre de cette Chambre forme les mêmes souhaits pour le digne représentant de notre gracieuse Souveraine. Tous nous partageons l'espoir exprimé par Son Honneur que l'harmonie, la bonne entente et le plus grand esprit de justice ne cesseront de présider à nos délibérations. Nous devons féliciter notre gracieuse Souveraine sur la manière brillante, prompte et heureuse avec laquelle a été terminée la campagne d'Egypte, et souhaiter pour son empire une longue paix et la prospérité qui en est la conséquence directe. Je dois dire que je suis tout particulièrement heureux de voir que l'habile général qui a commandé l'armée anglaise pendant cette campagne et qui a remporté un triomphe aussi grand est un enfant de la Verte Erin, la patrie de mes frères, que j'aime d'un amour aussi profond que si elle était le lieu de ma naissance. Je suis aussi fier de voir, qu'avec leurs frères Celtes, de l'Ecosse, les troupes irlandaises ont été les premières à s'élancer sur la brèche, à chaque bataille et notamment dans la brillante charge sur Tel-el-Kébir. De



même que l'Irlande peut s'enorgueillir de son illustre enfant qui a été le premier sur les champs de batailles, de même aussi peut elle montrer avec fierté son autre enfant, non moins illustre que l'autre, le comte Dufferin, le Dufferin du Canada, qui a eu sous son contrôle la partie diplomatique de la campagne égyptienne, et qui l'a conduite avec une habileté consommée en assurant d'immenses avantages à l'Angleterre. On ne peut mettre en doute que la possession de l'Égypte et le contrôle du canal de Suez sont d'une importance vitale pour la conservation de l'empire anglais aux Indes.

J'espère ardemment que l'Angleterre paiera la dette considérable de reconnaissance qu'elle doit à ses généraux et soldats irlandais, en inaugurant des mesures bonnes et sages qui auront pour effet d'améliorer l'état chronique de pauvreté et de misère dans lequel se trouve depuis si longtemps le peuple d'Irlande. J'espère que le jour n'est pas éloigné où on accordera l'autonomie à l'Irlande, telle que celle dont nous jouissons nous-mêmes ici et qui a été accordée à presque toutes les autres colonies anglaises, et sans laquelle l'Irlande ne pourra jamais être ni en paix, ni prospère.

Les trois paragraphes qui suivent, parlent des progrès faits dans l'exécution de la refonte de nos lois statutaires, des réformes judiciaires, de l'amélioration de notre code de procédure civile et du système des jurés. Comme je ne suis pas un avocat, je passe d'autant plus rapidement sur ces sujets, qu'après le discours éloquent et si bien rempli de mon honorable collègue, le représentant de Laval, il serait surperflu de ma part d'entrer dans la discussion des détails de ces diverses questions.

Je suis certain que tous ceux qui ont quelque chose à faire avec l'application de la loi, qu'ils soient clients ou avocat, accueilleront avec une grande satisfaction tout ce qui tendra à simplifier et à rendre moins longues les procédures.

Le paragraphe suivant traite d'un sujet d'un très grand intérêt pour notre province, nos forêts, qui sont notre principale source de revenu. Le gouvernement doit être loué pour la détermination qu'il a prise de s'appliquer immédiatement à l'étude des moyens les plus efficaces pour la conservation de nos forêts et le reboisement de notre territoire. Il est à espérer que cette étude sera faite aussi promptement que possible, vu qu'il est urgent de prendre des mesures dans le sens indiqué. Je vous assure, M. le président, que ce n'est pas une minute trop tôt, car grâce au système suivi actuellement, nos forêts sont détruites sans aucune considération pour l'avenir ; elles sont détruites d'une manière

tellement considérable que le jour est peut-être moins éloigné que nous ne le désirons où nos forêts, au lieu d'être notre principale source de revenu, ne contribueront que bien peu à la caisse provinciale.

Deux grandes causes ont contribué par le passé à la destruction de cette richesse : Les ravages du feu, et le gaspil découlant de la fabrication du bois carré pour les marchés européens. La révolution qui s'opère dans notre commerce de bois, c'est-à-dire, la diminution de nos exportations en Europe et l'augmentation de nos exportations aux Etats-Unis, fait qu'il s'en suit que la quantité de bois carré fabriquée chaque année diminue tous les ans et que la quantité des billots sciés, qui n'entraînent aucune perte, augmentent en proportion. Ainsi le mal causé par ce gaspil s'en va en diminuant tous les ans, et je crois que le jour n'est pas éloigné où peu ou point de bois carré sera fabriqué pour l'Europe, car la tendance s'accroît tous les ans parmi les importateurs européens de ne faire venir du Canada que du bois fabriqué, de toutes dimensions, propre à satisfaire les besoins pour lesquels il est importé, plus particulièrement quand il s'agit du chêne et des autres bois durs.

Quant à ce qui regarde les feux de forêts, il existe je crois des lois et des règlements assez sévères. Tout le mal vient du fait qu'il n'y a pas de surveillance pour assurer l'exécution de la loi. Je suggérerais respectueusement que des mesures seraient prises pour faire disparaître cette grave lacune, car il est connu que dans le cours des 25 dernières années ou plus, les pertes du bois debout causées par les feux de forêts ont été énormes. De fait, c'est l'opinion des marchands de bois du pays, que pendant cette période, la quantité de bois détruit par le feu a dépassé de beaucoup celle qui a été abattue par la hache du bûcheron. Je crois savoir que c'est l'intention du gouvernement, entre autres mesures, d'établir un système quelconque qui indiquera que nous voulons entrer dans une nouvelle voie, quant à ce qui regarde le sujet de la protection de notre richesse forestière, en mettant en réserve dans différentes localités, une certaine quantité d'acres de terres boisées. Ceci serait assurément une mesure fort judicieuse.

Pendant que je suis sur ce sujet, je ne puis résister aux désirs de faire une comparaison entre l'Amérique septentrionale et l'Europe. Dans presque tous les pays de l'Europe, la question de la protection des forêts et le reboisement a reçu la plus grande attention de la part des différents gouvernements et a été traitée avec le plus grand soin. Les lois en France relative à ce sujet sont tellement parfaites et le système qui prévaut est si admirable que je vais probablement surprendre ceux

de mes auditeurs qui n'ont pas voyagé dans ce pays, en leur disant qu'en plusieurs endroits, le bois est encore employé pour le chauffage, et un voyageur natif de l'Amérique septentrionale qui visite Paris, lui-même est étonné de voir à un endroit tel que le Grand Hôtel, un feu pétillant dans sa chambre, alimenté par du hêtre ou autre bois. J'ai été moi-même témoin de ce que je viens de dire. Je ne prétends pas être rigoureusement exact, mais je crois avoir vu quelque part, des statistiques démontrant que la consommation annuelle du bois en France est plus considérable que celle de n'importe quel pays, du moins, après les Etats-Unis. Dans tous les cas, je sais quelle est énorme. Eh bien, pour satisfaire à cette énorme consommation on importe très peu de l'étranger. Je ne me rappelle pas la proportion exacte, mais je sais qu'elle est excessivement petite comparée à la totalité de la consommation du pays. Je recommanderai respectueusement au cabinet de faire des démarches pour obtenir les renseignements qui nous mettraient en possession de lois sages et qui ont résisté à l'épreuve de l'expérience, du vieux continent, de la France, de l'Allemagne, de la Norvège, de la Suisse et de la Russie. Nous apprendrions certainement bien des choses utiles dans ce qui concerne la manière de conserver nos forêts et d'en opérer la reproduction. Je crois qu'il est question aux Etats-Unis de faire enlever le droit imposé sur le bois canadien. Je crois que ce droit est de \$2 par mille pieds sur le pin et d'une piastre sur le sapin. Ceci indique qu'un grand changement s'est opéré dans l'esprit de nos amis de l'autre côté de la frontière, car la modification demandée au tarif des douanes avait été jusqu'à présent combattue par les commerçants de bois des Etats-Unis, qui se considéraient protégés jusqu'à concurrence du montant du droit prélevé. Mais aujourd'hui, ce sont ces mêmes commerçants qui sont les plus empressés à demander l'abrogation du droit sur le bois canadien, car ils commencent à s'alarmer à la vue de la rapidité avec laquelle leurs forêts disparaissent. Maintenant, dans le but de protéger leurs propres forêts, ils consentent d'ouvrir leur marché à l'admission en franchise des bois du Canada. Ils veulent bien que nous épuisions nos forêts, afin de leur fournir le bois dont ils ont besoin à bon marché, et permettre à leurs forêts d'augmenter annuellement en valeur au fur et à mesure que les nôtres s'épuiseront. *Pas bête du tout*, puis-je dire ; aussi nous pouvons que bien rarement reproché à nos amis les Yankees, de ne pas être perspicaces ou de manquer de clairvoyance là où il s'agit du *dollar*. Il n'y a pas de doute que si ce droit est enlevé, le mouvement du commerce de bois du Canada aux Etats-Unis augmentera



dans de grandes proportions. Raison de plus pour nous engager à prendre promptement des mesures pour protéger cette source de richesses et faire des lois et des règlements efficaces pour la conservation de nos forêts et pour le reboisement de notre territoire. Dans toute législation nouvelle touchant les forêts, j'espère sincèrement que nos commerçants de bois et nos porteurs de licences seront traités par le gouvernement avec cette considération juste et sympathique à laquelle ils ont droit pour tant de raisons.

Les deux paragraphes suivants traitent de nos ressources minières et des gisements de phosphates. Indubitablement les ressources minières de notre province sont très grandes et d'une richesse incontestable. Le gouvernement aura droit à la reconnaissance publique s'il inaugure un système qui permettra le développement de l'exploitation de cette richesse, pour le plus grand avantage du pays et de ceux qui engageront leurs capitaux dans l'industrie minière. Pendant que je suis sur ce sujet, je supplierai le gouvernement de ne pas permettre que de vastes étendues de terres passent aux mains de simples spéculateurs, et ceci s'applique aussi bien aux cantons forestiers qu'aux terrains miniers. Ne pas prendre des mesures pour empêcher le mal que je signale serait agir au détriment des meilleurs intérêts du pays. Nous devons nous appliquer à faire en sorte que, autant que possible, nos terrains miniers, dé même que nos forêts, n'appartiennent qu'à ceux qui en font eux-mêmes l'exploitation. Je crois fermement que l'une des grandes causes qui a produit dans le passé cette destruction si imprévoyante, ce gaspil de nos forêts, est due au fait que d'immenses étendues de terres étaient la propriété d'un ou de deux individus, ou d'une société, qui sont, en quelque sorte obligés par la position qu'ils occupent, de conduire leurs opérations d'une manière beaucoup plus considérable que cela devrait être fait, pour obtenir un profit raisonnable. Ils sont forcés d'abattre annuellement une certaine quantité de bois, que cela paie ou ne paie pas. La dernière hypothèse se réalise plus fréquemment que la première.

La question qui se présente ensuite est celle de la colonisation. Nous avons une garantie dans l'intérêt qu'a toujours manifesté l'honorable premier ministre pour ce sujet si grave, qu'il lui donnera toute l'attention et tout le soin qu'il mérite. Je considère que la question de la colonisation en est une qui, dans notre province, doit occuper, sinon avant toutes les autres, du moins autant que n'importe quel autre sujet, notre plus sérieuse attention. Tout notre avenir dépend de la solution

donnée à cette question, et si nous voulons maintenir notre province sur le même pied que les autres provinces-sœurs, nous devons, l'urgence s'impose, ne laisser rien de côté qui puisse développer la colonisation, nous ne devons pas négliger aucun moyen qui pourrait contribuer à l'établissement de nos terres incultes. On dit souvent que notre province est un pays où on y gèle, où le sol est stérile, un pays que les colons doivent bien se garder d'approcher. Mais n'oubliez pas que ceci est dit ordinairement par ceux qui ont intérêt à diriger les immigrants vers d'autres régions. J'admets que dans notre pays nous avons, en hiver, beaucoup de glace et de neige, mais que notre province soit stérile, je le nie formellement. Je prétends que nous possédons un sol dont la richesse et la fertilité ne sont pas surpassées par aucun pays du monde. Il m'a été donné d'entendre souvent des étrangers, qui ont voyagé dans les différentes parties de la province, exprimer leur admiration à la vue de la richesse de nos terres, de la verdure et de la force de la végétation. L'agriculture peut être arriérée, ceci n'est pas la faute du sol, mais la faute des idées de routine de nos cultivateurs, qui, séparés pour ainsi dire, pendant si longtemps du mouvement général des améliorations qui se faisaient dans le monde, n'ont pas eu l'occasion de se renseigner et de se mettre sur le même pied que les grandes nations qui ont fait des progrès dans l'art agricole. La vapeur et l'électricité ainsi que l'instituteur, changent toute la face des choses. Nos cultivateurs s'instruisent; et mettent rapidement à profit pour eux-mêmes les grandes améliorations accomplies dans cette industrie. Je ne désespère pas de voir un jour la province de Québec devenir la Belgique de l'Amérique septentrionale, pour la perfection de son système agricole et la richesse de ses produits de la ferme.

La partie de notre province qui offre les avantages les meilleurs et les plus considérables pour la colonisation est incontestablement la vallée du lac St. Jean, dont la température douce et la richesse du sol sont établies au-delà de tout doute. Malheureusement les difficultés qu'il faut vaincre pour l'atteindre présentent un désavantage immense. Une compagnie a été organisée il y a quelques années, par plusieurs citoyens entreprenants de Québec, dans le but de faire disparaître ces difficultés, en construisant un chemin de fer de Québec au lac St. Jean. Je suis heureux de dire que les travaux progressent bien, et j'espère sincèrement que nous verrons bientôt cette grande voie de colonisation ouverte au trafic depuis notre capitale jusqu'aux vastes et fertiles plaines du district du lac St. Jean. Je demande pour les citoyens patriotes

qui travaillent tant pour accomplir cette grande œuvre, les vives sympathies, la bonne volonté et l'assistance du gouvernement ; je suis certain qu'en disant cela, mes paroles trouveront un écho favorable dans l'esprit de l'honorable premier ministre et de ses collègues.

Je ne puis m'empêcher de regretter, bien que nos finances ne soient pas dans une condition déplorable, bien que nous ayons de l'argent en caisse, que nous n'ayions pas un système comme nous devrions, de toute nécessité, en avoir un, si nous voulons nous sortir des difficultés financières dans lesquelles nous sommes depuis plusieurs années et placer nos affaires sur une base financière saine, afin de nous mettre en position de lutter, dans de bonnes conditions, avec les autres provinces, quant à ce qui regarde notre prospérité financière.

Je regrette, bien que nous ayons de l'argent en caisse, que cela soit dû plutôt à une circonstance toute particulière qu'à l'opération de notre système financier. Nous devrions avoir un système qui nous permettrait d'établir l'équilibre entre nos recettes et nos dépenses. En faisant ces remarques, je désire qu'il soit bien compris que je ne les fais pas dans le but de critiquer l'administration financière de l'honorable trésorier. Je dirai qu'autant que je puis en juger, l'honorable ministre des finances s'est acquitté de la tâche ardue qui lui a été confiée avec une grande habileté. Et de plus, je dirai que si notre position n'est pas aussi forte que nous pouvons la désirer, si notre système n'est pas parfait, je n'ai aucun reproche à faire à l'honorable trésorier ni à son prédécesseur. Que l'on me permette de dire ici que non-seulement dans notre Législature, mais aussi dans le parlement canadien et même dans une région plus élevée, dans la Chambre des communes, en Angleterre, il est d'usage, lorsqu'un ministre des finances devient l'héritier d'une caisse en mauvaise condition, s'il ne réussit pas même avant douze mois à réparer tous les dommages causés par ses prédécesseurs, ou dus à des circonstances exceptionnelles, de s'écrier : Quel fiasco ? Voyez l'état déplorable des finances sous l'administration de tel ou tel ministre ? Une telle manière de critiquer est injuste. Le ministre peut avoir travaillé avec ardeur et avoir fait tout en son pouvoir pour améliorer les finances, et il est très probable que ceux qui le critiquent, s'ils avaient été à sa place auraient été incapables de montrer, pour leur justification, une administration aussi prudente et aussi habile. Je solliciterai le gouvernement d'étudier sans retard les meilleurs moyens d'établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses.

Le paragraphe suivant nous parle de la préparation du budget des dépenses pour l'année prochaine.

Son Honneur le lieutenant gouverneur dit :

“ La préparation du prochain exercice financier a été basée sur la plus grande somme d'économie que puisse admettre l'efficacité du service public. Mon gouvernement fera tous les efforts possibles pour établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses imputables au revenu consolidé, en administrant avec soin les revenus de la province et en surveillant les dépenses avec rigueur. Dans ce but, il vous sera soumis un projet de loi définissant la position et les attributs de l'auditeur provincial, de telle manière que le peuple, par ses représentants, puisse contrôler les dépenses d'une manière absolue.”

Je crois que la Chambre tombera d'accord avec moi pour féliciter le gouvernement pour cette sage mesure. Si l'on atteint le but que l'on a en vue, tout ce que j'ai à dire c'est que le cabinet méritera bien du pays. Le gouvernement mérite aussi des félicitations pour le choix de l'auditeur provincial. Une longue connaissance de M. Gaspard Drolet nommé à cet emploi, et qui est aujourd'hui fonctionnaire dans le ministère de l'honorable trésorier, me met en position de dire que M. Drolet possède un caractère des plus honorables et qu'il n'est inférieur à personne sous le rapport des aptitudes et de l'habileté à remplir avec honneur et efficacité les fonctions d'auditeur provincial.

Quant à ce qui regarde le paragraphe relatif au commerce des liqueurs enivrantes, il est dit :

“ En conséquence des vues exprimées par le plus haut tribunal d'appel de l'empire britannique en rendant un jugement au sujet de l'acte du parlement de la Puissance, établissant des dispositions pour la réglementation de la vente des liqueurs enivrantes (The Canada Temperance Act 1878), mon gouvernement s'occupe sérieusement des modifications à faire à la législation actuelle.”

J'espère que cette législation ne revêtera pas le caractère de la prohibition. Je ne crois pas que l'on puisse rendre le peuple plus sobre par un acte du parlement, pas plus que nous pouvons le rendre vertueux par le même procédé. Je considère qu'un bon système pour limiter le nombre des licences aurait beaucoup plus d'effet qu'une loi prohibitive. Avec plusieurs autres, je compte plus sur les influences bienfaisantes de l'éducation et de la religion pour l'amélioration morale du peuple que sur la législation.

“ Le tribunal du conseil privé de Sa Majesté a reconnu aux Législatures provinciales le droit de réglementer l'émission des polices d'assurance et de légiférer sur les compagnies faisant des affaires d'assurance. En conséquence mon gouvernement vous soumettra un projet de loi qui, tout en traitant ces compagnies avec justice, protégera plus efficacement le public.” Je ne sais pas s'il est de la compétence de notre Législature d'intervenir dans la phraséologie des clauses des polices d'assurance. Je considère que c'est une des plus importantes questions que, dans la rédaction des polices d'assurance, toute la loi soit laissée aux mains, à la discrétion des compagnies d'assurance elles-mêmes et agissant comme seul arbitre. Le gouvernement français, si je ne me trompe pas, a très sagement étudié cette question des chartres données à des individus et des connaissances. Il a enlevé aux compagnies d'assurance le droit de rédiger elle-même les polices d'assurance et il a établi ce qu'il appelle, “ des polices du gouvernement ou nationales,” dans lesquelles polices, bien que les droits et les privilèges des compagnies d'assurance soient protégés, les droits de l'assuré ne sont pas oubliés ni perdus de vue.

“ La cour suprême du Canada ayant affirmé le droit des provinces sur les pêcheries dans les eaux intérieures du Canada, mon gouvernement s'est occupé de cette importante accession de pouvoirs qui lui donne la propriété de la pêche dans les rivières de la province de Québec, et il vous sera présenté un projet de loi tendant à organiser cette nouvelle source de revenus.”

On ne manquera pas de constater que cette source nous donnera des revenus considérables, j'espère que le gouvernement se renseignera parfaitement sur la meilleure législation et les règlements les plus parfaits existant dans les autres pays relatifs à ce sujet.

Le paragraphe suivant traite d'une question qui mérite la plus sérieuse attention :

“ Il existe des dispositions législatives dans le Royaume-Uni, dans la Puissance et dans la plupart des provinces de la confédération canadienne, pour permettre aux sujets de Sa Majesté de faire régler judiciairement leurs réclamations contre le gouvernement au moyen de la pétition de droit ; mon gouvernement a cru qu'aucune raison n'existait pour ne pas assujettir le gouvernement de cette province aux mêmes obligations. Un projet de loi à cet effet vous sera soumis.”

Je suis certain que pas un honorable député ne trouvera à redire contre l'honnêteté d'une telle mesure législative, venant d'un homme



honorable que l'on m'a enseigné à regarder comme un premier ministre honnête. L'état de choses existant dans notre province est suivant moi, une tache sur notre écusson.

Un cas s'est présenté à ma connaissance l'an dernier, où un citoyen avait une juste réclamation contre le gouvernement, mais il n'a pu réussir à se faire payer par suite du manque d'une mesure telle que celle dont il est ici question. Et je dois ajouter que j'ai honte de constater qu'il en soit ainsi dans notre province.

Je ne sais s'il est pertinent pour moi de faire allusion, en peu de mots, au changement qui a eu lieu dans le personnel du cabinet depuis la dernière session, mais je vais me hasarder à le faire.

Je ne suppose pas que les honorables messieurs qui siègent sur les bancs du trésor, prétendent être autre chose que des humains, et partant, ils ont, sans doute leurs imperfections.

Moi, pour un, je n'ai aucun doute qu'avec un peu de temps et avec la bonne volonté que je leur connais à tous, les quelques imperfections qui peuvent exister disparaîtront. Je désirerais qu'il y eut une opposition plus formidable que celle que nous avons. Sur ce point, à la dernière session lorsqu'on rappelait à l'honorable chef de l'opposition le petit nombre de ses adhérents, il répondait, "Ce qui nous manque par le nombre nous le compensons par la qualité." J'approuvai alors la justesse de ces paroles de l'honorable député et je ne vois aucune raison aujourd'hui de penser que cette qualité se soit détériorée. Le nombre des membres n'a pas diminué. Mais la disproportion est décidément trop grande et il sera peut-être nécessaire dans le cours de la session, que de notre côté nous fassions quelquefois un peu d'opposition au gouvernement, sous forme de critique amicale, lorsque nous serons convaincus que cela pourra avoir un bon résultat. Néanmoins, cette critique ou opposition ne prendra pas le caractère de celle faite par la loyale opposition de Sa Majesté, qui a pour devise que si le gouvernement fait mal, il doit mourir dans son péché. Nous suivrons une ligne de conduite moins sévère et nous agirons en nous rappelant ces paroles plus clémentes : qu'il se convertisse et qu'il vive.

L'honorable M. **Mercier**.—*député de St.-Hyacinthe*.—Avant de répondre aux observations qui ont été présentées par les deux honorables députés qui ont proposé l'adoption du projet d'adresse ; je demanderai des explications sur les changements ministériels qui ont eu lieu pendant la vacance. L'honorable premier ministre se rappelle sans

doute qu'il a fait hier la promesse qu'il nous donnerait aujourd'hui ces explications, que la pratique parlementaire considère comme un privilège de la Chambre.....

L'honorable M. **Mousseau**.—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général*.—Je suis prêt à les donner .....

L'honorable M. **Mercier**.—Alors je n'ai plus rien à ajouter.

M. le **Premier ministre**.—M. le président, mon prédécesseur, l'honorable M. Chapleau, ayant jugé à propos de servir son pays sur un autre théâtre, a dû remettre sa démission entre les mains de Son Honneur le lieutenant gouverneur, qui l'a acceptée. Malgré mon incapacité, Son Honneur a bien voulu m'appeler et me charger de la tâche difficile de former une nouvelle administration. C'est avec défiance de mes propres forces que j'ai entrepris l'exécution de la mission délicate qui m'avait été donnée. J'ai réussi à former un cabinet, qui, je l'espère, sera accepté par les deux Chambres et le pays.

Tous ceux à qui une offre de portefeuille a été faite ont accepté, à l'exception de notre président, si estimable et si populaire, l'honorable M. L. O. Taillon, qui, pour des raisons personnelles, mais non pas politiques a refusé de faire, pour le moment, partie du cabinet.

L'honorable M. **Mercier**.—La Chambre n'est guère plus renseignée qu'elle ne l'était auparavant. On avouera que ces explications ne nous expliquent rien. Cependant comme il n'est pas d'usage de discuter ces sortes de déclarations, je m'en tiendrai là, du moins pour le moment. Qu'il me soit permis seulement d'ajouter que de ce côté-ci de la Chambre, M. le président, (l'orateur désigne la gauche) nous aurions vu avec plaisir votre entrée dans le cabinet, car n'en doutez pas, vous jouissez dans cette Chambre d'une légitime popularité.

Maintenant, il me faudrait aborder la discussion du projet d'adresse en réponse au discours d'ouverture, cependant à cause des circonstances toutes particulières dans lesquelles jè me trouve placé et que l'on devine, je n'en doute pas, par le fait de me voir prendre les devants et accomplir une tâche dont s'est toujours si bien acquitté mon honorable ami le député de Lotbinière, vu ces circonstances particulières, je demanderai que la Chambre veuille bien renvoyer à la prochaine séance la suite de la discussion. On comprendra que je ne suis pas préparé à répondre aux éloquentes observations qui ont été faites par les honorables députés de Laval et de Québec-ouest, et qu'il me faudrait un peu de temps pour me mettre en position de le faire et aussi pour me

remettre un peu des émotions que j'ai éprouvées et que j'éprouve encore. J'espère que l'on ne me refusera pas le renvoi que je sollicite, le gouvernement, par courtoisie, pour un débutant, (on rit) . . . se rendra à ma demande.

M. le **Premier ministre**.—Le gouvernement se rend bien compte de la position dans laquelle se trouve mon honorable ami le nouveau chef de l'opposition, aussi accède-t-il avec plaisir à sa demande de renvoi à la prochaine séance.

La suite de la délibération est renvoyée à lundi.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Séance du lundi, le 22 janvier 1883.*

SOMMAIRE :—Proposition de M. Mousseau, relative à la nomination des comités permanents.—Dépôt, par M. le président, de divers rapports constatant l'état des affaires de certaines institutions.—Suite de la délibération sur les résolutions devant servir de base à un projet d'adresse en réponse au discours d'ouverture : MM. Mercier, Mousseau, Joly, Flynn, Irvine, Lynch et Stephens.—Adoption de l'adresse.—Adoption d'une proposition de M. Mercier, demandant le dépôt d'un état relatif aux recettes et dépenses de la province.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur-général*—J'ai l'honneur de proposer que des comités permanents soient nommés pour les objets suivants :

1. Privilèges et élections. 2. Ordres permanents. 3. Chemins de fer, canaux et télégraphies, mines et corporations manufacturières. 4. Projets de lois d'intérêt local. 5. Législation. 6. Impressions. 7. Comptes publics. 8. Agriculture, immigration et colonisation. 9. Différentes branches d'industrie en cette province,—lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes les matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre ; à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer querir personne et papiers.

M. le **Président**—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative des rapports constatant l'état des affaires pour 1882 des diverses institutions dont voici les noms :

Asile des orphelins de St. Patrice, Montréal. The women association, de Québec, et de l'hospice Ste. Anne, Yamachiche.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur les résolutions devant servir de base à un projet d'adresse en réponse au discours d'ouverture.

L'honorable M. Mercier a la parole.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—M. le président, mon premier devoir en continuant ce débat, c'est de reconnaître l'habileté qu'ont déployée les honorables députés qui ont proposé l'adoption de l'adresse en réponse au discours, fait aux Chambres, à l'ouverture de nos travaux législatifs. Ces honorables députés avaient, comme ils l'ont si bien dit, une tâche fort délicate à remplir, et semée de difficultés

de tous genres, d'écueils sérieux surtout pour des débutants, ils ont cependant réussi à traverser heureusement, cette épreuve plus ou moins redoutable.

Mais, M. le président, je sens plus que jamais, en ce moment, la lourde responsabilité qui pèse sur mes épaules et que j'ai acceptée peut-être avec trop d'audace et de témérité. Celui aux côtés duquel j'ai l'honneur de siéger (l'honorable M. Joly) et qui pendant de si longues années a conduit les phalanges de l'opposition avec tant de distinction pour lui-même et pour son parti, serait beaucoup mieux qualifié que moi à remplir la tâche importante de chef de la loyale opposition. Aussi suis-je certain d'être l'interprète de tous les honorables membres de cette Chambre, sans exception de partis, en disant que sa retraite a été vue avec regret ; et certes s'il y a un député en particulier à qui cette décision de mon honorable collègue et ami a pu causer de vifs regrets, c'est bien celui qui, en ce moment, a l'honneur de vous adresser la parole. J'aurais pour ma part de beaucoup préféré qu'il eut bien voulu consentir à nous guider, à nous diriger dans la lutte qu'une opposition constitutionnelle doit faire contre ceux qui ont en mains les rênes du pouvoir.

Mais les instances réitérées avec lesquelles mon digne chef a accompagné sa démission n'ont pas permis à ses amis d'insister. La position qui m'est faite dans les rangs de mon parti, toute honorable qu'elle soit, ne laisse pas d'être fort difficile. Heureusement que j'ai pour m'aider dans l'accomplissement des devoirs que j'ai assumés les leçons de sagesse et d'expérience que me donne la carrière si bien remplie de mon honorable prédécesseur. Je m'efforcerai toujours de les mettre à profit le plus fidèlement possible. Mes efforts seront d'autant plus énergiques, d'autant plus considérables, d'autant plus constants que j'ai la conviction qu'en agissant de la sorte je travaillerai dans l'intérêt public.

Si je tourne maintenant mes regards vers la droite, je trouve que là aussi, par une singulière coïncidence, la direction politique du parti ministériel a changé de mains. La vacance nous a donné un remaniement ministériel, avec un premier ministre qui pour la première fois figure sur notre scène parlementaire. Avec les qualités et les talents qui le distinguent, je ne doute pas que mon honorable ami, le premier ministre, s'acquittera on ne peut mieux de la mission qu'il a acceptée. Mais la Chambre peut se tenir pour certaine que l'opposition est décidée, malgré ses dispositions bienveillantes (rires) à l'égard du premier ministre et de son cabinet, de remplir fermement son devoir. J'espère

que les discussions seront toujours conduites avec sagesse, que le langage, comme il l'a été par le passé, continuera d'être marqué au coin de la plus grande courtoisie. Quant à moi, je suis bien décidé à faire mon devoir vigoureusement et fermement tout en y mettant les formes nécessaires.

Naturellement je me suis fait un devoir d'étudier le discours du trône, qui est l'exposé officiel de la pensée ministérielle sur les affaires publiques de cette province. J'avoue que c'est un *chef-d'œuvre* dans son genre, c'est-à-dire, qu'il serait difficile de trouver une meilleure rédaction pour dissimuler aussi bien le vide de la politique ministérielle. C'est un brillant assemblage de mots sonores qui peignent une perspective magnifique, mais si on scrute un peu la portée et le sens de ces phrases à effet on découvre que les honorables ministres ont craint d'aborder le point sérieux et le plus considérable de la situation, je veux dire la question de l'équilibre des budgets. Ce n'est pas que je ne me rends pas compte des difficultés qui entourent le règlement de cette délicate question. Non, M. le président, j'ai été assez longtemps conseiller du représentant de la couronne pour savoir combien il est difficile de trouver un remède à notre situation financière. Ce n'est donc pas avec un parti pris d'hostilité que je parle de cette question, bien loin de là, j'avoue que je me sens plutôt des sympathies pour ceux qui ont accepté la tâche fort délicate de ramener l'ordre dans nos finances, mais là où je ne puis sympathiser avec mes honorables amis qui occupent les bancs du trésor, c'est lorsqu'ils cherchent à éviter de donner une solution à cette question qui, par son importance, par les conséquences qu'elle a pour l'ensemble de la marche de notre progrès, a un caractère si important. Sans aller plus loin pour le moment quant à ce qui regarde ce sujet, il me sera bien permis de dire qu'il sera fort difficile de trouver les voies et moyens et de sortir de nos embarras financiers, tant que nous n'aurons pas pris la ferme détermination, la Chambre aussi bien que le gouvernement—d'abandonner le système que nous suivons. Je reviendrai sur ce sujet dans le cours des observations que j'ai à présenter sur l'adresse dont on nous demande l'adoption.

J'ai touché, en passant, au changement ministériel qui a eu lieu depuis la dernière session, lorsque j'ai salué l'arrivée dans notre monde politique, de l'honorable premier ministre. Le personnel de l'ancien cabinet a subi de profondes modifications. Ainsi l'honorable M. Chapleau nous a quittés pour aller remplir sur un théâtre plus grand les fonctions accomplies par l'honorable premier ministre actuel. Malgré

ces changements, je ne puis voir dans ce cabinet, que la continuation de la politique de son prédécesseur. Cependant, il y a un point qui a été laissé jusqu'ici passablement dans l'obscurité, et peut-être à dessein. La Chambre serait heureuse de savoir de l'honorable premier ministre pourquoi, puisqu'il avait l'intention de suivre les traces du cabinet qui l'a précédé, a-t-il mis de côté deux des collègues de l'ancien premier ministre, les honorables députés de Gaspé et de Lévis. Rien, dans ce qui a été révélé aux profanes nous paraît justifier cette éviction sommaire, qui dans le temps, a pris par surprise, les amis des ministres actuels. Il est vrai que, si on se place au point de vue de la fameuse politique de conciliation du cabinet Chapleau, on trouve comme un semblant de compensation à la perte des deux honorables députés que j'ai nommés, dans l'entrée d'un de mes anciens collègues dans le gouvernement Joly, l'honorable M. Starnes. C'est peut-être une concession faite à l'esprit de conciliation qui a présidé à la formation du cabinet de 1879, je n'en sais rien. Toutefois, il y a lieu de présumer que l'entrée de M. Starnes a été acceptée comme un nouveau sacrifice à l'élément qui s'est introduit dans notre organisation de parti il y a quatre ans bientôt. Mais le fait de voir l'honorable M. Starnes membre du même cabinet actuel ne manque pas d'être fort piquant et amène à l'esprit des réflexions qui sont assez intéressantes (rires). Ainsi on se rappelle encore le rôle important qu'a joué l'honorable premier ministre—il était alors simple député à la Chambre des communes—dans la destitution de feu l'honorable M. Letellier de Just, comme lieutenant-gouverneur de la province de Québec. Maintenant on sait aussi que M. Starnes, en qualité de collègue de l'honorable député de Lotbinière, a pris toute la responsabilité de ce qu'on appelle le coup d'état. Il serait intéressant de connaître lequel des deux a reconnu son tort sur cette question Letellier. Est-ce cet honorable conseiller législatif, qui a répudié la responsabilité du coup d'état, ou est-ce le premier ministre qui a fait ses humbles excuses à M. Starnes pour avoir osé dire que l'autonomie de la province de Québec, avait été mise en danger dans cette occasion et que pour réparer le tort qu'il lui avait fait, il ne fallait rien moins que la tête de l'homme d'état distingué que la persécution a conduit au tombeau d'une manière si prématurée? Qu'on le remarque bien, M. le président, je n'entends pas recommencer ici un débat, heureusement clos, sur le mérite même de la question que je touche en ce moment, je ne fais que signaler l'étrange rapprochement que nous offre la combinaison qui a servi de base à la formation du cabinet actuel. Je dis M. le président, que

quelque soient les opinions que l'on ait sur le mérite même de cette question, chacun a le droit de connaître sur quelle base, sur quels principes ou encore après quels sacrifices de principes, le gouvernement actuel a été formé.

Le discours du trône nous prie de maintenir l'harmonie, la bonne entente et l'esprit de justice dans nos délibérations. Je me rendrai à cette prière, en observant toutefois aussi que cette harmonie, cette bonne entente, cet esprit de justice ne peuvent signifier un abandon de nos convictions ou de la lâcheté à les faire prévaloir. Nous ne sommes pas envoyés ici pour nous dire ou nous faire des compliments. Notre premier devoir c'est de rechercher la vérité sur notre position, c'est de bien nous rendre compte des actes du gouvernement afin de pouvoir les juger avec intelligence et discernement. Nous avons un important devoir à accomplir, celui de surveiller et de contrôler les actions des ministres et de nous assurer s'ils remplissent leurs promesses. Ce devoir doit être rempli sans crainte, sans haine, sans passion, mais aussi sans faiblesse.

L'adresse nous demande de nous réjouir des triomphes de l'armée anglaise en Egypte. C'est avec plaisir que je m'associe à ce sentiment à l'occasion de la brillante campagne accomplie par les armées de la mère-patrie. Qu'il me soit permis aussi d'ajouter que le règne de notre gracieuse souveraine a été le plus illustre que l'histoire aura à consigner dans ses annales. C'est pendant ce règne qu'il nous a été donné la plus grande somme de libertés que nous pouvions espérer, quelque soit notre destinée à l'avenir, les jours de paix et de prospérité que ce règne nous a procurés ne seront jamais oubliés du peuple canadien.

M. le président, je n'ai pas l'intention de discuter, paragraphe par paragraphe les résolutions qui nous sont soumises. Ce serait trop long. Au reste, comme je ne désire pas proposer d'amendement, je me contenterai de présenter des observations sur quelques uns des sujets qui me paraissent les plus susceptibles d'objections.

Le gouvernement nous annonce des réformes judiciaires. Il est malheureux que les honorables ministres n'aient pas été un peu plus explicites. La Chambre, après avoir pris connaissance des paragraphes qui traitent de ce sujet, n'est guère plus avancée qu'elle ne l'était auparavant. De fait nous ne connaissons rien de ce que le gouvernement se propose réellement de faire. Cette incertitude du gouvernement paraît encore plus inexplicable lorsqu'on la rapproche du fait qu'il y a deux ans déjà une commission a été nommée pour étudier les réformes qu'il



y aurait à faire et qu'elle a commencé ses travaux. Néanmoins malgré l'étalage de mots pour faire croire qu'on a fait quelque chose d'utile, on paraît encore aussi éloigné que jamais d'un résultat pratique. J'ai combattu la nomination de cette commission précisément pour cette raison et à cause des dépenses qu'elle entraînerait, et je constate aujourd'hui que les choses tournent comme je l'ai prédit. Il y a déjà sept ou huit mois que le gouvernement a un rapport du président de cette commission et rien n'a été fait. Ce rapport a été discuté dans la presse et ailleurs. Le pays a bien le droit de blâmer cette inaction du gouvernement et de savoir pourquoi il retarde tant de se prononcer sur les mérites de ce rapport. Au lieu d'agir, le gouvernement se contente de promettre quelques légers amendements, ne touchant pas au fond mais seulement à la surface des abus à détruire,

On nous dit que l'on va nous soumettre une loi pour améliorer le système du jury. Voilà une législation qui a besoin d'être modifiée pour rendre les services que l'on doit attendre d'une telle institution. J'accueille avec plaisir cette promesse et j'espère que l'expérience acquise dans les autres pays sera mise à profit. De fait pour l'observateur attentif, les rôles des petits et des grands jurés dans cette province sont intervertis. Les grands jurés, qui sont généralement de nos meilleurs citoyens, sont appelés simplement à se prononcer s'il y a lieu de faire le procès du prisonnier ; tandis que les petits jurés, dont les trois quarts ne savent ni lire ni écrire, ont le droit de vie ou de mort sur les prisonniers qui passent devant eux. C'est là un état de choses que pour la bonne et saine administration de la justice, nous ne devrions pas souffrir plus longtemps et auquel le gouvernement devrait se hâter de remédier.

Son Honneur le lieutenant gouverneur nous parle aussi des nouvelles sources de revenus qui nous sont assurés par certaines décisions judiciaires. J'ai bien peur que l'on se fasse là des illusions dangereuses. Il y a trop longtemps que nous nous abusons de la sorte pour ne pas être maintenant sur nos gardes. En face d'un découvert qui est devenu chronique, il est assez étrange comme les honorables membres de la droite sont disposés à saisir avec avidité tout ce qui s'offre à eux, dans l'espérance d'y trouver un moyen de sortir des difficultés financières dans lesquelles se trouve la province. Chaque fois que le Conseil privé rend un jugement en notre faveur, nous nous laissons aller à une joie inconcevable, et nous nous mettons de suite à bâtir des châteaux en l'air. Ce n'est ni logique, ni prudent ; les illusions sont pires que la réalité.

Pour ma part, avant de me réjouir j'ai cru devoir faire acte de sagesse et me rendre compte de ce qui en était. J'ai étudié avec calme et sans parti pris le texte des décisions dont on nous parle, et, je regrette de le dire, je n'ai rien trouvé qui puisse justifier l'enthousiasme ministériel. Il y a d'abord la question des polices d'assurance. Je considère que le jugement rendu ne fait que prononcer définitivement sur certains points relatifs à notre loi civile tombant sous notre juridiction, mais je ne puis concevoir comment on espère avoir là, tôt ou tard, une nouvelle source de revenus, et cela pour la bonne raison que la décision rendue ne touche pas du tout au point principal en dispute entre le gouvernement et ces compagnies. Le sujet de contestation n'est pas réglé; il existe encore et il continuera probablement d'exister encore pendant trois ou quatre ans, malgré les quatre cents procès qui ont été si vite commencés et qui seront si mal finis. De fait, je ne crains pas de dire que notre tentative d'augmenter notre revenu en imposant une taxe sur les corporations commerciales n'a pas eu d'autre résultat que celui d'accroître nos dépenses, du moins pour le présent. Nous ne toucherons jamais les \$123,000 que l'honorable trésorier comptait voir verser dans le trésor par ces corporations. Je ne désire pas me faire l'instrument des ennemis de nos institutions provinciales, non, M. le président, loin de là, mais je crois que nous ne devrions pas nous contenter de simples espérances plus ou moins futiles, en face d'une situation comme la nôtre.

On nous parle aussi du revenu que nous procurera la vente des licences pour la pêche, dans les cours d'eau et les rivières non navigables de la province. Là encore je ne puis découvrir cette ressource imaginaire dont on nous a parlé avec tant d'émotions. Je ne crois pas que nous pourrions en retirer la centième partie de ce qu'il nous faut pour ramener l'équilibre tant désiré, entre nos recettes et nos dépenses. Mais ne sait-on pas que le gouvernement fédéral, avec beaucoup plus de pouvoirs que nous en avons, avec des pouvoirs plus étendus n'a pu, cependant, retirer qu'une somme insignifiante de cette source de revenus. Je demande donc au gouvernement pourquoi semble-t-il, feint-il de trouver dans ce fait si problématique, quant au résultat, une solution aux embarras financiers? C'est, M. le président, que l'on veut entraîner la Chambre et l'opinion publique sous cette fausse sécurité, afin qu'ils ne dérangent pas le sommeil de ses insouciantes ministres. A quoi bon être au pouvoir et ne pas en jouir sans être troublé par ces cauchemars, se disent sans doute les honorables ministres. Tachons, disent-ils, de faire

partager à nos amis la confiance que nous feignons posséder et nous dormirons tranquilles. Mais l'opposition qui comprend son rôle et qui aura la fermeté de l'accomplir jusqu'au bout, ne se laissera pas aveugler par des espérances aussi chimériques.

Je vois avec plaisir que l'on promet, dans le discours du trône, de donner plus d'encouragement à la cause si importante de l'instruction primaire.

J'espère bien que le gouvernement n'a pas fait cette promesse sans être déterminé à la tenir, sans être en état de la remplir. J'espère que nos ressources permettront de faire plus que par le passé pour cette noble et grande cause de l'instruction du peuple. Cependant, je ne puis m'empêcher d'avoir des doutes sérieux tant que je n'aurai pas vu l'état que j'ai demandé et qui doit me renseigner sur la situation des finances. Pour exprimer toute ma pensée je dirai que je ne pense pas que le gouvernement soit en état de remplir sa promesse. Ce doute est justifié par les efforts du gouvernement pour trouver des expédients propres à faire voir un excédant là où il n'y a en réalité qu'un découvert. Quand on voit un trésorier compter comme recette ordinaire le paiement de la dette de Montréal au fonds d'emprunt municipal, et cela dans le but d'équilibrer les dépenses avec les revenus, quand on voit un honorable ministre prendre une base aussi fausse pour appuyer la situation financière, on a bien raison de douter de l'accomplissement des promesses que le gouvernement nous fait. Néanmoins sur cette question des écoles, je suis de tout cœur avec les honorables ministres, s'ils veulent sincèrement faire ce qu'ils disent. J'ai toujours travaillé en faveur de l'instruction du peuple. J'ai toujours combattu en faveur de la nécessité qu'il y a d'instruire la population ; et si jamais l'occasion se présente où je puisse tendre la main à mes adversaires et travailler de concert avec eux, ce sera sur cette question pour laquelle je me sens disposé à faire n'importe quel sacrifice, tant je l'ai à cœur.

M. le président, sur cette question de l'éducation, il faut qu'il n'y ait pas de malentendus ; il faut que l'on sache exactement quelles sont les idées des libéraux sur ce point. Dans ce but je désire faire une déclaration franche et claire ; et pour ne pas m'exposer à être mal compris ou pour éviter que l'on donne à mes paroles un sens et une portée qu'elles n'ont pas, comme cela est déjà arrivé, j'ai cru qu'il serait préférable d'écrire ce que j'ai à dire, et avec la permission de la Chambre je vais lire ce qui suit :

J'ai été quelque peu surpris de ne pas trouver dans le discours du

trône d'allusion aux échanges de vues qui, paraît-il, auraient eu lieu entre le conseil de l'instruction publique et le premier ministre.

Si j'en crois les journaux, le chef du gouvernement aurait fait par écrit d'importantes déclarations. Pour ma part, j'applaudirai de bon cœur à ces déclarations si elles ont pour objet d'assurer au conseil de l'instruction publique, aux comités catholique et protestant, l'influence bienfaisante qu'ils ont droit d'exercer sur notre système d'éducation.

Et à ce propos, qu'il me soit permis de dire, que nous devons redoubler d'efforts pour assurer à nos enfants une instruction pratique, et chrétienne. Tout en travaillant efficacement à leur donner les connaissances qui en feront plus tard des citoyens utiles à leur pays, nous ne devons pas oublier qu'en négligeant la partie morale et religieuse de cette instruction, nous servirons à répandre bientôt au sein de notre société ces doctrines perverses et ces principes dangereux dont l'application met en jeu, dans le vieux monde, les sociétés les plus fortes et les mieux organisées.

N'oublions pas qu'une instruction athée peut bien faire des socialistes et des révolutionnaires, mais non d'honnêtes citoyens et des patriotes dévoués ; qu'elle peut bien inspirer l'usage de la dynamite, mais non l'amour du travail qui moralise, ni le dévouement au pays qui fait les grands patriotes. Que cette instruction que nous offrons à nos enfants soit donc comme une nourriture saine et abondante ; que cette instruction soit morale et chrétienne ; et pour obtenir ce résultat désirable ne craignons pas d'accepter avec déférence et respect, mais sans abdication de nos droits, les avis sages et prudents des hommes distingués qui, dans le conseil de l'instruction publique, peuvent nous aider à remplir, auprès de nos enfants la mission si difficile, mais si noble, d'en faire de bons citoyens et de bons chrétiens.

Le gouvernement croit avoir fait un acte bien louable et de sage politique en ordonnant la perception de ce qui est dû au fond d'emprunt municipal. Il peut se faire que je me trompe beaucoup, mais je ne puis m'empêcher de songer à l'homme qui se noie et qui s'attache à une paille, quand je vois le gouvernement donner cette perception comme un moyen certain de rétablir l'équilibre dans notre situation budgétaire. Cela prouve suivant moi, que les honorables ministres en sont rendus à jouer leur dernière carte, avant de recourir à la taxe directe, terrible extrémité que l'on redoute trop pour oser l'a regarder en face sans frémir. Afin d'éviter cette extrémité on s'est rabattu sur cet actif, qui est depuis si longtemps entre les mains des municipalités,

qu'elles se sont habituées à l'idée que c'était à elles, qu'il ne leur serait jamais demandé.

Ce n'est là qu'un expédient qui ne peut apporter un remède réel à notre pénible état financier, car le bien qu'il peut produire n'est que temporaire, tandis que les charges sont permanentes. La continuation du système actuel doit nous conduire inévitablement à une catastrophe. A-t-on jamais songé que depuis l'établissement du régime fédéral, nous avons augmenté nos dépenses courantes d'au-delà d'un million de piastres ? En face d'une situation aussi alarmante, aussi grosse de périls pour le présent et pour l'avenir, en face d'un budget qui dénote, d'un côté, une extravagance sans précédent, de l'autre un manque absolu de prévoyance, pour pourvoir aux ressources indispensables, en face, dis-je, d'une situation aussi tendue, est-ce qu'il se trouvera un homme assez peu patriote, assez peu soucieux des intérêts publics de la province pour fermer systématiquement les yeux à la lumière, pour détourner ses regards afin de ne pas voir le gouffre vers lequel nous nous dirigeons à grands pas ? Mais, M. le président, quand je parle ainsi de notre situation, quand je me permets de la sorte de jeter ou plutôt de répéter le cri d'alarme que d'autres ont patriotiquement fait entendre avant moi, je ne joue pas le rôle odieux pour lequel on a tant accusé mes honorables amis de ce côté-ci de la Chambre (l'orateur désigne la gauche), celui de déprécier notre province. Non, M. le président, jamais cette pensée n'a eu place dans mon esprit.

Je ne fais que donner l'éveil à ceux qui seraient, ou qui à l'heure qu'il est, sont tentés de s'endormir paisiblement sur leurs deux oreilles, croyant que tout va à merveille, que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Le temps de ces illusions est passé ; il faut se rendre compte de la réalité, quelque décourageante qu'elle soit, il faut, dis-je, la connaître, la regarder en face comme des hommes qui n'ont pas peur de faire leur devoir, quelque pénible qu'il soit. A ceux qui voudraient me traiter d'alarmiste, je répondrai : " Mais vous avez donc oublié que notre dette est encore de plus de dix millions, même en soustrayant le montant représenté par le prix de vente du chemin de fer du gouvernement." Voilà la terrifiante réalité de notre situation budgétaire, il ne faut pas essayer de se la dissimuler, les besoins quotidiens du service public et de la dette nous rappelleraient vite à cette réalité que nous tenterions vainement de fuir. On dit que pour rétablir l'équilibre budgétaire le cabinet a l'intention de faire des économies dans le service civil. Une commission a été nommée pour

faire une enquête, en vue d'arriver à ce résultat. Mais, M. le président, je me demande, si après avoir mis sur le pavé quelques employés publics, quelques pères de famille, et payé les frais de cette enquête, nous serons bien en état de dire que nous sommes sauvés. Non, la Chambre ne peut se tromper à ce point, et le voudrait-elle que les chiffres, plus éloquents que ma voix, la ramèneraient à la réalité de la situation financière. Ce qu'il faut donc c'est une réforme radicale, qui ait des conséquences permanentes. Si le gouvernement veut se mettre à l'œuvre et travailler énergiquement dans ce sens, il peut compter sur mon concours le plus loyal et le plus dévoué. Le bien public, le bien de la province prime toute autre considération, et nous de l'opposition, nous saurons toujours faire des sacrifices compatibles avec nos convictions, lorsque notre aide pourra contribuer à la prospérité générale. Les mesquines considérations ne nous feront pas oublier notre devoir, et Dieu merci, nous aurons toujours la force et le courage de l'accomplir comme des hommes de cœur.

Avant d'aborder le sujet de la vente du chemin de fer, je désire présenter quelques observations qui seront comme l'entrée en matière des remarques que j'ai à faire sur cette question. Chacun sait que la voie ferrée de la province a été vendue par le cabinet Chapleau. Chacun sait aussi que le gouvernement actuel a recueilli au complet et sans le bénéfice de l'inventaire, l'héritage que lui a légué son prédécesseur. En acceptant cet héritage, mon honorable ami le premier ministre, qui n'était pas ici l'année dernière, en a accepté du même coup et les désavantages et les bénéfices. Je suis bien certain que l'honorable premier ministre l'a toujours compris ainsi, car il a pris sans hésitation tous ses collègues au sein de la majorité qui a voté la vente du chemin. Trois de ses collègues faisaient même partie de l'ancien gouvernement et un quatrième, un des membres du cabinet-Joly, n'est devenu un des collègues de l'honorable premier, que parce qu'il a appuyé, l'an dernier, la politique de M. Chapleau. Or, je n'ai que faire d'accumuler ces preuves, je n'ai qu'à citer le texte même du discours de l'honorable premier ministre, prononcé à Ste. Geneviève, lors de la campagne électorale dans le collège de Jacques-Cartier, pour établir au delà de tout doute possible que le gouvernement actuel a accepté la solidarité de cette transaction. Voici les paroles mêmes du premier ministre :

“ Vous avez approuvé déjà la politique de l'honorable M. Chapleau, par une immense majorité. Cette politique je vais la continuer.” Le compte-rendu de ce discours a été publié dans le journal *La Minerve*,

et j'ai raison de croire que l'honorable premier ministre n'aurait pas permis la publication d'un tel compte-rendu s'il avait été inexact en quoi que ce soit.

J'espère bien que ce point est admis et que je puis parler en toute liberté de cette vente, et demander un compte sévère au gouvernement de ce qui a été fait et des promesses qui n'ont pas été accomplies. Il y aura bientôt un an que cette transaction a été approuvée par la Législature, c'est-à-dire, qu'il s'est écoulé un temps suffisamment long pour lui permettre de produire tout le bien que ses défenseurs nous prédisaient. Il est donc à propos de se demander quelles ont été les conséquences de cette politique fatale et où sont allées les brillantes promesses que l'on faisait, ainsi que les horizons que l'on nous découvrait dans le lointain. Au lieu des brillantes perspectives dont on nous parlait en termes si pompeux, nous avons vu la partie est du chemin de fer passer aux mains de cet ennemi redoutable, le Grand Tronc, dont M. Chapleau prétendait avoir tant de peur. Je ne blâme pas en aucune manière cette compagnie, mais il me sera permis de demander à la Chambre ce qu'elle pense maintenant de ces belles paroles, lorsque l'on insistait pour faire de notre voie ferrée un chemin national, et pour en faire une école pour nos jeunes compatriotes qui veulent se livrer à la carrière de l'administration ou du service des voies ferrées. Et ici je ne veux pas rappeler les espérances que l'on faisait naître quand on nous disait que le chemin pourrait devenir une partie intégrante du Pacifique. Mais je demanderai de me dire que sont devenus les ateliers et l'ouvrage pour les classes ouvrières de Montréal et de Québec, qu'on nous promettait, où est l'avenir commercial si séduisant que l'on prédisait pour la capitale. On ne voit plus rien de tout cela. Tout est fondu avec le vote de la Chambre à la dernière session. Tout s'est envolé et on n'entend plus parler de ces belles choses dont on nous éblouissait tant l'année dernière. Pour échapper aux reproches que les honorables membres de la droite auraient pu faire entendre, on a brusquement opéré un remaniement ministériel. Je le demande en toute sincérité, est-ce qu'il y a un seul député de la droite qui a été consulté sur l'opportunité de ce changement dans le personnel du cabinet? Non, M. le président, la chose s'est faite comme la vente du chemin de fer, au sujet de laquelle on devait consulter au préalable la Législature. Je suis bien certain que les honorables députés de Lévis et de Gaspé, ont été les plus surpris de découvrir que *leur utilité avait cessé*.

Il me reste, M. le président, une dernière question à traiter, et je

désire qu'il soit bien entendu d'avance que ce que je vais dire n'engage en rien la responsabilité de mes honorables amis de l'opposition.

A plusieurs reprises dans le cours de mes remarques sur les résolutions que nous discutons, j'ai parlé de la question des finances. Sans toutefois entrer dans le mérite du sujet, je voulais traiter séparément cette importante question et lui donner toute l'attention qu'elle mérite incontestablement. Elle est la première qui doit captiver notre attention. Que l'on réussisse à lui donner une solution satisfaisante et nous aurons accompli la partie la plus difficile de notre mission de député du peuple. Chacun admet que la position dans laquelle se trouve le trésor est des plus déplorables. Ce fait n'est pas contesté je crois. Ce qui nous reste à considérer, c'est le remède qu'il faut appliquer à ce mal.

Lorsque l'on considère les difficultés qui entourent la solution de cette question, on ne peut s'empêcher de conclure qu'il faut beaucoup de fermeté et de vigueur pour en venir à bout. Pour moi après avoir étudié avec soin tous les éléments de la question, après avoir beaucoup réfléchi sur les moyens à prendre pour ramener l'ordre et l'harmonie dans nos finances, j'en suis venu à la conclusion qu'il n'y a que deux remèdes auxquels nous pouvons recourir : La taxe directe ou une augmentation du subside fédéral. En passant que l'on me permette d'exprimer la surprise que j'éprouve de voir, après le discours-programme que l'honorable premier ministre a prononcé à Ste. Geneviève, de ne rien trouver dans les paroles de Son Honneur le lieutenant gouverneur, à l'ouverture de nos travaux législatifs, qui indique que cette question de l'amélioration de nos finances préoccupe l'esprit des conseillers de Son Honneur. Il est évident qu'on a pas osé étudier cette question et d'en rechercher une solution pratique, de peur d'embarrasser les ministres fédéraux.

J'ai dit il y a un instant qu'il y avait deux remèdes que nous pouvions appliquer au mal qui existe et j'ai indiqué le recours à la taxe directe et l'augmentation du subside fédéral. Maintenant, je suis d'opinion qu'il ne serait pas désirable d'augmenter le fardeau qui pèse sur la population. C'est un remède très impopulaire. Aussi suis-je loin de m'attendre à voir le gouvernement y avoir recours sans, au préalable, épuiser tous les autres moyens de se procurer les fonds nécessaires pour l'administration publique.

Il reste donc à examiner s'il ne serait pas à propos de demander une augmentation du subside que nous donne le gouvernement d'Ottawa. A mon avis c'est là le moyen le plus efficace pour rétablir l'équi-



libre dans notre budget. Il est donc du devoir du gouvernement d'insister fermement sur cette augmentation. Il convient d'aborder franchement la situation, et de la discuter sans crainte. En parlant de solliciter le gouvernement central de reconsidérer la question du subside aux provinces, ce n'est pas que je sois sous l'impression que nous devons le faire comme des gens qui demandent une faveur. Non, M. le président, nous devons en parler comme de la revendication d'un droit incontestable. Notre attitude ne serait pas celle d'un solliciteur ordinaire. Nous aurions pour nous appuyer des raisons irréfutables. Je ne veux pas jeter aucun blâme sur ceux qui ont fait la confédération ; mais je ne puis m'empêcher de dire qu'il y a une clause dans ce traité qui est très injuste pour notre province et qui, jusqu'à présent, n'a été considéré comme inviolable que lorsqu'il s'agit de l'interpréter contrairement aux droits de la province de Québec. On comprend que je veux parler de la disposition qui décrète que la subvention fédérale sera à perpétuité pour Québec et Ontario de 80 centins par tête, en prenant pour base le chiffre de la population constatée par le recensement de 1861, tandis que toutes les autres provinces ont droit à une augmentation du subside basé, sur leur population à chaque recensement décennal. Maintenant, voyons ce qui s'est fait depuis que cette disposition a été introduite dans la constitution de 1867. Une courte étude des faits nous révèle un état de choses qui n'est certes pas à notre avantage.

Je ne crains pas d'affirmer que cette clause du pacte fédéral a été à maintes et maintes reprises mise de côté, pour le bénéfice de toutes les provinces, excepté bien entendu, Québec. La Nouvelle-Ecosse a eu le bénéfice de douze lois différentes, toutes faites pour améliorer sa position financière. En voilà une qui n'a pas été maltraitée. La Colombie anglaise a été tout particulièrement favorisée de la même manière. Ontario, cette province si riche et si prospère, a été elle-même l'objet des faveurs fédérales. On a commencé par payer les dettes de sa banque du Haut-Canada. On s'est ensuite emparé du *Northern Railway* pour en payer les dettes. Non content de ces cadeaux superbes, on lui a encore donné une somme magnifique sous forme d'une subvention au chemin de fer du Canada central, bien que cette voie ferrée ne fut qu'un chemin local. Maintenant on ouvre à l'exploitation agricole et industrielle les terres faisant partie du domaine de la couronne en établissant, aux frais de toute la confédération, le chemin de fer du Pacifique. Parlerais-je de l'Île du Prince Edouard, entrée la dernière dans le giron fédéral ?

Pour être la dernière arrivée, elle n'a pas été la plus mal servie. Elle a déjà reçu bien des faveurs et en demande encore. Le Nouveau Brunswick a déjà vu son subside augmenté, à part des indemnités qui lui ont été accordées pour une raison ou pour une autre. Manitoba a bien reçu sa large part. Québec est donc, comme on le voit, la seule province qui a été laissée dans l'ombre, et cependant il n'y en a pas une seule qui se soit plus généreusement, plus libéralement imposé des sacrifices pour construire la plus belle voie ferrée provinciale qui existe au Canada, un chemin qui devait faire partie de la grande voie transcontinentale traversant tout le continent d'un océan à l'autre, et qui doit tant contribuer au développement du pays. Il est temps que nous songions à cesser de jouer ce rôle ridicule de toujours donner aux autres, sans jamais songer à nous-mêmes. Nous devons essayer une autre politique à cet égard. Je ne vois aucune raison qui puisse nous empêcher de réussir si nous voulons réunir nos forces et faire un usage convenable de l'influence que nous pouvons exercer. Nous avons droit d'avoir une augmentation de subside, et exigeons une piastre par tête de la population, telle que constatée par le recensement de 1881. Ceci ajouterait environ \$500,000 à notre revenu annuel et nous mettrait en position de sortir honorablement des embarras financiers dans lesquels nous sommes plongés depuis quelques années.

Je conclus mes observations, M. le président, en disant que je suis disposé à donner un appui cordial au gouvernement lorsqu'il nous proposera des mesures réellement dans l'intérêt public, et propres à faire disparaître les embarras de la situation. Mais je désire qu'il soit bien compris qu'en acceptant la nouvelle position que je dois à la bienveillance de mes honorables collègues de ce côté-ci de la Chambre, j'ai l'intention de travailler avec ardeur à faire adopter les vues que je crois être les meilleures pour l'intérêt public. Je lutterai avec vigueur s'il le faut. Pendant les trois dernières années j'ai donné à mes honorables amis de la droite toutes les chances possibles de mettre les finances de la province dans un meilleur état, suivant la promesse qu'ils en avaient faite. Aujourd'hui je constate à mon grand regret qu'on a trompé le pays ; et qu'on a échoué misérablement dans la tâche qu'on avait entreprise. Il ne me reste plus qu'à faire appel à tous les hommes de bonne volonté et les prier de s'unir dans une action commune afin de trouver le remède le plus propre à nous tirer de la pénible position dans laquelle nous nous trouvons placés. J'ai foi dans l'esprit d'indépendance des honorables membres de cette Chambre.

J'espère que l'on regardera en face et sérieusement la situation financière et qu'on ne craindra pas de briser les liens qui peuvent nous unir à certaines individualités politiques, pour travailler énergiquement dans l'intérêt de la province et lui assurer par là un avenir brillant et prospère.

L'honorable M. **Mousseau**, *député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur-général*.—M. le président, je dois tout d'abord féliciter la Chambre de la courtoisie qui a caractérisé jusqu'ici la discussion, et de l'harmonie qui n'a cessé de présider à ce débat. Ce fait me rappelle un mot d'un membre du parlement d'Ottawa qui revenait enchanté d'une séance de cette Chambre, et disait qu'il n'avait jamais assisté à un spectacle plus beau que celui qu'elle lui avait offert, grâce à la courtoisie et aux bons procédés qui avaient caractérisé la discussion à laquelle il avait assisté. J'espère que cela continuera ; j'espère que nous n'abandonnerons pas la voie qui nous est ouverte. Si le parlement anglais est le plus beau qui existe au monde, il le doit sans doute à ce ton courtois et poli que ses membres ont presque invariablement su donner à leurs débats. Ainsi, y voyons-nous le magnifique spectacle de deux partis politiques qui se disputent le pouvoir sans sortir pour cela des bornes d'une lutte franche et loyale. Dans cette lutte où les recherches portent sur toutes les questions pratiques et abstraites qui préoccupent les esprits les plus graves, questions de la solution desquelles dépend le bonheur des peuples, rien d'étonnant de voir se manifester des divergences d'opinions. Mais de là il ne faut pas croire ni conclure que le parti opposé est malhonnête. A ce propos, un grand exemple nous est donné par deux hommes d'état anglais. Il y a peu d'années, au banquet offert par le Lord-maire de Londres, on a vu le spectacle vraiment admirable de deux adversaires, de deux chefs politiques, félicitant la nation anglaise d'avoir à sa tête des hommes aussi habiles, aussi savants, aussi dévoués à sa prospérité et à sa grandeur comme peuple. On a vu le chef du cabinet anglais féliciter son pays de posséder un homme aussi distingué que le chef de l'opposition pour travailler dans ses intérêts ; puis, le chef de l'opposition se lever à son tour et féliciter le peuple anglais d'avoir à la tête de son gouvernement un homme aussi bien doué, aussi habile que le premier ministre.

Je constate avec plaisir que le même sentiment de loyauté domine ici et je forme des vœux pour que cela se continue. Tout en ne partageant pas leurs opinions, nous pouvons croire que nos adversaires sont

inspirés par le sentiment du plus pur patriotisme, du désintéressement le plus louable et du dévouement le plus sincère aux intérêts publics.

Maintenant, j'entre dans le vif du débat. L'honorable député de Laval s'est parfaitement acquitté de sa tâche. Tous ceux qui connaissent la vie parlementaire savent que, pour un jeune député qui fait son début, la proposition de l'adresse en réponse au discours d'ouverture, est un pas difficile qui, pour beaucoup, est un écueil dangereux où se rencontre le naufrage. Il est vrai que quelques-uns s'en tirent bien, mais pour un grand nombre l'épreuve est malheureuse. Aussi, suis-je heureux du véritable succès de mon honorable ami. Le député de Laval s'est admirablement tiré d'affaire. Son discours, aussi remarquable par le fond que par la forme, a été écouté avec plaisir par la Chambre, et ce qui n'a pas peu contribué à rendre ce plaisir plus vif, c'est la diction parfaite que l'honorable député a su apporter dans le débit.

L'honorable député de Québec-ouest a aussi fait sa marque. En bon Irlandais qu'il est, il a su allier l'éloquence au bon sens pratique des affaires. Mon honorable ami est de ceux qui, parmi les jeunes députés, possèdent les qualités qui font les bons orateurs. J'espère que dans le cours de la session qui s'ouvre, nous aurons le plaisir d'entendre ces jeunes députés plus souvent que pendant la dernière session. C'est un vœu que j'exprime avec le ferme espoir qu'il s'accomplira.

Je suis certain que la Chambre regrettera, comme je le fais moi-même, que l'honorable député de Lotbinière se soit démis des fonctions auxquelles la confiance de son parti et les hautes qualités qu'il possède l'avaient appelé, comme chef de la loyale opposition de Sa Majesté dans cette Chambre. C'est une grande figure parlementaire qui n'occupera plus le poste distingué qu'il a illustré depuis que le nouvel ordre politique qui nous régit nous a donné notre parlement particulier. Son admirable courtoisie a puissamment contribué, personne n'en doute, à donner aux délibérations de cette Chambre le ton élevé et de bon goût qui les distingue. Il a fait beaucoup pour adoucir les aspérités qu'amène l'activité des luttes de partis, pour faire disparaître l'acrimonie qui trop souvent se substitue aux délibérations sages et calmes. Je n'ai pas besoin de dire, M. le président, que nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous n'avons jamais douté de sa parfaite honnêteté et de sa sincérité. Si sa carrière politique, comme chef de son parti, offre bien des insuccès, ces défaites, ces espérances d'un instant si vite détruites par la fondroyante réalité ont peut-être reçu leur coup

de grâce de la part de ses amis plutôt que de lui-même. Quoi qu'il en soit de ses fautes ou de celles de ses amis, il a, pour se consoler dans sa retraite, la pensée d'avoir toujours su mériter le respect non-seulement de ses amis, mais aussi de ceux qui l'ont combattu avec vigueur et persévérance, et je dois ajouter, M. le président, avec un succès presque constant.

L'honorable député de Lotbinière est remplacé par un homme distingué, doué de talents que personne ne conteste. Pour le parti qui l'a appelé à le diriger, c'est un chef précieux qu'il s'est donné. J'ai lieu de croire qu'il s'efforcera en toute occasion de mettre en pratique les grandes leçons de courtoisie parlementaire que lui a léguées son prédécesseur, qu'il saura comme lui tenir toujours la discussion dans les bornes que nous prescrivent les convenances parlementaires.

Maintenant j'en viens à la discussion des sujets mentionnés dans l'adresse. Mais ici je m'aperçois que ma tâche a été, M. le président, aux trois quarts accomplie par l'honorable chef de l'opposition. Mon honorable ami a même poussé la complaisance jusqu'à faire mon éloge : j'accepte cet éloge avec toute la modestie dont je suis capable, et je l'en remercie. Mais mon honorable ami a été jusqu'à bien vouloir parler de l'épée que je portais lors de l'ouverture de la session. Qu'il ne craigne pas pour sa peau ; cette épée restera vierge du sang de mes adversaires, du sien comme du sang des autres. Je ne m'en servirai pas pour combattre l'opposition, ce serait vraiment cruel (rires). Avant de quitter ce sujet, je lui dirai que cette épée, qui paraît l'intriguer, représente l'insigne honneur que ma Souveraine a daigné m'accorder. Ce sera peut-être le seul héritage que je laisserai à mes enfants ; aussi ai-je l'ambition de la garder toujours digne d'être conservée comme un précieux souvenir de ma carrière d'homme public.

L'honorable chef de l'opposition nous a dit que le discours d'ouverture était pauvre en propositions pour le développement des intérêts publics et pour la protection de ces intérêts que le gouvernement a tant à cœur. Si ce discours d'ouverture est si pauvre, je me demande comment l'honorable chef de l'opposition a pu faire un discours admirable qui a duré trois longues heures avec si peu d'éléments. Non, M. le président, pour dire la vérité tout entière, telle qu'elle se présente à mon esprit, je crois que mon honorable ami a commis une inconséquence en prétendant que nous n'avions fourni qu'un mince programme pour les travaux de la session et en faisant tout de même sur ce pauvre programme, un brillant discours d'une aussi longue durée.

L'honorable chef de l'opposition a touché à la question financière. Il a insinué que le gouvernement avait caché quelque chose ; que nous n'avions pas dit toute la vérité sur l'état des finances de la province. Nous repoussons comme elle le mérite cette insinuation que l'examen le plus superficiel des faits démontre comme entièrement fausse. La Chambre et le pays ont connu un gouvernement qui ne se faisait pas scrupule de cacher le véritable état des choses. Tout le monde se rappelle avec quel soin le cabinet dont l'honorable député de Lotbinière était le chef et dont faisait partie l'honorable député de St. Hyacinthe, s'est abstenu de faire connaître la provenance d'une certaine somme d'un demi-million, je crois, somme qui lui servait à donner au budget une apparence d'équilibre qu'il n'avait pas. Cela n'est pas dans nos habitudes et je puis assurer à l'honorable chef de l'opposition que nous ne recourrons jamais à d'aussi misérables moyens pour tromper la province sur le véritable état de ses finances. Mon honorable collègue et ami le trésorier ne fera pas ce qu'a fait le trésorier en 1879, lorsqu'il prenait bien soin de ne pas dire ce qu'il avait reçu du gouvernement fédéral, montant qui dans son exposé devait nécessairement figurer comme recette d'un caractère tout exceptionnel et extraordinaire. Loin de là, nous le disons franchement à la Chambre et n'attendons même pas que l'honorable trésorier fasse son exposé financier pour le dire au public ; nous annonçons dans le discours d'ouverture que la cité de Montréal a libéralement réglé son compte avec le gouvernement au sujet du fonds d'emprunt municipal. Nous avons saisi la première occasion qui s'offrait à nous pour faire part officiellement à la Chambre de ce fait important dans la question financière. Par notre manière d'agir la Chambre peut voir que nous n'avons nullement l'intention de l'induire en erreur, quant à ce qui concerne nos finances, et que le gouvernement est assez raisonnable pour ne pas compter à l'avenir sur une pareille recette.

Puisque, M. le président, je suis à parler de finances, je me permettrai de dire un mot sur la question de la perception de la taxe imposée, à la dernière session, sur les banques, les compagnies d'assurances et autres corporations commerciales. Ces institutions se sont imaginé que le gouvernement voulait payer ses dettes à même les capitaux. C'est une erreur qu'il suffit de mentionner pour en faire voir toute l'absurdité. En l'absence de mon honorable ami le trésorier, je donnerai certains renseignements qu'il se ferait un plaisir de communiquer lui-même à la Chambre, s'il était présent.

On a beaucoup parlé des 400 causes qui auraient été instituées devant les tribunaux. On a dit, dans le but de nuire au gouvernement, que celui-ci avait agi de la sorte pour faire gagner de l'argent à des avocats, amis de l'administration. Tous ces propos, M. le président ne se tient que dans un but, celui de causer du préjudice aux ministres. Voici en quelques mots les faits les plus saillants de toute cette affaire :

Dès le début on a dit : il faut faire un *test case*, c'est-à-dire, que la décision donnée dans ce cas particulier serait acceptée comme règle pour tous les autres. Cette proposition de la part des compagnies commerciales a été refusée par le trésorier, sur mon avis comme procureur-général et comme premier ministre. Voici maintenant dans quelles circonstances s'est produit ce refus de ma part, circonstances qui me justifient pleinement.

L'honorable trésorier, sur les représentations des corporations intéressées, a répondu tout d'abord : Très bien, le gouvernement, tout en ayant la plus entière confiance dans la constitutionnalité de la loi, accède, pour votre satisfaction, à votre proposition. Nous allons avoir un *test case*, mais à une condition que nous imposent notre devoir et notre dignité à nous, comme exécuteurs de la volonté de la Législature : Commencez par payer, vous, corporations commerciales, et nous consentirons ensuite à ce que les tribunaux judiciaires décident un cas donné qui pourra servir de base pour toute la question en litige. A cette proposition si raisonnable de mon honorable collègue le trésorier, ceux qui étaient chargés de parler au nom des corporations commerciales, ont opposé un non formel. De ce moment les négociations ont été rompues. Nous avons été à bon droit indignés de cela, et je crois que si nous avions tenu une conduite différente de celle que nous avons suivie, la Chambre aurait eu raison de nous censurer, de nous chasser des postes que nous occupons en qualité de ministres, comme indignes de la confiance du parlement, puisque nous aurions manqué à notre devoir en ne défendant pas sa dignité et ses droits outragés. En effet à quoi équivalait la réponse des compagnies à notre demande de commencer par payer avant d'aller plus loin ? Cette réponse équivalait à dire que ces corporations n'avaient pas confiance dans l'intégrité et la parole du gouvernement en qui la Chambre, elle, a confiance. Céder cela aurait été infliger une humiliation à la Législature, chose que nous ne pourrions faire sans encourir le blâme le plus sévère et le mieux mérité. D'un autre côté, nous n'avions pas oublié que la Chambre avait auto-

risé le trésorier à lever cette taxe, et son devoir, la chose est de la dernière évidence, était de la lever conformément à la volonté de la Législature. S'il ne l'eût fait la Chambre aurait pu le reprendre et le censurer pour avoir négligé de respecter ses volontés. En face de l'attitude ferme du gouvernement, on eut à en rabattre et on aura le fameux *test case* réclamé.

Une idée semble se répandre que Montréal seul aurait payé le fonds d'emprunt municipal. C'est là encore une erreur. Les autres auraient à s'acquitter envers la province, tout comme Montréal a fait et à ce propos je suis à peu près certain que le montant prévu sera dépassé.

L'honorable chef de l'opposition a parlé de la vente du chemin de fer. Quand un parti est fort comme le nôtre et quand on ne commande qu'une bien petite escouade comme l'opposition, je comprends que c'est agir habilement que de s'efforcer de soulever des membres de ce parti puisant les uns contre les autres. Mais je puis assurer à mon honorable ami qu'il en sera pour ses frais d'habileté et que son appel ne sera pas entendu. Nous sommes, de ce côté-ci de la Chambre, un parti non-seulement fort, mais aussi et surtout un parti noble et généreux qui entend très bien les intérêts du pays et qui n'a jamais donné le spectacle de divisions profondes pouvant mettre son existence en danger. Mais de tout cela, il ne s'en suit pas que tous ses membres doivent être tenus d'avoir toujours les mêmes opinions. Que l'honorable chef de l'opposition s'en rapporte à ma parole, le parti qu'il espère diviser à son profit sait toujours se rallier, quand il voit le danger. Mon honorable ami a parlé des honorables députés de Lévis et de Gaspé.

On ne saurait pousser plus loin la complaisance pour mes deux honorables amis sur le compte desquels le chef de l'opposition a des soucis d'une tendre sollicitude. Sur ce point comme sur tous les autres, que l'honorable député de St-Hyacinthe calme ses inquiétudes, et fasse taire sa tendresse alarmée. Si mes deux honorables amis, les députés de Lévis et de Gaspé, ne sont pas ministres, ce n'est pas faute de confiance dans leurs capacités et leur intégrité parfaitement bien connues et hautement appréciées du public. Le fait est tellement vrai que je suis convaincu qu'ils reviendront avant peu sur la scène. Par là on s'apercevra qu'ils n'ont pas manqué un seul jour d'avoir la confiance de leur parti.

On sait la division qui a existé à la dernière session. Un certain nombre de députés du parti conservateur crurent de leur devoir de voter contre la vente du chemin de fer proposée par le gouvernement.



L'honorable chef de l'opposition veut maintenant tirer parti de cela. Encore une fois c'est de l'habileté. Réussira-t-elle, je ne le crois pas. J'ai dit qu'un certain nombre de députés conservateurs avaient, à la dernière session, abandonné le gouvernement précédent, mais la majorité l'a appuyé. Or, si j'étais assez naïf pour tomber dans le piège que me tend l'honorable chef de l'opposition, qu'arriverait-il ? C'est que si je désavoue cette vente, la majorité, elle, qui l'a approuvée, sera forcément contre moi. Cette tentative de mon honorable ami de me mettre dans une position difficile à l'égard de mes collègues de la droite est habile ; mais pas encore assez pour que je me laisse prendre. Néanmoins, toute déjouée qu'elle soit, elle n'en comporte pas moins un enseignement que je tiens à signaler, et c'est celui-ci : C'est qu'un parti, pour demeurer fort et puissant, en état de faire triompher sûrement ses principes, doit ne pas se diviser. Si nous voulons faire tout le bien dont nous sommes capables, soyons unis.

J'ai dit que l'honorable chef de l'opposition avait traité la question financière. L'a-t-il fait comme un homme qui veut réellement le bien de la province ? Non, M. le président. Il est beau de lancer, comme il l'a fait, des cris de détresse sur l'avenir du pays, et s'efforcer par là même d'en imposer à ceux qui ne se donnent pas la peine d'étudier la question avec soin. Parce que le chemin de fer est vendu, le chef de l'opposition essaie de nous faire croire que la province est ruinée et qu'il ne lui reste plus qu'une voie ouverte devant elle : la banqueroute. A la dernière session, il y avait comme aujourd'hui un député de Saint-Hyacinthe qui siégeait dans cette Chambre, et c'était le même homme. Comment se fait-il donc qu'il n'ait pas combattu énergiquement cette vente, puisqu'aujourd'hui il vient nous dire qu'elle a causé notre ruine. Bien loin de l'avoir combattue, je constate que le vote qu'il a émis sur cette question est un vote sympathique à la vente. Pendant ce temps j'étais ailleurs et mon honorable ami était ici. A tout prendre, je crois qu'il aurait mieux fait de ne pas parler du tout de cette question, et cela pour deux raisons : D'abord, parcequ'il ne réussira pas à diviser le parti conservateur ; en deuxième lieu, parcequ'il n'y aura pas lieu pour moi de me servir de mon épée pour opérer le rapprochement (on rit.)

A première vue, le discours de l'honorable chef de l'opposition a une apparence quelque peu sérieuse. On croirait que c'est une forte charge contre la politique du cabinet. Il y a eu force déploiement de très beaux gestes, d'éclats de voix qui paraissaient formidables ; des poses superbes et saisissantes ; mais quand je me suis mis à l'œuvre pour voir

quels étaient les arguments qu'il avait apportés pour confondre le gouvernement, je me suis aperçu qu'au fond tout ce beau discours se réduisait à rien. Je me trompe, il y a des inconséquences fort graves, et je viens d'en signaler une à propos de la vente du chemin de fer.

Le discours d'ouverture nous parle de la victoire que l'armée anglaise vient de remporter en Égypte. Je félicite l'honorable chef de l'opposition des expressions empreintes du plus pur loyalisme à l'égard du drapeau anglais et je le remercie de ses bonnes paroles. Dans le discours d'ouverture il est fait mention de diverses réformes et propositions que le gouvernement a l'intention de soumettre aux Chambres. Celles-ci peuvent compter que le cabinet tiendra ses promesses.

Une des premières choses que nous avons cru nécessaire de faire a été d'assurer le contrôle le plus absolu du peuple sur les dépenses. Sous ce rapport, il nous a semblé que le système qui prévaut dans l'administration provinciale laisse à désirer. Nous nous sommes donc mis à l'œuvre pour le réformer. Il ne faut pas oublier, dans l'étude de cette question, que le rôle du gouvernement se borne à être celui d'un grand comité revêtu d'une autorité plus étendue, plus considérable que celle donnée généralement aux comités ordinaires de la Chambre. De cette doctrine il suit que notre législation doit avoir surtout en vue de protéger les droits et privilèges de la Législature, première et de fait seule maîtresse de tout.

Le rôle du gouvernement se borne donc, comme je viens de le dire, à exécuter les volontés du parlement. Nous désirons que le contrôle du peuple concernant l'administration de ses finances soit plus exact, plus direct qu'il ne l'a été par le passé. C'est en vue d'arriver à ce résultat désirable qu'à l'avenir l'auditeur ne sera directement responsable qu'envers le parlement. On me demandera peut-être : Pourquoi ce nouveau et excellent système n'a-t-il pas été mis en pratique avant aujourd'hui ? A cela je répondrai que les gouvernements conservateurs qui se sont succédé depuis 1867, ont fait tant de bonnes choses, ont mis à l'étude et résolu tant de questions d'un pressant intérêt pour les besoins de la province qu'ils ont bien pu négliger cette partie purement administrative du service public, sans pour cela être coupables de négligence. Mon honorable ami n'a pas le droit de dire un mot de critique, car il a été au pouvoir pendant assez longtemps pour mettre ce système à exécution, et cependant mes honorables amis de la gauche semblent ne pas y avoir même pensé. Ils n'avaient aucune de ces grandes questions à étudier et à résoudre qui ont absorbé les cabinets précédents et qui sont leur justification.

Le discours d'ouverture contient le paragraphe suivant : " Je suis également en mesure de dire que le public ne sera pas frustré dans son attente de réformes judiciaires et d'améliorations introduites dans notre code de procédure. Mais, quoique ces études soient considérablement avancées, je crois qu'une solution hâtive ôterait à cette œuvre son caractère de stabilité, et mon gouvernement se bornera, dans cette session, à indiquer certains amendements pour l'accélération de la procédure et la simplification des appels. Il vous sera présenté un projet de loi sur l'organisation du jury dans les causes criminelles, de manière à relever le niveau de cette institution et à diminuer les dépenses qu'elle entraîne. "

Ainsi que le dit ce paragraphe, nous ne tromperons pas la légitime attente du public au sujet de la question de réformes judiciaires. Je suis bien décidé à résoudre cette importante question. Je puis dire que ce que j'ai promis je le ferai. Sous une apparence de bonhomie, on le sait, je cache une énergie indomptable. Or, il faudra de l'énergie et du travail pour surmonter tous les obstacles qui sont sur la route des réformes bien comprises. Il ne faut pas se le dissimuler, il y a des difficultés considérables à vaincre. Il y a des lenteurs inséparables du règlement définitif de cette question. Je les connais ; aussi je ne me fais pas illusion. Il y a deux choses importantes par dessus tout à faire. La première, celle qui concerne plus particulièrement le trésor, se rattache aux frais généraux de l'administration de la justice. Il faut diriger les études dans le sens de la diminution de ces frais généraux. Cette partie est, la Chambre l'admettra avec moi, la plus importante, au point de vue des intérêts de nos finances. Le second point qui s'impose à l'attention du gouvernement, c'est la diminution des frais qu'encourent les pauvres plaideurs. Notre intention est de commencer, dès cette session, à étudier l'ensemble de cette question, sans toutefois y apporter une hâte qui pourrait être fatale en compromettant tout le système des réformes que l'expérience a reconnues nécessaires.

Les paragraphes 19, 20 et 21 du projet d'adresse disent : " Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur qu'en conséquence des vues exprimées par le plus haut tribunal d'appel de l'Empire Britannique, en rendant jugement au sujet de l'acte du parlement de la puissance, établissant des dispositions pour la réglementation de la vente des liqueurs enivrantes (The Canada Temperance Act, 1878) le gouvernement s'occupe sérieusement des modifications à faire à la législation actuelle.

“ Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur que le tribunal du Conseil privé de Sa Majesté a reconnu aux Législatures provinciales, le droit de réglementer l'émission des polices d'assurances, et de légiférer sur les compagnies faisant des affaires d'assurances, et qu'en conséquence le gouvernement nous soumettra un projet de loi qui, tout en traitant ces compagnies avec justice, protégera plus efficacement le public.

“ Que nous apprenons également avec plaisir de Son Honneur que la Cour Supérieure du Canada, ayant affirmé le droit des provinces sur les pêcheries dans les eaux intérieures du Canada, le gouvernement s'est occupé de cette importante occasion de pouvoir qui lui donne la propriété de la pêche dans les rivières de la province de Québec, et qu'il nous sera présenté un projet de loi tendant à organiser cette nouvelle source de revenus.”

Dans le premier de ces trois paragraphes, il s'agit de la loi Scott. D'après la décision du Conseil privé en Angleterre, il y aurait maintenant des doutes sur le fait de savoir si les Législatures locales ont le droit d'émettre des licences pour autoriser la vente des boissons enivrantes. Notre intention est de légiférer de manière à protéger notre revenu provenant de cette source, et non d'élever le taux.

Le conseil privé a aussi déclaré que l'assurance est un contrat civil, tombant par conséquent dans le domaine de notre autorité législative. Nous n'avons pas l'intention de tirer un revenu de cette source. S'il y a eu des inquiétudes à ce sujet, elles peuvent sans crainte se calmer. Ce n'est que sur le dernier paragraphe que le gouvernement compte recevoir un revenu. D'après le jugement rendu, nous sommes propriétaires des lacs et des rivières qui baignent les terres de la couronne. La reconnaissance de ce droit de propriété nous impose le devoir de réglementer la pêche dans ces lacs et rivières, et en même temps de lever un certain revenu. C'est ce que nous nous proposons de faire et une loi sera soumise à la Législature pour autoriser le gouvernement à prendre les mesures qu'il croira convenables et justes.

A propos de la loi des licences, je sais que le clergé fait des représentations pour que la législature restreigne le plus possible le nombre des licences d'auberge. C'est un sujet fort difficile à réglementer et il faudrait une étude et des pouvoirs surtout sur lesquels il semble exister des doutes, à l'heure qu'il est.

Il y a eu quelque agitation dans une partie de la presse de la province au sujet de l'intention du gouvernement en ce qui concerne la législation sur l'instruction publique et le rôle que doivent remplir les

- comités en vertu de la loi. L'honorable chef de l'opposition a aussi touché à cette question si considérable.

Je dois dire que je ne suis pas libre de déclarer tout ce que je sais sur ce sujet. Cependant, j'en dirai suffisamment pour renseigner la Chambre et le pays, de manière à donner satisfaction à leur légitime curiosité.

Il y a quelque temps, le comité catholique du conseil de l'instruction publique avait adopté une résolution ayant pour objet de prier le premier ministre de ne déposer sur le bureau de l'une ou l'autre Chambre, aucun projet ayant trait à l'instruction publique, sans l'avis de ce comité. Cette résolution me fut communiquée en novembre. Suivant le désir qui m'était exprimé, j'ai fait une déclaration que le comité a considérée comme pleinement satisfaisante. Plus tard, la même démarche a été faite par le comité protestant, et j'ai donné la même réponse. J'ai déclaré que le gouvernement entendait respecter la volonté de la Législature, lorsqu'elle avait fait la loi instituant le conseil de l'instruction publique ; que, partant, nous nous ferions un devoir de consulter le conseil chaque fois que nous verrions la nécessité de modifier les lois relatives à l'instruction en cette province. Les deux comités, catholique et protestant, se sont déclarés satisfaits des garanties que j'ai données.

L'honorable chef de l'opposition nous a parlé de nos forêts et des revenus que nous en retirons. Il a dit que nous étions fort insouciants, puisque nous vivions tranquilles, tout en mangeant notre capital. Mon honorable ami prétend que les recettes provenant des permis de coupe de bois sont un capital que nous dépensons chaque année. Cette théorie est absurde. Il n'est pas exact de dire que nous mangeons de cette manière notre capital. Ce n'est pas exact, parce que nous pouvons éterniser, pour ainsi dire, ce revenu. Déjà la Législature a compris l'immense avantage que nous devons recueillir en remplaçant la forêt que détruit le commerce de bois. Avec de sages précautions pour prévenir le gaspillage, avec une législation pratique pour le reboisement de notre territoire impropre à la culture, je crois que je puis dire sans risque qu'il n'y a pas lieu d'être craintif. La richesse forestière de notre territoire est immense et je suis porté à croire que nous nous en faisons une idée qui n'est pas proportionnée à son importance. Il est vrai, comme l'a dit l'honorable chef de l'opposition, que depuis quelques années nos ressources forestières dans le territoire que nous connaissons plus particulièrement, s'épuisent assez rapidement, grâce à un regain d'activité dans le commerce de bois. Mais, au lieu de me

plaindre de cela, je m'en réjouis, car cela prouve que cette branche importante du commerce du pays est inépuisable, en tenant compte, comme je l'ai dit, des mesures qui doivent être prises pour la protection de nos forêts et le reboisement de notre territoire et vu l'immense quantité d'acres de terres à peine explorés et couverts de bois d'une grande richesse, si nous en jugeons par analogie. En nous efforçant de diminuer les dépenses de ce service et d'en augmenter les revenus, nous pouvons indéfiniment continuer à retirer le revenu énorme que nous connaissons et qui a étonné l'honorable chef de l'opposition.

La partie la plus importante du discours de l'honorable chef de l'opposition est celle où il traite de la question du subside fédéral. Tout d'abord, je dois dire qu'on doit se montrer très circonspect en touchant à ce point délicat de notre existence politique. Il ne faut pas oublier que la confédération a été faite pour nous. C'est une considération qui s'impose aujourd'hui avec autant de force qu'autrefois et qui doit nous engager à agir avec une prudence toute particulière. L'honorable chef de l'opposition a parlé avec une chaleur extraordinaire de l'augmentation du subside fédéral. Il en a parlé avec une complaisance évidente. Je n'ai pu m'empêcher de penser, en voyant mon honorable ami déployer tant d'érudition, faire étalage de tant de connaissances au sujet des largesses, comme il les appelle, du gouvernement fédéral à l'égard des autres provinces, pour établir que nous avons le droit de demander à notre tour des faveurs, je n'ai pu, dis-je, m'empêcher de penser que toute cette chaleur, toutes ces connaissances, toute cette érudition, tout ce beau zèle, en un mot, auraient pu avoir leur place, lorsque l'opposition gouvernait la province.

Il me semble que le trésorier du cabinet Joly n'était en 1878 et 1879 pas plus à l'aise que mon collègue (l'hon. M. Wurtele), pas plus riche que lui. Si je me rappelle bien, le trésor n'était pour le moins pas plus rempli qu'aujourd'hui, et il y avait autant de raison en ce temps-là que maintenant de demander des faveurs au cabinet fédéral. Mon honorable ami le député de St. Hyacinthe avait alors autant de raison de se montrer plein d'une tendre sollicitude pour les finances provinciales, et cependant, qu'a-t-on fait alors ? Inaction de la part de mon honorable ami ; inaction complète. Plus que cela, M. le président, non-seulement l'honorable député de St. Hyacinthe, qui était ministre et qui jouissait d'une grande influence dans son parti, non-seulement cet honorable député ne faisait rien, mais il semblait même ne pas y penser à cette lumineuse idée d'équilibrer notre budget à l'aide d'une

augmentation du subside fédéral. S'il me dit qu'il y pensait, alors je lui répondrai que, s'il y pensait, il n'avait pas le courage de dire haute-ment, publiquement sa pensée. Et pourquoi, M. le président, cette inaction, ce silence prudent, pourquoi, ah ! c'est que dans ce temps-là, c'était par hasard un gouvernement libéral qui tenait le rênes du pouvoir à Ottawa, un gouvernement libéral qui ne savait qu'aligner des déficits et qui devait augmenter la dette pour payer tous les frais de l'administration ordinaire du service public. Ce bon gouvernement de M. McKenzie, il ne fallait pas l'embarrasser. On a pris bien soin de ne pas troubler l'harmonie qui régnait entre les deux cabinets. Tandis que moi, je puis le dire avec orgueil, je n'ai pas attendu que je fusse dans l'opposition pour faire entendre ce que je croyais être dans l'intérêt de la province.

J'ai fait cette déclaration à Sorel. J'ai dit qu'il fallait songer à augmenter notre subside fédéral, parce que l'expérience nous avait démontré que notre système politique, tel que nous devons le faire fonctionner, eu égard aux circonstances particulières dans lesquelles nous sommes, nous coûte plus qu'il ne coûte dans les autres provinces. Lorsque j'émettais hardiment cette opinion, je ne craignais pas d'exposer mon portefeuille de ministre fédéral. C'est pourtant la perspective qui s'offrait comme première conséquence de mon audacieuse franchise.

Comme premier ministre de la province de Québec, je crois de mon devoir de conseiller aux représentants du peuple d'étudier, de concerter avec le gouvernement, les meilleurs moyens qui s'offrent à nous de nous efforcer de nous tirer d'embarras. C'est ce que nous ferons pendant la session qui s'ouvre. Ensuite, nous pourrons voir si le gouvernement fédéral est disposé à considérer favorablement l'importante question que je ne fais qu'effleurer en ce moment.

L'honorable chef de l'opposition a eu soin de relever minutieusement les faveurs, si l'on peut se servir de ce mot, que le trésor fédéral a faites aux autres provinces, voulant sans doute prouver que nous, de la province de Québec, nous n'avons pas été aussi bien traités que les autres parties de la confédération. Je crois qu'il y a une erreur de fait que je dois relever. On se rappelle que l'an dernier, le parlement du Canada, sur la recommandation du gouvernement, a donné un million de piastres pour des améliorations locales à faire dans notre province. Ceci ne doit pas être mis de côté. Et j'avoue que je suis heureux d'être aujourd'hui en position de pouvoir revendiquer une partie de l'honneur d'avoir contribué dans l'humble mesure de mes forces à amener ce bien-faisant résultat.

Mon honorable ami, le député de St-Hyacinthe, a donné des chiffres éloquentes et je dois l'assurer que ce travail nous aidera à l'avenir, lorsque la question aura atteint le degré de maturité convenable pour être l'objet de nos délibérations. Cependant que l'honorable chef de l'opposition n'aille pas croire qu'il a persuadé quelqu'un qu'il est le premier à parler de cette question. Son malheur, c'est qu'il a commencé après moi.

J'ai absorbé le sujet dans mon discours de Ste. Geneviève, dont, soit dit en passant, je n'ai rien à retrancher.

Dans une certaine circonstance, mon honorable ami a parlé des revenus provenant des douanes, et sur les chiffres relatifs à cette source il a bâti toute une théorie. Lorsqu'il s'est livré à ce travail, l'honorable député ne paraissait pas avoir en mémoire les paroles caractéristiques de M. McKenzie qui a déclaré qu'il était absurde de tirer de ces chiffres la conclusion que la province de Québec contribuait plus que toute autre au trésor fédéral. C'était à l'occasion d'une proposition déposée par M. Casgrain qui, devant la condamnation de son chef, a cru prudent de retirer sa proposition.

M. le président, je termine mes remarques, car je crois avoir à peu près épuisé le sujet et avoir répondu aux attaques du chef de l'opposition. Je finis comme j'ai commencé en exprimant l'espoir que tous ensemble nous nous efforcerons d'apporter dans nos discussions la plus exquise courtoisie, comme il convient à des représentants d'une province telle que la nôtre de le montrer en toute occasion.

L'honorable M. Joly—*député de Lotbinière*.—Je ne voulais, M. le président, parler dans ce débat, mais je m'aperçois qu'il me faut, pour plusieurs raisons, mettre ma décision de côté, et céder à la nécessité qui me presse.

Mon premier devoir est de remercier les deux côtés de la Chambre pour les éloges qu'on a bien voulu m'adresser. Depuis plusieurs années que le parti auquel j'appartiens m'a fait l'honneur de me choisir comme son chef dans cette Chambre, si je n'ai pas mérité les éloges que l'on me fait, je puis me rendre le témoignage d'avoir travaillé avec sincérité au succès des opinions que l'opposition professe. Si le résultat n'a pas été à la hauteur de ma bonne volonté, c'est que j'ai peut-être fait défaut moi-même. Je n'ai peut-être pas toujours été ce que mes amis avaient le droit d'attendre d'un chef. Dans tous les cas, s'il est une chose qui soit consolante pour un homme public, c'est d'entendre les bonnes



paroles qui ont été prononcées tout à l'heure. Je suis profondément touché des sentiments de bienveillance que l'on a pour moi.

Quant à mon honorable ami, le député de St. Hyacinthe, il a bien mérité la position de chef qu'il occupe à présent. Je suis heureux de pouvoir à l'avenir lui rendre ce qu'il a fait autrefois pour moi et il peut compter que je l'appuierai aussi fidèlement qu'il m'a appuyé lui-même.

Dans un voyage difficile au milieu de nos grands déserts ou de nos immenses forêts, il est de coutume que l'un de ceux qui composent la troupe, se mette en avant, batte le chemin pour ses camarades. C'est ce qui arrive dans ce cas-ci. J'ai été l'éclaireur qui a poussé une reconnaissance sur la route. Maintenant mon rôle est fini et je cède avec plaisir la place à celui que l'opposition, à l'unanimité, a choisi comme chef.

L'honorable premier ministre a laissé échapper des paroles malheureuses, à mon point de vue, et que je dois relever. J'ai même pris note de ces paroles : " que je n'avais pas été secondé par mes amis." Eh ! bien, M. le président, je sais ce que mes amis ont fait pour moi et je dis que bien loin de ne pas m'aider, comme le dit l'honorable premier ministre, ils m'ont au contraire très bien secondé. Je fais cette déclaration afin qu'on ne se serve pas de cela pour faire des reproches à mes amis. Nous croyons défendre une bonne cause, nous en sommes d'autant plus persuadés, que sa bonté, son excellence même, nous paraît de plus en plus éclatante. Je ne veux pas discuter pour le moment la politique du gouvernement telle qu'il nous l'a fait connaître par le discours du trône. Je dois relever tout d'abord deux ou trois remarques faites par l'honorable premier ministre. Il a parlé des \$500,000 que nous avons retirés en 1879 du gouvernement fédéral, et il a insinué que nous avions voulu à cette occasion tromper la Chambre sur la nature de cette ressource financière. Nous n'avons nullement travaillé à tromper la Chambre sur le caractère de ce paiement qui nous était fait, au contraire, nous l'avons renseignée aussi bien que nous le pouvions. Et l'honorable premier ministre n'a qu'à consulter les documents que nous avons déposés sur le bureau de l'Assemblée législative et qui ont été imprimés, et il verra toute l'histoire de cette transaction. Faut-il la refaire cette histoire ! je suis prêt à donner à nouveau les renseignements qui ont déjà été produits.

Le gouvernement ayant à faire le paiement de certains déboursés et étant à court d'argent, crut devoir s'adresser au gouvernement fédéral..

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général*.—Si l'honorable député veut me le permettre, je vais expliquer ma pensée, et cela lui évitera peut-être la peine de retenir la Chambre plus longtemps sur ce sujet.

Lorsque j'ai parlé de l'affaire des \$500,000, mon intention n'a pas été de critiquer la version donnée par mes honorables amis de la gauche sur le caractère de ce paiement, mais simplement de rappeler à la Chambre que le gouvernement, en 1879, n'avait pas été aussi pressé que nous à faire connaître aux Chambres la nature des ressources qui mettaient le budget en équilibre. Voilà tout ce que je voulais dire.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—Oh ! alors ça ne valait pas la peine de parler de cette affaire pour établir cette distinction. Bien d'autres choses ont été faites, passées, et bien d'autres choses seront faites à l'avenir sans qu'elles aient été ou qu'elles soient mentionnées dans le discours d'ouverture. Cela n'est pas nécessaire, on en conviendra.

Pour revenir à l'affaire des \$500,000, nous étions temporairement à court de ressources financières et nous avons demandé au gouvernement fédéral de nous payer en acompte sur ce qu'il nous devait, un demi million de piastres. On trouvera, dans les documents dont j'ai parlé il y a un instant, la preuve que le gouvernement fédéral nous devait \$1,349,000 ; je crois que c'est le chiffre constaté. C'est en acompte sur cette somme, sur cette créance que nous avons demandé cet argent. Plus tard, on nous a dit que ce paiement avait été fait en acompte sur le subside, mais nous avons protesté. Nous n'avons jamais voulu avoir un avance de ce genre. Nous avons fait tout ce que nous devons faire pour prouver que nous ne voulions pas suivre un tel procédé et nous avons même demandé de rescinder l'arrêté du conseil autorisant ce paiement d'un demi million. Nous avons toujours compris que c'était sur la retenue de \$200,000 que nous avions touché ces \$500,000. Toute la correspondance qui se rapporte à cette affaire forme un document fort intéressant. Nous avons saisi la première occasion convenable qui s'est offerte à nous pour expliquer la provenance de cette somme et nous l'avons fait dans l'exposé budgétaire.

Maintenant j'aborde le projet d'adresse en réponse au discours d'ouverture. J'ai vu avec beaucoup de plaisir l'allusion faite à la victoire des armes anglaises en Egypte. A ce sujet j'ai une suggestion à faire et la voici. On sait que l'un de nos compatriotes, le major Hébert, a pris part à cette campagne, qui s'est terminée glorieusement pour le dra-

peau anglais. Bien qu'il n'est pas été donné au major Hébert de partager les dangers et les honneurs du champ de bataille, il n'en a pas moins montré un dévouement et un héroïsme qu'on ne saurait méconnaître sans injustice. Il est allé mourir loin de son pays natal, atteint d'une de ces maladies particulières au climat de l'Afrique. Je demanderai que cette mort courageuse soit mentionnée dans l'adresse. Si quelques mots peuvent, sans inconvénient, être ajoutés pour signaler ce fait, je crois que nous aurons accompli un devoir de reconnaissance. J'ose espérer que cela sera fait. Il va sans dire, que je laisse l'affaire entre les mains du gouvernement.

Son Honneur nous annonce que le gouvernement nous soumettra un projet de loi touchant la pétition de droit. L'honorable premier ministre a cru que c'est le premier gouvernement qui a parlé d'étendre aux citoyens de la province de Québec les avantages de la pétition de droit. Il n'a pas le droit de réclamer le privilège d'avoir pris le premier l'initiative dans ce sens. Nous l'avons fait lorsque nous étions au pouvoir et chose assez singulière, ce sont mes honorables amis de la droite, alors dans l'opposition, qui ont contribué à faire échouer le projet de loi au Conseil législatif.

Maintenant j'en viens à un sujet d'un haut intérêt pour l'équilibre du budget. J'appellerai l'insuccès du gouvernement le deuxième accident financier. Le premier a eu lieu à propos de la taxe sur les compagnies d'assurance. Je ne ferai pas passer sous les yeux de la Chambre les différentes phases de cette opération, qui en définitive, a coûté cher à la province, sous forme de frais judiciaires. Nous sommes en train de voir se répéter la même histoire, avec un redoublement de rigueur quant à ce qui regarde la note des avocats, car le gouvernement a pris, paraît-il, des mesures pour ne pas faire crever de faim ceux qu'il a chargé d'agir en son nom.

L'honorable premier ministre sait le reproche qu'on a adressé au gouvernement, je veux parler du *test case*. Mon honorable ami le chef du cabinet a expliqué les circonstances et nous a dit comment on voulait procéder du côté des défenseurs. Il paraît que le gouvernement a rompu les négociations parce que les corporations commerciales refusaient de remettre leur argent entre ses mains, avant que la cause en question serait finalement jugée. Il se peut que je me trompe, mais je conçois une toute autre idée que celle qui a engagé le gouvernement à rompre les négociations entamées. . . .

*Une voix.*—C'était arbitraire de la part du gouvernement.

L'honorable M. **Joly**.—Oui, en effet c'est précisément ce que j'ai pensé dans le temps où ces faits sont venus à la connaissance du public par la voie de la presse. Il me semble que le gouvernement ne pouvait, ne devait pas exiger cela des corporations commerciales. On ne devait pas exiger qu'elles payassent avant de connaître l'issue du procès, puisque ce procès était basé sur l'inconstitutionnalité de la loi en vertu de laquelle elles devaient verser dans le trésor ces sommes d'argent représentant leurs taxes. C'était aller audelà d'une équité bien entendue que d'exiger le paiement dans de telles circonstances. Car il ne faut pas oublier que le gouvernement à qui le paiement devait être fait était le demandeur dans ces causes. N'est-ce pas qu'il aurait été assez singulier de voir les défendeurs donner leur argent au demandeur pour les poursuivre.

Lorsque mon honorable ami le député de St-Hyacinthe a parlé de la responsabilité qui devait peser sur le cabinet actuel à propos de la vente du chemin de fer, l'honorable premier ministre a souri. De ce sourire j'en conclus que la majorité ne regrette pas, j'en suis certain, l'acte qu'elle a accompli l'an dernier. Cependant il m'est impossible de ne pas croire que tous les conservateurs ont dû regretter de voir la compagnie du Grand Tronc s'emparer de notre voie ferrée. Je crois, M. le président, qu'il y a du sens commun chez la majorité et je suis convaincu que, comme moi, comme nous tous de ce côté-ci de la Chambre (l'orateur désigne la gauche), cette majorité, quelque dévouée qu'elle soit à ses chefs, elle aussi regrette aujourd'hui la tournure qu'ont pris les choses, comme nous elle trouve regrettable que ce qui a eu lieu soit arrivé.

L'honorable M. Chapleau, dont je parle avec le plus grand respect, a-t-il craint les conséquences des actes accomplis pendant et depuis la dernière session? Son départ porterait à le croire. Qu'on ait donc aujourd'hui le courage d'avouer qu'on a été trompés, qu'on a jugé un peu trop rapidement une question qui demandait autant de réflexion, autant de sage lenteur. N'avons-nous pas entendu l'an dernier, l'ancien premier ministre nous dire : vendons la voie ferrée pour éviter la taxe directe et pour ne pas emprunter.

A cet appel qui plaçait la majorité dans une pénible alternative, on a répondu à la voix du chef par un vote qui restera profondément gravé dans la mémoire de tous les citoyens de cette province. La majorité a décidé de vendre.

*Une voix*.—Ces remarques sont-elles régulières? ...

L'honorable M. **Joly**.—Je ne fais que commenter ce qui a été

accompli l'année dernière, et je crois avoir le droit d'offrir ces observations. C'est dans le cours de cette même session, où on vendait le chemin de fer pour éviter la taxe directe et la nécessité de recourir à un nouvel emprunt, c'est pendant cette même session que l'honorable M. Chapleau — j'en parle avec respect et si je commente ses actes, je ne le fais que dans le but de critiquer la conduite de ceux qui sont ici et qui ont la responsabilité de ces actes, les ayant approuvés, ce n'est donc pas une attaque personnelle que je fais contre M. Chapleau — quelques jours à peine après la vente désastreuse de la voie ferrée provinciale, venait demander aux Chambres l'autorisation de prélever une taxe sur les corporations commerciales et d'emprunter trois millions de piastres. Et on demandait cela quelques jours après la vente du chemin, que l'on avait fait voter en disant qu'il fallait faire ce sacrifice pour éviter la taxe et l'emprunt.

Le chef du gouvernement qui a recommandé et fait voter cette vente n'est plus dans cette Chambre, mais la responsabilité n'en reste pas moins ici. Elle y est toute entière et nous qui nous sommes opposés à cette mesure, nous avons le droit d'en reprocher les résultats à ceux qui ont pris une si grande responsabilité. Quand le moment viendra de discuter les conséquences de la vente de la partie est surtout, nous les discuterons, persuadés que l'an dernier comme aujourd'hui, nous aurons le bon côté de la question.

Il est fait mention de la protection des forêts dans le discours du trône. Avec mon caractère doux et pacifique, j'avoue que j'aimerais que cette importante question fut l'objet d'une discussion approfondie. Ce sujet est beaucoup plus rafraîchissant que ceux de la politique généralement, et pour moi il a un charme que je ne dissimule point.

J'ai vu avec beaucoup de plaisir l'intérêt marqué que l'honorable commissaire des terres de la couronne a manifesté pour les travaux du congrès qui a siégé à Montréal, en assistant aux séances qui ont eu lieu. Il a bien voulu nous assurer qu'il se mettait à notre disposition afin de renseigner parfaitement le congrès sur l'état de choses existant dans la province de Québec, quant à ce qui regarde ce sujet. Je regrette de dire que l'honorable premier ministre n'a pas eu le temps d'étudier la question, car, quand il déclare que nos forêts peuvent fournir encore pendant 100 ans la quantité de bois qui, aujourd'hui, est absorbée par le commerce de bois, il se trompe étrangement. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à se rendre compte d'un fait qui dénote bien le rapide épuisement de nos forêts ; que l'on songe donc que les chantiers des buche-

rons sont maintenant rendus aux sources mêmes des rivières qui arrosent nos régions forestières. Qu'est-ce que cela prouve ? Peut-on nier que ce ne soit pas la preuve évidente que si on s'éloigne tant c'est que le bois se fait de plus en plus rare. Combien de temps a-t-il fallu pour arriver à cet état de choses ? Cinquante ans à peine. En face d'un tel résultat, il m'est bien permis de dire, en entendant la déclaration de l'honorable premier ministre, qu'il n'a pas étudié la question, car il n'aurait jamais osé dire que nos richesses forestières vont durer encore cent ans.

Il ne faut pas oublier non plus qu'en vertu de la loi votée à la dernière session, la Législature a disposé de cinq à six millions d'acres de terres et je me rappelle avoir entendu l'honorable M. Chapleau admettre lui-même que ces octrois aux voies ferrées projetées allaient absorber les plus riches cantons forestiers.

On se rappelle aussi avec quelle indignation les marchands de bois s'élevèrent contre l'action du gouvernement. Et pourquoi, M. le président, se sont-ils élevés avec tant de force contre ce qu'ils considéraient comme une mesure inique à leur égard, c'est que plus que tout autre, les marchands de bois connaissent nos ressources forestières, ils savent ce que nous possédons pour alimenter leur industrie et voyant la Législature disposer d'une aussi grande partie de nos richesses forestières, ils ont craint que l'aliment vint à leur manquer, ce qui entraînerait la perte totale d'une bonne partie de leur capital engagé.

L'honorable premier ministre en parlant des observations faites par l'honorable chef de l'opposition sur la question des douanes, m'a convaincu qu'il n'avait pas saisi le sens des remarques qui sont tombées de la bouche de mon honorable ami. Il n'a pas prétendu que la province de Québec contribuait plus qu'aucune autre au revenu des douanes. Mais il nous a parlé des 12 millions qui étaient perçus lors de la confédération et il nous a fait voir combien ce revenu s'était accru depuis cette époque. Nous payons cinq millions et nous n'avons que \$950,000 de subside. Le langage de l'honorable chef de l'opposition était pourtant très clair et je suis surpris que l'on ait pu se méprendre sur le sens à donner à ses paroles. Il n'y a pas à se le dissimuler, la question des *better terms* s'impose à notre considération et nous devons l'étudier. Mes honorables amis de la droite, pour faire voir combien est sage le nouvel ordre politique que nous avons, ont coutume de nous dire que la province de Québec occupe une excellente position, étant le pivot de tout l'édifice de la confédération. M'emparant de cette figure de rhétorique, je dirai à mon tour que pour qu'un pivot tourne bien, il faut

qu'il soit graissé (rires) et il appartient à ceux qui ont fait la découverte du pivot de fournir la graisse nécessaire.

L'honorable premier ministre a parlé sur ce sujet, mais la Chambre a dû remarquer le soin prudent avec lequel il l'a abordé et l'a traité. Il a glissé aussi rapidement que possible pour arriver jusqu'à nous et nous attaquer. C'était entendu et nous nous y attendions presque, bien qu'à vrai dire, nous hésitions à croire que l'honorable chef du cabinet fut si prompt à l'attaque lui qui a, répandu sur toute sa personne, un air de bonhomie qui dénote guère des habitudes guerrières. Il nous a reproché de nous montrer plus empressés à réclamer du gouvernement fédéral d'aujourd'hui que nous l'avons été lorsque M. McKenzie était au pouvoir. Il nous a même dit que nous n'avions pas voulu parler de cela du tout. Il est bien malheureux que l'honorable premier ministre ait commis cette erreur involontaire sans doute, car cela me force à lui rappeler un petit fait qui va détruire toute son argumentation. Je lui dirai que le 9 novembre 1875, nous avons proposé un amendement dont le but était, au sens des paroles de mon honorable ami, une attaque contre nos amis d'Ottawa. Et cet amendement fut repoussé par le parti conservateur dans cette Chambre. Oh ! je comprends parfaitement que le gouvernement ne veuille pas faire de la peine aux amis d'Ottawa. Certes cela se conçoit fort aisément. Mais il n'en reste pas moins acquis que le cabinet a peur de faire à ses amis ce que nous avons eu le courage d'accomplir il y a déjà plusieurs années. Outre le fait que j'ai mentionné il y a quelques instants, je me rappelle que vers la fin de la même session, en 1875, un député ministériel déposa une proposition rédigée dans le même sens et que nous avons appuyé cette proposition.

L'honorable M. ~~Elwyn~~—*député de Gaspé*.—M. le président, la scène parlementaire a changé depuis la dernière session : les principaux acteurs ne sont plus les mêmes. Voyez, à votre gauche, l'honorable député de Lotbinière qui, pendant quinze ans, a marché à la tête du parti libéral dans cette province, et qui, de chef de la loyale opposition de Sa Majesté qu'il était, est passé au second rang, comme lieutenant, pour faire place à l'honorable député de St-Hyacinthe.

À votre droite, M. le président, les acteurs ont aussi changé. L'honorable M. Chapleau, qui avait, pendant deux ans et neuf mois, présidé à l'administration de la chose publique comme premier ministre, et conduisit les délibérations de cette Chambre comme *leader* ; qui, pendant nombre d'années, avait lutté dans cette enceinte à la tête d'une phalange

compacte et dévouée : l'honorable M. Chapleau, chef du cabinet dont je formais partie moi-même, a jugé à propos d'abandonner à d'autres mains la direction du vaisseau de l'Etat.

L'honorable député de Lévis et moi-même, de ministres que nous étions, nous sommes redevenus simples représentants du peuple.

M. le président, l'honorable premier ministre d'aujourd'hui a fait, l'autre jour, connaître la cause de la dissolution du cabinet Chapleau ; il nous a dit que l'honorable M. Chapleau avait offert sa démission à Son Honneur le lieutenant gouverneur, parce qu'il était appelé à servir son pays dans une autre sphère, et que sa retraite ayant entraîné la dissolution de son cabinet, lui, l'honorable M. Mousseau, avait été appelé à former une nouvelle administration. Je voudrais me dispenser de faire allusion à cet événement ; cependant, malgré la répugnance que j'éprouve, je sens que je serais coupable de lâcheté, sinon de trahison à l'égard de mes électeurs et de mes amis, si je me taisais en cette circonstance. Ils attendent avec un intérêt bien légitime l'attitude que je prendrai dans cette Chambre et devant le pays, à la suite des événements politiques dont je viens de parler. Il y a deux caractères distincts chez nous : l'homme privé, l'homme public. L'homme privé, avec ses sentiments, ses susceptibilités, même les plus légitimes ; l'homme public, comme tel, la propriété du public. Ses actes, sous ce dernier rapport, sont du domaine public, discutables et discutés ; et, certes, mes honorables amis de la gauche savent si mes actes ont été discutés, et s'ils l'ont été avec justice. Responsable donc de ma conduite devant mes électeurs et le pays, je ne veux écouter que la voix du devoir. Cette voix me dit de parler.

Mon utilité a cessé ! oui, M. le président, et l'honorable premier ministre nous a dit de quelle manière. Pour ma part, je n'ai pas encore appris de la bouche de l'honorable M. Chapleau, mon ancien chef dans le cabinet, les raisons pour lesquelles on m'a mis à l'écart ; je n'ai pas eu même le plaisir de lui serrer la main avant son départ. J'accepte, cependant, la position qui m'est faite, sinon avec le bonheur que j'eusse ressenti dans d'autres circonstances, au moins avec la satisfaction que l'on éprouve quand on se sent déchargé d'une responsabilité qui pesait sur ses épaules. Loin donc d'éprouver des regrets pour la perte d'un portefeuille, je me sens soulagé ; et, à ce point de vue, j'en suis très heureux. Sans doute, j'eusse préféré, soit tomber glorieusement sur le champ de bataille, soit faire le sacrifice volontaire de ma position en vue du plus grand bien public et au profit d'une cause à laquelle je



m'étais dévoué. On ne m'a pas réservé l'une ou l'autre de ces retraites, l'on a aimé mieux adopter un procédé que l'on a cru plus doux,—j'aime à le croire du moins !—celui de me laisser purement et simplement à la porte ! Peut-être aussi,—et je préfère adopter cette manière de voir,—a-t-on voulu suivre la maxime “ qui aime bien, châtie bien. ” (rires !) Quoiqu'il en soit, soyez bien persuadé, M. le président, que je ne garde pas rancune à ceux qui sont responsables de ces événements ; et, qu'on veuille bien le croire, ma conduite à l'avenir ne sera pas déterminée par un sentiment d'animosité ou de dépit, mais uniquement par des considérations d'un ordre plus élevé : celui du bien public.

J'ai l'espoir qu'on ne m'enlèvera pas la consolation d'avoir rempli mes devoirs avec fidélité et dévouement, et comme membre du conseil exécutif et comme commissaire des terres de la couronne, pendant que j'ai eu l'honneur d'occuper ce poste, et, disons-le, sans jamais manquer de loyauté et de fidélité envers mes collègues et ceux qui honoraient le cabinet de leur confiance. Si la position officielle est perdue, l'honneur est sauf.

Il est d'usage, M. le président, dans une occasion comme celle-ci, quand un cabinet a cessé d'exister, de prononcer quelques paroles à titre d'éloge ou de justification à l'adresse de ceux qui ne sont plus les conseillers du chef de l'Etat, et qui ont été honorés de la confiance du pays et de ses représentants. Si l'honorable M. Chapleau était ici, il s'acquitterait de cette tâche avec le talent qu'on lui connaît. Pour ma part, je ne me sens pas, dans les circonstances, spécialement appelé à le faire. Cependant, je ne puis admettre que l'administration précédente n'a pas été de quelque utilité pour le pays et encore moins qu'elle n'a fait que du mal. J'admets, bien volontiers, qu'elle n'a pas été parfaite, il n'y a pas de gouvernement parfait ; et celui qui existe aujourd'hui n'échappera pas à la règle. Tout esprit juste, et non préjugé, reconnaîtra, à ne considérer que les grandes lignes de la politique du cabinet Chapleau, que son existence a été utile au pays.

Transportons-nous par la pensée aux jours mémorables de 1879 : Qu'y voyions-nous ? L'agitation, le trouble, des déchirements politiques, la confiance publique ébranlée : en un mot, la crise, et l'une des plus terribles que notre histoire parlementaire ait jamais enregistrées. A peine le gouvernement de conciliation, comme on l'a nommé, a-t-il vu jour, que la paix et la tranquillité succèdent à l'agitation, aux déchirements politiques et à la crise. La confiance publique est raffermie, de nombreuses industries sont créées et les ressources du pays développées :

les affaires en général prennent un essor inaccoutumé : tout cela grâce à la politique progressiste de ce cabinet. Examinez les statuts de 1880, 1881, 1882, et vous y verrez le nombre considérable d'actes de constitution de compagnies industrielles accordés par la Législature, lesquels attestent qu'il y a eu, pendant cette période, un véritable mouvement de progrès et de développement de nos nombreuses ressources, chose qui ne s'était pas vue dans les années antérieures. Notre position financière, quoiqu'on en dise, se trouvait aussi sensiblement améliorée lors de la formation du gouvernement actuel.

Et puis, comme couronnement notre politique n'a-t-elle pas reçu, le 2 décembre 1881, la plus éclatante sanction populaire qui ait jamais été donnée à un gouvernement dans ce pays ?

Quant à ce qui a trait à mon administration comme commissaire des terres, la base de ma politique a été la conservation du domaine public, comme source précieuse de richesse nationale et fiscale. J'ai eu le plaisir de voir le revenu de ce département, ainsi que cette Chambre le sait déjà, porté à un chiffre double de ce qu'il était lors de mon entrée en fonctions, en 1879 : ce revenu s'étant élevé à \$818,285.11 pour l'année expirée le 30 juin dernier, et devant dépasser de beaucoup ce chiffre pour l'année finissant le trente juin 1883, ce qui, je puis m'en flatter, démontre le résultat de mon administration. J'ai eu aussi l'honneur, à la dernière session, de soumettre à l'approbation de la Législature divers projets de lois sur des sujets relevant de l'administration des terres, entr'autres la vente des terres publiques, l'encouragement des colons, la plantation d'arbres forestiers, etc. Tout en voulant sauvegarder les intérêts du trésor public, j'ai toujours entouré d'une sollicitude spéciale le colon pauvre dont je n'ai jamais oublié les véritables intérêts.

Que je n'aie pu plaire à tout le monde, cela est possible et même certain ! mais il est une chose certaine aussi, c'est que ceux qui se plaignent,—et ils sont en bien petit nombre, je crois—ne tiennent pas beaucoup compte de l'intérêt public : ils oublient de faire la part de la responsabilité de celui qui préside à un département aussi important et surtout aussi difficile à administrer que celui des terres publiques. Il est possible aussi que des refus, motivés uniquement par des raisons majeures d'intérêt public, et une détermination bien connue de remplir mon devoir, aient pu déplaire à quelques-uns, et que ces derniers aient exercé contre moi, en temps et lieu, une influence qu'ils eussent dû employer au service d'une meilleure cause !

Ma responsabilité a cessé comme ministre : mais elle subsiste comme député. Les circonstances dans lesquelles mon utilité a cessé comme ministre, jointes à celles où je suis entré au ministère, et au fait que j'ai pu étudier depuis les questions administratives et politiques à l'ordre du jour, m'imposent le devoir d'exercer mes attributions de mandataire du peuple avec plus de sollicitude que je n'eusse été obligé de le faire dans des circonstances ordinaires. En cette qualité, donc, je me permettrai, avec la bienveillance de cette honorable Chambre, de considérer un instant la position de notre province au point de vue administratif et politique, puis je ferai connaître l'attitude que j'entends prendre à l'égard de nos gouvernants actuels.

Et d'abord, la question d'administration, la plus importante à mon point de vue, celle qui prime toutes les autres, est celle des terres et des bois de la couronne. Je voudrais que le gouvernement continuât cette politique de conservation du domaine public, dont je parlais il y a un instant : et voici quelles sont, en quelques mots, les principales raisons qui militent en faveur de ce système d'administration.

En premier lieu, l'étendue du territoire de la province de Québec, bien que relativement considérable, ne l'est pas autant qu'on le pense généralement. Cette assertion je l'appuie sur des chiffres que je trouve dans un état officiel que j'ai fait préparer le 22 mai dernier :

	Acres.
Superficie totale de la province, . . . . .	129,000,000
Nombre d'acres concédés en seigneuries. . . . .	10,678,831
Nombres d'acres concédés par ventes et octrois gratuits. . . . .	10,801,594
Nombre d'acres sous licences de coupe de bois. . . . .	29,617,920
	<hr/> 51,098,445
Disponibles. . . . .	77,901,555

Si l'on jette un coup d'œil sur la carte de la province de Québec, on voit que la plus grande partie de la province se trouve sur la rive Nord, depuis le Blanc-Sablon jusqu'à la rivière Outaouais. En effet, on estime qu'il y a à peu près 80 pour 100 de la superficie totale de la province qui se trouve sur la rive Nord, soit, en chiffres ronds 99,000,000 d'acres. De cette dernière quantité d'acres, on peut dire, d'une manière approximative, que la moitié, à raison du climat ou du sol, est impropre à la culture ; de sorte que, laissant une marge pour la partie

concée de cette portion propre à la culture, il ne reste pas plus de 42 à 45 millions d'acres propres à la culture en disponibilité. Il faut aussi mettre en regard de ces derniers chiffres, les deux faits suivants : 1. que la plus grande partie de nos *limites à bois* sont sur la rive Nord, et 2. que la Législature a voté, à la dernière session, 6 millions d'acres de terre à titre de subventions à diverses compagnies de chemins de fer, dont la plupart doivent être construits dans cette partie nord de la province :—ce qui affecte nécessairement cette partie que je mentionne comme étant disponible, car il n'est pas à présumer que ces octrois, se prendront dans des endroits où le sol est sans valeur ou totalement impropre à la culture. Quant à la rive Sud, la portion de territoire disponible y est relativement peu considérable, si l'on tient compte de la superficie totale de cette partie de la province et des nombreuses concessions déjà faites.

Il est une chose également certaine, c'est qu'au fur et à mesure que la colonisation progresse, c'est-à-dire que les colons s'emparent de nos terres publiques, les *limites à bois* diminuent dans la même proportion et les revenus provenant de cette source, sous forme de droits de coupe et rente foncière, sont aussi entamés ; de telle sorte que cette colonisation—qui est une œuvre excellente, patriotique, et qu'il faut encourager, car l'avenir de la province en dépend,—considérée au point de vue du trésor provincial, n'est pas une source d'augmentation du revenu, mais bien plutôt de diminution. D'ailleurs, il suffit d'ajouter, comme j'ai déjà eu occasion plus d'une fois de le dire, que le prix de nos terres publiques ne rapporte rien au trésor, si l'on tient compte des sommes dépensées pour frais de perception, de colonisation et d'arpentage. A la dernière session, j'ai démontré que, depuis la date de la confédération jusqu'au 31 décembre 1880, la province de Québec avait dépensé de cette manière trois fois et demie le montant des perceptions pour ventes de terres : les dépenses ayant été de \$1,947,857.36, et les perceptions s'étant élevées à \$560,275.05.

Une deuxième raison qui milite d'une manière puissante en faveur de cette politique que je préconise, c'est que nous trouvons, dans nos bois et forêts, notre principale source de revenu, celle sur laquelle nous devons le plus compter, laquelle, jointe au subside fédéral, forme la plus grande partie de nos recettes annuelles.

L'on se trompe grandement quand l'on affirme que nous avons, pour des siècles et des siècles, dans l'état actuel des choses, à jouir de ce revenu provenant de la coupe du bois de nos forêts ; quand l'on va

jusqu'à dire que nos forêts sont inépuisables. Etrange illusion qui se dissipe lorsqu'on examine la question à la lumière des faits. En effet, n'est-il pas constant que de vastes conflagrations, la hache du bûcheron, l'extravagance et le gaspillage des porteurs de *licences*, sans parler des progrès rapides de la colonisation, ont dépouillé dans une proportion considérable, voire même alarmante, certaines parties de notre domaine public de ses richesses forestières. Tout le monde sait que certaines essences forestières, comme le bois de pin par exemple, deviennent de plus en plus rares tandis qu'autrefois nos forêts en étaient richement couvertes. Mais, qu'on me comprenne bien ; je ne veux pas dire que cette source de revenu est sur le point de tarir pour nous ; non certes. Je crois que, dans le cours ordinaire des choses et si nous suivons à cet égard une politique sage et économique, notre domaine, abstraction faite de la vente des *limites à bois*, pourra nous donner pendant nombre d'années encore, un revenu sûr variant de \$600,000 à \$700,000 et \$800,000 par année. Dans certaines années extraordinaires, il pourra même excéder ce dernier chiffre et atteindre peut-être un million. Mais qu'on ne dise pas que nos forêts sont inépuisables, et pour se convaincre davantage de l'exactitude de mon assertion, qu'on jette un coup d'œil sur la République voisine.

Voyez les Etats du Michigan, Wisconsin et Minnesota, entr'autres. Qu'est devenue leur région forestière qu'à peine une génération passée proclamait, aussi, inépuisable ? Les statistiques nous le disent et il y a dans ces statistiques des leçons pour nous. L'on va même jusqu'à affirmer, en s'appuyant sur le chiffre de la production des années passées et l'état actuel des choses, que les ressources forestières de certains Etats seront épuisées dans vingt ans.

J'ajouterai qu'il importe beaucoup, au point de vue de l'avenir de notre pays, que notre domaine ne tombe pas entre les mains des spéculateurs, de ces gens qui n'ont d'autre but que celui de faire de l'argent sans aucune intention sérieuse de colonisation. Il faut éviter aussi les trop grandes concessions *en bloc*, à des compagnies ou à des particuliers. Nous savons à quoi nous en tenir sur ce vice qui a rongé, comme un cancer, ce pauvre peuple irlandais, cherchant depuis des siècles à secouer le joug et qui n'a pu encore y réussir d'une manière satisfaisante. Notre domaine public est notre plus bel héritage, à nous Canadiens ! Conservons-le pour nous, pour les nôtres, pour les enfants du sol ! Toutefois ne fermons pas nos portes aux étrangers, qui voudront y planter leurs tentes, avec des intentions sérieuses de colonisation, à

ces étrangers qui veulent devenir des colons de bonne foi, nous aider à développer nos ressources d'une manière équitable et honnête, et à faire de notre peuple un peuple heureux, au double point de vue matériel et moral. Oui, M. le président, que notre politique, sous ce rapport, soit une politique patriotique et noble ; mais que jamais, sous prétexte de favoriser la colonisation, l'on ne permette à la spéculation au monopole, de s'emparer de notre sol et de compromettre ainsi l'avenir de notre chère patrie.

Je suis d'autant plus convaincu de la valeur de mon assertion que j'ai pu étudier de près tous les détails et tous les rouages de notre vaste département des terres, dont les lois et les règlements, aux yeux de certaines personnes, paraissent arriérés ou réactionnaires,—je parle de ces règlements tels qu'ils étaient compris et mis en vigueur lorsque j'étais commissaire,—mais qui sont pour moi, dans leur ensemble, un système qui, s'il n'est pas parfait, offre au moins toutes les garanties possibles relativement aux droits des vrais colons et des porteurs de licences, et favorisent le progrès et l'avancement de notre pays. Je voudrais aussi, M. le président, voir chez nous plus de stabilité dans la manière d'administrer la chose publique. Nos administrateurs sont remplacés avec une rapidité étonnante, et, à chaque mutation de portefeuilles, il y a changement dans la direction des affaires, même lorsque le successeur est censé avoir la même tendance politique. Avec ce système, il s'en suit qu'en définitive l'on n'avance pas, et qu'il faut toujours recommencer. Je ne fais pas ici de réclame, je signale seulement en passant un mal que tout le monde constate.

J'aborde, maintenant, M. le président, une deuxième considération, celle de nos finances. C'est là, n'en doutons pas, une question vitale, qui doit mériter notre sérieuse attention. Je ne crois pas cependant que l'honorable chef de l'opposition ait raison de croire et de dire que l'état de nos finances est alarmant. Non ! Il n'est peut-être pas assis sur une base des plus certaines et des plus satisfaisantes. En effet, on annonce que ce n'est qu'en vertu du paiement fait par la ville de Montréal, au fonds d'emprunt municipal, que le trésorier peut montrer un excédant pour l'année expirée le 30 juin 1882. Mais de là à dire que l'état de nos finances est désespérant, il y a une grande distance.

La Chambre sait qu'à la dernière session le gouvernement a dû demander l'imposition de \$123,000 de taxe, sur certaines corporations. Cette somme n'a pu être perçue jusqu'à présent ; mais l'honorable premier ministre annonce que le revenu du département des terres pourra

s'élever à la fin de cette année 1882-1883, à près d'un million. Je ne l'avais pas porté à un chiffre aussi élevé, mais, si tel est le cas, la différence entre les recettes provenant de cette source telle qu'évaluées, et les recettes réelles sera probablement plus que suffisante pour combler le déficit. Quoiqu'il en soit, le gouvernement devra y voir et je suis persuadé qu'il envisagera la situation financière comme elle doit l'être.

Je crois que l'heure est venue pour la province de s'arrêter, pour quelque temps, dans la voie des sacrifices sous forme de subventions aux entreprises publiques et de régler d'une manière définitive notre budget. Depuis la confédération, la province de Québec a dépensé 15 millions de piastres pour la construction de ses chemins de fer, y compris celui du Nord.

À la dernière session, 6 millions d'acres de terres ont été accordés à certaines compagnies de chemins de fer, lesquels 6 millions d'acres, à une piastre l'acre, représentent 6 millions de piastres. De plus, \$2,000,000 ou à peu près ont été dépensées par le gouvernement de Québec, depuis la confédération, pour la colonisation et les arpentages : ce qui fait un total de \$23,000,000.

Ce dernier chiffre fait voir quels sacrifices énormes la province s'est imposés pour aider au développement de ses richesses, et s'assurer une position avantageuse dans la Confédération canadienne. Ces sacrifices ont produit d'heureux résultats, surtout pour les parties du pays qui bénéficient de nos améliorations publiques.

J'éprouve un sincère regret, cependant, en voyant que cette belle partie du pays qu'on appelle la Gaspésie, et spécialement le comté de Gaspé que j'ai l'honneur de représenter dans cette Chambre, n'a pas encore joui de ces immenses avantages. Je m'en console toutefois par la pensée que le jour viendra et qu'il n'est même pas trop éloigné, grâce au subside voté à la dernière session, sur la proposition du gouvernement Chapleau pour la construction d'un chemin de fer de Métapédia au Bassin de Gaspé, et grâce aussi à l'aide, qui, je l'espère, nous sera accordée par le gouvernement fédéral, par la pensée, dis-je, que le jour viendra où la population de la Gaspésie si laborieuse et si cruellement éprouvée par les disettes périodiques, recevra sa légitime part des améliorations publiques.

Mais à raison de ces sacrifices, le trésor public, bien que sensiblement amélioré sinon équilibré, par le gouvernement précédent, est encore embarrassé. Apportons-y d'abord le remède efficace, puis nous pour-

rons ensuite donner aide aux entreprises d'intérêt public dans les limites de nos ressources.

N'oublions pas cependant, que le peuple de notre province n'est pas disposé à accepter l'imposition de taxes directes à moins que le gouvernement ne donne la preuve qu'il a réalisé son programme d'économie, en opérant des réductions dans les dépenses publiques, dans les cas où telles réductions pourront être faites sans nuire à l'efficacité du service.

Ce n'est pas, M. le président, que je veuille prêcher la doctrine que le peuple ne doit pas aider aux frais de l'administration des affaires publiques, loin de là. Ce serait là une doctrine à tendance démoralisatrice, que je me garde bien de prêcher. Mais je constate un fait ; et, après tout, est-il juste d'imposer des taxes au peuple, surtout sur les habitants pauvres de nos campagnes, si, dans les dépenses publiques, il y a extravagance ou des appropriations qui, à raison de l'état de nos finances, devraient être retranchées ? N'oublions pas non plus que le système d'emprunts et de crédits est un système qui devient dangereux, quand l'on ne peut plus avec nos recettes ordinaires, pourvoir au paiement des intérêts et du fonds d'amortissement de la dette.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe s'est alarmé à la vue du chiffre de la dette consolidée de la province, qui aurait été, le 15 de mai dernier, de \$10,879,110.78, en tenant compte de l'emprunt autorisé à la dernière session. Je ne crois pas qu'en thèse générale, le chiffre d'une dette nationale soit, par lui-même, quelque chose qui doive inspirer des craintes ; la question principale est de savoir si la province peut, avec ses recettes ordinaires, rencontrer les intérêts et le fonds d'amortissement.

Je sais que certaines personnes se consolent en s'appuyant sur cette maxime d'économie politique, savoir : " qu'à mesure qu'une nation fait des progrès en civilisation et en richesse, ses besoins publics augmentent avec les moyens d'y satisfaire, " Cet axiôme ne peut être accepté sans restriction pour notre province. Dans les pays comme l'Angleterre, la France, la puissance du Canada même, je conçois que cette règle reçoive son application littérale. Mais ici, il ne faut pas oublier que s'il est vrai que notre province a fait des progrès en civilisation et en richesse, depuis quinze ans, que nos besoins publics ont augmenté ; il n'est pas également vrai que nos moyens d'y satisfaire aient augmenté en proportion. La raison en est évidente. Par l'acte de la confédération, nos ressources financières sont nécessairement restreintes, déterminées. Nous n'avons pas le droit de prélever des deniers par



tous les modes ou système de taxation. Nous n'avons pas non plus ce genre d'impôt qu'on appelle les droits de douane, qui sont si productifs en certains pays, comme l'Angleterre, les États-Unis et même le Canada, et qui sont presque imperceptibles pour les masses. Nous n'avons ici, pour toute ressource extraordinaire, que la taxe directe que le peuple, qui n'y est pas habitué, verrait d'un bien mauvais œil.

M. le président, je n'entends pas discuter les différentes parties du discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur : mais je dirai, en passant que je n'y vois rien qui indique expressément l'intention de la part du gouvernement, de suivre une politique contraire à celle que je viens de préconiser ; il y a même une ligne ou deux qui semblent confirmer cette interprétation. Mais n'anticipons pas. En attendant, je salue avec une satisfaction réelle la déclaration que la colonisation et l'éducation continueront à recevoir tout l'encouragement qu'elles méritent de recevoir de ceux qui ont la direction des affaires publiques.

Je passe à une dernière considération et je termine. Je crois que notre politique doit avoir pour unique but le bien public et non l'intérêt des particuliers : il nous faut une politique de principes et non pas d'expédients. Le célèbre Berryer a dit : " La force des gouvernements, c'est d'être appuyés sur un bon principe, et surtout d'être fidèles au principe qui les a constitués. " Oui, M. le président, la force des gouvernements, c'est d'être appuyés sur un bon principe. Et voyez la France, travaillée encore aujourd'hui par la révolution, et où il n'y a aucune stabilité dans le gouvernement, faute d'un bon principe.

Je voudrais voir ici l'application de cette maxime, et tous ceux qui prennent part à la chose publique, ne jamais oublier que, s'il y a des droits, il y a aussi des devoirs, et que l'harmonie et la justice dans l'édifice constitutionnel sont le prix de cette corrélation entre les droits et les devoirs.

Ici, je m'arrête, et je demande à celui qui occupe le poste élevé de premier ministre ou de *leader* de cette Chambre, lui qui a pris une bien large part dans une discussion restée célèbre, pour la revendication de nos libertés populaires, et dans laquelle j'ai moi-même donné mon opinion en me plaçant à un autre point de vue, cependant, sans toutefois différer en principe d'avec lui, je le lui demande, dis-je, et je le demande à cette honorable Chambre, si lui, l'honorable premier ministre, n'appliquera pas et ne fera pas respecter ces grands principes de liberté constitutionnelle et d'autonomie pour lesquels il a combattu, et que moi je revendique pour moi-même et les représentants du peuple dans cette

Chambre ? Oui, M. le président, je le souhaite, je l'espère ; et puissent-ils, ces droits, être toujours respectés à l'avenir et n'être jamais altérés ou mis en danger par aucune intervention du dehors !

M. le président, j'arrive à la conclusion de ces remarques, déjà trop longues. Je désire définir en quelques mots la position que j'entends prendre à l'égard du gouvernement. Cette position, la voici : Pour moi, la Chambre est un juge ou un jury, appelé à examiner les actes des ministres responsables de la couronne. Or, les deux qualités d'un juge ou d'un jury, ce sont l'impartialité et la justice.

Cette idée domine aussi dans cette autre maxime du droit constitutionnel anglais : " que les ministres choisis par la couronne ont, dans les circonstances ordinaires, droit de recevoir du parlement, sinon une confiance implicite, du moins franc-jeu, " *a fair trial.* " (Todd, vol. 1, p. 212).

Je connais, M. le président, que la circonstance n'est peut-être pas ordinaire pour moi ; cependant, c'est mon intention, et je le dis avec toute la sincérité possible, d'appliquer cette maxime de la manière la plus favorable, désirant plutôt aider l'administration que de lui créer des embarras inutiles. C'est avec cet esprit que j'apprécierai les projets et les actes du gouvernement.

D'ailleurs, M. le président, il y a un fait que je ne puis oublier, c'est que parmi les ministres actuels de la couronne, il y en a trois qui étaient mes collègues, au moment de la dissolution du cabinet Chapeau et pour lesquels j'ai conservé toute l'estime que j'entretenais pour eux alors. Je ne puis, non plus, en jetant un coup d'œil sur la composition du cabinet, m'empêcher de signaler en passant cet autre caractère que je trouve dans la personne de l'un de ses membres. Singulière destinée des choses humaines ! l'honorable commissaire des terres d'aujourd'hui est celui qui, le 28 octobre 1879, présentait de son siège, à la gauche de cette Chambre, cette proposition que moi-même, du côté opposé, j'appuyais, et qui a porté le coup fatal à l'existence du cabinet de l'honorable député de Lotbinière. Mon honorable ami est le dernier survivant des sept membres qui composaient le cabinet formé, à la suite du vote de la Chambre sur cette proposition, et, chose singulière, lui, à qui je donnais la main en cette circonstance mémorable, est le même qui me remplace au poste que j'occupais naguère dans la dernière administration.

L'honorable ministre a été, sans doute, loin de songer, lorsque nous faisons cette proposition, en 1879, que les événements prendraient une

tournure aussi étrange. Certes, ce n'est pas matière de calcul chez lui, j'en suis convaincu ; il a dû y arriver d'une manière imprévue et sans préméditation. Je ne lui garde pas rancune et ne suis pas jaloux de son bonheur ; au contraire, je souhaite que son administration puisse être couronnée de succès et produise de bons résultats pour le pays. Puissent enfin tous les ministres être à la hauteur de leur position et apporter, dans l'administration des affaires publiques, cet esprit de justice, de dévouement, de patriotisme qui font l'honneur et la force des gouvernants et le bonheur des gouvernés !

Enfin, M. le président, qu'on me permette de citer, à titre de conclusion, les lignes suivantes d'un auteur français bien connu (M. Poujoulat, Hist. Révol. F.), lesquelles, bien qu'inspirées par d'autres circonstances, ont le mérite pour moi de rendre ma pensée sur la situation actuelle, mieux que je ne pourrais le faire moi-même.

M. Poujoulat, après avoir passé en revue tous les épisodes de cette époque mémorable, s'écrie :

“ Après cette satisfaction donnée à la conscience humaine, nous voudrions convier les hommes de notre pays, non point à l'unité d'opinions et d'idées, car les partis ne meurent pas, et les partis qu'on croit détruits sont comme les personnages de l'Arioste qu'on tue et qui reparaissent ensuite, mais nous voudrions les convier à une pensée commune *de moralité et de patriotisme*. Il y a de nobles convictions sous tous les drapeaux, et quel trésor d'espérance et de force ne serait-ce pas pour un empire que l'union des mêmes sincérités au profit de la grande cause nationale.”

L'honorable M. **Irvine**—*député de Mégantic*.—S'il est une chose qui me répugne dans la vie parlementaire, c'est bien de prendre part à la discussion de l'adresse. Aussi, si je mets mes répugnances de côté ce n'est pas pour occuper longtemps l'attention que la Chambre aura la complaisance de me donner. Mes honorables collègues savent que mon défaut n'est pas d'être trop long ; ceci me fait espérer qu'ils m'écouteront sinon avec plaisir, du moins avec patience. Au reste pour rassurer parfaitement la Chambre j'ajouterai que je ne me propose que de toucher légèrement aux principaux points de la politique ministérielle telle qu'elle nous est révélée par le discours d'ouverture. Mais avant d'aborder ce sujet je désire parler des changements importants qui ont eu lieu dans cette enceinte depuis la dernière session.

Depuis que nous nous sommes séparés au mois de mai dernier, le personnel du gouvernement s'est quelque peu modifié (rires). Il ne

m'apparaît plus comme autrefois, ayant à sa tête un honorable membre avec lequel il m'était donné d'avoir à livrer d'assez rudes combats. Le cabinet a été remodelé, remanié, comment dirais-je cela (rires). Quoi qu'il en soit des termes, la Chambre, j'en suis certain, comprend tout de même. Comme je le faisais remarquer il y a un instant, nous avons perdu le premier ministre, si vigoureux mais aussi si irascible parfois, et à sa place nous voyons aujourd'hui l'honorable député de Jacques-Cartier, un homme qui semble, si on en juge par les apparences, être d'un tempérament doux, tranquille et phlegmatique. Il n'y a pas de doute que le changement est pour l'avantage de la province, mais je ne me dissimule pas que c'est un rude coup pour moi (rires). Autrefois je ne pouvais jeter un coup d'œil sur l'enceinte parlementaire ou sourire aux observations faites par quelques-uns des orateurs, sans être sur le champ repris sévèrement, rappelé à l'ordre et entraîné dans une lutte corps à corps. Cela m'amusait tellement que ça été avec un profond regret que j'ai appris le départ certain de l'ancien premier ministre, qui a laissé les paturages provinciaux pour les grandes prairies du Canada. Je regrette ce départ parce qu'il me faisait plaisir de causer des désagréments à l'ancien député de Terrebonne et à ses amis, (hilarité générale.)

On me pardonnera, je l'espère, ma franchise toute juvénile, mais j'avoue que j'admire l'honorable premier ministre. Aussi suis-je, précisément pour cette raison, tout chagrin de voir dans les journaux que mon honorable ami a l'intention de suivre les traces laissées par son prédécesseur.

J'ai aussi entendu dire que le gouvernement allait consacrer son temps à relever les fautes du cabinet Joly et à s'appliquer à les réparer. C'est, je suppose, pour cette raison que l'on a pris comme ministre le collègue de l'honorable député de Lotbinière qui a commis toutes les fautes, s'il y en a eues réellement, que l'on a reprochées à ce cabinet.

L'honorable député de Gaspé a mis la Chambre dans ses confidences et il nous a avoué qu'il n'a pas encore pu comprendre pourquoi "certains" changements ont été faits dans le personnel du cabinet. L'allusion à sa propre sortie était trop transparente pour ne pas être comprise.

Pour moi je ne m'étonne pas de ce qui est arrivé. C'était dans l'ordre naturel dans lequel les événements devaient se développer. L'honorable député de Gaspé a été choisi lorsque son choix s'imposait, grâce à un concours de circonstances que tout le monde connaît et a apprécié. La cause disparaissant, l'effet devait, lui aussi, disparaître de son côté. C'est l'enchaînement logique des faits, et je trouve que ce qui est arrivé

était naturel. Mon intention n'est assurément pas de blesser les susceptibilités de mon honorable ami, ni de méconnaître les connaissances et les talents qu'il possède. Non, M. le président, je ne fais que donner ma manière de voir sur un fait qui a préoccupé l'esprit de l'honorable député de Gaspé.

Le discours du trône nous parle de la campagne de l'armée anglaise en Egypte, je ne puis que me féliciter de ce que Son Honneur nous ait entretenu de ce sujet, bien que ce ne soit pas l'habitude, pour les colonies, de prendre un aussi vif intérêt dans les faits qui concernent plus particulièrement la mère-patrie. J'ai été fier d'entendre les remarques pleines d'éloges qui sont tombées de la bouche de l'honorable député de Lotbinière, à l'adresse d'un homme, d'un officier qui s'était rendu extrêmement sympathique à la société Québécoise pendant son long séjour au milieu de nous. La mort que le major Hébert a rencontrée en servant notre Souveraine, sans avoir le rayonnement du champ de bataille, n'en prouve pas moins sa bravoure et son héroïsme. Il n'est pas le seul Canadien qui soit allé prendre part à cette campagne. Nous avons plusieurs autres de nos compatriotes, gradués du collège militaire de Kingston qui ont pris du service dans l'armée anglaise.

Le discours d'ouverture nous parle de l'équilibre budgétaire. Je suis surpris que le gouvernement avoue que si nos comptes ne montrent pas un découvert c'est que nous avons reçu le demi million dû par la ville de Montréal au fonds d'emprunt municipal. Si la mémoire ne me fait pas défaut et je crois bien me rappeler de ce qui a été dit à l'époque à laquelle je fais allusion,—je suis sous l'impression que l'ancien trésorier nous a déclaré que tous les argents reçus à compte sur ce fonds ne seraient pas employés à payer nos dépenses ordinaires,—mais qu'ils seraient appliqués au rachat de notre dette qui est aujourd'hui très considérable. On ne manque jamais, lorsque nous parlons de la dette, de nous dire qu'en regard de cette dette nous avons un actif qui se compose : premièrement du chemin de fer, dont la valeur est représentée par une somme beaucoup moindre que celle que nous devons avoir, et en second lieu du fonds d'emprunt municipal. Je vois maintenant que l'on mange cette dernière partie de l'actif pour faire face aux dépenses ordinaires de l'année. A ce compte, avant peu, nous n'aurons plus d'actif pour contrebalancer notre dette. Et cependant on trouvera que nous avons tort de nous alarmer, de crier au danger. Oh ! pourquoi en effet déranger mes honorables amis de la droite pendant qu'ils s'endorment dans les délices du pouvoir. C'est

vraiment cruel et si j'étais un autre que moi-même je ne m'expliquerais guère cette méchanceté inconcevable, d'autant plus condamnable que le peuple semble approuver tout cela. Mais le jour n'est pas éloigné où on devra s'éveiller. Le jour ne peut guère se faire attendre où l'on verra se dresser la terrible réalité, la nécessité de pourvoir aux dépenses du service public au moyen de l'imposition de taxes directes. Sans le désirer ce jour néfaste pour mes honorables amis, je ne puis cependant m'empêcher de dire que le plutôt il arrivera le mieux ce sera pour les intérêts publics, car du moment que le peuple devra mettre la main au gousset pour payer les dépenses du gouvernement, il se montrera plus jaloux dans l'exercice de son droit de juger ceux qui le gouvernent, et il verra par lui-même à contrôler plus sévèrement les frais de l'administration de la chose publique.

Le gouvernement nous annonce qu'il nous soumettra pendant cette session un projet de loi reconnaissant aux citoyens de cette province le droit de demander aux tribunaux ordinaires la décision des causes dans lesquelles la couronne serait intéressée, au moyen de la pétition de droit. Cela existe dans plus d'une province de la confédération et cela existe pour le gouvernement central.

Il est grandement temps que la province de Québec suive la voie qui lui est tracée. J'espère que dans la rédaction de cette loi si importante le gouvernement n'aura pas en vue de favoriser ses amis au détriment de la justice, et que tous les créanciers de la province, quelque soit leurs préférences politiques, seront traités de la même manière.

Comme ceux qui ont soutenu la discussion avant moi ont fait une assez forte dépense de bons procédés, je me permettrai d'être moi aussi quelque peu prodigue sous ce rapport.

Nous avons, j'aime à le croire, un bon premier ministre, la Chambre s'en réjouit et je partage sa satisfaction. En exprimant cette pensée je ne voudrais pas que l'on croirait que j'insinue que c'est l'unique premier ministre que nous ayons, qui soit bon et que rarement il nous a été donné d'avoir un premier ministre honnête. Non, M. le président, ce serait exagérer odieusement ma pensée qui n'a pas, je vous l'assure, cette étendue que je condamne. Dans le cours de la session qui s'ouvre l'honorable chef du cabinet aura toute la latitude possible de prouver sa bonté et son habileté dans l'administration des affaires publiques.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—M. le président, je dois remercier l'honorable député de Mégantic de me fournir, par son discours, aussi bien fait et aussi

éloquent que d'ordinaire, l'occasion de prendre part à la discussion de l'adresse.

Mon honorable ami a parlé de la retraite de l'honorable M. Chapleau, qui est allé sur un autre théâtre, si non plus important, du moins plus vaste que celui-ci et l'honorable député de Mégantic a exprimé le regret qu'il éprouve de se voir privé par là même du plaisir que lui procuraient les discussions, parfois assez vives, qu'il soutenait avec l'ancien premier ministre. En effet je ne doute pas que l'honorable député regrette de se voir privé à l'avenir de l'éloquence indéniable de M. Chapleau, dont les hautes et brillantes qualités étaient un ornement pour notre Législature.

Cependant j'espère que mon honorable ami saura adoucir l'amertume qu'il éprouve en se livrant avec l'opiniâtreté qu'on lui connaît aux travaux de la session et que l'ennui ne l'empêchera pas de prendre souvent part aux discussions, donnant ainsi à la Chambre et au pays le bénéfice de ses lumières et de sa longue expérience.

L'honorable premier ministre actuel doit être fort satisfait de voir que, pour la première fois qu'il prend la parole devant cette Législature pour appuyer l'adresse en réponse au discours d'ouverture, il reçoive ainsi les félicitations du vaillant et respecté chef de l'opposition et d'un vieux parlementaire aussi habile, aussi expérimenté que l'est le député de Mégantic.

Je manquerais à mon devoir si je ne m'empressais pas maintenant d'offrir mes meilleurs remerciements aux honorables députés qui ont proposé l'adoption de l'adresse. Le gouvernement leur est reconnaissant de leur bienveillant et sympathique concours et n'a que de chaleureuses félicitations à leur adresser sur la manière habile avec laquelle ils se sont acquittés de leur tâche si délicate et toujours hérissée de mille difficultés. L'honorable député de Laval s'est, du coup, placé au premier rang des orateurs parlementaires par la manière franche, libre et chaleureuse avec laquelle il a présenté ses observations à la Chambre. Mon honorable ami le représentant de Québec-ouest nous a donné beaucoup de renseignements précieux dans son discours, qu'il a fait dans un langage remarquable par sa clarté et son éloquence. En passant, qu'il me soit permis d'émettre un vœu, celui de voir pendant cette session l'honorable député de Québec-ouest et les jeunes membres de cette Chambre, prendre une part plus active que par le passé aux discussions qui ont lieu dans cette enceinte.

M. le président, je me joins à mes honorables collègues canadiens-

français pour exprimer avec eux le regret que j'éprouve de voir que l'honorable député de Lotbinière a jugé à propos de donner sa démission comme chef de l'opposition. Le système parlementaire que nous avons à ceci de particulièrement avantageux, c'est que chacun, quelque soit sa position, qu'il ait la direction et par conséquent la responsabilité du pouvoir, ou qu'il n'ait qu'à surveiller les actes des gouvernants, chacun de nous peut exercer une influence considérable sur la formation de ces règles si délicates qui régissent les relations sociales dans le monde politique, et dans la société généralement, pour ne pas parler de l'influence légitime que chacun exerce dans la mesure de ses capacités sur la marche des affaires publiques.

Mon honorable ami le député de Lotbinière peut être certain d'avoir exercé une influence que chacun se fait un plaisir de reconnaître et dont nous nous plaçons à constater les heureux résultats. Lui plus que tout autre a donné à nos discussions ce ton élevé et d'une politesse de bonne aloi qui a toujours caractérisé nos échanges de vues sur les matières d'intérêt public. Son influence sous ce rapport a été décisive et personne plus que moi est mieux disposé à lui reconnaître tout le mérite de cette bienfaisante influence. Non-seulement mon honorable ami peut revendiquer ce mérite mais il peut aussi se féliciter d'avoir fourni une carrière honorable, qui lui a toujours attiré le respect de ceux là mêmes qui le combattaient avec le plus d'acharnement, mus par le désir de servir leur pays. Un chef d'opposition, dans le fonctionnement de notre système politique occupe une position toute particulière. Son influence, bien qu'il ne commande pas la majorité, est souvent considérable, toujours elle n'est pas à dédaigner. Il faut une grande somme d'habileté pour faire en sorte que cette influence ne soit pas anéantie ou nullifiée par une tactique qui n'a pas pour but le bien public. L'honorable député de Lotbinière dans sa longue carrière politique, presque entièrement absorbée par les devoirs de chef d'opposition peut réclamer avec droit la satisfaction d'avoir accompli sa tâche avec habileté et vaillance. Bien d'autres à sa place auraient abandonné vite un rôle parfois aussi ingrat. Lui au contraire, plus la fortune se déclarait contre lui, plus il apportait de constance dans la lutte désespérée qu'il soutenait avec un rare courage.

L'opposition a cru qu'elle devait se donner un nouveau chef et elle a choisi mon honorable ami le député de St. Hyacinthe. Son habileté, son éloquence nous sont bien connus et nul doute qu'il saura les déployer encore davantage dans l'accomplissement des fonctions que la confiance



de ses amis lui a imposé. Nul doute aussi qu'il s'inspirera des exemples que lui laisse son prédécesseur et qu'il sera son digne continuateur dans le soin qu'il apportera à éviter toute acrimonie dans le débat.

Mon honorable ami le député de Gaspé a rappelé les événements politiques des dernières années, surtout ceux qui ont signalé la formation du cabinet précédent, dont il a été l'un des membres et en même temps l'un des ornements par ses talents, ses connaissances considérables et variées. Mon honorable ami s'est demandé s'il devait considérer les récents remaniements ministériels comme un indice du désir du nouveau gouvernement d'abandonner les idées du cabinet précédent, car a-t-il dit, il n'y a plus qu'un seul représentant dans le cabinet actuel de cette politique de conciliation adoptée en 1879 et qui a triomphé en 1881 devant le corps électoral. Il est vrai que je suis le dernier représentant de cette politique qui, incontestablement a reçu l'approbation des électeurs, mais je suis heureux de pouvoir dire à mon honorable ami que le gouvernement n'a pas songé ni ne projette d'abandonner ce programme, auquel il doit de compter sur une majorité comme celle qui l'entoure à présent et qui a produit, de l'aveu de tous, des résultats fort heureux. Nous désirons continuer l'œuvre que nous avons entreprise il y a tantôt quatre années et lui donner tout le développement qu'elle comporte.

L'honorable député a aussi demandé si le gouvernement se proposait de mettre à exécution les lois adoptées à la dernière session relatives à nos forêts. On sait que ces lois sont le fruit des fortes et constantes études de mon honorable ami, aussi suis-je heureux de lui en reconnaître ici tout le mérite. Je suis en position de lui répondre que déjà un arrêté du conseil a promulgué ces lois. Maintenant tout ce qui reste à faire c'est de désigner un jour qui sera nommé "fête des arbres". A ce propos, je puis dire que j'ai reçu avec beaucoup de plaisir la suggestion qu'a bien voulu me faire l'honorable député de Lotbinière, de me consulter avec les membres de cette Chambre quant au jour à être choisi pour cette fête des arbres. Nous pourrions, en suivant cette sage suggestion, arriver à une entente qui donnera pleine et entière satisfaction à tous.

M. le président, quand j'ai pris la parole, j'étais décidé de ne pas prolonger le débat d'une manière notable.

Je m'aperçois qu'il est temps que je reprenne mon siège, autrement je m'expose à ne pas suivre ma décision première. Encore une ou deux observations et j'aurai fini.

Depuis trois heures cette après-midi que la discussion générale sur le projet d'adresse est ouverte, nous avons eu le plaisir d'entendre plusieurs des principaux membres de l'opposition, et cependant, fait digne de remarque et des plus satisfaisants pour le gouvernement, nous n'avons entendu que bien peu de critiques sur la politique telle qu'elle est formulée dans le discours de Son Honneur. De fait, l'on a trouvé beaucoup de choses à dire en faveur et bien peu contre.

Il doit être particulièrement agréable pour l'honorable premier ministre, qui pour la première fois, siège dans cette enceinte de voir, le programme de son gouvernement l'objet de beaucoup plus de bienveillance que de critique. J'ose croire que les mesures ou les lois que le gouvernement proposera à la Législature seront telles qu'elles recevront l'approbation de tous les honorables membres de cette Chambre.

**M. Stephens**—*député de Montréal-centre*.—M. le président, jusqu'à présent ce débat nous a offert beaucoup d'agrément, car on n'a entendu que louanges de droite à gauche, de gauche à droite. C'est très gentil tout cela, mais on ne fait pas les affaires, et pour ma part, j'avoue que je suis d'une trempe différente aux autres, car je ne me sens aucune disposition à vivre de louanges, quelque agréable que cela soit à entendre. Je me permettrai de suivre une autre voie et de ramener les esprits à la vérité des faits qui constituent le domaine de nos discussions. Je sais que je ne serai pas fort aimable en agissant ainsi, en détournant les esprits d'une scène qui plaît infiniment plus que la réalité brutale. Mais ce n'est pas ma faute à moi. Au contraire, je crois que j'ai travaillé avec autant d'énergie que qui que ce soit à empêcher l'accomplissement des actes auxquels je fais allusion et qui, à mon avis, ont été un coup mortel porté à la prospérité budgétaire.

Lorsque l'honorable premier ministre a pris les rênes du pouvoir, j'ai conçu, comme un naïf, quelques espérances. J'ai été vite tiré de mes illusions de jeunesse. . . . politique (rires). Si j'avais su que l'honorable premier ministre avait fermement pris la résolution de suivre une voie différente de celle de son prédécesseur, si l'honorable premier ministre s'était résolument mis à l'œuvre pour opérer des réformes radicales, des réformes complètes, j'aurais salué son arrivée au pouvoir avec plaisir et je lui aurais fait mes meilleurs souhaits de prospérité et de succès. Mais en face des déclarations du chef du cabinet, de l'expression de son désir de suivre les brisées de son prédécesseur, il m'est impossible de me joindre à mes honorables collègues pour faire entendre ces accents mélodieux, de louanges qui ont charmé nos oreilles

il y a quelques instants (rires). Advienne ce que pourra, je dois dire ce que je pense.

Le 27 mai dernier, Son Honneur le lieutenant gouverneur disait, en mettant un terme aux travaux de la dernière session :

“ Je désire vous offrir mes félicitations sur vos longs travaux pendant la présente session.

“ Cette session, la première du cinquième parlement de cette province, comptera parmi les sessions remarquables de la Législature de Québec, et je suis heureux de constater qu'elle a été féconde en mesures importantes, pour le bien-être futur de la province.”

Voilà les paroles que le gouvernement Chapleau mettait dans la bouche du chef de l'exécutif de cette province. Ces paroles sont un défi porté à la vérité. Chacun sait que cette session a été mémorable, oui M. le président, elle a été mémorable, car ça été une session de scandales. La vente du chemin de fer, à elle seule, a fourni plus de cas de corruption que nous avons pu en voir depuis 15 ans, que nous avons cette Législature provinciale. Toutes les prophéties de l'opposition se sont réalisées dans le court espace de temps qui s'est écoulé depuis la dernière session. Nous exprimions la crainte de voir la province retomber sous le joug du monopole, et c'est ce qui est arrivé. Et je le demande aux honorables membres de cette Chambre, n'est-il pas vrai que nous avons à l'heure qu'il est le pire, le plus dangereux et le plus insupportable des monopoles. Cependant, qu'entendions-nous à la dernière session. A la page 14, de la fameuse brochure contenant le discours de l'honorable M. Chapleau sur la vente du chemin de fer, je lis ce qui suit : “ La même puissance qui avait empêché la construction du chemin de la rive nord depuis 1852 à 1872, se faisait déjà sentir, et les capitalistes importants qui s'étaient mis à la tête de cette entreprise, et qui étaient passés en Angleterre pour y trouver un appui monétaire, virent leurs efforts échouer et revinrent au pays sans avoir pu négocier les bons qui leur auraient procuré les fonds nécessaires. C'est de cette époque que date la première idée de la construction du chemin par le gouvernement. En 1875, l'administration qui avait suivi celle de l'honorable M. Ouimet, annonça au public qu'elle se chargeait de la construction du chemin de Québec à Ottawa. C'était là, M. le président, une politique vigoureuse, hardie, peut-être audacieuse.”

De ces paroles il ressort que dans l'esprit de l'ancien premier ministre *la même puissance* est un ennemi mortel de la voie ferrée du Nord et

cette *puissance*, nous le savons tous, c'est le Grand Tronc. Au reste, dans une autre partie de son discours il le dit formellement, le Grand Tronc c'est notre ennemi. Eh bien, cette puissance que l'on redoutait tant l'an dernier, où est-elle maintenant ? Qu'à-t-elle fait ? N'est-il pas vrai que ceux-là même que l'on représentait comme les fidèles gardiens des droits de la province, comme les représentants les plus autorisés de la majorité de la population de la province, *le syndicat canadien*, en un mot, ne s'est-il pas empressé de vendre au Grand Tronc, après avoir fait pendant quelque temps la pluie et le beau temps entre le Pacifique et le Grand Tronc. C'est l'homme qui était à lui seul l'âme de ce syndicat et en même temps le roi du gouvernement qui a empoché les bénéfices que la province aurait pu s'assurer pour elle-même.

Mais non, on était trop pressé. Il fallait vendre à tout prix. Un chemin de fer qui a coûté quatorze millions, on l'a donné pour moins de six millions. On a réussi à faire avaler une aussi rude pilule en répétant sans cesse, qu'en vendant on éviterait la taxe, et qu'on ne serait pas obligé d'emprunter. Répéter cela aujourd'hui, après avoir vu ce que nous savons, ça ressemble à un conte de fée, tant cela paraît invraisemblable. Pourtant, c'est l'exacte vérité.

J'ai ces paroles en blanc et en noir sous les yeux : Que la Chambre me permette de lui rafraîchir un peu la mémoire. Le sujet en vaut la peine.

Je lis dans la même brochure, à la page 27, sous le titre : *peut-on garder le chemin de fer sans taxer le peuple*.—Voici ces paroles :

“ Mais, M. le président, il est une autre raison plus grave encore pour vendre notre chemin, la voici : c'est que nous n'avons pas d'argent pour rencontrer les dépenses qu'il y a à faire sur notre ligne provinciale. Cette raison prime toutes les autres. Les recettes du chemin de fer ne fournissent pas au gouvernement, déduction faite des dépenses d'exploitation, ce qu'il lui faudrait pour exécuter les travaux nécessaires à son parachèvement. Au nombre de ces travaux se trouvent ceux à faire dans la ville même de Québec et l'on soulèverait toute une révolution dans Québec si le gouvernement ne faisait pas ces travaux. Nous avons beaucoup de travaux à faire le long de la ligne, et l'ingénieur du gouvernement vient de nous présenter un rapport par lequel nous voyons qu'une somme de \$1,140,000 doit, de toute nécessité, être immédiatement dépensée sur la ligne si le gouvernement veut garder son chemin, et mon honorable ami le trésorier à qui je m'adresse pour avoir ce montant, me répond que nous ne l'avons pas et que nous ne pouvons le trouver.”

“ On me dira peut-être : *Empruntez, empruntez*. Sur quoi emprunterons-nous ? ” J'attire l'attention de la Chambre sur ce qui va suivre, ça devient piquant d'intérêt ; on ne saurait s'en faire une juste idée. Que l'on écoute ceci :

“ Sur quoi emprunterons-nous ? Si nous gardons le chemin, il nous faudra, pour combler nos déficits et terminer les travaux à faire, emprunter une couple de millions, or, il n'y a pas de fausse honte à le dire à moins d'aliéner le domaine public ou d'avoir recours à la taxe directe, nous n'avons pas de quoi payer. Non, M. le président, le gouvernement, je l'espère du moins, ne se mettra pas dans l'humiliante position de ne pouvoir donner pour toute réponse à la question que lui fera le capitaliste qui lui demandera avec quoi il le paiera : “ Je vous paierai avec votre argent ”. Un trésorier qui en agirait ainsi ne serait pas honorable. Aussi, je déclare qu'il est impossible au gouvernement de contracter un nouvel emprunt dans les circonstances ” . . . n'est-ce pas que c'est fort piquant, on dirait un conte de fée . . . “ dans les circonstances actuelles, sans nuire gravement au crédit de la province. D'un autre côté, nous avons promis au corps électoral que nous n'imposerions pas de charges sur la propriété. Nous ne pouvons pas tromper les électeurs, et 'je demanderais plutôt de retourner devant eux que de les charger du plus petit impôt direct. Et malgré toutes les perfidies, toutes les cabales de nos adversaires, le peuple sur ce point sera encore avec nous. Entre la vente du chemin et la taxe, je sais ce qu'il choisira.”

Bien, voilà l'épouvantail dont on se servait pour décider la majorité à voter le sacrifice de notre plus belle propriété. Je vous le demande, M. le président, n'était-ce pas tromper la Chambre et le public que de lui dire qu'il fallait vendre le chemin de fer pour ne pas taxer et pour ne pas emprunter, lorsque l'on savait que dans la même session, où l'on prononçait ces paroles, on demanderait, après le vote de la vente de la voie ferrée, l'autorisation d'emprunter trois millions de piastres et de prélever un impôt de plus de cent mille piastres. Voilà cependant ce qui a été fait avec une imperturbable sang-froid, une audace inouïe. Et la Chambre d'applaudir à tout cela !!! Que mes honorables amis de la droite applaudissent à défoncer leur pupitre, c'est leur affaire, mais je suis convaincu que le peuple n'est pas aussi satisfait, lui, des actes de ses gouvernants, et qu'à la prochaine occasion, il manifestera à son tour son opinion, mais ses applaudissements ne seront pas pour les ministériels. Ces derniers auront connaissance de ces applaudissements,

car les électeurs les feront à double tours sur leur dos, au profit des adversaires.

La Chambre a ratifié la vente que lui proposait le gouvernement-Chapleau pour un prix ridiculement bas. C'est ce que nous disions et répétions sans cesse l'an dernier. Et l'on nous répondait que nous exagérions la valeur commerciale de cette propriété. Que nous vendions à un prix relativement élevé, à tout le moins, à un prix satisfaisant. Nous avions beau répéter que le chemin, nous coûtant plus de quatorze millions, il était de la plus condamnable folie de le vendre pour moins de six millions, rien n'y faisait. Et cependant qu'avons-nous vu depuis ces longs débats. A peine les spéculateurs à la tête desquels se trouvait l'administrateur même de la voie ferrée, l'inévitable M. Sénécal, à peine ces spéculateurs avaient-ils mis la main sur la propriété qu'ils convoitaient, que leur chef, M. Sénécal, s'en va en Europe, et lance sur le marché monétaire de Paris, un prospectus devenu fameux, dans lequel on disait que la partie est seule du chemin de fer provincial, valait neuf millions. Ainsi voilà celui-là même qui inspirait M. Chapleau, qui le guidait dans les appréciations que l'ancien premier ministre faisait de notre chemin, c'est celui-là même qui s'efforçait jour et nuit de faire croire à tous ceux qui l'approchaient que cette propriété ne valait pas plus de quatre millions de piastres, qui signe un prospectus dans lequel il dit que cette valeur est de neuf millions. Et l'on appelle cela agir honnêtement ! Non, M. le président, et aujourd'hui plus que jamais je maintiens que nous avons raison de combattre énergiquement cette vente ruineuse.

Les Français aussi habiles pour le moins que M. Sénécal, ayant eu probablement l'occasion de se renseigner sur sa manière d'agir en affaire, déclinerent d'entrer en négociations avec lui. En face de ce dédain, il se tourna vers le Grand-Tronc et lui vendit le chemin. Voilà en quatre mots le résumé de cette partie de la transaction scandaleuse que je discute.

Dans son grand discours, l'honorable M. Chapleau, pour capter les votes des députés français, leur disait en termes émus que la partie est resterait aux mains des Canadiens-Français, et qu'elle servirait comme école à nos compatriotes de cette nationalité. Où est cette école aujourd'hui ? Mais revenons au texte même du discours de M. Chapleau. Cela en vaut la peine. Je lis le paragraphe en entier :

"Le projet de vendre la partie est séparément et à un syndicat local canadien s'impose à la considération favorable de tous ceux qui vou-

dront l'examiner, tant au point de vue des affaires qu'au point de vue national. Du moment que nous avons réussi à nous faire du Pacifique canadien, une ligne amie, intéressée pour une large part de son trafic dans le succès de la partie est" . . . oui on voit aujourd'hui comment le Pacifique travaille au succès de la partie est, maintenant que le Grand Tronc est là . . . mais continuons . . . " dans le succès de la partie est de notre chemin, j'ai cru que cette dernière partie du chemin resterait comme une école où nos jeunes gens pourraient venir se créer une carrière nouvelle et se former de bonne heure à cette vie difficile des chemins de fer, de manière à pouvoir ensuite arriver ailleurs, soit dans notre province, soit dans les chemins de fer en dehors de notre province, avec une expérience égale à celle des autres nationalités :

" Si vous consultez des hommes qui sont mêlés à nos grandes entreprises et à tous les grands mouvements industriels, si vous consultez nos classes ouvrières, tous vous diront que cette partie est, si intimement liée aux intérêts de la province de Québec, ne devait pas passer aux mains d'étrangers." Qu'on veuille bien remarquer ces mots significatifs dans la bouche de M. Chapleau, parlant, comme on le sait, au nom de M. Sénécal : " ne devait pas passer aux mains d'étrangers." Et voilà pourquoi, appuyé sur ce sentiment unanime de notre population, je suis heureux que le refus du Pacifique ait fait que cette partie du chemin reste aux mains de personnes dont la vie et l'avenir, soient étroitement liés aux intérêts de la province de Québec. " Eh ! bien, M. le président, s'il était bien lié aux intérêts de la province, M. Sénécal s'en est bien vite détaché, car au bout de quelques mois, qu'il était en possession de la voie ferrée, il a mis de côté *ce sentiment unanime* dont parle M. Chapleau et il a donné le contrôle du chemin à M. Wainwright, qui en est le dépositaire jusqu'à ce que le Grand-Tronc, dont il est l'employé, le prenne à son tour, ce qui est déjà fait sans doute. Où est l'école pour les Canadiens-Français ? C'est le Grand Tronc, je suppose, qui va se faire instituteur ! . . . .

Ce n'est pas tout, M. le président. On se rappelle l'anxiété causée à l'ancien premier ministre par le fort mouvement qui se manifesta dans l'opinion publique à Québec, au sujet de la vente du chemin de fer.

Pour calmer cette opinion publique justement irritée, M. Chapleau s'ingénia à trouver des prétextes pour faire voir en couleur de rose ce qu'il proposait aux Chambres. Il disait à ce propos :

" Je suis sûr que cette population intelligente, laborieuse, comprendra vite que le projet soumis par le gouvernement à cette honorable Chambre

aura pour effet d'attirer d'ici à un an, du travail pour au-delà de \$2,000,000 et assurera à jamais à Québec les ateliers de construction et de réparation, les bureaux des ingénieurs et du surintendant-mécanicien, c'est-à-dire tous les travaux nécessaires pour la partie est du chemin. La compagnie ayant son bureau principal à Québec, donne par là même une garantie à la population de cette ville, que ses intérêts seront toujours sauvegardés. ”

Où sont ces grands travaux, au montant de deux millions, que l'on devait faire à Québec ? Tout est disparu. A-t-on jamais cru que l'on serait tenu d'exécuter ces promesses arrachées par la crainte d'un vote hostile à cette politique ruineuse ? Non, on n'a pas cru cela, et la preuve c'est que depuis la dernière session, on a complètement oublié de remplir ces engagements qui devaient mettre la prospérité à Québec et donner de l'ouvrage à la “ population intelligente ” qui l'habite.

On devait aussi, au moyen de la vente, mettre un terme aux déficits qu'accusent tous les ans nos comptes publics. M. Chapleau disait :

“ Eh bien, mon honorable collègue le trésorier de la province, viendra vous dire, qu'avec le produit de la vente de notre ligne provinciale, il va mettre un terme aux déficits dont on se plaint si amèrement, tout en refusant de prendre les moyens de les faire cesser, et qu'après avoir dégrevé notre budget, il sera en mesure d'encourager les nombreuses entreprises publiques qui attendent l'aide du gouvernement ; car il ne faut pas l'oublier, il y a nombre de secours à donner. ” Ainsi voilà une perspective qui ne manquait pas de charme. Du coup, en vendant, on réussissait à faire deux choses fort importantes. Premièrement, on allait mettre un terme aux déficits. En second lieu, on allait, tout en continuant d'être aussi prodigue que par le passé, car l'ancien premier ministre ne s'explique pas sur ce point—on allait pouvoir donner davantage pour les différents services publics. De tout cela qu'est-ce qui a été fait ? Les déficits ont-ils cessé ? Le discours du trône nous dit que l'équilibre du budget n'a été atteint cette année, que grâce à un accident, au paiement extraordinaire fait par la ville de Montréal au fonds d'emprunt municipal. En retranchant le montant de ce paiement, qui est de plus de \$500,000, on voit par là que le déficit réel des opérations financières de l'exercice sera égal à ce montant, puisqu'il a fallu encaisser cette recette d'un caractère tout spécial pour rétablir momentanément l'équilibre. J'ai donc raison de dire que l'on n'a pas mis un terme aux déficits. Quant aux faveurs ou secours promis, je n'en connais aucun si ce n'est ceux qui ont pu être distribués à droite



et à gauche pour faire taire les récalcitrants, pour faire marcher les hésitants et stimuler davantage les enthousiastes. Ah ! cela, s'est pratiqué sur une grande échelle. On a eu toutes les complaisances du monde pour réussir à faire triompher cette affreuse politique de la vente du chemin de fer de la province.

J'ai parlé il y a quelques instants de l'épouvantail de la taxe que M. Chapleau a montré à ses partisans pour leur faire avaler sa politique. Que la Chambre veuille bien me permettre d'y revenir encore un instant. J'achève de citer le discours de l'ancien premier ministre. Je comprends que la majorité n'aime guère à s'entendre ainsi condamner par les dires de son chef. Mais ce n'est pas ma faute à moi, s'il en est ainsi. Je me permettrai de lire un autre et dernier extrait : Pour arracher un verdict conforme aux vues de ceux qui avaient organisé ce système de pillage, que l'on désignait sous le nom de vente du chemin de fer, M. Chapleau disait que nous étions dans l'alternative ou de vendre la voie ferrée ou de taxer, ce qui, comme l'opposition l'a démontré dans le temps, n'était pas exact : Voici les paroles mêmes de l'ancien premier ministre :

“ Moi, s'il le faut, je retournerai devant le peuple, pour lui dire que c'est pour éviter les taxes que je veux dégrever le budget au moyen de la vente du chemin. C'est sur cette question que nous avons fait les élections de 1881, et c'est tort de l'autorisation que ces élections nous ont donnée que je présente aujourd'hui le seul projet capable de sauver la situation. C'est pour tenir la promesse que j'ai faite au peuple pendant les élections, pour éviter la taxe, que je me suis mis à l'œuvre pour trouver des acheteurs.”

M. le président, je crois que j'ai assez lu du discours de M. Chapleau pour convaincre la Chambre que j'ai apporté dans les observations que j'ai faites la plus grande sincérité comme la plus parfaite bonne foi. N'ai-je pas raison de conclure de tout cela que la Législature comme le public ont été odieusement trompés dans toute cette affaire.

Je crois avoir démontré que la politique qui a triomphé à la dernière session a eu précisément les résultats contraires à ceux que l'on avait prédits. Le chemin de fer du nord a été établi dans le but de fournir au commerce une autre voie de communication de Québec vers l'ouest, et par conséquent, pour s'arracher au monopole du Grand-Tronc en hiver.

Avant même que l'on fut en position de connaître ou de pouvoir apprécier quelle serait la valeur commerciale de cette propriété, qui a

coûté à la province quatorze millions des deniers publics, on décida de la vendre. On ne demanda pas de soumission par la voie ordinaire. Il apparaît même clairement que quelques-unes des négociations ont été conduites par l'entremise d'un courtier, un employé du gouvernement, du nom de Sénécal. Son principal but paraît avoir été de retirer \$75,000 comme pourboire des personnes soumissionnant.

Comme je l'ai prouvé par la lecture des extraits de son discours, les raisons données par l'honorable M. Chapleau pour vendre le chemin étaient celles-ci : Payer la dette de la province ; éviter la nécessité d'emprunter de nouveau et de taxer le peuple. Tout cela s'est-il réalisé ? N'est-il pas vrai que c'est absolument le contraire qui a eu lieu. M. Chapleau ne voulait pas, disait-il, que des spéculateurs s'emparassent de la voie ferrée.

M. Sénécal, à peine en a-t-il pris possession, qu'il s'empresse de la vendre avec un profit de \$1,250,000 à ce Grand Tronc, *notre ennemi*. Pourtant il est bien certain que la province aurait pu réaliser ce beau bénéfice d'un million et quart, si le gouvernement avait traité directement avec cette compagnie.

Eh ! M. le président, n'est-il pas vrai que de bons et orthodoxes conservateurs partagent les opinions que j'ai émises, et qu'ils ont désigné sous le nom de "fraude gigantesque" la vente de la partie est du chemin et comme étant le résultat d'une conspiration pour voler le pays et le trésor public. Si le cabinet actuel veut faire bien, il devra instituer une enquête complète et minutieuse, et si on prouve qu'il y a eu conspiration pour frauder le public, les coupables devront être punis et la vente annulée.

Je résume mes observations. Dans aucun pays du monde, un homme public ne serait jamais promu à une fonction plus élevée, après avoir administré les affaires avec autant de manque d'égards pour les intérêts généraux, que l'ancien premier ministre l'a fait. Bien des regrets ont été exprimés à l'occasion de son départ. Moi je suis content qu'il ne soit plus ici, et j'espère fermement que la province n'en aura jamais un autre comme celui-là. La seule administration qui puisse être comparée à la sienne est celle de Bigot.

Bigot, l'intendant concussionnaire, trouva la colonie écrasée par une dette considérable. Le gouvernement français lui octroya le privilège de faire le commerce dans la colonie. On vit Bigot, avec des valets, des laquais et des bons à rien, en faire de gardiens de magasins ; leur ignorance et leur manque de caractère et d'honnêteté n'étaient pas un

obstacle. Ses aides intimes étaient au physique comme au moral, des chenapans, des vauriens et des escrocs. Pour défrayer les dépenses que le forçait de faire le train de vie qu'il menait, les bénéfices légitimes du commerce ne suffirent pas. Des approvisionnements furent envoyés par le gouvernement français pour les pauvres colons mourant de faim. Bigot entra en société avec les fonctionnaires publics, les approvisionnements furent volés dans les magasins du gouvernement et vendus ensuite aux Québécois, réduits à la plus affreuse misère, à des prix très élevés. Quand Québec se rendit, il y avait des billets ou reconnaissances de l'intendant pour un montant de £500,000 stg. et plusieurs millions de papier monnaie en cours.

M. l'abbé Ferland, parlant de l'intendant Bigot, dans son ouvrage, l'histoire du Canada, deuxième volume, page 502, dit :

“ Jusqu'à lors l'administration de M. Bigot n'avait pas été populaire. On lui reprochait d'avoir favorisé ses amis, d'avoir soutenu trop énergiquement ceux qui avaient accepté sa confiance, mais qui n'étaient pas assez honnêtes gens. Dans ces circonstances il crut qu'il serait à propos de paraître à la cour pour y dissiper les soupçons qui auraient pu s'élever contre lui. ”

Bigot fut arrêté en France, subit son procès pour fraude et fut condamné au bannissement perpétuel. Ses propriétés furent confisquées et il dû payer mille livres d'amende, et rembourser 1,500,000 livres à l'Etat. La Chambre comprend l'analogie sur laquelle j'ai voulu attirer son attention en lui rappelant cette page d'histoire. Nous avons vu la répétition de la première partie, il ne reste plus que l'accomplissement de la dernière.

Il ressort des explications ministérielles qui nous ont été données, que le gouvernement du jour entend se tenir responsable de la politique de son prédécesseur. Si nous en jugeons par quelques-uns de ses actes, il ne sera guère meilleur que l'autre gouvernement. Pour appuyer mon avancé je n'ai qu'à rappeler un fait encore tout récent, je veux parler des quatre cents actions prises par le gouvernement pour percevoir la taxe imposée à la dernière session. On sait fort bien qu'un seul procès aurait suffi pour décider toute la question en litige. Je ne puis m'empêcher de dire que la conduite du gouvernement dans cette affaire a été tyrannique et injuste. Ce n'est pas tout, M. le président. Quand la Législature a vendu le chemin de fer, nous croyions que nous n'aurions plus d'affaire avec Sénécals. Mais il paraît que la plus grosse partie de l'emprunt de trois millions autorisé à la dernière session, a été prise par lui au paire et aujourd'hui il se vante d'avoir refusé cinq par cent de prime pour ce qu'il a de cet emprunt.

Si tel est le cas, la province a perdu \$150,000 qui aurait pu tout aussi bien, être versées dans le trésor public. En terminant, je dirai M. le président, que si la politique du gouvernement n'est pas modifiée, nous serons bientôt réduits à la ruine sans espoir, à la banqueroute complète.

Les résolutions sont adoptées et renvoyées à un comité spécial composé des honorables Messieurs Mousseau, Lynch, Würtele et Blanchet, et de Messieurs Leblanc, Carbray, Martel et Owens, chargé de rédiger une adresse en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur, prononcé à l'ouverture de la session.

L'honorable M. Mousscau, fait rapport au nom du comité, qu'un projet d'adresse a été rédigé. En voici le texte :

A Son Honneur l'honorable THÉODORE ROBITAILLE,

Lieutenant gouverneur de la province de Québec.

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunie en législature provinciale, remercions humblement Votre Honneur de son gracieux discours, à l'ouverture de la seconde session du cinquième parlement de la province de Québec, et du bonheur que vous exprimez au commencement de l'année qui s'ouvre, de nous souhaiter la bienvenue au siège du gouvernement, où vous nous avez convoqués, pour la dépêche des affaires de la province.

Nous nous flattons, avec Votre Honneur, de l'espoir que l'harmonie, la bonne entente et le plus grand esprit de justice ne cesseront de présider à nos patriotiques délibérations.

Nous constatons avec Votre Honneur, que l'armée anglaise, qui a tant de fois illustré le drapeau sous lequel se développent nos droits et nos libertés, vient de cueillir de nouveaux lauriers en Egypte, et nous en félicitons, avec Votre Honneur, notre Gracieuse Souveraine, dont la haute sagesse a su grandir encore le prestige de l'Angleterre et assurer à son empire, une longue paix avec toute la prospérité qui en découle.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que la refonte de nos lois statutaires, confiée à des mains habiles progresse rapidement, et qu'une portion considérable de ces travaux nous sera soumise bientôt.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, que le public ne

sera pas frustré dans l'attente de réformes judiciaires et d'améliorations dans notre code de procédure ; quoique ces études soient considérablement avancées, nous croyons, avec Votre Honneur, qu'une solution hâtive ôterait à cette œuvre, son caractère de stabilité, et nous apprenons avec satisfaction, que le gouvernement va se borner durant cette session, à suggérer certains amendements pour l'accélération de la procédure et pour la simplification des appels.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, qu'un projet de loi nous sera présenté sur l'organisation du jury dans les causes criminelles de manière à relever le niveau de cette institution et à diminuer les dépenses qu'elle entraîne.

Nous constatons avec Votre Honneur, que les délibérations du congrès forestier tenu à Montréal, en septembre dernier, ont eu pour effet d'attirer, d'une façon bien marquée, l'attention publique sur l'important sujet de la conservation de nos forêts et du reboisement ; nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement étudie quel est le mode le plus efficace pour atteindre un tel résultat, et qu'il nous sera soumis un projet de législation pour limiter la destruction de nos bois et forêts sans diminuer le revenu public.

Nous constatons également avec Votre Honneur, que nos ressources minières se développent rapidement, et il nous fait plaisir d'apprendre que c'est l'intention du gouvernement, d'encourager et de stimuler l'initiative privée, en mettant à la disposition du public, les informations les plus complètes sur l'existence des gisements et la nature de ces mines qui renferment d'immenses richesses inexploitées, et en faisant en sorte que les explorations entraînent, pour les particuliers, le moins de dépenses possibles.

Nous constatons encore avec Votre Honneur, que les capitalistes étrangers s'intéressent de plus en plus aux ressources de la province de Québec, et spécialement à nos phosphates dans la vallée de l'Ottawa ; et il nous fait plaisir d'apprendre que, dans le but d'établir plus sûrement la qualité et la quantité de ces produits, le gouvernement fait actuellement un examen sérieux de ces terrains, et que son concours le plus complet sera toujours accordé aux compagnies étrangères ou locales actuellement établies ou en voie d'organisation, et nous ne doutons pas avec Votre Honneur, qu'elles, de leur côté, nous aideront de leurs connaissances spéciales et de leur expérience dans les diverses branches de l'industrie.

Nous nous réjouissons d'apprendre de Votre Honneur, que le gou-

vernement a lieu d'espérer que ces entreprises nouvelles donneront un grand élan à l'agriculture et à la colonisation ; qu'il s'est déjà occupé de rendre plus efficace l'encouragement dû à ces deux grandes sources de la prospérité publique, et qu'il nous fera connaître les nouvelles dispositions qu'il a prises pour que le domaine public soit ouvert plus facilement à l'activité du colon.

Nous examinerons avec soin, les comptes publics pour la dernière année fiscale et l'évaluation de la dépense pour le prochain exercice financier qui nous seront soumis. Que nous serons heureux, avec Votre Honneur, de voir, par les derniers comptes publics, que, grâce à l'acquittement par la cité de Montréal, de sa dette envers le fonds d'emprunt municipal, les opérations de cette dernière année fiscale indiquent un surplus considérable ; que le commissaire chargé du règlement du fonds d'emprunt municipal s'occupe activement de l'affaire, et que le gouvernement a lieu d'espérer que la recette de cette source pour l'année courante dépassera le montant de l'évaluation.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que la préparation du budget du prochain exercice financier a été basée sur la plus grande somme d'économie que puisse admettre l'efficacité du service public ; Que le gouvernement fera tous les efforts possibles pour établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses imputables au revenu consolidé, en administrant avec soin les revenus de la province et en surveillant les dépenses avec rigueur et que, dans ce but, il nous sera soumis un projet de loi définissant la position et les attributs de l'auditeur provincial de telle manière que le peuple, par ses représentants, puisse contrôler les dépenses d'une manière absolue.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, qu'il nous sera soumis aussi un projet de loi pour faciliter le remboursement des argentés dus à la province pour la garde des prisonniers et des aliénés, ainsi que des sommes dues au fonds de bâtisses et de jurés.

Nous apprenons aussi avec plaisir de Votre Honneur, que durant la vacance, le travail du règlement des comptes entre les provinces d'Ontario et Québec et la Puissance a fait du progrès ; que les états sont maintenant à se préparer sur la base adoptée durant ces négociations et qu'il y a lieu de croire que nous serons bientôt informés que ces comptes ont été réglés d'une manière satisfaisante.

Nous admettons avec Votre Honneur, qu'il serait désirable que ce règlement des fonds des écoles élémentaires marchât de pair avec ces règlements de compte ; que nous sommes heureux d'apprendre

qu'il se poursuit d'actives négociations entre le gouvernement de la province d'Ontario et le gouvernement de cette province à ce sujet et qu'il nous sera présenté un projet de loi pour autoriser ces arrangements.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, que le gouvernement croit devoir étendre au service civil extérieur, le système de pension qui met le gouvernement en mesure de pourvoir d'une manière juste à l'existence des officiers et employés du service public, agés ou malades, lequel système a eu de si bons résultats pour l'efficacité du service public, et qu'il sera présenté un projet de loi pour accorder des pensions à certains officiers de l'administration de la justice et autres.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que vous avez autorisé la nomination d'une commission chargée de faire une enquête générale et complète sur l'organisation de tous les départements publics, et avec Votre Honneur, nous sommes convaincus que les travaux de cette commission qui nous seront soumis probablement dans la cours de la session, auront pour résultat de diminuer les dépenses et d'augmenter l'efficacité du service.

Nous constatons, avec Votre Honneur, que de récentes décisions judiciaires définissant mieux les attributions des Législatures locales dans la confédération canadienne ont, en ajoutant aux pouvoirs de la province de Québec, ajouté également à ses devoirs et à ses responsabilités ou modifié sa position.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, qu'en conséquence de vues exprimées par le plus haut tribunal d'appel de l'Empire britannique, en rendant jugement au sujet de l'acte du parlement de la Puissance, établissant des dispositions pour la réglementation de la vente des liqueurs enivrantes. (The Canada Temperance Act. 1878), le gouvernement s'occupe sérieusement des modifications à faire à la législation actuelle.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, que le tribunal du Conseil privé de Sa Majesté a reconnu aux Législatures provinciales, le droit de réglementer l'émission des polices d'assurance et de légiférer sur les compagnies faisant des affaires d'assurance, et qu'en conséquence le gouvernement nous soumettra un projet de loi qui, tout en traitant ces compagnies avec justice, protégera plus efficacement le public.

Nous apprenons également avec plaisir de Votre Honneur, que la cour suprême du Canada, ayant affirmé le droit des provinces sur les

pêcheries, dans les eaux intérieures du Canada, le gouvernement s'est occupé de cette importante accession de pouvoirs qui lui donne la propriété de la pêche dans les rivières de la province de Québec, et qu'il nous sera présenté un projet de loi tendant à organiser cette nouvelle source de revenus.

Nous constatons avec Votre Honneur, qu'il existe des dispositions législatives dans le Royaume-Uni, dans la Puissance et dans la plupart des provinces de la confédération canadienne, pour permettre aux sujets de Sa Majesté, de faire régler judiciairement leurs réclamations contre le gouvernement au moyen de la pétition de droit, et nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que le gouvernement a cru qu'aucune raison n'existait pour ne pas assujétir le gouvernement de cette province aux mêmes obligations, et qu'à cet effet, un projet de loi nous sera soumis.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, qu'en nous annonçant des projets sérieux d'économie et en cherchant à multiplier les sources de revenu, le gouvernement n'a pas l'intention d'arrêter l'élan donné aux entreprises de toutes sortes dans la province de Québec; et qu'il désire plutôt reporter sur nos ressources intimes et surtout sur la colonisation et sur les écoles primaires, qui recevront une augmentation de subsides, une partie des efforts qui, depuis dix années, avaient été concentrés sur les entreprises de chemin de fer.

Nous sommes heureux de nous joindre à Votre Honneur, pour exprimer la conviction que le besoin de nos finances n'est pas la seule cause de ces réformes, qui ont plutôt pour but de tirer le meilleur parti possible de nos sacrifices, de faire marcher de front tous les développements que la province peut comporter et de répartir d'une manière intelligente et équitable, parmi les différentes sphères de la société, le bénéfice du patronage et de l'encouragement publics, et nous poursuivrons dans cet esprit, les travaux de la session.

L'adresse est adoptée et grossoyée et il est ordonné qu'elle soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur par les membres de l'Assemblée législative qui font partie du Conseil exécutif.

Sur proposition de M. Würtele, la Chambre se formera, vendredi prochain, en comité du budget et des voies et moyens.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—Si l'honorable premier ministre n'avait pas d'objection, je proposerais que la Chambre adoptât la proposition dont j'ai donné avis. Il ne peut y avoir contradiction.



L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général.*—De quoi s'agit-il !

L'honorable M. **Mercier**.—Je demande un état des recettes et des dépenses de la province, depuis le 30 juin dernier jusqu'au 31 décembre.

M. le **Premier ministre**.—Oh ! . . . très-bien.

L'honorable M. **Mercier**.—Je propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état détaillé des dépenses et des recettes de la province, depuis le 30 juin dernier jusqu'au 31 décembre dernier.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée.

---

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Séance du mardi, le 23 janvier 1883.*

SOMMAIRE :—Dépôt, par M. le président, du rapport annuel de 1882, fait à la Législature par la société littéraire et historique de Québec.—Nomination de deux comités.—Dépôt, par M. Würtele d'un état des comptes publics de la province pour l'exercice fini le 30 juin 1882, et de plus, un état des recettes et dépenses de la province depuis le 1er juillet au 31 décembre 1882. M. le trésorier dépose aussi : 1. Un état des rapports de conseil et mandats spéciaux, sous l'autorité de l'acte 31 Victoria, chap. 9, clause 47, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis. Depuis le 1er juillet 1882 au 15 janvier 1883 ; 2. Un état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 11 mars 1882 au 18 janvier 1883, 32 Vict. chap. 9, sec. 37 ; 3. Un état des remises d'amendes, confiscations, taxes, honoraires, etc. depuis le 8 mars 1882 au 18 janvier 1883, tel que requis par l'article 61, de la loi du département du trésor.—Dépôt, par M. Blanchet, du rapport général du commissaire de l'agriculture et des travaux publics, pour l'exercice expiré le 30 juin 1882.—Interpellation et réponse.—Adoption de diverses propositions relatives au règlement du montant dû au fonds d'emprunt municipal par la cité de Montréal et Québec, et à la nomination d'une commission royale chargée de faire une enquête sur l'organisation du service civil.—Observations de MM. Mercier, Mousseau, Stephens, Joly et Irvine sur la nomination de cette commission.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le rapport annuel pour 1882, de la société littéraire et historique de Québec.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit nommé un comité spécial composé de onze membres, savoir : les honorables MM. Mousseau, Würtele, Lynch, Mercier, Joly, Pâquet et Marchand, et de MM. Faucher de Saint-Maurice, Sawyer, Laberge et Gauthier, pour préparer et rapporter avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre.

(Cette proposition est adoptée.)

J'ai aussi l'honneur de proposer qu'il soit nommé un comité spécial composé des honorables MM. Mousseau, Lynch, Blanchet, Flynn,

Irvine, Joly et Marchand, et de MM. Shehyn, Desaulniers, Faucher de Saint-Maurice et Desjardins, pour aider M. le président dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir comme membres du comité général de la bibliothèque.

L'honorable M. **Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—M. le président, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative les comptes publics de la province de Québec pour l'exercice expiré au 30 juin 1882.

De plus :—Un état des rapports de conseil et mandats spéciaux, sous l'autorité de l'acte 31 Victoria, chap. 9, clause 47, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis, depuis le 1er juillet 1882 au 15 janvier 1883.

Un état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 11 mars 1882, au 18 janvier 1883, 32 Vict. chap. 9, sec. 37.

Un état des remises d'amendes, confiscations, taxes, honoraires, etc., depuis le 8 mars 1882, au 18 janvier 1883, tel que requis par la 61e section de la loi du département du trésor.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée le rapport général du commissaire de l'agriculture et des travaux publics de la province, pour l'exercice expiré le 30 juin 1882.

#### INTERPELLATION ET RÉPONSE.

M. **Demers**—*député d'Iberville*.—Le gouvernement a-t-il, depuis la dernière session, pris les moyens de se faire rembourser du montant de la pension de retraite pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1881, et payée au procureur de feu Léon Kirouac, instituteur, après la mort de ce dernier ?

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—La pension payée au procureur de feu Léon Kirouac, instituteur, a été remboursée le premier avril dernier.

L'honorable M. **Mercier**.—*député de St.-Hyacinthe*.—M. le président, j'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie des actes passés et de toute correspondance échangée entre le gouvernement et la cité de Montréal relativement au règlement

du montant dû au fonds d'emprunt municipal, et de la souscription de la dite cité pour aider à la construction du chemin de fer de colonisation du Nord et du Q. M. O. et O.

(Cette proposition est adoptée.)

J'ai aussi l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée copie des actes passés et de toute correspondance échangée entre le gouvernement et la cité de Québec, relativement au règlement du montant dû au fonds d'emprunt municipal, et de la souscription de la dite cité, pour aider à la construction du chemin de fer de la rive nord et du Q. M. O. & O.

(Cette proposition est adoptée.)

J'ai aussi l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de la commission royale nommée, dans le but de faire une enquête générale sur l'organisation de tous les départements publics, avec copie de tout arrêté du conseil, des lettres contenant les instructions données aux commissaires et secrétaires, et de tous autres documents se rattachant à la nomination de cette commission.

A l'appui de cette dernière proposition, je me permettrai de faire quelques observations dans le but de justifier la demande que je formule. Je dois dire tout d'abord que le principal objet que j'ai en vue, c'est de connaître exactement les pouvoirs et les devoirs de cette commission et en même temps, de me rendre compte des motifs qui ont engagé le gouvernement à instituer cette enquête. Je désire aussi par le moyen de cette proposition, provoquer de la part du gouvernement une expression d'opinion quant à l'objet qu'il a en vue et s'il espère réussir prochainement à mener à bonne fin son projet. Ces sujets que je mentionne rapidement peuvent ne pas être aux yeux de quelques honorables députés, d'un intérêt bien considérable, vu que Son Honneur, dans son discours d'ouverture, nous a parlé de cette commission, mais on admettra que ce que nous en avons appris par la harangue officielle ne nous renseigne guère sur les vues du gouvernement.

Nous savons bien que le cabinet a nommé une commission pour faire une enquête sur le fonctionnement du service civil tel qu'organisé aujourd'hui, mais nous ne connaissons pas la nature des pouvoirs ni le champs d'opération, ou plutôt les limites exactes, dans lesquelles elle doit conduire son enquête, toutes choses fort intéressantes à connaître.

à fond, pour juger sainement de la valeur de l'acte ministériel, acte que nous, représentants du peuple, nous devons apprécier et juger.

On se rappelle tous avec quel enthousiasme de réclame la presse ministérielle a annoncé au public la nouvelle de l'intention du premier ministre, — car il paraît que c'est l'idée surtout du premier ministre, qu'il en est le père légitime et incontesté — la nouvelle, dis-je, de l'intention du premier ministre de nommer une commission royale pour faire une enquête sur le service civil. J'avoue que cet enthousiasme m'a paru un peu forcé, sans cause qui en put justifier l'explosion.

J'ai bien vu plus tard, lorsque nous avons eu le plaisir de lire le discours de l'honorable premier ministre, lors de l'ouverture de la dernière campagne électorale dans Jacques-Cartier, que l'intention de mon honorable ami était, au moyen du travail de cette commission, d'établir et de mettre en vigueur tout un système nouveau d'économie, devant produire d'incroyables résultats au point de vue des l'abaissement des frais du service civil. J'ai vu tout cela, sans être toutefois bien émerveillé, car ma foi, dans les promesses du chef du cabinet, malgré la sincérité qu'il mettait à les faire, n'était pas très solide, et rien depuis ne s'est produit qui soit de nature à faire croire cette foi que je ne possède pas encore.

M. le **Premier ministre**.—La foi vous manque, vous ne serez pas sauvé!...

L'honorable M. **Mercier**.—Je ne désespère pas encore de mon cas, cependant, (rires). Je disais que nous ne connaissons que bien peu de choses relativement à cette commission. Nous ne savons pas quel est le champ d'opérations des commissaires, quelles sont les limites de leurs opérations.

En attendant ces renseignements, je ne puis m'empêcher d'observer combien il est pour le moins étrange de voir les ministres nommer une commission royale pour faire quoi? M. le président. Pour les renseigner, — c'est là la principale raison qu'on alléguera sans doute, pour les renseigner dis-je, sur la situation d'un service qu'ils ont mission de surveiller et de diriger, d'un service qui est directement sous leur contrôle, et pour le bon fonctionnement duquel chaque ministre, en sa qualité de chef de ministère, est responsable aux députés du peuple, à la Législature.

A première vue, le procédé du gouvernement peut paraître assez singulier, et en effet il n'a pas manqué de produire cette impression sur

mon esprit, bien qu'en m'a qualité d'*ami* des ministres (rires) je m'efforçais d'être aussi indulgent que possible. Rien d'étrange donc si dans le public on a éprouvé un malaise assez notable au sujet de la mission de cette commission d'enquête. On a senti du malaise parce que l'on ne pouvait se rendre bien compte de la nécessité de cette commission. En face de cette préoccupation fort légitime, en face de l'anxiété qui règne parmi les fonctionnaires du service civil, je crois de mon devoir d'inviter les honorables ministres de nous dire ce qu'ils se proposent de faire, et cela en termes qui ne donnent pas lieu au moindre équivoque. J'espère bien que l'on n'a jamais eu la pensée d'user de cette commission comme d'un moyen de faire des injustices ou d'exercer des vengeances politiques. Aussi j'écarte immédiatement cette hypothèse.

Mais avant de reprendre mon siège, je ne puis résister à la satisfaction de rappeler ici un fait, qui va me permettre de faire un rapprochement qui ne manquera pas de piquant, pour ceux qui ont assiduellement suivi la marche de notre politique provinciale depuis quelques années.

On se rappelle encore la proposition que je déposais il y a deux ans sur le bureau de cette Chambre, et par laquelle je demandais au cabinet d'alors de permettre la nomination d'un comité composé indistinctement de membres des deux partis politiques. Ce comité aurait eu pour mission d'étudier la question des réformes possibles dans le sens d'une économie des deniers publics. Je proposais que la Législature vint à constituer elle-même directement, avec, bien entendu, le concours du gouvernement, une commission d'enquête avec des pouvoirs déterminés que nous aurions jugé à propos de lui donner. Eh bien ! quelles objections ne m'a-t-on pas présentées pour faire échouer ma proposition ? J'ai dû céder devant l'hostilité d'un vote décisif de la majorité de cette Chambre, votant sur la prière du cabinet. Oui, M. le président, c'est avec la raison majeure, aux yeux de la majorité de l'ancienne Chambre, raison que je vais donner dans l'instant, que j'ai vu le gouvernement qui combattait ma proposition, triompher, et la proposition repoussée d'une manière absolue.

Cependant, je n'hésite pas à dire que ma proposition était beaucoup plus acceptable que ce que le gouvernement actuel a fait pendant la vacance. Il a nommé une commission. De qui est composée cette commission, charge du travail de faire une enquête aussi considérable dans ses résultats pour la situation budgétaire. Eh bien ! elle est composée de personnes, parfaitement honorables, sous ce rapport je n'ai

rien à dire — mais enfin ces commissaires, à l'exception d'un seul ne sont pas plus compétents que les membres de cette Chambre, à faire une enquête sur les abus et les nécessités du service civil. Et moi, je proposais la nomination d'un comité spécial composé de membres des deux Chambres pour faire ce travail, confié maintenant à une commission de personnes étrangères à cette Législature. Que répondait le cabinet Chapleau aux arguments que j'avais l'honneur de présenter à la Chambre à l'appui de ma proposition. Il disait que le gouvernement ne pouvait pas permettre la nomination de ce comité, qu'il appelait *de salut public*, si je me rappelle bien, parce que c'était admettre implicitement l'incapacité du gouvernement de résoudre une question toute d'administration au fond et par conséquent, du ressort exclusif des ministres. Voilà l'argument le plus fort que l'on a fait valoir et qui a entraîné la majorité.

Quant au fond même du problème que je soulevais et que j'abordais hardiment pour ma proposition, on n'osa pas même le discuter, ni contester l'exactitude des données que j'avais produites pour l'appuyer. Si on l'eut fait, on aurait aujourd'hui un joli démenti dans la conduite du cabinet actuel. Donc, — que la Chambre veuille bien suivre un instant mon raisonnement, — donc l'objection du gouvernement précédent à confier le soin de faire une enquête, était que cela était une ingérence inconstitutionnelle dans les attributions du gouvernement, que c'était substituer un comité de salut public au conseil des ministres, ayant la confiance du souverain et des Chambres. Maintenant qu'a-t-on fait pendant la vacance. On a nommé une commission pour faire ce qu'aurait accompli ce comité de salut public, repoussé par la majorité. Les commissaires enquêteurs sont, contrairement à ce que je proposais, des étrangers à cette Chambre. Cependant ils sont chargés de signaler au gouvernement les abus à extirper, les réformes à accomplir. Et, M. le président, je ne proposais pas d'autres choses comme travail au comité que je demandais. Si je relève l'argument que l'on a fait valoir dans le temps contre moi, c'est que j'en veux venir à ceci : tournant l'argument de l'honorable M. Chapleau, je puis dire aussi avec autant de vérité, que le gouvernement a fait une faute en instituant cette commission qui usurpe, pour l'accomplissement de son enquête, les fonctions administratives qui relèvent spécialement des ministres de la couronne. N'ai-je pas raison de dire, M. le président, que l'on a eu tort de repousser ma proposition alléguant un prétexte aussi futile. Quelle différence y a-t-il entre cette commission et le comité que je proposais d'instituer. Aucune

quant à l'efficacité du travail. Mais à un autre point de vue, il y en a une grande, que je prie la Chambre de ne pas oublier ou méconnaître, c'est que les commissaires coûteront très cher à la province, tandis que les membres du comité auraient gratuitement fait leur travail.

Je n'ai plus qu'un mot à ajouter aux observations que je viens de faire, et c'est pour prier le gouvernement de hâter le dépôt des pièces que je demande par ma proposition. Comme il y a aussi une question de dépense des deniers publics dans cette affaire, il est assez raisonnable de croire que le gouvernement ne voudra pas priver la Chambre des renseignements comme ceux que je sollicite, qui peuvent mettre la députation en état de mieux juger des nécessités budgétaires, lorsque nous serons appelés à voter les crédits pour le prochain exercice. J'espère donc que l'honorable premier ministre, n'aura pas d'objection à laisser voter cette proposition, et qu'il verra à ce que toute la diligence possible soit apportée à faire droit à ma demande.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général.*—M. le président, je répondrai immédiatement à la demande de mon honorable ami, en disant que le gouvernement n'a absolument aucune objection au dépôt des pièces demandées dans la proposition que nous discutons. Il y a d'autant moins d'objection à le faire, que nous étions pour les communiquer à la Chambre, même dans le cas où il n'y aurait pas eu de proposition de faite à ce sujet.

Je dirai maintenant que la commission a été instituée en vertu de la loi de 1869, relative au service civil. Nous avons pensé, mes collègues et moi, que ce service est beaucoup trop coûteux et qu'il y avait moyen, tout en réalisant une économie considérable, d'obtenir la même somme d'efficacité que nous avons à présent, et même davantage, dans certaines branches de ce service. Mais pour s'assurer du nombre des réformes à faire, des abus à extirper, il nous fallait pour nous guider le travail d'une commission compétente, composée d'hommes indépendants de la politique et pouvant émettre un avis conforme aux faits que leur révèlerait une enquête minutieuse et impartiale. Nous voulions avoir ce secours, indispensable à mon sens, pour entrer résolument dans une voie de réformes saines et avantageuses aux intérêts publics.

Et nous avons pris les meilleurs moyens de nous le procurer en nommant une commission qui fera une enquête complète sur tout ce qui a rapport au service civil intérieur comme extérieur. Les dépenses,



quoique je ne sois pas encore en position d'en fixer exactement le chiffre, ne seront pas élevées.

Je crois sincèrement que les travaux de cette commission nous permettront d'obtenir des résultats pratiques considérables au point de vue de l'économie des deniers publics, et de là, je ne crains pas de dire que nous compenserons bien au-delà les dépenses encourues par les économies réalisées. Je n'ai pas de doute non plus que la Chambre approuvera l'action du gouvernement en nommant cette commission, lorsqu'elle sera, par le dépôt sur son bureau des documents demandés, en position de se rendre compte des motifs qui nous ont fait agir.

**M. Stephens**—*député de Montréal-centre*.—M. le président, tout ce débat me convainc de plus en plus de la sagesse de ce vieux dicton, qui veut que les moyens les plus longs ne sont pas toujours les meilleurs, et que souvent l'on va chercher chez son voisin ce que l'on peut se procurer chez soi, sans la moitié des difficultés que l'on a à surmonter. Je pense tout bonnement que l'on aurait pu atteindre les mêmes résultats sans avoir à faire toutes les dépenses que nous avons à encourir. Un moyen beaucoup plus économique s'offrait tout naturellement aux ministres et je vais l'indiquer sur le champ. N'aurait-il pas été aussi bien d'écrire aux différents sous-chefs des ministères et de leur demander combien il y a de fonctionnaires inutiles dans leurs bureaux. De cette manière vous auriez aussi bien connu la vérité, les abus et les réformes à faire, comme avec des commissaires siégeant à grands frais aux dépens de la province avec secrétaires de toutes nationalités. C'est du luxe que nous pouvons difficilement nous donner, eu égard à nos finances. Revenant à l'application de mon système, je n'hésite pas à dire que si l'on eût écrit à Montréal, on aurait constaté là qu'au palais de justice par exemple, il y a bon nombre de cas où il y a trois individus grassement payés pour faire le travail d'un seul homme.

Quant à ce qui regarde les ministères publics à la capitale, je suis d'opinion, comme mon honorable ami le chef de l'opposition, qu'un comité composé de membres de la Législature aurait fait la besogne plus promptement, plus efficacement et plus économiquement que les commissions. Car en fin de compte de quoi s'agit-il, sinon de s'assurer combien il y a de pensionnaires à cheval sur la bourse et la bonté des contribuables. Voilà toute la question réduite à sa formule la plus simple comme la plus aisée à saisir. Il me semble donc, pour résumer, que l'on a eu tort de prendre un moyen si détourné pour arriver à la constatation d'un fait qui aurait pu être obtenue d'une manière beaucoup

plus économique et plus rapide. Ce qui presse surtout, ce n'est pas que des commissaires, créatures politiques, viennent nous dire dans un rapport, qu'il y a un certain nombre de fonctionnaires de trop, ceci nous le savons certes bien et il y a assez longtemps que nous le répétons, nous de l'opposition pour qu'on le sache—ce n'est donc pas de cela dont il s'agit, mais bien de diminuer le plus tôt possible les dépenses vraiment extravagantes du service civil. Il importe que nous mettions promptement un terme à ces dépenses folles, qui aggravent tous les ans notre triste état budgétaire et nous enfoncent toujours davantage dans les dettes.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—L'honorable premier ministre serait-il assez bon pour nous dire, quels ministères seront l'objet d'une enquête et si les bureaux des cours de justice seront aussi compris ?

M. le **Premier ministre**.—Tous sans exception.

L'honorable M. **Joly**.—Oh !... alors l'enquête est générale ?

M. le **Premier ministre**.—Sans doute. Nous ne voulons pas faire les choses à demie.

*Une voix*.—Allons... tant mieux.

L'honorable M. **Irvine**—*député de Mégantic*.—M. le président, je regrette d'avoir à exprimer un avis quelque peu opposé à ceux qui ont été présentés de ce côté-ci de la Chambre (l'orateur désigne la gauche), mais comme j'ai toujours eu la bonne habitude de dire franchement ma pensée, je conserve cette habitude à tout hasard.

Je ne considère pas que le gouvernement soit fortement à blâmer d'avoir nommé cette commission, bien que je sois convaincu que l'on aurait atteint également bien le même but, en suivant un mode plus économique. Strictement parlant, un gouvernement devrait prendre toute la responsabilité d'une telle opération, ou apuration du service civil. Cependant, je me rends complètement compte de la délicatesse d'une telle opération et des difficultés qui pressent les ministres dans de telles circonstances. C'est, chacun l'admet, une chose bien impopulaire que de démettre des fonctionnaires publics, même dans le cas où ils sont notoirement incapables ou inutiles. En suivant l'impulsion de cet ordre d'idées, je me sens incliné à adopter un point de vue moins sévère dans l'appréciation de l'acte des ministres, et à faire une certaine part pour le dilemme pénible et fort embarrassant dans lequel les ministres se trouvent placés.

Je comprends par conséquent le désir qu'ils manifestent de rejeter sur d'autres épaules, la responsabilité de l'exécution d'une besogne très-désagréable. Mais j'avoue qu'en réfléchissant sur ce sujet, j'ai conçu une crainte et je vais l'exprimer à la Chambre. Ma seule crainte, c'est que le gouvernement n'exécute pas même les recommandations de sa propre commission, parce que je puis me faire une idée de toutes les difficultés qu'il aura à surmonter. Il n'est pas nécessaire d'être doué du don de prophétie pour prédire cela. Nous avons un exemple tout frais sous nos yeux. Je n'ai qu'à rappeler ce qui s'est passé à propos du chemin de fer du Nord. Avant que le gouvernement eut vendu cette voie ferrée, il était parfaitement établi et connu qu'il y avait au moins 250 employés de trop pour l'administration de ce chemin, lesquels n'avaient absolument rien à faire. Malgré ce fait si bien établi et si bien généralement connu, le gouvernement n'avait pu réussir à se débarrasser de ces employés inutiles. Il a fallu que la voie ferrée passât aux mains des acheteurs, c'est-à-dire de la compagnie qui l'a acquise de la province pour que cet état désastreux cessât.

Il a fallu que le gouvernement vendit sa propriété, pour que l'on vit le résultat que je viens de rappeler à la mémoire des honorables membres de cette Chambre. De ce fait on peut juger maintenant combien difficile sera la tâche du gouvernement. Aura-t-il assez d'énergie, assez de force et de persévérance pour aller jusqu'au bout et accomplir résolument son devoir, devoir que lui aura tracé librement la commission qu'il a nommée. Je ne voudrais pas chagriner mon honorable ami le premier ministre, lui qui me paraît si bon, (rires), mais j'avoue que je ne puis m'empêcher de croire qu'il est fait de la même chair que les autres ministres ses prédécesseurs et qu'il n'aura pas le courage de poursuivre son œuvre avec ténacité et vigueur. Les réclamations qui lui arriveront de toutes parts l'assourdiront à tel point qu'il se hâtera, j'en ai peur, de demander grâce avant d'avoir atteint le but louable qu'il vient de nous signaler. Je lui dis ces choses en toute sincérité, non pas avec l'intention de l'effrayer mais simplement pour l'avertir des difficultés qui l'attendent. Un vieux proverbe français dit qu'un homme averti en vaut deux. C'est cette forte position que je veux voir occupée par l'honorable premier ministre.

Quant au personnel de la commission, je n'ai que peu de chose à en dire. Je crois que les commissaires sont compétents à s'acquitter convenablement de leur tâche. Mais ce qui me fait douter du succès des travaux de cette commission, c'est que, quelque bon

que soit son rapport, et je puis même ajouter que je crois que ce rapport sera bon—il ne sera pas exécuté en son entier. Cependant, il nous restera un devoir à accomplir, ce sera celui de forcer le gouvernement de suivre à la lettre le rapport de ceux qu'il a chargés de lui signaler les réformes et les économies à faire dans le service civil.

La proposition de l'honorable M. Mercier est adoptée.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Séance du mercredi, le 24 janvier 1883.*

SOMMAIRE : — Dépôt, par l'honorable M. Lynch, d'un rapport du comité spécial nommé pour choisir les membres des différents comités permanents. — Dépôt, par l'honorable M. Würtele, de divers projets de lois : 1. Relatif à l'auditeur de la province et aux comptes publics. 2. Pour pourvoir au règlement définitif du fonds des écoles communes. 3. Pour changer le nom de l'officier du revenu appelé *inspecteur des licences*. 4. Relatif à la perception des contributions municipales aux fonds de bâtisses et de jurés. — Dépôt, par l'honorable M. Mercier, d'un projet de loi pour pourvoir à l'établissement de bibliothèques publiques gratuites. — Interpellations et réponses. — Dépôt, par M. Stephens, d'une proposition, demandant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie des pièces relatives à la cause de La Reine contre le canton de Warwick, au sujet de l'exécution d'un jugement ; MM. Stephens, Lynch et Watts. — Dépôt, par M. Stephens, d'une proposition relative au renouvellement de la commission de la paix : MM. Stephens, Lynch, Mercier, Dumoulin, Marchand, Blanchet, Joly, Gauthier et Poupore. — Dépôt, par M. Stephens, d'une proposition relative au placement des débetures de la province au montant de trois millions de piastres : M. Stephens. — Dépôt, par l'honorable M. Marchand, d'une proposition touchant au renouvellement de la commission de la paix : M. Marchand. Renvoi de la discussion au lendemain, sur demande de l'honorable M. l'âquet.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre un rapport du comité spécial nommé pour préparer et faire rapport de la liste des membres qui composeront les comités permanents ordonnés par l'Assemblée législative.

Le comité recommande que les députés dont les noms suivent soient membres du comité des ordres permanents : MM. Pâquet, Archambeault, Asselin, Beauchamp, Bernard, Bernatchez, Charlebois, Demers, Duckett, Faucher de Saint-Maurice, Gauthier, Laberge, Leduc, McShane, Nantel, Owens et Paradis.

Je propose que ce rapport soit adopté.

En demandant que la Chambre adopte ce rapport, je me permettrai de lui présenter certaines observations qui sont, pour ainsi dire, le résumé des remarques qui ont été faites dans le cours des délibérations du comité.

Je ferai observer en premier lieu, que la raison pour laquelle je demande maintenant l'adoption de ce rapport, c'est afin de hâter l'accomplissement des travaux parlementaires. J'ai donné ordre que le comité constitué en vertu de ce rapport, soit convoqué pour demain matin, afin qu'il commence immédiatement l'examen de tout ce qui se rattache aux demandes de projets de lois d'intérêt local.

Il a été aussi fortement question, devant le comité spécial, de l'embarras extrême qui résulte pour les députés qui sont membres de plusieurs comités à la fois. On a suggéré comme remède à ce mal ou à cet inconvénient, de diminuer le nombre des membres des comités. Il arrive en effet très souvent qu'un honorable député qui prend une part très active aux travaux des comités auxquels il appartient, ne peut cependant le faire, parce que plus d'un de ces comités siègent en même temps. Il n'y a pas de doute qu'il y a là matière à réforme et que la nécessité qui a été signalée s'impose forcément à notre considération. Cependant, je dois ajouter que bien qu'il ait été question de prendre des mesures pour faire disparaître l'inconvénient dont je viens de parler, le comité n'a pas pris aucune décision définitive et ne recommande encore aucun moyen en particulier. Je porte à la connaissance de la Chambre les préoccupations des membres du comité, afin qu'elle veuille bien de son côté aider nos délibérations, en émettant son avis sur la nécessité qui a été si vivement ressentie par le comité.

Le comité doit reprendre ses travaux lundi. D'ici là j'espère que les honorables membres de cette Chambre étudieront la question et seront assez bons pour nous faire part de leurs opinions sur le meilleur moyen à adopter.

Le rapport du comité est adopté.

L'honorable M. **Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi ayant pour objet de modifier la position de l'auditeur provincial, et touchant aussi à la comptabilité de la province.

L'intention du gouvernement est de changer les attributions de l'auditeur de la province en leur donnant une plus grande étendue ; à l'avenir cet officier aura le titre de *auditeur général* et il occupera une position tout-à-fait indépendante du gouvernement. Il ne sera responsable qu'aux Chambres, dont il relèvera directement dans l'exercice de ses fonctions. Sa position, sous ce rapport, sera assimilée à celle du contrôleur général des comptes pour le Canada.

On se rappelle que c'est là l'un des articles du programme de mon honorable ami le premier ministre, développé dans son discours de Ste-Geneyève. Comme on le voit le gouvernement n'est pas lent à mettre ses promesses à exécution.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

M. le **Trésorier**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée un autre projet de loi ayant pour objet d'autoriser le gouvernement à régler d'une manière définitive le litige à propos du fonds des écoles élémentaires.

Un mot d'explication pourra faciliter l'étude que les honorables députés feront de cette loi.

La contestation relative aux fonds des écoles communes remonte à plusieurs années. On sait qu'à l'origine, un million d'acres de terre avait été affecté au soutien des écoles communes. Ce million d'acres de terre constituait un fonds spécial dont le produit devait être exclusivement consacré à la cause de l'éducation et plus particulièrement, des écoles dites écoles communes. Plus tard, il fut décidé qu'une certaine somme convenue, censé représenter l'intérêt du capital engagé, serait divisée chaque année entre le Haut et le Bas Canada, en suivant la proportion de la population respective de ces deux provinces, laquelle population devait être celle constatée officiellement à chaque dénombrement.

A l'époque de la confédération, le montant perçu par la vente des terres ou l'exploitation du bois, s'élevait à \$1,608,539.29. Cette somme depuis 1867 est restée entre les mains du gouvernement fédéral qui en a été le dépositaire et pour laquelle il nous a payé un intérêt de 5 p. c. Depuis la confédération des provinces, nous avons toujours reçu le montant payé en premier lieu, bien que la population du Haut-Canada, ou de la province d'Ontario, ait augmenté dans une proportion plus considérable que la nôtre, ce qui le mettait en position de réclamer une nouvelle distribution de fonds, basée sur la population réelle de chacune des deux provinces. L'arrangement nouveau que le gouvernement demande l'autorisation de conclure, va avoir pour conséquence de diminuer notre part dans l'intérêt payé par le trésor fédéral, d'une somme de mille ou deux mille piastres par année. Cependant, nous allons tirer une compensation plus qu'équivalente d'un autre côté. Depuis la confédération, le gouvernement de la province d'Ontario a vendu des terres dont on n'avait pas encore disposé, et a perçu toutes les redevances, vu que les terres vendues se trouvent situées dans le

district Huron, dans les limites de la province-sœur. Toutes ces terres sont maintenant vendues, et par les comptes publics pour l'exercice finissant le 31 décembre 1881, je vois que le montant perçu de cette source s'élève à \$814,841.98, déduction faite des frais de perception (6 p. c.) et une certaine proportion devant être versée au fonds spécial créé pour l'amélioration des terres du Haut-Canada. Il restait encore à l'époque dont je viens de parler une somme considérable à être perçue.

Dans le cours des entrevues que j'ai eues avec le trésorier d'Ontario, au sujet du règlement de la question pendante des comptes entre le trésor fédéral, et les deux provinces d'Ontario et Québec, nous avons eu l'occasion de discuter cette question du règlement définitif du fonds des écoles communes. De part et d'autre, il fut convenu qu'il était fortement à désirer que l'on en vint à une entente sur le meilleur mode pour régler définitivement cette affaire. Il fut aussi suggéré de prendre pour base de l'arrangement à intervenir, une certaine somme, représentant la valeur de ce qui reste à être perçu sur le prix de vente. Quant à la distribution proportionnelle, elle serait faite sur la base du recensement de 1881. D'après le projet de convention, le gouvernement de la province d'Ontario paierait immédiatement après la conclusion de l'arrangement, la part qui reviendrait à Québec, premièrement, dans la somme qui serait convenue, et en second lieu, dans le montant de \$814,841.98 perçu et qui est maintenant entre les mains du trésorier d'Ontario. Ces sommes seraient versées au trésor fédéral, qui en serait le dépositaire, ainsi que du montant perçu avant la confédération. Le tout formerait un fonds permanent, suivant les dispositions du chapitre 26, des statuts refondus du Canada, d'accord aussi avec les dispositions de la décision dans l'arbitrage entre Ontario et Québec, pour la distribution de leur actif et de leur passif.

Voulant qu'il fut toujours donné suite à la volonté des premiers législateurs, j'ai pris un soin particulier, en rédigeant le projet de loi, de déclarer en termes explicites, que le montant qui proviendra de ces arrangements, soit conservé à perpétuité comme un fonds dont l'intérêt sera consacré exclusivement au soutien des écoles communes.

Le projet de loi est imprimé. Il sera distribué très prochainement. En le lisant, on verra que la rédaction est telle qu'elle autorise simplement le gouvernement à conclure des arrangements sur la base dont je viens d'indiquer, en termes généraux, les principaux éléments. Je puis ajouter aussi qu'une loi semblable doit être adoptée par la Législature



d'Ontario, et j'ai raison de croire qu'une telle loi sera dans quelques jours, soumise à cette Législature.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—Je n'ai pas l'intention d'engager sur le champ la discussion sur ce projet de loi ; je, me permettrai simplement d'exprimer l'espoir que la loi pourvoiera d'une manière formelle à ce que les fonds qui reviendront à la province ne seront pas employés pour d'autres fins que pour celles de l'instruction publique. C'est là l'intention bien constatée des législateurs qui ont créé les ressources, qui donnent lieu aux arrangements dont vient de nous entretenir l'honorable trésorier, et ce serait commettre une grave injustice à une cause que nous avons tous à cœur, que d'en changer ou d'en modifier même partiellement l'affectation.

L'honorable M. **Wurtele**—*député d'Yamaska, trésorier de la province*.—Je croyais m'être exprimé d'une manière suffisamment claire pour être compris. J'ai dit il y un instant que j'avais pris bien soin, en rédigeant le projet de loi, de déclarer en termes formels que nous voulions donner suite à la volonté des législateurs qui ont voté cette dotation et que le montant provenant des arrangements qui seront conclus, si la Législature donne l'autorité nécessaire au gouvernement, sera déposé entre les mains du ministre des finances du Canada, pour y être gardé à perpétuité comme dépôt spécial, dont l'intérêt sera consacré au soutien des écoles communes.

Je profiterai du fait que j'ai la parole pour ajouter un renseignement à ceux que j'ai donnés tout à l'heure. Le résultat financier des arrangements que nous allons prendre va diminuer quelque peu notre revenu, mais nous recevrons une compensation plus forte d'un autre côté, par le fait que nous allons toucher immédiatement l'intérêt accra depuis la date de l'arrangement sur notre part de la balance de comptes non perçus.

Le projet de loi est adopté en première délibération.

M. le **Trésorier**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre un autre projet de loi dont l'objet est de changer le nom de l'officier appelé inspecteur des licences. A l'avenir son nom sera percepteur du revenu. Depuis la création de ce fonctionnaire, diverses lois lui ont donné de nouvelles attributions, quant à ce qui concerne la perception du revenu provincial. De là est venue la nécessité de lui donner un nom plus général, indiquant mieux les fonctions qu'il doit remplir.

Le projet est adopté en première délibération.

M. le **Trésorier**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la

Chambre une proposition de loi ayant pour objet la perception des contributions municipales aux fonds de bâtisses et de jurés.

Le projet propose une nouvelle rédaction pour la sous-section 12 de l'article 15, du chapitre 109 des statuts refondus pour le Bas-Canada. Il est décrété qu'à l'avenir les municipalités paieront leurs contributions à ces fonds au percepteur du revenu de la province dans le district dans lequel elles sont situées. Ces paiements devront se faire le premier jour juridique du mois de juillet de chaque année. Les percepteurs du revenu devront transmettre dans le plus court délai possible les montants qu'ils recevront aux shérifs et en même temps ils feront parvenir au bureau du trésor un état de ces paiements.

L'article 8 de la loi 31 Victoria, chapitre 16 est rappelé.

Le projet est adopté en première délibération.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative, un projet de loi ayant pour objet de pourvoir à l'établissement de bibliothèques publiques et gratuites.

Le projet est adopté en première délibération.

#### INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

M. **Demers**—*député d'Iberville*.—Quand le gouvernement se propose-t-il de faire les nominations des juges de paix pour le comté d'Iberville ?

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier; premier ministre et procureur général*.—Très prochainement.

M. **Stephens**—*député de Montréal-centre*.—Est-ce l'intention du gouvernement de prendre les mesures nécessaires, pour faire faire une inspection de tous les bureaux de notaire, afin de constater s'il y a, dans chacun de ces bureaux, un endroit sûr pour la garde des documents ? Le gouvernement a-t-il aucun rapport à ce sujet ?

M. le **Premier ministre**.—Non, aucun ; il y aura à cette effet, une disposition dans une loi qui sera présentée.

L'honorable M. **Garneau**—*député de Québec*.—Le gouvernement a-t-il donné un contrat pour la construction d'un palais de justice pour le district judiciaire de Québec, conformément au vote de la Législature, durant la dernière session ? Si non, quelle en est la raison ?

M. le **Premier ministre**.—Le gouvernement s'est occupé activement de la question du palais de justice à Québec, et fera tout en son pouvoir pour demander des soumissions pour sa construction, dans le délai recommandé par le barreau de Québec.

M. **Stephens**.—*député de Montréal-centre*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre, copie de toute la correspondance dans la cause de la Reine contre le canton de Warwick, montrant si l'exécution du jugement a été arrêtée par ordre du gouvernement, et la raison qui a justifié ou servi de base à l'intervention qui s'est produite dans ces procédures.

En vous remettant cette proposition, je désire, M. le président, rappeler en peu de mots les faits qui sont maintenant publics, dont la connaissance m'a engagé à demander le dépôt de cette correspondance. Il importe beaucoup que nous soyons parfaitement renseignés sur cette affaire, qui a créé une forte impression dans l'opinion publique, impression, je dois le dire, qui n'a pas été à l'avantage de ceux qui ont la tâche d'exercer l'autorité gouvernementale.

On se rappelle qu'un juge de la cour supérieure, celui qui est préposé plus particulièrement à l'administration de la justice dans le district d'Arthabaska, a cru devoir émettre une décision judiciaire qui a créé une certaine sensation. Il paraîtrait que cette décision aurait été nécessitée par l'intervention insolite des autorités locales dans l'exécution d'un jugement contre la municipalité du canton de Warwick. Je ne puis rien affirmer quant à la nature exacte des éléments de la question, mais ce que je dis dès à présent c'est que, presumant l'intervention du gouvernement, si tout ce que l'on a dit est vrai, nous sommes dans cette province dans une position bien critique, bien déplorable. D'après ce qui se serait passé dans cette affaire, les citoyens n'auraient plus la garantie du respect dû aux décisions des tribunaux judiciaires et ils seraient à la merci du bon plaisir des ministres, c'est-à-dire au fond, à la merci des intrigues politiques, des intrigues montées dans l'ombre par les partisans du gouvernement. S'il en est ainsi, il est temps plus que jamais que la province le sache, et le meilleur parti que nous aurions à prendre serait de nous en aller ailleurs, où nous pourrions trouver une justice égale pour tous et surtout pas d'intervention des jalousies ou des menées de la politique.

L'honorable M. **Lynch**.—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—M. le président, je remercie mon honorable ami de

me fournir une aussi belle occasion de parler sur ce sujet, qui a eu la bonne ou mauvaise fortune de créer, comme l'a dit l'honorable député de Montréal-centre, une certaine sensation dans quelques cercles. Si je n'avais pas eu cette occasion d'en parler, j'aurais pris l'initiative moi-même, et j'en aurais saisi la Chambre, afin de lui donner la version exacte des faits tels qu'ils se sont produits. Pour bien faire saisir à la Chambre les éléments de toute la question, il me faut remonter quelque peu dans le passé. Pour être plus clair je suivrai l'ordre chronologique des faits.

Pendant le terme de février de la cour du banc de la Reine pour le district d'Arthabaska, les autorités municipales des paroisses de St. Christophe et de St. Norbert d'Arthabaska et du canton de Warwick respectivement furent condamnées à payer chacune une pénalité de \$200, pour avoir refusé de se conformer aux dispositions d'un règlement adopté par le conseil de comté du comté d'Arthabaska. Ce règlement obligeait à l'ouverture et à l'entretien des chemins à double voies dans tout le territoire de ce comté. Deux accusations furent trouvées fondées contre la paroisse de St. Christophe. La paroisse de St. Norbert plaida non-coupable, et la couronne fut obligée d'encourir les frais d'un procès qui a coûté une somme considérable.

Le 7 mars, Messieurs Laurier et Lavergne, avocats, de la paroisse de St-Norbert, demandèrent au procureur général son *fiat* pour l'émanation d'un bref attaquant l' "indictement" sur lequel on avait appuyé la sentence de conviction.

Le 9 mars, l'honorable premier ministre, procureur général, répondit que vu la preuve fournie il était impossible d'acquiescer à la demande qui était faite. Une assez longue correspondance s'en suivit. Cependant, mon honorable ami le procureur général persista dans son refus du 9 mars et opposa une fin de non-recevoir formelle à la requête qui lui avait été présentée par MM. Laurier et Lavergne, au nom de la municipalité de la paroisse de St-Norbert.

A peu près dans le même temps, le 7 mars, le canton de Warwick, par son avocat, M. Crépeau, présenta une pétition à Son Honneur le lieutenant gouverneur en conseil. Cette requête fut transmise au solliciteur général pour en prendre connaissance et faire rapport. Par cette requête on demandait au gouvernement, s'appuyant sur les raisons données tout au long, que l'amende ou la pénalité à laquelle les autorités municipales du canton de Warwick avaient été condamnées leur fut remise et que le shérif reçut l'ordre de ne pas en percevoir le mon-

tant. Entre autres choses, M. Crépeau alléguait que Warwick en avait appelé de la décision du tribunal en première instance pour faire rescinder l' " indictment, " ce qui avait été accepté et qu'on avait plaidé non-coupable. Le plaidoyer avait été rejeté et sans plus de formes ou sans subir devant un petit jury un nouveau procès. Warwick avait été condamné à payer une pénalité de \$200,00. De plus, M. Crépeau, alléguait qu'il pourrait bien se prévaloir de la procédure pour obtenir un nouveau bref, vu que dans les circonstances, il croyait que Warwick aurait été justifiable de le faire, mais que l'on préférerait invoquer la clémence de la couronne pour obtenir la rémission de la pénalité.

La requête des autorités municipales de Warwick arriva au bureau des officiers en loi de la couronne le lendemain de l'ouverture des travaux de la Législature, et comme on ne pensait pas que la question pendante exigeât une prompte solution, on ne s'en occupa guère dans le temps. Ce ne fut que le 8 avril que je fus appelé à donner toute mon attention à cette affaire, par une lettre que je reçus de M. Crépeau, dans laquelle ce Monsieur m'informait que le shérif avait fait exécuter le jugement, en lançant un bref contre la municipalité de Warwick. On demandait aussi au gouvernement de donner instruction au shérif de suspendre toutes procédures jusqu'à ce qu'une décision eut été rendue sur le mérite de la pétition.

Le même jour, c'est-à-dire, le 8 avril, je télégraphiai immédiatement au shérif de suspendre les procédures prises contre les autorités municipales de Warwick, jusqu'à ce que le gouvernement en fut venu à une décision au sujet de la pétition alors à l'étude.

Encore le même jour, Monsieur le député shérif écrivit au solliciteur général que, suivant la teneur de mon télégramme, il avait suspendu toutes les procédures et que tous les honoraires et déboursés encourus jusqu'à la date du 8 avril, s'élevait à \$37.40. En même temps, cet officier me demandait qui allait payer ces frais.

Quatre jours après, c'est-à-dire, le 12 avril, j'écrivis au député-shérif lui exprimant la surprise que j'éprouvais d'apprendre que des procédures avaient été prises contre la municipalité de Warwick, quand il était bien connu que cette municipalité avait adressé une requête au gouvernement demandant que la pénalité lui fut remise et qu'aucune décision n'avait été prise à l'endroit de cette pétition. De plus, je lui enjoignais d'accepter la somme de \$200, pourvu qu'elle fut payée dans un délai raisonnable, et de déduire de ces \$200 les frais encourus.

Une autre lettre dans le même sens, fut, le même jour, adressée à M. Crépeau.

Le lendemain, le 13 avril, le député-shérif m'écrivit, me donnant les explications que sollicitait ma propre lettre ; entre autres choses, il disait que le 20 mars, l'honorable juge Plamondon lui avait écrit, lui demandant si la sentence rendue contre la corporation de Warwick avait été exécutée et qu'il avait répondu à cette demande de l'honorable juge, qu'il avait pris les mesures préliminaires nécessaires dans ce but, mais qu'il avait reçu ordre de suspendre les procédures. Qu'à la fin du mois de mars, W. H. Felton, écr., substitut du procureur général s'était rendu à son bureau et lui avait déclaré avoir reçu instruction de procéder contre la corporation et qu'en conséquence il avait fait exécuter le bref contre Warwick.

Rien cependant n'établit que M. Felton ait reçu les instructions dont il est fait mention.

Afin de convaincre la Chambre que le gouvernement n'a absolument aucun désir de dissimuler quoique ce soit se rattachant à cette affaire, je prendrai la liberté de lui lire la correspondance officielle suivante qui a trait à cette question.

Voici ma lettre du 12 avril, dont j'ai parlé il y a un instant :

Québec, 12 avril 1883.

Mon cher monsieur.

J'ai étudié avec soin la pétition que vous m'avez transmise au nom du canton de Warwick, demandant que cette municipalité ne soit pas obligée de payer la pénalité imposée par la cour du banc de la Reine, à son dernier terme ; et je regrette de dire que je ne trouve pas que les raisons données soient suffisantes, au point de vue des intérêts publics, pour me justifier de recommander que l'objet de la requête soit accordé.

Comme des procédures pour percevoir la pénalité en question, ont été prises avant qu'aucune réponse n'ait été donnée à la requête, je vais donner instruction au shérif de ne pas prélever le montant des frais sur la municipalité de Warwick, pourvu que l'amende soit payée sans délais.

Votre tout dévoué,

EUGENE CREPEAU, Ecr.

C. R.

Arthabaskaville.

W. W. LYNCH,

solliciteur général.

Le 12 avril, j'écrivis aussi la lettre suivante, à M. Powell, le député-shérif :

Québec, 12 avril 1882.

Monsieur,

Je suis étonné d'avoir appris il y a quelques jours, que des procédures avaient été prises contre le canton de Warwick, lorsqu'il était connu que ce canton avait adressé une requête au gouvernement, lui demandant qu'il ne fut pas tenu de payer l'amende qui lui avait été imposée et avant qu'une réponse ait été donnée à cette requête.

Aujourd'hui j'ai informé les autorités municipales de Warwick, par l'intermédiaire de leur avocat, qu'elles doivent payer.

En conséquence vous accepterez les deux cents piastres, pourvu qu'elles soient payées dans un délais raisonnable, et vous déduirez sur cette somme les frais que vous avez encourus.

Bien à vous,

W. W. LYNCH,  
solliciteur général.

Le 6 mai j'écrivais de nouveau à M. Crépeau.

Québec, 6 mai 1882.

Cher monsieur,

J'ai étudié avec beaucoup de soin votre communication en date du 4 courant, touchant l'amende imposée récemment sur le canton de Warwick, et je l'ai aussi soumise à la considération de mes collègues.

Je suis autorisé à déclarer que le gouvernement regrette de ne pouvoir accéder à votre demande. Il n'y a pas de précédent d'une telle remission et pour nous justifier d'en établir un, il faudrait de plus fortes raisons que celles qui sont alléguées.

Il ne me reste plus qu'à vous prier de voir à ce que vos clients paient sans délais le montant au shérif.

Bien à vous,

W. W. LYNCH.

Il ne me reste plus qu'à ajouter que le gouvernement n'a pas reculé ni abandonné la position qu'il a prise, comme on s'est plu à le dire, lorsque cette affaire a été discutée dans la presse.

Je ne crains pas, de dire M. le président, que je prends toute la responsabilité de ma conduite comme solliciteur général dans l'ancien

gouvernement et que je suis prêt à la défendre toutes les fois que l'on croira devoir l'attaquer soit directement, soit indirectement. J'ai cru dans le temps comme je crois encore aujourd'hui qu'il n'était pas juste d'obliger la municipalité de Warwick de payer les frais encourus pendant que l'affaire était soumise au gouvernement, je croyais comme je le crois encore que j'agissais dans les limites strictes de la justice et du droit en faisant ce que j'ai fait.

Quant à certaines observations de l'honorable juge préposé à l'administration de la justice pour le district d'Arthabaska,—observations qui ont fait beaucoup de bruit dans la presse et dans l'opinion publique dans le temps—je m'emparerai de cette occasion pour déclarer que personne plus que moi n'a plus de respect que j'en ai pour la magistrature. J'ai toujours considéré comme l'un des premiers et des principaux devoirs d'un bon citoyen de tenir en haute estime les magistrats qui composent le corps judiciaire. Leurs décisions doivent être l'objet de beaucoup de déférence, aussi suis-je le dernier homme à qui l'on puisse avec justice et raison attribuer la pensée de travailler soit directement, soit indirectement à amoindrir le prestige que la population a toujours reconnu dans tout ce qui émane de nos cours de justice.

Je disais tout à l'heure que certaines observations de l'honorable juge avaient créé une certaine sensation dans la presse et le public. J'ai lu le compte-rendu publié dans un journal de la localité, *l'Union des cantons de l'est*.....

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—Mon honorable ami affirme-t-il que ce qu'il a lu sont bien les paroles de l'honorable juge, présidant la cour?.....

L'honorable M. **Lynch**.—Je n'ai pas dit que j'avais le texte même des paroles de l'honorable juge. J'ai simplement fait allusion au compte-rendu qui en a été publié dans le journal dont je viens de parler. Bien que je ne puisse pas garantir l'exactitude du compte-rendu, j'avoue cependant que je ne vois aucune raison pour en douter. Dans tous les cas, je ne parle que sur le texte qui a été reproduit par la presse. Que mon honorable ami le chef de l'opposition veuille bien étudier la portée des paroles que je vais dire. Avec le respect que je professe pour ce qui émane du banc judiciaire, je ne puis me permettre aucune appréciation qui serait dérogatoire à ce respect. Je ne puis cependant ignorer ce qui a fait le thème de la discussion des journaux. Aussi mon attention a-t-elle été attirée sur certaines paroles que l'on a attribuées à l'honorable juge par lesquelles il aurait dit qu'il avait lieu



de se plaindre de la conduite du gouvernement et que le bras de la justice était suffisamment long pour atteindre les ministres de la couronne, s'ils osaient dédaigner de se conformer aux lois. Je n'ai rien à dire en réponse à ces observations. Tout ce que je me contente de réaffirmer c'est que je n'ai pas de raison de regretter la conduite de l'ancien gouvernement, ni celle que j'ai tenue comme solliciteur général dans ce cabinet, et que je suis prêt à en accepter toutes les conséquences.

**M. Watts**—*député de Drummond et Arthabaska*.—Je n'avais pas l'intention de parler avant le dépôt des documents qui ont trait à cette affaire, qui a eu beaucoup de retentissement dans mon district. Mais j'y suis en quelque sorte forcé par le langage extraordinaire de l'honorable commissaire des terres de la couronne. Mon honorable ami paraît croire que la municipalité avait parfaitement droit de s'adresser au gouvernement de Québec pour se mettre à couvert de l'effet d'un jugement d'une cour de justice. Les cours de justice, sont, je crois, sous le contrôle absolu du gouvernement central et non sous celui du gouvernement de la province. En présence de ce fait incontestable, je me demande comment l'honorable ministre peut justifier sa conduite dans le cas qui nous occupe. En prenant pour base la manière de voir de l'honorable commissaire des terres de la couronne, on pourrait avec tout autant de raison attribuer au gouvernement de Québec le droit de réduire à néant la sentence de la même cour contre un assassin.

L'honorable **M. Lynch**.—L'honorable député se trompe complètement s'il donne à mes paroles le sens et la portée qu'il leur attribue en ce moment.

**M. Watts**.—C'est précisément ce que j'allais ajouter au moment où mon honorable ami m'a interrompu. Je n'avais pas besoin de sa négation pour savoir qu'il ne croyait pas que le gouvernement de la province aurait le droit de faire ce que je disais toute à l'heure, et cependant, j'avoue que je ne vois guère de différence entre cet acte et celui que mon honorable ami a fait en agissant comme il nous l'a dit.

La proposition de M. Stephens est adoptée.

**M. Stephens**—*député de Montréal-centre*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, je priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, un état indiquant les noms et la résidence des juges de paix dont la commission a été annulée. Et aussi un tableau indiquant le nom des juges de paix

qui ont été nommés pour les remplacer. M. le président, je n'ai qu'une ou deux remarques à présenter à la Chambre à l'occasion de cette proposition.

On sait que la conduite du gouvernement à propos des nominations de juges de paix a été l'objet de beaucoup de critiques. Cependant ce qui a été le plus caractéristique dans tout cela, ça été l'embarras extrême dans lequel les honorables ministres se sont, paraît-il, trouvés placés. Je désire savoir si ce que j'ai lu dans le *Times* de New-York est vrai. Ce journal a annoncé qu'une circulaire a été adressée par l'honorable procureur général de la province de Québec à tous ceux qu'il avait nommés juges de paix, leur demandant s'ils étaient morts ou en vie (rires) et leur disant en même temps, qu'à moins qu'il ne recevrait dans le délai de dix jours une réponse à sa circulaire, ils seraient considérés comme morts, (nouveaux rires). La Chambre comprend maintenant l'anxiété que j'éprouve sur le sort de ces pauvres juges de paix, et combien tous ensemble nous respirerons avec plus d'aise lorsque nous connaîtrons le contenu de ce que je demande dans l'adresse.

• L'honorable M. **Lynch** —*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—Je suis surpris que mon honorable ami le député de Montréal-centre se soit rendu si loin pour trouver ce qu'il nous a dit avoir lu dans le *Times* de New-York. Il aurait pu trouver la nouvelle de l'existence de cette précieuse circulaire dans l'un des principaux organes de son propre parti, où, je crois, elle a pris origine. Je ne suivrai pas l'honorable député dans les remarques qu'il a présentées à la Chambre, parce que je pense que la tâche serait au-dessus de mes forces. Qu'il me suffise de lui signaler, M. le président, combien il est regrettable que l'on fasse des dépenses considérables inutiles pour la préparation d'un document aussi volumineux. Si mon honorable ami ne désire connaître que le nombre des morts qui font partie de la commission de la paix, on pourra très prochainement lui donner tout ce qu'il désire sous ce rapport.

M. **Stephens** —*député de Montréal-centre*.—Je demande pardon à mon honorable ami, mais je désire réellement connaître combien il y a de libéraux qui font partie de la nouvelle commission et jusqu'à quel point on a mis en pratique la petite guerre d'ostracisme et la persécution qui a, évidemment été pratiquée dans le passé et aussi si ce système va être continué à l'avenir.

Je désire savoir si le gouvernement a ou n'a pas adopté le principe qu'aux vainqueurs appartiennent les dépouilles et quand cela va prendre

fin. Je pense que le gouvernement ne devrait pas oublier qu'aux dernières élections générales, quelque chose comme 41,000 libéraux ont affirmé leurs convictions en émettant leur vote, contre environ 51,000 conservateurs et que le temps peut être très proche où un gouvernement libéral sera au pouvoir et par conséquent, en position de jouer le même jeu. En attendant, je crois que c'est le devoir de l'opposition libérale de s'assurer que son parti, représentant une proportion aussi considérable de la population, ne soit pas le point de mire des attaques ou l'objet des persécutions d'un esprit d'exclusivisme inspiré et soutenu par les animosités de parti. Voilà le côté pratique, sérieux de ma proposition, et j'espère qu'en voilà assez pour justifier la demande, toute raisonnable d'ailleurs, que j'ai formulée. J'ose espérer qu'on ne refusera pas le renseignement que je désire avoir.

L'honorable M. **Lynch**—oh ! mon honorable ami n'a pas besoin de craindre, nous lui donnerons les renseignements qu'il demande, puisqu'il insiste pour les avoir.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—M. le président, cette question de la nomination des juges de paix, est plus considérable qu'on semble le croire. Elle exige de la part du gouvernement et des représentants du peuple toute l'attention et tout le soin possibles. Car il ne faut pas oublier que les juges de paix sont appelés à remplir des fonctions importantes dans l'économie sociale dans notre province. Je glisse, sans plus de commentaires, sur cette considération, pour aborder immédiatement les critiques que la conduite du gouvernement fait naître. Lorsque les honorables ministres ont songé à renouveler la commission de la paix, ils paraissent avoir été mus par un bon sentiment—they en ont si peu, politiquement parlant, qu'il serait inhumain de ne pas reconnaître l'existence de ceux qu'ils ont même en apparence,—ils ont adressé à tous les membres de cette Chambre et je suppose que tel est le cas, car j'en ai reçu une, et je ne vois aucune raison qui m'aurait fait préférer à mes collègues,—une circulaire, dans laquelle on demandait de bien vouloir renseigner le gouvernement sur le meilleur choix à faire dans chaque district, pour la nomination de juges de paix.

J'ai, avec la meilleure complaisance du monde, acquiescé au désir exprimé dans cette circulaire. Je me suis donc mis à l'œuvre et après avoir apporté une scrupuleuse attention dans le choix des personnes que je croyais avoir le droit de recommander à la nomination du cabinet, j'ai transmis au procureur général cette liste que l'on me priait de préparer, par la circulaire dont j'ai parlé. Je ne puis que louer le

gouvernement d'avoir songé à se faire renseigner par les députés, dans un travail de reconstitution aussi important. On comprend qu'en suivant ce mode au pied de la lettre, on ne pouvait manquer de faire un choix qui se serait recommandé par la haute respectabilité et la position sociale de ceux qui seraient ainsi devenus membres de la nouvelle commission de la paix. Malheureusement, un bon mouvement comme celui que les honorables ministres avaient eu en demandant, sans distinction de partis, à tous les députés d'être renseignés sur chaque district électoral en particulier, ne pouvait avoir de suite. Aussi on se hâta de retourner sur ses pas, en dédaignant les suggestions faites par les députés qui n'appartenaient pas au parti ministériel. Je puis à tout événement parler en toute connaissance de cause pour le district que j'ai mission de représenter ici.

Le gouvernement pour satisfaire je suppose certaines petites et mesquines jalousies de partisans, n'a pas même eu la courtoisie de suivre une seule des suggestions que je lui ai faites à sa propre demande, non-seulement, il a nommé des morts comme juges de paix, mais il a même fait entrer dans la nouvelle commission des individus beaucoup plus remarquables par leur incapacité complète, et leur manque d'une position sociale convenable que sous tout autre rapport. Pendant que les honorables ministres faisaient ainsi pleuvoir leurs faveurs sur les personnes qui ne se recommandaient que par leur esprit de parti, ils laissaient de côté des citoyens des plus recommandables, tout particulièrement qualifiés pour remplir les fonctions de juges de paix, tant par leurs capacités que par leur respectabilité universellement reconnue et appréciée. D'autres qui, depuis de longues années, avaient rempli à la satisfaction générale les fonctions de juges de paix ont été sans miséricorde rayés de la liste.

Maintenant, M. le président, je voudrais bien savoir quelle a été l'influence extraordinaire qui a réagi aussi malheureusement sur les décisions apparentes des honorables ministres, au point de leur faire commettre les injustices et les bévues que je viens de signaler pour le district que je représente en particulier. Je n'ai aucun doute que ce qui s'est passé à St-Hyacinthe n'a été que la suite d'un système général appliqué avec une égale exactitude à tous les districts électoraux se trouvant dans la même position. Au reste, je n'ai qu'à en appeler au témoignage de mes honorables amis de ce côté-ci de la Chambre (l'orateur désigne la gauche), pour avoir la preuve irrécusable de la vérité de ce que j'avance en ce moment. Une autre considération se dégage de la con-

duite du gouvernement dans cette occasion et je ne puis m'empêcher de la signaler à l'attention de la Chambre.

Vous vous rappelez, M. le président, quels hauts cris, quelles critiques acerbes, violentes et injustes toute la presse conservatrice a fait entendre au sujet des nominations de juges de paix faites par le cabinet de mon honorable ami le député de Lotbinière. On ne savait que dire et que faire pour ridiculiser ces nominations et pour les faire réprouver par l'opinion publique. Cependant je vous le demande. M. le président, est-ce que la conduite du cabinet au pouvoir n'est pas vingt fois plus reprehensible et condamnable que celle du gouvernement de l'honorable député de Lotbinière. Il serait assez amusant de voir un déploiement du même zèle, de la même ferveur pour la critique de la conduite du cabinet actuel. Que d'aliments la presse conservatrice aurait pour écrire de longs articles de rédaction. Il peut se faire que quelques unes des nominations faites par nous aient donné lieu à des critiques quelque peu méritées, mais ces exemples, dont je ne suis pas en position de reconnaître et de constater l'existence, sont, à tout événement, très rares, tandis que dans le cas qui nous occupe l'exception de tout à l'heure est maintenant la règle générale.

Le gouvernement ne s'est pas contenté de faire de l'ostracisme à l'égard des juges de paix nommés par le cabinet Joly, il est même remonté au temps de l'administration libérale de 1863. Il paraît qu'en fouillant bien dans les archives du passé, en scrutant minutieusement la liste des juges de paix, on a découvert certains libéraux qui, dans le long espace de temps de vingt années, ont eu le tort de ne pas mourir et de bien remplir leur devoir comme magistrat, afin d'éviter aucune plainte de se produire, ce qui aurait donné une chance de les destituer, on a fait cette merveilleuse découverte et immédiatement on s'est mis à l'œuvre pour rayer de la liste ces noms respectables pour les remplacer par des amis dévoués, mais peut-être trop ignorants pour être en état de remplir leurs nouvelles fonctions aussi bien et aussi dignement que le faisaient leurs prédécesseurs. C'est ainsi que ce renouvellement de la commission de la paix qui devait être fait avec toutes les précautions nécessaires pour offrir les garanties d'efficacité les plus complètes, a été l'occasion d'actes qui ne sont certainement pas à l'honneur des ministres qui s'en sont rendus coupables.

**M. Dumoulin** — *député de Trois-Rivières*. — L'honorable député de St. Hyacinthe s'est beaucoup apitoyé sur la grande injustice, comme il l'appelle, du gouvernement en ayant mis de côté certains juges nom-

més par le cabinet de l'honorable député de Lotbinière. Je ne puis, cela va sans dire, parler pour toute la province, mais je dirai en particulier pour le district que je représente, que si tous les libéraux au nom desquels le chef de l'opposition a réclamé, sont semblables à l'un de ceux nommés par l'ancien chef de la gauche, la Chambre assurément ne saurait partager les sentiments du député de St. Hyacinthe. Celui à qui je fais allusion en ce moment est un magistrat libéral nommé par le gouvernement Joly et qui ensuite a été condamné à six mois de prison pour vol. Si les juges de paix libéraux destitués ressemblaient à celui-là, je ne puis, pour ma part, que féliciter le gouvernement d'avoir mis un terme à un aussi déplorable état de choses.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—L'honorable député de Trois-Rivières serait-il assez bon pour donner le nom de ce magistrat que le gouvernement dont je faisais partie aurait nommé?

M. **Dumoulin**—Je laisse le soin de répondre à cette question à l'honorable député de Saint-Maurice, parce que cela le concerne plus particulièrement.

M. **Desaulniers**—*député de St-Maurice*.—Je me rends avec plaisir à l'invitation qui m'est faite. Ce juge de paix en question est un nommé Joseph Desaulniers, l'un des électeurs de mon district.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St-Jean*.—M. le président, je profiterai de cette occasion, puisque le débat est engagé, pour présenter certaines observations que j'avais l'intention de faire lorsque l'ordre du jour aurait appelé une proposition que j'ai fait inscrire il y a quelques jours et qui va être mise en discussion immédiatement après celle-ci. Cependant, je ne vois pas d'inconvénient à prendre part à cette discussion, bien que mes remarques viendrait peut-être avec plus d'à-propos sur ma propre demande, pour le dépôt de certains renseignements concernant les juges de paix récemment nommés par le gouvernement.

L'honorable député de St-Hyacinthe a dit à la Chambre ce qui s'était passé dans son district touchant le renouvellement de la commission de la paix, je prendrai la liberté moi aussi de faire part à la députation de ce qui a eu lieu dans le district d'Iberville, au milieu duquel je demeure.

Nous avons encore plus à nous plaindre que dans les autres districts de la conduite du gouvernement. Chez nous, les honorables ministres ne nous ont pas infligé de mauvais juges de paix. Ils ne nous en ont pas donné du tout, après avoir au préalable fait complètement disparaître l'ancienne commission. Il me semble que le moins que l'on aurait

pu faire, ça aurait été de prendre des mesures pour nommer d'autres juges de paix avant de faire disparaître ceux qui exerçaient leurs fonctions depuis un grand nombre d'années. Aussi quelle est la conséquence de la conduite inexplicable du gouvernement, c'est que l'on souffre beaucoup de l'absence de ces utiles magistrats.

Les intérêts publics et privés souffrent beaucoup de ce que nous n'avons pas de juges de paix devant lesquels on peut aller pour assermenter des affidavits ou autres pièces requerrant le serment et la signature d'un de ces magistrats. De fait, il résulte de l'état de choses actuel que le maire de St. Jean est la seule personne qui puisse agir en cette qualité, encore le fait-il que comme maire. Cet état de choses est vraiment regrettable. On a beaucoup parlé des nominations du gouvernement de l'honorable député de Lotbinière. Au moins celui-ci n'a jamais été accusé de ne pas donner assez de juges de paix à la province, (rires). C'est plus tôt le contraire qu'on lui a reproché. Est-ce avec raison?... je vais démontrer que ce reproche n'est pas raisonnable, si l'on tient compte des circonstances dans lesquelles nous nous trouvions placés.

Lorsque le cabinet Joly a pris les rênes du pouvoir il a constaté que presque toute la commission de la paix se composait de conservateurs. Le gouvernement a cru, et avec raison, on doit l'admettre, que dans cette magistrature les deux partis qui se divisent la province devaient être également représentés, non pas que nous fussions d'avis qu'un citoyen devait être nommé simplement parce qu'il était libéral, mais que toutes choses égales d'ailleurs, les libéraux, devaient, au point de vue du nombre, être également représentés dans cette commission. On ne saurait nier, et je suis certain que pas un seul esprit impartial ne voudrait sérieusement nier, — à une proportion aussi considérable que celle que représente le parti libéral, aucune participation dans l'administration de la justice. — De plus un fait que je dois signaler à l'attention de la Chambre, c'est que le gouvernement de 1878 n'a pas démis de juges de paix, bien que nous ayons été sollicités, et vivement sollicités de le faire.

Nous avons résisté à cette pression, considérant qu'il était préjudiciable à l'administration de la justice de démettre sans motif grave des magistrats ayant rempli consciencieusement leurs devoirs et contre lesquels il n'y avait pas de plaintes formulées. Le gouvernement de mes honorables amis de la droite n'a pas été si scrupuleux que nous. Il a procédé avec un sans-gêne que je ne voudrais pas qualifier, car je

pourrais peut-être m'exposer à vous voir intervenir, M. le président. Le procédé dont on s'est servi est un peu trop énergique. Il ne peut être nié qu'il consacre des injustices flagrantes et qu'il a causé et qu'il cause encore des dommages indéniables à la population qu'on prive des services d'une magistrature reconnue utile et qui mérite qu'on le traite avec plus d'égard que ne l'a fait le gouvernement depuis quelque temps.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—Les honorables membres de l'opposition ont beaucoup critiqué la conduite du gouvernement touchant les nominations ou les changements qu'il a faits dans la commission de la paix. En réponse à ces critiques, qui ne sont pas fondées et je vais le démontrer dans un instant,—je dirai en premier lieu que le gouvernement en annulant la vieille commission n'a fait que répondre au désir manifeste de toute la population, qui voyait avec regret une magistrature tombée en discrédit. Il était parfaitement connu que plusieurs des anciens juges de paix étaient si peu compétents à remplir leurs fonctions qu'ils ne savaient pas même lire et écrire. Je vous le demande, M. le président, quelles connaissances on pouvait espérer trouver dans ces magistrats qui ne pouvaient lire les lois qu'ils étaient appelés à appliquer et à interpréter.

Cependant c'est ce que le gouvernement de 1878 nous avait donné. Il fallait donc de toute nécessité que nous eussions recours à un moyen qui nous débarrassât de ces juges de paix incapables de remplir leur charge. Le seul moyen que nous avions à notre disposition qui nous assurait un succès certain, était d'annuler entièrement la nomination de toute la commission et d'en instituer une autre à sa place. Et c'est ce que le gouvernement a fait. Dans le choix des nouveaux juges de paix il a pris toutes les mesures convenables pour que ces nominations fussent aussi irréprochables que possible, et si réellement dans quelques cas isolés, il n'a pas réussi au gré de ses désirs, cela prouve simplement que malgré la meilleure volonté du monde il est toujours possible que les choses ne soient pas faites aussi bien qu'on le voudrait. Mais j'affirme que le gouvernement n'a jamais cessé d'avoir en vue, dans ce travail de reconstitution, les véritables intérêts de la province et qu'il n'a pas songé un seul instant à faire du capital politique par l'ostracisme, comme l'honorable chef de l'opposition l'a dit, ainsi que ses deux collègues qui ont pris part à la discussion.

L'honorable député de Montréal-centre a fait de l'ironie à propos de la nouvelle répandue dans le public, allant à dire que le gouvernement



avait nommé des personnes décédées. Mon honorable ami aurait dû se rappeler ce qui est arrivé au gouvernement libéral lorsqu'il a cru devoir créer tout un régiment, que dis-je, toute une armée de juges de paix. Plusieurs de ses protégés, hélas, n'avaient plus besoin de ses faveurs, puisqu'ils étaient rendus dans un monde meilleur que le nôtre. Si seulement ce cabinet s'était contenté de faire de ces nominations, qui peuvent après tout, cela se conçoit aisément, se présenter, car un gouvernement doit s'en rapporter aux renseignements qui lui sont transmis par ceux à qui il s'adresse, si, dis-je, le gouvernement de l'honorable député de Lotbinière s'était contenté de faire de ces nominations, on y aurait trouvé tout au plus matière à plaisanteries, mais malheureusement il a été beaucoup plus loin et l'honorable député de Trois-Rivières nous a dit que dans son district le cabinet libéral de 1878 avait nommé un homme qui après avoir été élevé à la dignité de magistrat, s'est rendu coupable de vol et a été condamné à six mois d'emprisonnement pour ce crime. Le gouvernement n'a pas de ces choses à se reprocher. Bien au contraire, il a pris soin de ne nommer que les personnes les plus compétentes sans s'occuper si elles sont d'une couleur politique plutôt que d'une autre. De fait nous ne nous sommes pas occupés de cette question de parti. Nous avons agi bien différemment de mes honorables amis de l'opposition qui eux, d'après leur propre aveu que nous venons d'entendre de la bouche même d'un des leurs, qui a été ministre, n'ont fait leurs nominations que dans le but de faire partager à leurs amis politiques les honneurs de cette magistrature, qu'ils prétendaient exclusivement aux mains des conservateurs. Le gouvernement s'est inspiré d'une pensée plus large, plus en harmonie avec les fonctions d'un gouvernement qui comprend qu'il n'a pas l'administration de la chose publique que pour donner des faveurs à ceux qui l'appuient ou qui partagent ses convictions politiques. Pour donner une preuve de la vérité de ce que je viens d'exprimer, je suis heureux d'être en position de dire que sur ma propre recommandation des libéraux de ma division électorale ont été nommés juges de paix. Cet exemple n'est pas le seul et je suis certain que l'on constatera, lorsque les renseignements demandés seront déposés sur le bureau de la Chambre, qu'il n'y a pas lieu d'élever les plaintes qui ont été formulées et qu'il n'y a pas eu de la part du gouvernement ni partisanerie ni injustice de commise.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—Je ne veux pas, M. le président, entrer dans la discussion soulevée sur la conduite du gouvernement. Je désire simplement citer quelques-exemples qui établissent à mon avis, que s'il n'y a pas eu préméditation de la part du gouverne-

ment, il y a eu pour le moins erreur causée par des renseignements incomplets ou erronés. Il me suffira de mentionner le cas de notre honorable collègue, le député de Montmagny, dont le nom a été rayé de la liste des juges de paix. Or on devra admettre que si mon honorable ami est digne et compétent à siéger au milieu de nous, parmi ceux qui font des lois, et je suis persuadé que personne ne doute de la compétence de mon honorable ami, on devra admettre, dis-je, qu'il est qualifié pour exercer les fonctions de juge de paix. Cependant, on a retranché son nom de la liste, non pour cause d'incompétence assurément. Ce n'est pas le seul exemple. Mon honorable ami le chef de l'opposition me dit à l'instant même que le même sort a été fait au représentant de la division de St-Hyacinthe à la Chambre des communes. Lui aussi a été destitué, pourquoi ? Il serait difficile de le dire, hormis que ce soit par un sentiment que je ne veux pas attribuer au gouvernement, le trouvant trop peu digne pour avoir servi de mobile à l'action des ministres. Je suis bien prêt à admettre que le gouvernement est tellement peu coupable qu'il suffira d'avoir signalé ces cas de criante injustice pour qu'il s'empresse de rectifier ces omissions, car le cabinet a dû être induit en erreur par des personnes sous l'influence de l'esprit de parti, ou le désir de tirer une vengeance personnelle.

**M. Gauthier**—*député de Charlevoix*.—Puisque ce débat a pris une extension qu'on ne pouvait certainement prévoir, et que plusieurs députés ont pris la parole, je ne vois pas pourquoi je ne dirais pas, moi aussi mon mot, quand ce ne serait que pour rétablir les faits, tels qu'ils se sont passés dans ma division électorale.

Les honorables membres de l'opposition prétendent que le gouvernement n'a agi que par un esprit de parti condamnable dans la nomination des juges de paix. Cette prétention n'est pas fondée à mon avis. Quant à ce qui concerne mon district, je puis dire que j'ai moi-même demandé à des libéraux les plus influents de bien vouloir recommander quelques uns de leurs amis comme juges de paix, mais on m'a refusé toute coopération. D'après ce qui s'est passé chez moi, je n'ai pas de doute que la chose a dû se produire ailleurs dans la province. De là je conclus que le gouvernement n'est pas à blâmer s'il a omis certains de ses adversaires, du moment qu'ils ont évité ou refusé d'être nommés.

**M. Poupore**—*député de Pontiac*.—M. le président, je viens peut-être un peu tard pour présenter quelques observations sur la question qui nous occupe, vu que la longueur du débat et les honorables mem-

bres qui y ont pris part, indiquent que la discussion est épuisée ou à peu près, cependant, avec la permission de la Chambre, je prendrai la liberté d'exprimer mon opinion en aussi peu de mots que possible.

Tous les honorables membres de cette Chambre ne sont peut-être pas en état de bien se rendre compte de l'importance qu'il y a pour le gouvernement d'apporter, dans la nomination des juges de paix, une attention toute spéciale. Cette importance ressort très bien aux yeux de ceux qui habitent les districts éloignés de la province, où l'accès au chef-lieu de l'administration de la justice est pénible ou coûteux. Là dans ces parties éloignées de la province, la population se trouve obligée de recourir beaucoup plus souvent qu'ailleurs aux services des juges de paix, parce que cela offre un moyen moins coûteux, moins difficile pour le règlement des différends, que si on avait recours aux grands tribunaux ordinaires. On comprend, sans que j'aie besoin d'entrer dans les détails, les inconvénients considérables que rencontre l'administration de la justice dans ces districts, où la population est établie sur une grande étendue de territoire, divisée par petits groupes, éloignés les uns des autres, quelques fois de plusieurs milles de distances, on comprend, dis-je, que dans de semblables circonstances le juge de paix soit par nécessité, l'arbitre d'intérêts fort considérables, d'intérêts très importants. De là, comme j'avais l'honneur de le dire il y a un instant, l'importance de premier ordre qui existe de faire un choix judicieux.

J'habite et je représente ici l'un de ces districts où le rôle des juges de paix est considérable et je crois remplir un devoir impérieux, vu les circonstances dans lesquelles mes commettants se trouvent placés, d'insister auprès de mes honorables amis qui siègent sur les bancs du trésor, de mettre en pratique le principe que ces nominations ne doivent pas être faites au seul point de vue des intérêts d'un parti ou de l'autre. Cette considération, bonne quand toutes les choses sont égales d'ailleurs, ne doit pas entrer en ligne de compte quand il s'agit de la nomination des personnes qui doivent remplir ces fonctions, spécialement quand on a à pourvoir au recrutement du personnel des juges de paix, dans les parties peu peuplées de notre territoire. Je ne crains pas de dire que les députés prennent sur eux une bien lourde responsabilité, lorsque dans leurs recommandations au gouvernement, ils se laissent guider par les idées de partisannerie. Je suis d'autant plus à l'aise pour exprimer librement et carrément mon opinion que je suis convaincu que pas un seul de mes honorables collègues de la droite ne se

sont rendus coupables d'un acte que je ne voudrais pas commettre moi-même et que je condamnerai toujours partout où je croirai le découvrir. Ce n'est pas mon intention de faire le procès d'aucun gouvernement, mais il me sera bien permis de dire que plusieurs des nominations faites par le cabinet Joly, étaient tout simplement absurdes. Pour être impartial jusqu'au bout, je dois ajouter qu'on peut en dire autant d'un bon nombre des nominations faites par des cabinets conservateurs. Trop peu d'importance semble avoir été attachée au choix des personnes élevées à cette magistrature, de là les plaintes que l'on peut faire entendre. J'espère, puisque le gouvernement a résolu de tout renouveler la commission de la paix, qu'il se fera un devoir de mettre de côté tout ce qui pourra lui faire faire des mauvaises nominations, ou des nominations qui ne se recommanderaient pas d'une manière toute spéciale au respect et à la considération de la population. J'espère surtout que le gouvernement apportera le plus grand soin dans le choix qu'il fera pour les parties éloignées et peu peuplées de notre province, pour la raison que là les juges de paix ont un rôle beaucoup plus important à remplir, qu'on ne le croit dans les grands centres ou dans les campagnes où la population est plus dense.

La proposition de M. Stephens est adoptée.

M. **Stephens**—*député de Montréal-centre*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de l'Assemblée législative, un état détaillé indiquant quel montant de l'emprunt de trois millions de débentures autorisées par la loi, 45 Victoria, chapitre 18, a été émis : en faveur de qui ces débentures ont été émises, le montant pris par chaque acheteur et le prix de vente. Aussi un état détaillé de toutes les sommes d'argent déboursées en vertu de l'article 2 de la dite loi.

Cette proposition est adoptée.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St Jean*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de vouloir bien faire déposer sur le bureau de cette Chambre, toutes correspondances, recommandations, arrêtés du conseil et documents quelconques relatifs au renouvellement de la commission de la paix, dans les différents districts de la province.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général*.—Mais la proposition que la Chambre vient d'adopter, sur la demande de l'honorable député de Montréal-centre, couvre, il me semble, les renseignements demandés par celle-ci.

L'honorable **M. Marchand**.—L'honorable premier ministre fait erreur. La proposition de mon honorable ami le député de Montréal-centre ne demande que la liste des juges de paix qui ont été destitués et de ceux qui les ont remplacés, tandis que par ma proposition, je désire avoir tous les renseignements qui se rattachent à ces nominations elles-mêmes. Je crois que la Chambre et le public ont intérêt à connaître tout ce qui se rapporte à cette fameuse affaire du renouvellement de la commission de la paix. Je désire, M. le président, profiter de cette occasion pour relever quelques-unes des remarques tombées de la bouche de l'honorable secrétaire de la province. L'honorable ministre au début de son discours nous avait promis la preuve que le gouvernement avait agi sans partisanerie, sans la moindre intention de satisfaire les petites vengeances de quelques-uns de ceux qui l'appuient. Cette promesse, je regrette de le dire, n'a pas été remplie. L'honorable secrétaire de la province nous a bien dit qu'il fallait renouveler l'ancienne commission, mais de là à nous prouver que le gouvernement avait bien fait de détruire, par exemple la commission là où elle était bien constituée, et où elle rendait des services réels, comme à Saint-Jean, il y a tout un monde.

L'honorable ministre au lieu de tenir sa promesse, ce qui en apparence ne lui souciait guère, a pris le parti, comme on devait s'y attendre du reste, de passer en revue la conduite du gouvernement de l'honorable député de Lotbinière. Toujours la même histoire : Nous avons mal fait, mais nos adversaires ont fait pire, tout comme si deux mauvaises actions pouvaient en faire une bonne. Ce n'est pas de la conduite du cabinet-Joly dont il s'agit en ce moment, mais de celle du gouvernement actuel. Quand on voudra discuter les actes du gouvernement libéral, je serai prêt à les défendre victorieusement, comme cela s'est déjà présenté. Mais pour le quart d'heure, c'est déplacer la question que de l'entraîner sur ce terrain. Je comprends bien, M. le président, quel est le but de l'honorable secrétaire de la province en prenant cette tactique. Il espère parvenir à faire oublier les méfaits du gouvernement et réussir à détourner l'attention des honorables membres de cette Chambre en portant la guerre dans le camp ennemi. C'est une bonne ruse quelquefois, mais on ne saurait prétendre que c'est discuter loyalement, carrément les actes du cabinet.

L'honorable secrétaire de la province a dit que le gouvernement ne s'était pas laissé guider par l'esprit de parti dans les nominations de

juges de paix qu'il a faites. Au moins voilà une affirmation qui permet de toucher du doigt la conduite des honorables ministres.

L'esprit de parti n'y a été pour rien, dit-on, dans les remaniements que l'on a faits jusqu'à aujourd'hui dans le personnel de la commission de la paix. Comment se fait-il donc que des juges de paix aussi compétents, aussi bien qualifiés que mon honorable ami le représentant de Montmagny, ait été mis de côté.

Comment se fait-il que des députés à la Chambre des communes, comme M. Bernier, le représentant de Saint-Hyacinthe, aient été mis de côté par le gouvernement, sans qu'aucune plainte ait été formulée contre ces messieurs. On ne peut prétendre qu'ils ne possédaient pas les qualifications nécessaires pour faire de bons juges de paix. Ce serait absurde et ridicule. Non, quoiqu'en puisse dire l'honorable secrétaire de la province, le gouvernement, dans ces nominations, s'est laissé guider par l'esprit de parti le plus condamnable, ou bien il a été l'instrument docile entre les mains de partisans désireux de tirer de petites vengeances. Maintenant, l'honorable ministre nous a dit que le gouvernement n'a pas à se reprocher de mauvaises nominations. C'est ce que nous pourrions vérifier très aisément lorsque nous aurons devant nous les renseignements que je demande par ma proposition. En attendant, je suis parfaitement en mesure de dire que le gouvernement a négligé les intérêts publics en ne faisant pas de nominations là où il y en a besoin. Dans la ville de Saint-Jean, nous n'avons pas de juges de paix, et le maire de la ville est obligé d'agir comme magistrat. On comprends quels nombreux inconvénients il en résulte pour les intérêts des justiciables. J'espère qu'il sera mis fin prochainement à ce déplorable état de choses.

L'honorable M. **Paquet**—*député de Lévis*.—Je propose que la suite de la discussion soit renvoyée à demain, afin que les honorables membres, qui désirent assister au bal donné par le maire de Québec, puissent le faire sans perdre l'occasion de prendre part à cette discussion.

La suite de la discussion est renvoyée à demain.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Séance du jeudi, le 25 janvier 1883.*

**SOMMAIRE** :—Dépôt, par M. Picard, d'un projet de loi concernant l'instruction publique : Observations de MM. Pâquet et Mousseau.—Dépôt, par l'honorable M. Würtele d'un projet de loi touchant l'entretien des prisons communes : M. Marchand.—Interpellations et réponses.—Dépôt, par l'honorable M. Irvine, d'une proposition demandant la production d'un état indiquant le montant perçu jusqu'à ce jour, en vertu des dispositions de la loi imposant une taxe sur les compagnies constituées par lois spéciales et le nombre des poursuites instituées : MM. Irvine et Würtele.—Proposition de l'honorable M. Mercier, demandant le dépôt de tout arrêté du conseil et de toute correspondance échangée entre le gouvernement et le conseil de l'Instruction publique ou aucun de ses comités, au sujet des lois sur l'instruction publique, soumises à l'avenir à la Législature.—Aussi une autre proposition demandant le dépôt d'un état indiquant toutes les sommes payées sur le fonds d'emprunt municipal depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1880, de plus copie de toutes les pièces touchant la perception de ce fonds, avec les sommes payées aux commissaires, préposés à cette perception, MM. Mercier et Würtele.—Proposition de l'honorable M. Marchand, demandant le dépôt de toutes réclamations etc., relatives aux pertes et dommages soufferts par les commerçants de foin et d'autres produits agricoles par suite de l'insuffisance de moyens de transport sur le chemin de fer Q. M. O. & O. etc.—Incident, touchant le vol de cadavres par des étudiants en médecine à Montréal : MM. Beaubien, Mousseau et Loberge.

• PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et vingt-cinq minutes.

**M. Picard**—*député de Richmond et Wolfe*.—J'ai l'honneur de déposer un projet de loi tendant à modifier la loi concernant l'instruction publique, en ce qui se rapporte à la ville de Richmond.

L'honorable **M. Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général*.—Si mon honorable ami n'avait pas d'objection, je demanderais à la Chambre de remettre à un jour ultérieur le dépôt de ce projet de loi, et voici la raison. Il existe une entente avec le conseil de l'instruction publique, entente existant également avec le comité catholique qu'avec le comité protestant, qu'il ne sera présentée aucune loi sans avoir été au préalable examinée par le conseil. C'est en vue de maintenir intacte l'esprit de cette entente, que je prie maintenant mon honorable ami de retarder à plus tard le dépôt de son projet de loi.

**M. Picard**.—Un mot d'explication rendra peut-être le point en

discussion moins difficile à résoudre. Ainsi, je dois déclarer que mon projet de loi ne tend aucunement à modifier les lois générales sur la matière. Il ne contient qu'un arrangement d'une nature absolument locale, arrangement au sujet duquel toutes les parties intéressées en sont venues à une entente et qu'elles desirent voir en force de loi.

L'honorable M. **Pâquet** — *député de Lévis*.—Je crois, M. le président, qu'il serait très à-propos de renseigner complètement la Chambre sur la nature des arrangements pris par l'honorable premier ministre avec le conseil de l'instruction publique, afin que nous sachions exactement ce que nous aurons à faire à l'avenir. Par exemple, il serait très convenable que nous sachions si le conseil de l'instruction publique prétend contrôler l'initiative parlementaire de tous les députés à cette Chambre, et si, quand nous voudrions déposer quelques projets de lois relatifs à cette matière, il nous faudra d'abord obtenir le consentement de cet honorable corps. Si réellement il en est ainsi, il vaut mieux que la Chambre en soit informée sans retard, car l'équivoque dans des questions de cette importance, ne peut amener que des résultats excessivement déplorable à tous les points de vue.

M. le **Premier ministre**.—M. le président, je n'ai absolument aucune objection à me rendre à la demande de mon honorable ami ; au contraire, c'est avec plaisir que je réponds à sa question. Comme lui, je crois qu'il vaut infiniment mieux définir immédiatement la position respective du gouvernement, de la Législature et du conseil de l'instruction publique, en matière concernant l'éducation, et par là même dissiper toute fausse impression qui a pu se manifester dans l'opinion publique. L'entente qui existe entre le gouvernement et le conseil se résume en deux mots, et se réfère simplement aux lois qui pourraient être présentées par le cabinet et ne touche en aucune manière à l'initiative parlementaire des honorables députés individuellement. Quant à ce qui concerne le projet de loi de l'honorable député de Richmond et Wolfe, je demande qu'on n'en presse pas l'adoption d'ici à quelque temps, non pas que je veuille, par cette demande, m'arroger le droit de contrôler la conduite de mon honorable ami, mais par simple déférence pour le conseil de l'instruction publique, qui doit tenir une séance dans les premiers jours de février.

M. **Picard**.—Je me rends avec plaisir au désir de l'honorable premier ministre. On pourrait cependant adopter le projet de loi en première délibération.

M. le **Premier ministre**.—Très bien.

Le projet de loi est adopté en première délibération.



L'honorable M. **Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province.*—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative un projet de loi touchant le maintien des prisons communes.

Le principal objet de la loi c'est de modifier la législation de 1875 qui décrète que la somme de 25 centins sera payée par les municipalités pour l'entretien des prisonniers condamnés pour certaines offenses. Le but est de définir plus exactement la catégorie d'offenses tombant sous l'opération de cette loi et aussi, pour faciliter la perception des sommes dues par les municipalités pour cet objet.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St Jean.*—Est-ce que l'honorable trésorier serait assez bon de nous dire s'il a l'intention de changer le taux payé pour chaque prisonnier.

M. le **Trésorier.**—Non, on ne touche pas au taux de 25 centins par jour demandé pour l'entretien de chaque prisonnier. A ce propos, je puis dire que je n'ignore pas la prétention qui a été émise, que le coût réel de la nourriture était moins élevé que cette somme, environ 15 centins en moyenne. Mais, pour arriver à des chiffres aussi exacts que nous pouvons les avoir, je dirai que le coût moyen pour la nourriture, c'est-à-dire pour défrayer les dépenses de la consommation des aliments est de 10 centins ou à peu près par tête. Mais il ne faut pas oublier que cela n'est pas là toute la dépense qu'il y a à payer. En réalité, et pour être juste il faut tenir compte des autres frais qui doivent, aussi bien que la nourriture, entrer en ligne de compte. Les frais généraux d'entretien, y compris les aliments, l'habillement et le reste s'élèvent à 45 centins par prisonnier dans les districts ruraux, à 50 centins à Montréal et à 68 centins à Québec.

L'honorable M. **Marchand.**—Ils coûtent presque aussi chers que les honnêtes gens. (Rires.)

Le projet de loi est adopté en première délibération.

#### INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

M. **Picard**—*député de Richmond et Wolfe.*—Le gouvernement a-t-il pris les moyens de faire constater par quelqu'un de ses employés, quel était, à la date du premier juin 1882, le nombre des familles amenées de l'Europe ou d'ailleurs, par la compagnie de colonisation et des terres de la Puissance, et placées à cette époque, comme colons de bonne foi, sur les terres que le gouvernement lui a vendues ou données en réserve le 7 avril 1881 ? Si oui, le gouvernement voudra-t-il dire combien on a

trouvé de familles ainsi établies de bonne foi par la compagnie, depuis le jour où la dite réserve de terres lui a été accordée ?

**L'honorable M. Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne.*—Le gouvernement a pris les moyens nécessaires pour faire constater quel est le nombre de colons établis par la compagnie sur sa réserve ; et par les inspections qui ont été faites, on constate qu'il y a eu environ vingt familles d'établies jusqu'au 30 juin dernier, quoique la compagnie prétende qu'il y en a eu un plus grand nombre.

**M. Picard.**—Est-il vrai que le gouvernement a consenti de faire compter les colons, établis depuis plusieurs années dans Whitton, pour des colons de la compagnie qu'elle est tenue de fournir et d'établir sur ses terres, aux termes de sa charte avec le gouvernement ?

**L'honorable M. Lynch.**—Le 30 juin dernier, le gouvernement informa la compagnie que les *squatters* qui étaient des colons de bonne foi quand la réserve fut accordée, seraient seuls inclus dans la réserve que la compagnie était obligé d'établir aux termes de sa charte, sous certaines conditions contenues dans la lettre de l'honorable commissaire des terres de la couronne.

**M. Demers**—*député d'Iberville.*—Le gouvernement s'est-il occupé, depuis la dernière session, de réformer la rédaction du tarif des registrateurs, de façon à en réprimer les abus, et se propose-t-il de présenter un projet de loi à ce sujet durant la présente session ?

**L'honorable M. Housseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général.*—Le gouvernement s'est occupé, depuis la dernière session, de réformer le tarif des registrateurs, et un nouveau tarif sera bientôt soumis au lieutenant gouverneur en conseil pour adoption ; il n'y aura pas de législation sur le sujet, parce que le lieutenant gouverneur en conseil a le pouvoir de faire changer, modifier, etc., le tarif des registrateurs.

**M. Picard.**—Est-il à la connaissance du gouvernement, que la compagnie de colonisation et des terres de la Puissance ait poursuivi en déguerpissement, vers le mois d'août dernier, quatorze colons qui sont établis de bonne foi, depuis plusieurs années, sur des terres de la couronne, dans le canton de Whitton ?

Et le gouvernement est-il intervenu pour aider à régler ces poursuites ? Si, oui, de quelle manière et à quelles conditions, l'a-t-il fait ?

**L'honorable M. Lynch.**—Il est à la connaissance du gouverne-

ment, que certaines poursuites ont été intentées par la compagnie. Le gouvernement n'est pas intervenu dans ces poursuites.

L'honorable M. **Irvine** —*député de Mégantic*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un rapport faisant connaître le montant perçu jusqu'à ce jour, en vertu de la loi imposant une taxe sur les compagnies constituées par chartes et le nombres des poursuites intentées.

M. le président, le but que je désire atteindre, en mettant cette proposition entre vos mains, c'est d'obtenir quelques explications sur la conduite extraordinaire du gouvernement qui, s'il faut en croire la nouvelle généralement répandue et accréditée dans le public, aurait pris quatre cents actions contre les compagnies en question, pour les forcer à payer cette taxe, quand, on l'admettra sans peine, un seul procès aurait pu être fait et aurait servi de base à tous les autres, car une seule décision aurait, du même coup, épargné à la province des frais énormes. Or je suis formellement convaincu que ces quatre cents procès vont coûter à la province au moins \$40,000, car je défie n'importe quel avocat de soutenir que chacun de ces procès ne coûtera pas \$100. Je n'aime pas à imputer injustement des motifs inavouables au gouvernement, mais je suis anxieux de savoir quelle est la grande raison qu'il l'a décidé à prendre une aussi étrange décision. J'aimerais bien à connaître les motifs d'intérêt public qui ont pu déterminer le gouvernement à adopter un procédé aussi extraordinaire et que personne ne comprend excepté les honorables ministres eux-mêmes. En même temps, je ne puis m'empêcher de faire observer combien il est singulier que l'on ait pris toutes les procédures judiciaires à Montréal.

Il est assez difficile encore de se rendre bien compte comment l'intérêt public, a pu être servi en suivant ce procédé non moins étrange, non moins incompréhensible, que celui que je viens de signaler à l'attention de la Chambre. Des mauvaises langues on prétendu que le gouvernement en avait agi de la sorte pour assurer à quelques-uns de ses protégés, un certain patronage qui, dans le cas qui nous occupe, ne manquera pas de produire une jolie somme de bénéfices réels. Il va sans dire que je ne crois pas à ces calomnies inventées pour nuire politiquement à mes honorables amis qui siègent sur les banquettes du trésor ; je les crois trop animés d'un zèle ardent pour le bien public, surtout pour le bien être du trésor, pour ajouter foi à ces histoires, qui ne manquent pas d'une certaine vraisemblance aux yeux de quelques individus, toujours disposés à voir tout en noir chez leurs adversaires. Il

y a un fait cependant qui m'a fort intrigué et je ne suis pas le seul qui ait éprouvé le même sentiment, c'est la singulière manière avec laquelle on a procédé dans la préparation de la liste des institutions ou corporations qui devaient être poursuivies judiciairement. La chose s'est, en apparence du moins, passée d'une si étrange façon qu'on serait tenté de croire que l'honorable trésorier et ses avocats ont tout simplement pris la liste de leurs victimes dans l'Almanach aux adresses, sans se préoccuper davantage si ces victimes tombaient sous le coup de la fameuse loi en question, c'est-à-dire si c'étaient bien des corporations commerciales aux termes de la loi de la dernière session. Ce procédé, dans une affaire aussi importante n'indique assurément pas une bien grande prudence de la part des honorables ministres, et le moins que l'on puisse dire c'est que l'on a été un peu trop à la légère.

Une autre observation qui se dégage nécessairement de cette affaire malheureuse, c'est l'incompréhensible précipitation du gouvernement à courir le risque imminent suivant moi, d'avoir à payer une note de frais judiciaires s'élevant à des milliers de piastres. On devait savoir qu'il y avait des doutes sérieux sur la constitutionnalité de cette loi. Il est vrai que c'était moi, un pauvre ignorant, qui avait osé émettre une telle opinion. J'ai eu tort sans doute. A tout événement on a été jusqu'au point de m'accuser de manquer de patriotisme parce que je prédisais que les personnes frappées d'impôts par cette législation, ne paieraient pas sans avoir eu l'opinion des tribunaux. On a passé outre, comme de raison, qu'est-ce que mon opinion pouvait valoir à l'encontre des vues savantes des hommes éminents qui siègent à votre droite, M. le président. Tout de même, si on avait eu un peu plus de considération, un peu plus de déférence pour un avis qui n'avait, il est vrai, pour se recommander que le mérite ou le démerite de venir de moi, si on n'avait pas traité avec un mépris si dédaigneux l'opinion que je me suis permis d'exprimer, on n'aurait peut-être pas imposé à la province les frais énormes qu'elle aura à payer, si, sans vouloir préjuger la décision du tribunal saisi de l'affaire, si dis-je, le jugement rendu est contre la prétention de mes honorables amis de la droite et soit, jusqu'à un certain point, la confirmation de l'avis d'un homme comme moi. A mon sens, on aurait dû attendre que la constitutionnalité de la loi fut mise hors de doute pour prendre toutes ces procédures qui ne peuvent manquer de coûter beaucoup au trésor provincial.

L'honorable M. **Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province.*—M. le président, l'honorable député, sous prétexte de se

renseigner sur l'opération de la loi adoptée par la Législature à sa dernière session, a saisi cette occasion pour nous entretenir de toutes les rumeurs ramassées sur la rue. L'honorable député de Mégantic n'a pas oublié de nous entretenir aussi de son opinion légale. Malgré ce qu'il a dit sur son ignorance, je suis toujours quand même disposé à avoir la plus grande déférence pour sa haute science légale, mais il admettra bien avec moi qu'il peut se tromper. On a vu des autorités aussi fortes que la sienne admettre qu'elles avaient erré. Dans tous les cas, ce que je puis dire sans courir le moindre risque de me tromper, c'est que le moment n'est pas propice pour discuter la question de la constitutionnalité de la loi imposant une certaine taxe sur les corporations commerciales. Ce point là est maintenant entre les mains des tribunaux ordinaires du pays et eux-seuls ont le droit de se prononcer. Tout en disant cela, je ne puis m'empêcher de réaffirmer que j'ai toute confiance dans la sagesse de la conduite de la Chambre, qui a voté cette loi à la dernière session, et que je suis encore fermement convaincu que cette Législature agissait dans les limites de ses attributions constitutionnelles en adoptant cette législation. Comme l'honorable député de Mégantic, je persiste dans l'opinion que j'ai exprimée dans le cours de la dernière session.

Maintenant j'en viens à la question de la perception de cette taxe. On connaît la vive opposition que les compagnies imposées ont manifestée. Elles se sont coalisées pour repousser la demande si juste, si raisonnable du gouvernement de la province. Je dis à dessein si juste et si raisonnable, car les institutions dont je parle ont été elles-mêmes forcées d'admettre que la taxe en elle-même n'était pas trop élevée.

Le montant de la taxe n'était donc pas la cause déterminante de l'action des compagnies commerciales, quelques-unes il est vrai agissaient par intérêt, mais la plupart par hostilité à nos institutions provinciales. Bien loin d'alléguer que le montant de la taxe était trop élevé, elles ont admis, comme je viens de le dire, qu'elle était moins onéreuse que celles de même catégorie prélevées aux Etats-Unis, mais leurs prétentions peuvent se résumer en cette formule : Si nous permettons une fois l'exercice du droit au gouvernement local de nous taxer, celui-ci ne saura plus quand il faudra qu'il s'arrête et il n'osera pas taxer également les autres classes que la classe commerciale. Je n'ai pas besoin de dire, M. le président, que cette prétention est absurde. D'abord, je nie formellement que cette loi attaque plus particulièrement une classe que l'autre. La raison qui a motivé l'action de la Législature, c'est que la

classe commerciale a, jusqu'à présent échappé à l'impôt, et que c'est la classe agricole sur laquelle a retombé jusqu'à aujourd'hui, tout le poids des frais de l'administration de la chose publique. Une autre raison non moins péremptoire, non moins forte que celle que je viens de donner, c'est que ce sont les compagnies industrielles, financières ou autres, qui ont le plus bénéficié des sacrifices énormes que la province a fait pour aider à l'établissement des voies ferrées et pour les autres travaux publics. Ce sont ces institutions qui ont le plus profité des grandes dépenses de capitaux qui ont été faites à mêmes les emprunts contractés par la province, et il me semble qu'il n'y a rien de plus raisonnable qu'elles soient appelées à fournir, elles aussi, leur part pour subvenir au service de cette dette. Maintenant j'en viens à la question qui a beaucoup préoccupé la presse de l'opposition et qui a, si j'en juge d'après ses observations, assez inquiété mon honorable ami le député de Mégantic, je veux parler de la question du *test case*.

On a reproché au gouvernement d'avoir pris quatre cents actions contre les compagnies sujettes à la taxe et d'avoir, par là-même, encouru des frais considérables, advenant le cas où les tribunaux rejetteraient notre loi. Je reviendrai dans quelques instants sur cette affaire des quatre cents actions judiciaires. Pour le moment, je désire ne m'en tenir qu'à la question première. On a dit pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas accepté la décision d'une épreuve donnée sur une seule action plutôt que de prendre des poursuites contre toutes les corporations sujettes au paiement de la taxe. Pour bien se rendre compte de la justice de la conduite du gouvernement, il faut connaître les faits qui se sont produits au cours des négociations qui ont eu lieu, entre le cabinet, et les représentants des compagnies intéressées. Lorsque j'ai rencontré ces messieurs ils m'ont en effet proposé de s'en rapporter à l'épreuve d'une seule action, mais en même temps ils m'ont posé une condition à laquelle je ne me croyais pas autorisé de souscrire. On offrait bien de se soumettre à cette épreuve, mais à la condition qu'ils déposeraient le montant de la taxe, non dans le trésor public de la province, mais dans une banque de leur choix. C'était poser une condition que je ne pouvais accepter. Si j'avais souscrit à cette proposition injurieuse pour nos institutions provinciales, cela aurait équivalu à l'expression formelle d'un doute sur la constitutionnalité de la loi. Cela aurait équivalu à dire que je n'avais pas foi dans l'efficacité de cette législation. Or j'agissais comme trésorier de la province, et comme tel je suis responsable à cette Chambre de tous mes actes, et consentir à une pareille condition, c'était dire que la Législature avait outre-

passé ses pouvoirs, ce que je ne pouvais faire sans m'exposer à la censure de cette Chambre. Mon devoir était non pas de faire des conventions avec les débiteurs de la province en vertu d'une décision des Chambres, mais bien d'exécuter leurs volontés. Je devais faire exécuter cette loi, voilà quelle était la mission qui m'avait été confiée par la Législature. J'ai dit que les représentants des banques et des compagnies d'assurance avaient consenti à payer le montant de la taxe en attendant la décision des tribunaux, à condition que l'argent ainsi payé serait placé dans une banque de leur choix. C'était dire qu'ils n'avaient pas confiance dans le gouvernement de la province de Québec.

On déclarait par là même qu'on ne reposait aucune confiance dans la bonne foi de la province, représentée par son gouvernement, dans le cas où la loi serait déclarée inconstitutionnelle et qu'il faudrait rembourser l'argent payé. Je ne pouvais certainement pas accepter une telle condition sans forfaire à mon devoir et sans encourir le blâme sévère de la députation. Au reste, ce que je viens d'exprimer comme une simple hypothèse résultant de la condition posée par les intéressés, prend une forme décisive dans la suite des négociations.

Afin de ne pas donner raison aux adversaires de nos institutions provinciales de critiquer notre conduite, j'ai, d'accord, avec mes honorables collègues, proposé que les corporations payassent la taxe sous protêt, à l'exception d'une dans chaque catégorie. Contre chacune de celle-ci, il aurait pu être pris, dans le cours ordinaire des affaires et sans l'aide de convention spéciale écrite, des actions pour le recouvrement du montant dû, et la décision de chacune de ces actions aurait nécessairement réglé les prétentions des compagnies qui avaient payé sous protêt. C'était aller aussi loin que je me croyais justifiable de le faire, tout en sauvegardant la dignité de la province. A cette proposition que je considérais et que le gouvernement considérait comme une concession très considérable faite en faveur d'une entente, les représentants autorisés à traiter, avec nous, refusèrent absolument d'y souscrire. Et la raison qu'ils ont fait valoir pour appuyer leur refus, la voici. Ils ont dit : si nous payons nous craignons de n'être jamais remboursés, nous le craignons parce que nous n'avons aucune confiance dans nos institutions provinciales. Voilà quel était le sens rigoureux si non le texte même de la réponse que l'on nous fit. Cette réponse équivalait à dire que l'on voulait discontinuer les négociations. Je le compris ainsi, et je rompis immédiatement des pourparlers que j'avais entamés dans le désir où nous étions, mes honorables collègues

et moi, d'éviter à ces institutions les désagréments d'un procès. Je rompis les négociations parce que je voyais dans la réponse que l'on m'avait faite, une injure à l'adresse de l'honneur de cette Législature. Je ne pouvais souffrir que l'on mit en doute d'une manière aussi injurieuse l'honneur de la province. Dans les circonstances il m'était donc impossible de faire ce que l'on reproche maintenant au gouvernement de ne pas avoir fait. Ceux là même qui aujourd'hui ne ménagent pas leur blâme à l'adresse du gouvernement, auraient été les premiers et les plus ardents à nous dénoncer devant cette Chambre et devant le pays si nous n'avions pas repoussé l'injure qui était faite à l'autorité législative dans cette province. Eh bien ! M. le président, nous avons ressenti l'attaque qui a été faite. Nous n'avons pas voulu nous soumettre à la condition qu'on nous a imposée et les choses ont dû suivre leur cours naturel. Le revenu souffrait du retard apporté au paiement de cette taxe et j'ai dû prendre des mesures énergiques pour opérer la rentrée des fonds.

Mon honorable ami le député de Mégantic s'est plaint de ce que le gouvernement avait pris toutes les poursuites à Montréal, je ne vois pas précisément en quoi cela peut avoir nui aux intérêts publics. Dans tous les cas, la raison du procédé qui paraît si étrange à mon honorable ami, c'est qu'il a été trouvé plus commode et plus avantageux de concentrer dans un même endroit toutes les poursuites, attendu que les institutions frappées par l'impôt ont toutes des agences à Montréal, si le principal siège d'affaires n'y est pas.

L'honorable M. **Irvine**—*député de Mégantic*.—Je suis chagrin d'avoir à dire que je ne suis guère plus avancé ou plus renseigné que je ne l'étais avant que mon honorable ami le trésorier de la province eut consenti à me donner les explications que nous venons d'entendre. Je suis persuadé que l'honorable ministre a agi avec les meilleures intentions du monde, mais il n'en reste pas moins acquis qu'il y a eu un grand nombre de procès inutiles d'intentés, procès dont les frais seront élevés, et qu'on aurait pu éviter à la province. Maintenant, l'honorable trésorier ne nous a pas dit comment il espérait remplacer les sommes qu'il comptait recevoir de cette source. Car assurément il ne peut pas s'attendre de les recevoir dans le cours de l'exercice actuel. Les compagnies, si elles perdent en première instance, iront en appel, et l'on sait combien ces procès traînent en longueur avant d'avoir reçu une décision finale.

L'honorable M. **Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la*



*province.*—M. le président, il est malheureux que je ne puisse pas mieux m'exprimer, car je vois que l'honorable député n'a pas compris les explications que je me suis efforcé de lui donner. J'ai dit que pour hâter la rentrée de ces taxes, j'avais donné instruction aux avocats du gouvernement de procéder avec la plus grande rapidité, et cela afin d'opérer ces rentrées de fonds aussitôt que possible. J'ai dit aussi que la raison pour laquelle toutes les causes avaient été inscrites à Montréal, c'est qu'il avait été jugé plus avantageux de réunir dans une même cour toutes les causes relatives à ce sujet. Ce procédé ne saurait avoir pour résultat de nuire à l'intérêt public, parce que toutes les compagnies de Québec ont des agences à Montréal, ce qui a permis de poursuivre l'agence au lieu et place de la maison principale, ce qui revenait au même.

L'honorable M. **Irvine.**—Je demande pardon à mon honorable ami, mais il y a bon nombre de compagnies qui font des affaires à Québec et qui n'ont pas d'agence à Montréal.

M. le **Trésorier.**—Je suis heureux d'apprendre cela et l'honorable député peut être certain que je prendrai les mesures nécessaires pour faire payer la taxe à ces compagnies.

La proposition de l'honorable M. Irvine est adoptée.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de tout arrêté du conseil et de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et le conseil de l'instruction publique, ou aucun de ses comités, au sujet des lois sur l'instruction publique qui pourraient être soumises à l'avenir et à la considération de la Législature.

Cette proposition est adoptée.

J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état détaillé de toutes les sommes d'argent payées au gouvernement sur le fonds d'emprunt municipal, depuis le premier juillet 1880, avec la date de ces payments ; et copies de tout arrêté du conseil au sujet de la perception de ce fonds et de toutes correspondances échangées entre le gouvernement, les commissaires préposés à la perception de ce fonds et les différentes municipalités de la province.

¶ Aussi un état détaillé de toutes les sommes payées au commissaire actuel soit comme dépenses de voyages, honoraires ou autrement.

Cette proposition est adoptée.

L'honorable M. **Marchand**—*député de Saint-Jean*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toutes réclamations, requêtes, demandes d'indemnité, correspondances et documents quelconques, relativement aux pertes et dommages soufferts par les commerçants de foin et d'autres produits agricoles, par suite de l'insuffisance des moyens de transport sur le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pendant la durée de l'administration de ce chemin de fer par le gouvernement. Aussi un état indiquant les noms des personnes indemnisées et le montant à elles payé pour indemnité.

Cette proposition est adoptée.

La proposition de l'honorable M. Marchand, relative aux juges de paix, discutée dans le cours de la dernière séance, est mise aux voix et adoptée.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative un état indiquant les nominations et les promotions faites dans le service civil depuis la dernière session.

La séance est levée.

---

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Séance du vendredi, le 26 janvier 1883.*

SOMMAIRE.—Dépôt, par l'honorable M. Mousseau, d'un projet de loi concernant la pétition de droit.—Dépôt, par M. Trudel, d'un projet de loi pour modifier l'article 1048 du code municipal.—2. Délibération sur le projet de loi pour changer le nom de l'officier du revenu appelé "inspecteur des licences."—Interpellation et réponse.—Proposition de M. Martel, relative aux sommes payées ou à être payées à la compagnie du sucre de betteraves de Coaticook, appelée "The Pioneer Beet Root Sugar Company."

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques Cartier, premier ministre et procureur général.*—M. le président, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative un projet de loi concernant la pétition de droit.

M. **Trudel**—*député de Champlain.*—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de cette Chambre un projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 1048 du code municipal.

Ces deux projets sont adoptés en première délibération.

Le projet de loi pour changer le titre de l'officier du revenu appelé, "inspecteur des licences," est adopté en deuxième délibération.

### INTERPELLATION ET RÉPONSE.

M. **Saint-Hilaire**—*député de Chicoutimi et Saguenay.*—Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre à effet les suggestions faites, à la dernière session, dans son quatrième rapport à cette Chambre, par le comité de l'agriculture, l'immigration et la colonisation, concernant l'organisation du conseil d'agriculture ?

M. le **Premier ministre.**—Le gouvernement a la question à l'étude.

M. **Martel**—*député de Chambly.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état indiquant les sommes payées ou à être payées à la compagnie de sucre de betterave de Coaticook appelée, "The Pioneer Beet Root sugar Company." M. le

président, en vous mettant cette proposition entre les mains, mon but est d'attirer l'attention du gouvernement sur un fait très regrettable à mon avis, car il peut avoir pour effet de nuire considérablement au développement d'une industrie que nous désirons, tous tant que nous sommes, voir s'implanter dans la province et faire des progrès. On sait que le subside voté par cette Législature a été accordé à la compagnie dite " The Pioneer Beet Root sugar Company," dont le principal siège d'affaire est à Coaticook. Cette compagnie a fait beaucoup de propagande dans nos campagnes aux environs de Montréal, pour engager les cultivateurs à cultiver la betterave. Le mouvement excellent en soi, puisqu'il s'agissait d'une industrie des plus importantes pour l'avancement et le progrès de notre agriculture, le mouvement, dis-je, reçut un accueil des plus favorables parmi toutes les classes de la société.

Les cultivateurs, les premiers et les principaux intéressés se rendirent aux appels qui leurs furent faits. Ils s'engagèrent comme on le leur demandait à cultiver un nombre d'arpents en betteraves et ils exécutèrent leur engagement. Mais il est malheureux que la compagnie de son côté ne crut pas devoir s'en tenir strictement à ses engagements. Ainsi je puis dire que des cultivateurs de Chambly, Veitchères et Rouville n'ont pas encore été payés pour la betterave qu'ils ont livrée à la compagnie. Cette état de chose est déplorable à plus d'un titre. On comprend que les cultivateurs, pour exécuter leur engagement durent, pour un bon nombre d'entre eux, négliger leurs autres travaux de la ferme ou employer des aides pour lesquels ils ont du déboursier de l'argent. Aujourd'hui ils se trouvent sans aucune rémunération quelque par suite du défaut de la compagnie de faire libéralement honneur à ses affaires. Je considère, M. le président, que l'action de la compagnie est non-seulement une grave injustice à l'égard des pauvres cultivateurs mais elle est de nature à nuire notablement au succès futur de l'industrie de la fabrique du sucre avec de la betterave. Si déjà on a éprouvé tant de difficulté à engager les cultivateurs à se livrer à cette culture, à bien plus forte raison, auront-ils une répugnance encore plus grande à faire une culture au sujet de laquelle il auront subi les mécomptes que je signale en ce moment à la Chambre. Je suis persuadé que le gouvernement s'empressera de voir à ce que justice soit faite à qui de droit.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général.*—Je remercie mon honorable ami, le député de Chambly, d'avoir bien voulu signaler à l'attention du gouvernement

les faits qu'il vient de nous faire connaître. Je puis assurer que nous ne négligerons aucun moyen qui sera de nature à assurer aux cultivateurs lésés un traitement juste et raisonnable.

La proposition de M. Martel est adoptée.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe*.—Avant que la Chambre s'ajourne, l'honorable premier ministre serait-il assez bon pour nous dire quand il espère que le gouvernement sera en position de nous soumettre l'exposé budgétaire.

M. le **Premier ministre**.—Je ne puis préciser aucune date, mais j'ai lieu de croire que ce sera dans quelques jours ; pas plus tard que sept ou huit jours.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Séance du lundi, le 29 janvier 1883.*

**SOMMAIRE** :—Dépôt, par M. le président, de divers rapports annuels de certaines institutions.—Dépôt, par l'honorable M. Lynch, du rapport du comité spécial nommé pour préparer la liste des comités permanents de la session.—Proposition de M. Stephens, relative à l'arbitrage au sujet des réclamations de MM. McGreevy et Macdonald, pour la construction du chemin de fer Q. M. O. & O.—Proposition de l'honorable M. Flynn, relative au droit de pêche dans les rivières non-navigables de la province et à la décision rendue par la cour suprême, touchant à ce sujet, relativement à la rivière Miramichi : MM. Flynn, Lynch et Stephens.—Proposition de M. Martel, demandant le dépôt du rapport du commissaire pour la perception du fonds d'emprunt municipal, concernant les municipalités de Longueuil et de Chambly : MM. Martel, Würtele et Mercier.—Proposition de M. Stephens, demandant le dépôt sur le bureau de la Chambre, d'une liste des entrepreneurs, ainsi que de tous les documents relatifs à l'entreprise du parachèvement des édifices parlementaires : MM. Stephens, Lynch, Joly, Poupore, Mousseau, Duhamel et Archambault.—Délibération sur les résolutions pourvoyant à la retraite et à la pension de certains officiers de justice et autres officiers publics du service extérieur : MM. Würtele et Joly.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et vingt-cinq minutes.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative les rapports annuels des institutions dont les noms suivent : l'Union Saint Joseph de Lachine, *The Thistle Carling Club*, jusqu'au 13 août 1882, et *The Quebec Garrison Club*, pour 1882.

L'honorable M. **Lynch**—député de Brome, commissaire des terres de la couronne.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, le rapport du comité spécial nommé pour préparer la liste des membres des différents comités permanents de la session.

Voici le texte de ce rapport.

Votre comité a préparé la liste des membres pour les comités suivants, savoir :

*Privileges et elections*.—Les honorables MM. Beaubien, Flynn, Irvine, Joly, Lynch, Mercier, Mousseau et Würtele, et MM. Faucher de Saint-Maurice, LeBlanc, Poulin, Spencer et Watts.

*Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, compagnies de mine et manufacturières*.—Les honorables MM. Beaubien, Garneau et Irvine,

Lynch, Marchand, Pâquet, Robertson, et MM. Archambault, Bernard, Cameron, Caron, Carbray, Desaulniers, Desjardins, Duhamel, Frégeau, Gauthier, Laberge, Leduc, Martin, McShane, Owens, Poulin, Poupore, Sawyer, Shehyn, Spencer, Saint-Hilaire, Rinfret, Trudel et Watts.

*Projets de lois d'intérêt local.* — Les honorables MM. Beaubien, Blanchet, Joly, Lynch, Marchand, Mercier, Pâquet, Robertson et Würtele, et MM. Archambault, Asselin, Bernard, Cameron, Dumoulin, Faucher de Saint-Maurice, LeBlanc, Marion, Martel, Nantel, Poupore, Rinfret, Shehyn, Stephens, Thornton et Watts.

*Comptes publics.* — Les honorables MM. Flynn, Garneau, Irvine, Joly, Mercier, Robertson et Würtele, et MM. Audet, Brousseau, Carbray, Charlebois, Deschênes, Lavallée, McShane, Marcotte, Picard, Shehyn, Spencer, Stephens et Thornton.

*Agriculture, immigration et colonisation :* — Les honorables MM. Beaubien, Joly, et Lynch, et MM. Audet, Beauchamp, Bergevin, Bernard, Bernatchez, Caron, Casavant, Demers, Deschênes, Duhamel, Frégeau, Gauthier, Laberge, Lavallée, Martel, Nantel, Paradis, Picard, Poulin, Richard, Sawyer, Saint-Hilaire, Spencer, Thornton et Trudel.

*Industries :* — MM. Audet, Bergevin, Bernard, Casavant, Carbray, Charlebois, Demers, Deschênes, Desjardins, Frégeau, Lavallée, Leduc, Marion, Marcotte, Martin, Owens, Paradis, Poulin, Richard, Rinfret, Robillard, Sawyer, Saint-Hilaire et Spencer.

*Impressions :* — Les honorables MM. Flynn, Marchand, Mercier, Mousseau, et MM. Brousseau, Desaulniers, Dumoulin et Faucher de Saint-Maurice.

Ce rapport est adopté.

Les projets de lois suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre et adoptés en première délibération :

Pour autoriser Onésime Latulippe, de la paroisse de St François, district de Beauce, à construire un pont de péage sur la rivière Chaudière.

Pour modifier la loi constituant la cité de Hull.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer de St. Jean, Napierville et Huntingdon.

Pour constituer " La presse associée de la province de Québec."

Pour accorder de nouveaux pouvoirs à la compagnie " Canada Worsted Company."

Pour autoriser Laurent Gagnon, de la paroisse de Ste. Hénédine, à

prélever des taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière Etchemin, dans la paroisse de Sainte Claire.

Les projets de lois suivants sont adoptés en se délibérant et renvoyés au comité des projets de lois d'intérêt local :

Pour autoriser le synode de Montréal à vendre certains biens-fonds.

Pour modifier la loi constituant les Dames religieuses de Jésus-Marie.

**M. Stephens**—*député de Montréal-centre*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état de toutes les sommes d'argent payées à Messieurs McGreevy et Macdonald, entrepreneurs pour certains ouvrages sur le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, en à-compte et en sus du montant adjugé par les arbitres à Ottawa. Aussi, le montant adjugé aux dits entrepreneurs par les dits arbitres.

Cette proposition est adoptée.

L'honorable **M. Flynn**—*député de Gaspé*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre : 1. Copie du jugement, *in extenso*, rendu par la cour suprême du Canada, concernant le droit de pêche dans la rivière Miramichi et dans les rivières non-navigables des différentes provinces.

2. Copie de la correspondance échangée entre le commissaire des terres de la couronne et l'honorable ministre de la marine et des pêcheries à Ottawa, sur le même sujet, jusqu'au 30 juillet dernier et depuis ce jour. 3. Copie des règlements adoptés par le commissaire des terres de la couronne, avant le 30 juillet dernier, concernant l'émission des licences et permis de pêche, en attendant le règlement final de cette question alors pendante, entre les gouvernements de Québec et d'Ottawa.

4. Un état faisant connaître le nombre de permis ou licences accordés : à qui, pour quelles rivières, les sommes d'argent payées etc., jusqu'au 30 juillet dernier, et depuis cette date jusqu'à ce jour. 5. Une liste des rivières de la province de Québec, indiquant séparément autant qu'il peut être déterminé, les rivières navigables et non-navigables et celles sur les bords desquelles les lots n'appartiennent pas à la couronne, attendu que ces lots forment partie des seigneuries, ou qu'ils ont été autrement concédés par la couronne.



6. Copie de tous arrêtés du conseil, des règlements qui peuvent avoir été adoptés et de la correspondance qui peut avoir été échangée depuis le 30 juillet dernier, concernant le règlement de ces droits, la perception du paiement des permis ou licences sur le règlement de ces réclamations.

M. le président, le discours d'ouverture de la présente session contient un paragraphe qui nous fait part de l'intention du gouvernement quant à ce qui regarde le sujet auquel se réfère ma proposition. Je donne comme suit le texte de ce paragraphe important à plus d'un titre.

“ La cour suprême du Canada, ” dit le discours d'ouverture, “ ayant affirmé le droit des provinces sur les pêcheries dans les eaux intérieures du Canada, mon gouvernement s'est occupé de cette importante accession de pouvoirs qui lui donne la propriété de la pêche sur les rivières de la province de Québec, et il vous sera présenté un projet de loi tendant à organiser cette nouvelle source de revenus. ”

Ainsi nous devons dans le cours de la session, étudier des mesures ministérielles tendant à organiser cette nouvelle source de revenus. Mon but en demandant le dépôt des documents énumérés dans ma proposition, c'est de me mettre en position de donner une décision éclairée sur un sujet de cette importance. J'ai pour ma part besoin d'étudier ces documents avant de me prononcer, car je ne me dissimule pas, me basant sur ce que j'en connais, qu'il y a maintes difficultés sérieuses à surmonter dans la solution à donner à cette question. La Chambre sera, j'en suis certain, bien aise de posséder les renseignements que renferment ces pièces officielles, afin d'être par la même en état de discuter d'une manière intelligente. A part la raison d'intérêt générale que je viens de donner, il en est une autre qui m'a engagé de faire une étude particulière de cette question. La division électorale dont j'ai l'honneur d'être l'organe dans cette enceinte, est tout spécialement intéressée dans cette affaire. Il y a dans la division de Gaspé dix ou douze rivières, ou plus, pour lesquelles des permis de pêche ont été jusqu'à présent accordés par le gouvernement fédéral et qui tous ont été plus ou moins affectés par la décision de la cour suprême.

Il va sans dire que je ne connais pas le caractère de la loi que le gouvernement a l'intention de soumettre à notre étude, mais il ne sera peut-être pas sans intérêt pour la Chambre de connaître où en était la

solution de cette question, lorsque j'ai abandonné le ministère des terres de la couronne.

D'accord avec mes collègues dans l'ancien cabinet, j'étais entré en communication avec l'honorable ministre de la marine et des pêcheries. A la suite d'échanges de vues, nous étions tombés d'accord sur l'arrangement provisoire suivant. En attendant le règlement final des réclamations entre le gouvernement du Canada et celui de chacune des provinces, par le jugement qui devait être rendu, le commissaire des terres de Québec, donnerait des permis pour les droits de pêche sur toutes les rivières non-navigables traversant des terres du domaine public non encore concédées. A la suite de cette entente, je m'étais immédiatement mis à l'œuvre pour rédiger des règles et règlements sur le sujet et des permis furent donnés, en vertu de ces règles et règlements, à certaines personnes qui en firent la demande. Quelques unes de ces personnes appartenaient à cette province, d'autres aux Etats-Unis. Maintenant, je ne sais ce qui depuis a été fait à cet égard. Il m'est arrivé souvent d'être consulté, soit comme avocat, soit comme représentant d'un district électoral tout particulièrement intéressé, et aux questions qui m'ont été posées, je n'ai pas hésité un instant à dire que la question à résoudre n'était pas seulement importante, mais aussi qu'elle était entourée de certaines difficultés.

Il y a dans la province, quarante ou cinquante rivières qui ont été jusqu'ici louées et pour lesquelles il a été donné des permis de pêche par les autorités fédérales, lesquelles rivières sont maintenant, entre les mains du gouvernement de la province de Québec. Je suis porté à croire que si on prenait des mesures convenables, on pourrait retirer de cette source un certain revenu, qui ne serait pas à dédaigner dans les circonstances.

Quant à ce qui regarde, M. le président, le règlement de ces questions, je ne puis nier qu'il ne soit entouré de difficultés, au moins quelques unes d'entre elles, telles que celle par exemple, de savoir ce qui constitue la différence entre une rivière navigable et celle qui ne l'est pas, je ne nie pas, dis-je, qu'il y ait à surmonter des difficultés d'une nature très délicate. La décision de la cour suprême, il est vrai, ne parle que d'une partie de la rivière Miramichi; mais il est facile de se rendre compte, par le principe qui est posé, que l'on doit appliquer le jugement à toutes les rivières non-navigables dans toutes les autres provinces. Dans cette affaire, il y a une question qui n'a qu'un rapport incidentel au sujet principal, mais cette question m'a

paru très importante, surtout en ce qui concerne les intérêts particuliers, et je prie le gouvernement d'y donner sa sérieuse attention. Sur presque toutes ces rivières, la couronne a déjà fait un certain nombre de concessions, tant par l'émission de permis d'occupation que par l'octroi de lettres-patentes. Il ne s'agit pas ici des propriétaires riverains en vertu de lettres patentes, le cas de ces individus ne présente aucune difficulté, vu qu'ils possèdent sans le moindre doute, les droits de pêche, mais il peut se faire que ce ne soit pas la même chose pour le cas des colons qui n'ont qu'un simple permis d'occupation. Cependant, je suis d'avis que vu que le permis d'occupation confère au porteur tous les droits de la propriété il s'en suit conséquemment que les droits de pêche sont transférés aux colons, pourvu, sans doute, qu'ils remplissent toutes les conditions qui leur sont imposées, ou à moins qu'une réserve expresse ait été faite en faveur de la couronne.

Dans l'état de la question, j'ose croire que dans la législation que le gouvernement nous soumettra, il se fera un devoir de protéger formellement et explicitement les colons contre tous dommages. Je n'ai pas l'intention pour le moment de discuter le fond et la forme de la législation que l'on doit faire, mais il me sera bien permis de dire ici que le cabinet dont j'ai eu l'honneur de faire partie, a quelque peu étudié la question de savoir s'il serait plus avantageux de garder ces droits de pêche, ou bien de les remettre au gouvernement du Canada, car il ne faut pas oublier que si nous avons là une source de revenus, il y a également une occasion de dépense pour le service que ces acquisitions requerront.

Un autre point d'un très grand intérêt c'est de savoir si le gouvernement fédéral n'est pas obligé en vertu de la situation nouvelle qui lui est faite, de rembourser à la province et aux propriétaires riverains toutes les sommes perçues pour permis de pêche ou licences depuis 1867. Pour ma part, je n'ai aucun doute qu'il est tenu au remboursement et c'est sans la moindre hésitation que j'ai informé mes clients qu'ils avaient droit de se faire rembourser par le trésor fédéral.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—M. le président, je remercie mon honorable ami le député de Gaspé d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur cette question très-importante. Il est bon que les honorables députés aient quelque temps à l'avance les documents qui s'y rapportent, afin qu'ils puissent être en position de juger avec connaissance de cause du mérite ou du démérite de la législation que le gouvernement doit, suivant les termes

du discours du trône, que l'honorable député de Gaspé a cité, soumettre à l'étude et à l'approbation de la Législature.

Ainsi on peut être certain, M. le président, que ce sera avec empressement et plaisir que je hâterai le dépôt sur le bureau de la Chambre, des pièces demandées par la proposition qui est entre vos mains.

Mon honorable ami le député de Gaspé, avec la clarté et la science que nous lui connaissons tous, nous a donné ses appréciations sur certains points de la question. Ces points ont une importance plus considérable depuis qu'ils ont été traités devant la cour de l'échiquier et la cour suprême.

Depuis que j'ai été chargé de la tâche de surveiller le ministère des terres de la couronne, tâche qui, auparavant, était confiée aux mains habiles du représentant de Gaspé, et dont il s'est acquitté avec tant d'honneur pour lui-même et d'avantage pour le pays, j'ai beaucoup étudié la question sous tous ses aspects. Mon honorable ami désire savoir ce qui a été fait après son départ du ministère des terres, c'est-à-dire en sus des mesures qu'il avait prises lui-même. J'ai le plaisir de lui dire qu'il avait si bien pris tous les moyens nécessaires pour protéger les droits de la province, que j'ai été dans l'heureuse obligation de m'en tenir aux arrangements faits par mon honorable prédécesseur, vu que je ne pouvais faire mieux que de suivre ses brisées dans le système qu'il avait adopté pour la vente des licences.

Comme je le disais tout à l'heure, je me ferai un plaisir de communiquer à la Chambre tous les documents qui ont trait à la question, mais quant à la correspondance s'il y en a eue, elle n'est pas d'une grande importance aujourd'hui, telle que celle qui a eu lieu entre le ministre de la marine et des pêcheries et l'ancien commissaire des terres de la couronne, l'honorable député de Gaspé.

Je dois dire ici que je me suis efforcé de suivre un plan d'action, d'accord avec le ministre de la marine, mais je suis chagrin d'avoir à déclarer que jusqu'à présent, il n'y a pas eu de mesures décisives de prises entre les deux gouvernements, comme je l'aurais désiré. Dans l'état de choses actuel, le gouvernement croit de son devoir de demander à la Législature de faire une loi sur le sujet. Il me sera bien permis de dire, avant d'aborder la question elle-même, que dans le moment, je ne suis pas aussi bien renseigné que je le voudrais, pour discuter les points en litige. Cependant, je n'efforcerai de donner aussi bien que possible, mon avis sur les éléments de la question.

Depuis quelques années les autorités provinciales de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick aussi bien que celles de cette province, vendaient des terres avoisinant les rivières, dont les droits de pêche, conformément à la récente décision de la cour suprême, appartenaient aux gouvernements locaux, puisque ces droits sont la propriété de ceux qui sont les propriétaires des terres que baignent ces rivières.

Dans quelques cas ces terres sont alternativement en la possession du gouvernement et des particuliers. Dans les cas où ces terres ont été vendues, je crois que le contrat de vente doit être interprété exactement d'après ce qui apparaît à sa face même, en sorte que si monsieur un tel ou un tel a acheté de telles terres huit ou dix années passées, je crois que cet acheteur possède les mêmes droits de pêche au même titre que le gouvernement réclame ces droits, là où il a encore la possession des terres. En suivant le principe que je viens de poser, il devient évident que la Législature ne peut faire des lois que pour les terres qui sont encore partie intégrale du domaine public ou qui peuvent lui revenir par le fait que ceux qui les ont n'auraient pas rempli les conditions de l'achat.

Une autre question se présente. Lequel des deux gouvernements, ou du fédéral ou du local, doit être chargé du soin de la garde de ces pêcheries. Pour moi la question ne présente aucun doute. Aux termes de la loi organique, le gouvernement fédéral est constitué le protecteur, le gardien de toutes ces pêcheries. Sur ce point je ne suis pas décidé à faire aucune concession. Le gouvernement fédéral est tenu seul au service de la protection des pêcheries, dans les eaux où il n'y a pas de marée aussi bien que dans les rivières navigables, et cela parce qu'ayant le contrôle des autres pêcheries, et où le poisson est produit il a un intérêt plus considérable que celui que nous possédons.

Maintenant quant aux colons où ceux qui ont fait l'acquisition de lots baignés par ces rivières, voici ce qui a été fait. J'ai cru de mon devoir de signaler l'intention bien arrêtée du gouvernement de tenir les acheteurs à l'accomplissement rigoureux des conditions de l'acte de vente. La plupart d'entre eux sont des personnes qui ont acheté ces terres pour leur propre amusement, il est clair par là même qu'ils ne doivent pas s'attendre à être traités de la même manière que les colons. Il ne me reste plus, M. le président, qu'à exprimer l'espoir que le projet de loi que le gouvernement soumettra à la Législature sera rédigé de telle manière qu'il puisse recevoir l'approbation des honorables députés.

**M. Stephens**—*député de Montréal-centre*.—Je n'ai pas de doute, M. le président, que si on prend les mesures convenables, la province pourra retirer un revenu assez élevé de l'affermage des droits de pêche dans les lacs et les rivières. Il y a une immense chaîne de lacs qui s'étend de l'extrême ouest de la province jusqu'à la partie au nord de la Malbaie. Il se trouve, heureusement jusqu'à un certain point, que les terres avoisinant ces lacs sont en grande partie impropres à la colonisation, mais si on les considère au point de vue de la plantation, ou du commerce de bois, ces terres peuvent être mises en assez grande valeur par la production du bois marchand. Dans la plus grande portion du territoire dont je viens de parler il y a des jeunes arbres de pin, d'épinette et de hêtre qui, si on les protège contre les incendies, donneront un revenu considérable dans soixante ou soixante-dix ans d'aujourd'hui. Je suis bien certain qu'on se ferait un plaisir de payer quelque chose pour l'usage du droit de pêche, pourvu que le gouvernement prenne des mesures pour protéger les pêcheries sur les lacs et les rivières. Si d'un autre côté, cette protection doit être donnée par le gouvernement fédéral, il vaudra autant qu'il n'en serait pas question, car le service ne sera pas à la hauteur des besoins qui se feront sentir. Jusqu'à présent les autorités fédérales, bien qu'elles fussent obligées de le faire, ne s'en sont pas occupées, et il n'y a aucune raison de croire qu'à l'avenir elles en feront davantage, surtout depuis que les droits des provinces ont été reconnus, à moins toutefois que l'on exerce une pression très considérable.

La proposition de l'honorable M. Flynn est adoptée.

**M. Martel**—*député de Chambly*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de l'Assemblée législative, copie du rapport de E. Racicot, concernant les emprunts faits au fonds d'emprunt municipal par les municipalités de Longueuil et de Chambly.

M. le président, je désire présenter une seule observation à l'appui de cette proposition, et la voici :

Les municipalités de Longueuil et de Chambly ont emprunté du fonds d'emprunt municipal une certaine somme, 22 ou 23,000 piastres, je crois. Cet argent a été consacré à l'amélioration d'une route publique, un véritable chemin de colonisation. Comme le gouvernement a depuis 1867, consacré tous les ans une certaine somme des deniers publics pour ces chemins de colonisation, je crois qu'il ne serait que juste que remise serait faite de cette créance aux municipalités de Longueuil

et de Chambly, attendu M. le président, que l'argent qu'on leur demande de rembourser aujourd'hui, a été employé à des travaux reconnus d'utilité générale et publique. Vu le cas particulier que j'ai l'honneur de soumettre à la considération de cette Chambre, je me crois justifiable de prier le gouvernement de ne pas insister sur le paiement de la dette que lui doit ces municipalités. Je crois ma demande d'autant plus raisonnable que les corps municipaux en question ont dépensé plus que le montant réclamé pour les réparations de cette route, qui était d'une grande utilité publique avant l'établissement des voies ferrées, mais qui aujourd'hui n'a plus son importance d'autrefois, par ce que l'on a des moyens de communication plus rapides. A l'heure qu'il est nous avons ce chemin qui est une source de dépenses pour les municipalités en question par l'entretien qu'il exige, et nous n'en retirons guère d'avantages. Il devrait en justice être entretenu par la province. Ce serait autant d'un fardeau de moins pour les municipalités dont je plaide ici la cause. Le gouvernement pourrait prendre un chemin amélioré et donner quittance de la dette dont il réclame le paiement de la part de ces municipalités, et celles-ci seraient prêtes à faire cet échange.

L'honorable M. **Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province.*—M. le président, je dois déclarer que je n'ai aucune objection à l'adoption de la demande de mon honorable ami. Je me hâterai même de déposer le document mentionné dans la proposition. Maintenant, quant aux observations que l'honorable député de Chambly a faites et à la demande qu'il a formulée, je ne puis—c'est avec regret que je le dis—je ne puis, dis-je, donner une réponse qui soit aussi satisfaisante à mon honorable ami. Je reconnais pleinement la sincérité et le zèle qu'a apportés l'honorable député de Chambly dans le plaidoyer qu'il a fait en faveur des municipalités en question, mais d'un autre côté, je ne puis m'empêcher de lui faire observer que si le gouvernement consentait à prendre en considération ces raisons, les mêmes raisons ou d'autres aussi fortes que celles-ci pourraient être mises de l'avant par toutes les municipalités qui sont endettées au fond d'emprunt municipal. A la fin les exceptions seraient la règle générale, et la règle générale d'à présent serait l'exception. La loi est notre guide, or le texte ne nous permet pas de transiger de la sorte. Si nous allions entrer dans la voie qui nous est indiquée, le gouvernement serait obligé, pour dégager sa parole donnée, de rembourser aux municipalités qui ont déjà payé un montant proportionné aux réductions qui seraient ainsi faites. Or je suis bien convaincu que, dans l'état où se trouve le trésor, la Chambre ne

voudrait pas prendre une telle décision. Quant au gouvernement, il n'a pas fait encore de telle réduction et ne croit pas sage d'en faire ou d'en suggérer à la Chambre.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—M. le président, je partage l'opinion que vient d'exprimer l'honorable trésorier. Il a posé en principe que le gouvernement ne pouvait ouvrir la porte aux réclamations de ce genre, car une fois que nous serons entrés dans cette voie, nous ne saurions guère quand on pourrait en sortir et quelles conséquences il en résulteraient pour notre budget. Mais je suis forcé de dire que les actes des honorables ministres ne valent pas toujours autant que leurs paroles. Ainsi, l'honorable trésorier peut-il se vanter d'avoir, dans tous les cas, mis strictement en opération la loi telle qu'il l'interprète. S'il a cette prétention, je serai fort surpris, car en étudiant les documents qui se rapportent au règlement de la dette de la ville de Montréal ; il y a dans ces documents une contradiction dont je n'ai pas pu me rendre compte. Ainsi l'arrêté du conseil de 1880 dit une chose, quant à ce qui regarde la procédure à suivre pour la perception des prêts aux municipalités ; la loi sur le sujet en dit une autre, et enfin le contrat passé avec la cité de Montréal, contient des clauses qui ne s'accordent guère avec le texte de la loi et les termes de l'arrêté du conseil dont je viens de parler. Où trouver la pensée ministérielle dans ces dispositions contradictoires.

M. le **Trésorier**.—Ce n'est pas moi qui ai conduit les négociations avec la ville de Montréal.

L'honorable M. **Mercier**.—Cela n'empêche pas que mon honorable ami devrait renseigner la Chambre sur la nature exacte de la transaction qui a été conclue avec Montréal.

M. **Stephens**—*député de Montréal-centre*.—C'est assez amusant de voir que les autres créanciers du gouvernement s'efforcent à qui mieux mieux de ne pas payer ce qu'ils doivent, tandis que Montréal, est toujours la première à être sollicitée à faire honneur à ses engagements. Il n'y pas de doute que l'honorable trésorier se serait trouvé dans un bien grand embarras, si Montréal n'eut pas généreusement payé ce qu'elle devait au gouvernement. La ville de Montréal n'a payé qu'à la condition que toutes les autres municipalités de la province en feraient autant, le gouvernement s'engageant à ne pas faire de réduction aucune et de s'en tenir à la lettre de la loi sur le sujet. Si le gouvernement ne remplit pas cette condition, il est bien certain que dès que la loi relative



à la pétition de droit, sera mise en force, la ville de Montréal poursuivra la province pour se faire rembourser la somme qu'elle a payée. Si la corporation n'agit pas, je prendrai moi-même, comme citoyen de cette ville, les mesures nécessaires en recouvrement de ce montant.

— La proposition de M. Martel est adoptée.

**M. Stephens**—*député de Montréal-centre*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, une liste des entrepreneurs, le montant des soumissions, avec une copie des annonces et une liste des journaux dans lesquels les soumissions ont été demandées, et à qui les contrats ont été accordés pour le parachèvement des édifices parlementaires. Je n'ai que quelques courtes observations à présenter à la Chambre, à l'appui de cette proposition. Il n'est généralement pas dans les habitudes des gens, quand ils ont des maisons à bâtir, de donner les travaux à des commis de nouveautés, ni de donner des ouvrages de forge à un avocat. A mon avis, je crois que les mêmes règles qui prévalent lorsqu'il s'agit des affaires des particuliers, devraient également prévaloir lorsque c'est le gouvernement qui traite au lieu et place des particuliers. S'il est vrai que l'entreprise pour la construction du palais législatif, a été donnée à une personne sans expérience, qui n'est pas un homme du métier, et cela, sans que des soumissions aient été demandées par la voie des journaux, je crois qu'il vaut mieux que la Chambre le sache. Pour dire toute ma pensée en quelques mots, j'ajouterai que l'on m'a dit que ces travaux avaient été donnés à un ex-marchand de farine.

L'honorable **M. Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—L'honorable député serait-il assez bon pour nous dire à qui il fait allusion.

**M. Stephens**.—Si l'honorable ministre veut le savoir, je n'ai pas d'objection à le lui dire : je parle de M. Charlebois, qui n'a que tout récemment étudié les devoirs d'un entrepreneur sur les travaux du canal.

L'honorable **M. Lynch**.—Bien, il n'y a rien comme les positions où il n'y a pas d'équivoques. Je puis dire maintenant à mon honorable ami le député de Montréal-centre qu'il constatera, lorsque les documents qu'il demande dans sa proposition seront déposés sur le bureau de la Chambre, que ses craintes, ses appréhensions sont complètement dénuées de tout fondement. En passant, je puis ajouter néanmoins,—pour le repos de mon honorable ami, qui ressent tant d'angoisses sur le

sort des intérêts publics confiés à nos soins,—que le gouvernement a agi comme il devait le faire ; que des soumissions ont été sollicitées par la voie ordinaire, les journaux, et que de fait, des soumissions ont été reçues. En un mot, toutes les précautions ont été prises pour protéger les intérêts de la province.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—On vient de me dire qu'il a été fait un rapport spécial sur le coût probable du nouvel édifice. Le gouvernement aurait-il objection à nous donner aussi copie de ce rapport ?

J'ai lu quelque part que l'entreprise avait été donnée pour un prix beaucoup moins élevé que le montant pour lequel on l'avait évaluée. Je n'ai pas l'intention de me livrer à une critique de la conduite du gouvernement. L'expérience que j'ai de ces sortes d'affaires, m'enseigne de quelles difficultés elles sont entourées. Cependant, on sait tous combien il est dangereux de donner des travaux à l'entreprise pour un prix notablement moins élevé que l'évaluation qui en est faite. Si toutefois les renseignements que j'ai reçus et sur lesquels reposent mes observations, ne sont pas exacts, on peut me rectifier, car ce que je désire savoir c'est ce qui a été fait.

L'honorable M. **Lynch**.—Il existe un rapport, comme vient de le dire l'honorable député de Lotbinière et si l'honorable député de Montréal-centre consent à modifier le texte de sa proposition, de manière à inclure ce rapport, je me ferai un plaisir de le déposer sur le bureau de la Chambre.

M. **Poupore**—*député de Pontiac*.—M. le président, je crois que la même règle qui régit les transactions entre individus devraient également s'appliquer aux gouvernements lorsqu'ils font des transactions avec les individus. Ainsi, si une personne fait construire une maison, il commencera par demander des soumissions et acceptera la plus basse qui lui sera faite, pourvu que des garanties suffisantes lui soient données, sans attendre pour s'assurer si celui qui est l'auteur de cette soumission est un cordonnier, un tailleur ou un ferblantier. De ceci, je conclus qu'il était du devoir du gouvernement de donner l'entreprise au plus bas soumissionnaire, du moment que les intérêts publics étaient amplement protégés par les garanties données. Quant à moi je trouve que c'est une absurdité de dire qu'on ne doit donner des entreprises qu'à des ouvriers de métier. Tout ce que le gouvernement doit considérer, ce sont les garanties qui sont offertes. Je suis moi-même un entrepreneur ;

j'ai des travaux à faire exécuter pour le compte du gouvernement fédéral, et cependant je ne suis pas, ni ai-je la prétention de me donner pour un homme du métier. Néanmoins, malgré cette prétendue incompetence, suivant l'honorable député de Montréal-centre, l'entreprise que j'ai, et qui est sur le point d'être terminée, sera faite, j'ai lieu de le croire, de manière à satisfaire tous ceux qui sont intéressés. En terminant je répète ce que je disais tout à l'heure, c'est-à-dire que le gouvernement n'avait pas à s'occuper de la profession du plus bas soumissionnaire, mais bien des avantages ou de la valeur des garanties qui lui sont offertes. Voilà à mon avis à quoi se réduit toute cette question, que l'honorable député de Montréal-centre a traitée d'une manière si peu raisonnable, pour me servir d'une expression adoucie.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général*.—M. le président, il y a plus de vingt ans que l'on s'occupe sérieusement du meilleur mode de donner les travaux publics à l'entreprise. Les abus des divers systèmes préconisés jusqu'à aujourd'hui ont été discutés et examinés avec un soin d'autant plus particulier, d'autant plus attentif que dans ces dernières années, l'Etat a pris une part plus active, plus considérable au développement de la richesse nationale, par l'exécution de grands travaux d'utilité publique. Dans notre propre pays où tout était à faire, pour ainsi dire, on s'est beaucoup occupé de ces questions. On s'est demandé s'il était plus avantageux d'accepter quand même et toujours la soumission la plus basse, ou bien de prendre celle dont le prix se rapprochait le plus de l'évaluation faite par les experts nommés par le gouvernement. Je sais bien que ces deux systèmes donnent matière à controverse, que tous deux sont l'objet de critiques et peuvent être également contestés. Dans un cas, les ministres s'exposent à être taxés de vouloir favoriser leurs amis, dans l'autre, le gouvernement court le risque de perdre peut-être une somme considérable par l'impossibilité dans laquelle se trouve placé le soumissionnaire, ayant demandé un prix trop peu élevé. Pendant l'administration de l'honorable M. McKenzie et celle de Sir John Macdonald, le principe de l'acceptation de la plus basse soumission a été définitivement mis en pratique.

Pour obvier aux inconvénients qui peuvent en résulter, entre autres, celui que je viens de signaler, on a cru que l'on devait protéger les intérêts publics en demandant au plus bas soumissionnaire les garanties les plus efficaces possibles, sans toutefois aller à l'extrême, c'est-à-dire sans exiger des conditions telles que cela aurait équivalu à

mettre l'entrepreneur dans l'impossibilité d'exécuter les travaux dont il voulait se charger. C'est ce système que le gouvernement a adopté dans cette occasion. L'entreprise a été donnée au plus bas soumissionnaire, M. Charlebois, qui a consenti, suivant la demande que nous lui en avons faite, à déposer dix par cent du prix total des travaux à exécuter, soit environ \$18,000. Nous avons cru que ce pourcentage ajouté à la retenue de 25 ou 30 p. c., retenue qui sera gardée dans les mains du gouvernement jusqu'à ce que les travaux soient complètement terminés, nous avons cru, dis-je, que cela constitue une garantie suffisante pour la province, et la met à l'abri de toute éventualité de perte quelconque.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—L'honorable premier ministre serait-il assez bon pour nous dire s'il y a beaucoup de différence entre le prix du contrat et le chiffre de l'évaluation faite par les officiers du gouvernement.

M. le **Premier ministre**.—Oui..... le prix est beaucoup moins élevé que l'évaluation officielle.

M. **Duhamel**—*député d'Ottawa*.—La question que vient de poser l'honorable député de Lotbinière m'engage à dire un mot sur les évaluations officielles des travaux publics. Je parle d'après l'expérience que j'ai pu acquérir personnellement. L'évaluation faite par les officiers du gouvernement est loin d'être toujours correcte. A l'appui de cette assertion je mentionnerai un fait qui s'est présenté dans mon collège électoral. Il s'agissait de construire un pont sur la rivière Gatineau. L'un des ingénieurs du gouvernement visite les lieux afin de préparer un état du coût probable des travaux. La population du voisinage s'empresse de lui donner tous les renseignements désirables pour le mettre en position de bien juger des frais à encourir. Cependant, voici ce qui est arrivé. L'ingénieur transmet au gouvernement l'évaluation qu'il a préparée. Elle s'élevait à un chiffre ridiculement haut, tellement haut que le pont a été construit par un entrepreneur pour une somme quatre fois moins élevée que cette évaluation. Cependant, je suis convaincu que l'entrepreneur n'a pas perdu d'argent par cette entreprise. Il est fort possible que la même chose se reproduise dans le cas qui nous occupe. Quant à moi, je ne vois absolument aucune objection à ce que le gouvernement fasse faire ces travaux pour un prix moindre que l'évaluation des ingénieurs, du moment que toutes les mesures nécessaires pour protéger les intérêts publics ont été prises en temps et lieu.

**M. Archambault**—*député de Vaudreuil*.—Je ne puis laisser sans réponse les remarques blessantes pour le caractère et la réputation de M. Charlebois, qui sont tombées de la bouche de l'honorable député de Montréal-centre. M. Charlebois est un entrepreneur très avantageusement connu du public. Il a exécuté des travaux importants pour le gouvernement de Québec et d'Ottawa et je ne crois pas que dans une seule occasion on ait eu raison ou même lieu de se plaindre de la manière dont il s'est acquitté de sa tâche. L'honorable député de Montréal-centre a aussi donné à entendre que M. Charlebois était insolvable, était un banqueroutier indigne de la confiance. Je répudie un pareil langage à l'adresse d'un homme d'affaire parfaitement honorable, qui jouit de l'estime de tous ceux qui ont ou qui ont eu des rapports d'affaires avec lui. Il me semble que l'honorable député n'avait que faire d'attaquer ainsi la réputation d'un citoyen honorable pour exposer la question à laquelle se rattache sa proposition. Je crois, comme l'honorable député de Pontiac, que la province n'a pas à s'occuper qui exécute les travaux qui sont faits, à même ses deniers, du moment que l'ouvrage est bien fait et que ceux qui l'entreprennent donnent toutes les garanties nécessaires pour prémunir le trésor public contre toute perte qui pourrait se présenter. Maintenant quant à ce qui concerne cette dernière partie de la question, nous avons les explications catégoriques que l'honorable premier ministre vient de donner à la Chambre et nous savons maintenant que toutes les mesures ont été prises pour que la province ne perde rien dans l'exécution du contrat passé avec M. Charlebois. Ces explications nous font voir aussi que les insinuations malveillantes, les accusations formulées dans l'intimité et chuchotées sournoisement dans l'oreille des amis sont absolument fausses. Le gouvernement est exempt de tout blâme et mérite de jouir de la confiance que nous lui avons manifestée.

**M. Stephens**.—En entendant l'honorable député de Vaudreuil, j'ai involontairement pensé à ces gens qui accumulent des obstacles imaginaires, pour se donner la satisfaction de les surmonter facilement et prouver par là leur habileté ou leur force peu commune. "A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire" a dit, si je ne me trompe pas un écrivain français. L'honorable député devrait être versé plus que moi dans la connaissance de la littérature française. L'honorable député de Vaudreuil a dit que j'avais attaqué la réputation de M. Charlebois. Je n'ai rien dit qui soit de nature à porter la moindre atteinte au caractère personnel de M. Charlebois. C'était besogne facile que de me

faire dire des choses que je n'ai pas exprimées, pour les refuter ensuite. Je n'ai pas non plus attaqué le gouvernement. J'ai simplement fait ressortir ce qu'il y a de ridicule dans le système suivi de donner des travaux à l'entreprise à des gens qui n'ont pas une expérience personnelle des choses du métier. On ne s'adresse pas à un avocat pour faire une paire de bottes, ni à un tailleur pour plaider une cause.

Il y a quelques instants, l'honorable commissaire des terres de la couronne m'a demandé de modifier ma proposition de manière à inclure le rapport fait par les ingénieurs du gouvernement sur le coût probable du palais législatif. Bien loin d'y objecter, je l'aurais compris dans les renseignements que je demande, si j'eusse su qu'il en existait un. Je demande donc que ma proposition soit modifiée en y ajoutant les mots suivants : " Ainsi qu'une copie de l'évaluation du coût de cet édifice."

La proposition de M. Stephens, telle que modifiée, est adoptée.

L'ordre du jour appelle la délibération en comité général sur les résolutions suivantes :

Que les officiers de justice désignés dans la résolution suivante, comme percepteurs du revenu provincial, recevant un traitement annuel fixe, ainsi que les agents et employés du service extérieur du ministère des terres de la couronne, recevant un traitement annuel fixe, soient considérés comme faisant partie et continueront à former partie du service civil, pour les fins de la loi, 40 Victoria, chapitre 10, intitulé : Acte pour établir un fonds de retraite et de secours, en faveur de certains employés publics et de leurs familles, tel que modifié par la loi, 44-45 Victoria, chapitre 14.

Que les officiers de justice, mentionnés dans la résolution précédente, comprennent le greffier de la cour d'appel ainsi que son député, et les employés permanents, messagers et crieurs audienciers ; les shérifs, protonotaires, greffiers de la cour de circuit, greffiers de la couronne, greffiers de la paix des districts de Québec et Montréal respectivement, ainsi que leurs députés, employés permanents, messagers et crieurs audienciers ; et les officiers remplissant des fonctions analogues dans les districts de Trois-Rivières, St. François, Gaspé, Kamouraska et Ottawa, qui reçoivent maintenant des traitements annuels fixes.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—J'espère que l'honorable trésorier ne nous forcera pas à délibérer maintenant sur ces résolutions. Je crois que la Chambre ne possède pas tous les rensei-

gnements qu'il lui faut pour se prononcer d'une manière intelligente sur cette question. Il s'agit d'une question d'argent. Or nous ignorons dans quel état se trouvent nos finances. Nous ignorons par conséquent si nous devons voter ainsi à l'avance des deniers publics.

L'honorable **M. Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—Si mon honorable ami ne s'était pas tant empressé de faire ses observations, j'allais dire à la Chambre, que je n'ai pas l'intention de demander qu'elle émette dès à présent une décision définitive sur cette législation. Je désire tout simplement que nous commençons immédiatement la délibération en comité général, la Chambre se réservant le droit de donner son opinion, lorsque je demanderai l'adoption du rapport du comité. Maintenant si la Chambre ne désire pas que je procède aujourd'hui, je suis prêt, par déférence pour sa volonté, d'attendre un autre jour. Cependant je dois faire observer que je n'ai pas l'intention de la forcer d'adopter cette législation à la hâte, c'est simplement dans le but de hâter la besogne parlementaire.

*Plusieurs voix à droite*.—Délibérons aujourd'hui.

L'honorable **M. Mercier**.—Nous aurions pu différer quelque peu sans inconvénient, cependant ; je suis bien prêt à commencer la délibération à la condition qu'on ne nous force pas de donner un vote décisif aujourd'hui. J'espère que l'honorable trésorier nous fera connaître les motifs d'intérêt public qui exigent l'étude de ces dispositions législatives.

**M. le Trésorier**.—Je déclare que Son Honneur le lieutenant gouverneur a lu ces résolutions et qu'il les recommande à la Chambre.

**M. le président**, en 1876 cette Législature adopta une loi par laquelle il était créé un fonds de retraite pour les fonctionnaires du service civil. Cette loi créa une heureuse exception en faveur des employés des deux Chambres et déclara qu'ils faisaient partie du service civil, afin de leur donner le droit de participer au fonds de pension qui était créé. Ce fonds devait s'alimenter de la manière suivante : " Chaque année, il sera fait, sur le traitement ou salaire de tout employé auquel s'applique la présente loi, une retenue de cinq par cent pour les trois premières années que contribuera l'employé, et de trois par cent pour les années suivantes de son service.

" Cette retenue sera versée mensuellement au fonds de pension. Une somme équivalente à un quart des sommes ainsi retenues chaque année sera ajoutée annuellement au fonds de pension par le trésorier de cette province." Mais le bénéfice de cette retraite ne devait s'étendre

qu'aux employés des deux Chambres et du service civil proprement dit. Plus tard, on crut qu'il était dans l'intérêt public de modifier le système de manière à offrir une plus grande somme de garanties aux fonctionnaires publics, on abolit le fonds spécial qui retourna au fonds consolidé du revenu, en sorte que les pensions payées le sont à même ce dernier fonds.

C'est d'après l'opération de ce nouveau système que la province a payé l'an dernier \$8,000 pour le service des pensions, et que le service civil a payé, pour sa contribution la somme de \$5,000.

Maintenant la législation nouvelle que le gouvernement soumet à cette Chambre ne fait qu'étendre le bénéfice de la pension à certains employés qui ne sont pas compris à l'heure qu'il est dans le nombre de ceux qui jouissent de cet avantage. On se demande maintenant s'il ne serait pas dans l'intérêt public et si ce ne serait pas une mesure de justice d'étendre de nouveau, comme je viens de le dire, l'opération de ce système, aux fonctionnaires désignés dans les résolutions qui sont déposées sur le bureau de la Chambre.

Il y a je pense un sentiment général en faveur de cette mesure de justice à l'égard de ces fonctionnaires publics et pour arriver au but désiré, je crois que le meilleur moyen comme le moyen le plus simple, est de déclarer par une loi que ces employés font partie du service civil, pour lequel la retraite a été créée. En adoptant le moyen suggéré, ils se trouveront à jouir de tous les bénéfices de la loi existante tout en étant, en même temps, tenus à l'accomplissement des conditions qui sont imposées. Ils paieront le même pourcentage que les autres employés à partir de la date à laquelle la nouvelle loi entrera en opération, c'est-à-dire qu'ils devront verser cinq pour cent de leur salaire pendant les trois premières années, ensuite 6 p. c. pour les années subséquentes.

Maintenant, il se présente une autre question fort délicate à régler, c'est celle relative au paiement des arrérages. Doit-on obliger les nouveaux bénéficiaires de la loi des pensions à payer le pourcentage dû pour leurs années de service passées, ou pour au moins un certain nombre d'années. Je considère qu'il serait injuste d'exiger cela de ces fonctionnaires. Pour moi le système des pensions est une espèce d'assurance de vie, et il serait manifestement injuste d'insister pour qu'ils paient pour s'assurer une retraite pour leurs vieux jours, avantage dont ils n'auraient pas joui par le passé. Cependant, je propose de faire quelque chose pour égaliser les conditions dans lesquelles se trouvent les anciens



comme les nouveaux bénéficiaires de la loi des pensions, et cela peut être fait en pourvoyant qu'en cas d'accident ou d'autres causes mettant les employés qui n'auraient pas complété dix années de service, dans l'impossibilité de faire leur service et les mettant par conséquent en droit de réclamer d'être mis sur la liste des pensionnaires, le gouvernement aurait l'autorité de déduire le pourcentage de 5 et de 3 p. c. de la pension annuelle. C'est là je crois le meilleur mode que nous pouvons adopter. La Chambre conviendra que ce n'est que justice d'inclure dans ce que nous sommes convenus d'appeler le service civil proprement dit les personnes qui, pour le compte du gouvernement, accomplissent dans différentes localités de la province, des devoirs qui relèvent directement de l'administration publique. Ainsi le percepteur du revenu, les agents des terres de la couronne, les officiers des cours de justice sont des employés du gouvernement, et nous devons en justice leur donner le bénéfice de cette loi. Il est bien entendu, comme le disent au reste les résolutions qu'il ne s'agit ici que des officiers qui ont un salaire fixe permanent, ceux qui sont rémunérés par honoraires ne font pas partie de la catégorie dont je parle.

Quant aux officiers des cours de justice, on se rappelle que vers 1850, une caisse spéciale dit des honoraires fut créée pour le paiement de leurs salaires ; cette caisse fut créée pour les districts de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Saint-François, Gaspé et Ottawa. Cette création n'eut un caractère permanent que pour les districts de Québec et Montréal. Pour les autres, elle ne devait exister que jusqu'en 1861. C'est en effet ce qui est arrivé, excepté pour le district de Saint-François, mais je crois que nous devrions abroger également pour ce district, cette loi de la caisse des honoraires, et qu'il devrait être mis sur le même pied que les autres districts ruraux. Dans ceux-ci il y a un certain nombre de ces fonctionnaires qui sont payés par des honoraires, je n'ai pas l'intention de les faire bénéficier de la loi à présent. Mais pour les districts de Québec et de Montréal spécialement, je n'hésite pas à dire que, — comme le même obstacle n'existe pas là — le temps est arrivé où les officiers des cours ordinaires aussi bien que ceux des cours d'appel devraient avoir le bénéfice de la loi. De plus, je ne crois pas que le gouvernement y perdrait beaucoup en accordant des pensions à certains vieux fonctionnaires, qu'il serait cruel de jeter sur le pavé, bien qu'il soit notoire que leurs devoirs sont remplis par d'autres à des salaires beaucoup plus bas que ceux qu'ils reçoivent. De fait, je crois qu'en donnant moins à ces vieux serviteurs sous forme de pension et

en payant davantage à ceux qui réellement font l'ouvrage, le coût total pour la province serait à peu près le même qu'aujourd'hui, tout en assurant, cela ne saurait être mis en doute, une plus grande efficacité dans le service.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—L'honorable trésorier nous a dit tout à l'heure qu'il n'avait pas l'intention de demander à la Chambre de se prononcer maintenant sur le mérite des résolutions, il ne pourra objecter à ce que je propose l'ajournement du débat, pour nous permettre d'étudier d'avantage la question. Au reste, je crois qu'il est entendu que nous ne siégeons pas ce soir, or il est six heures, c'est-à-dire le temps d'ajourner la séance. Je propose donc que la discussion soit renvoyée à demain.

La suite de la discussion est renvoyée à demain.

La séance est levée.

---

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Séance du mardi, le 30 janvier 1883.*

**SOMMAIRE** :—Délibération sur les résolutions concernant l'entretien des prisons communes : MM. Würtele, Mercier, Beaubien, Archambault, Marchand, Lynch, Stephens, Poupore, Gauthier, Asselin et Desjardins. Renvoi de la discussion.—Adoption de divers projets de lois d'intérêt local.—Adoption définitive du projet de loi pour changer le titre de l'officier du revenu appelé inspecteur des licences.—Deuxième délibération sur le projet de loi pour pourvoir au règlement définitif du fonds des écoles élémentaires. Objection de l'honorable M. Mercier.—Proposition de l'honorable M. Mercier, demandant le dépôt de la correspondance entre le gouvernement et M. le surintendant de l'instruction publique et M. Doran, ancien membre du bureau des examinateurs des instituteurs des écoles catholiques, à Montréal, au sujet de sa destitution en avril dernier.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

L'ordre du jour appelle la délibération, en comité général, sur les résolutions suivantes, concernant l'entretien des prisons communes :

1.—Que les corporations de chaque cité, ville, village ou municipalité rurale où il aura été commis une offense, autre qu'une félonie, punissable en vertu d'un statut de la province du Canada ou de la puissance du Canada, ou toute infraction à un statut de cette province ou à un règlement du conseil de chaque cité, ville, village ou municipalité rurale, soient tenues, si le délinquant a été condamné à l'emprisonnement dans la prison commune d'un district quelconque, de payer au gouvernement, vingt-cinq centins pour chaque jour durant lequel ce délinquant sera ainsi détenu en prison.

2.—Que si, à l'expiration de ce terme d'emprisonnement, ce délinquant reste en prison pour cause de maladie, ou parce qu'il n'a pas de demeure, ou parce qu'il n'a pas de moyens de vivre, le shérif du district soit tenu de donner, sans délai, par lettre adressée et expédiée par la poste au greffier ou au secrétaire-trésorier, avis de ce fait, au conseil de chaque cité, ville, village ou municipalité rurale où aura été commise l'offense ou l'infraction pour laquelle le délinquant aura été emprisonné ; et que la corporation municipale soit tenue de payer au gouvernement la somme de vingt-cinq centins pour chaque jour durant lequel tel délinquant restera en prison après l'expiration de son terme d'emprisonnement.

3.—Que les sommes qui pourront devenir dues en vertu des deux résolutions précédentes, forment partie du fonds consolidé du revenu de cette province, et soient payables, de la part des cités et villes, par trimestre, le premier jour juridique de chacun des mois de juillet, octobre, janvier et avril, et de la part des autres municipalités, annuellement, le premier jour juridique du mois de juillet.

4.—Que le shérif de chaque district, au commencement de chaque mois, soit tenu de préparer et de transmettre au percepteur du revenu provincial qu'il appartient, un état des sommes qui peuvent être devenues ainsi dues durant le mois précédent par chacune des différentes corporations municipales dans son district ; et que le percepteur du revenu provincial soit tenu, en recevant cet état, d'envoyer, sans délai, au greffier ou secrétaire-trésorier de chaque corporation municipale y mentionnée, un état par lui certifié des sommes dues par cette corporation, avec avis de lui payer le montant dû le premier jour juridique du trimestre suivant, ou le premier jour juridique du mois de juillet alors prochain, suivant le cas.

5.—Qu'à défaut de paiement par une corporation municipale, du montant dû par elle, aux jours ci-haut spécifiés, ce montant puisse être recouvré avec les frais par action intentée en son propre nom, pour Sa Majesté, par le percepteur du revenu provincial, devant toute cour de juridiction compétente.

L'honorable M. **Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—L'objet que le gouvernement a en vue, c'est d'étendre la législation adoptée, il y a quelques années par cette Chambre, par laquelle on voulait faire payer aux municipalités les frais d'entretien de certains prisonniers condamnés à la détention dans les prisons communes. Cette loi déclare que les prisonniers condamnés en vertu de la loi concernant les vagabonds, seront pensionnés aux frais de la municipalités. On a constaté que, grâce, à une certaine obscurité dans le texte de cette loi, les condamnations ne se faisaient pas en vertu de la loi pour laquelle les corps municipaux devaient payer pour l'entretien des prisonniers. Il s'en suivait de là que toutes les municipalités ne se trouvaient pas sur le même pied, car tandis que quelques unes d'entre elles tombaient sous l'opération de la loi, d'autres ne payaient rien du tout, parce que ceux qui administrent la justice ne condamnaient pas les délinquants en vertu du statut fédéral mentionné dans notre législation. Ce cas se présente plus particulièrement pour les cités de Québec et de Montréal. A Québec, on condamne les délinquants en vertu d'une

loi autre que celle des vagabonds, et par là on échappe à l'obligation du paiement de la contribution imposée pour les prisonniers, tandis qu'à Montréal, c'est le contraire qui a lieu.

Il est injuste qu'une ville paie pendant que l'autre ne donne rien. Il faut que toutes deux soient sur le même pied. Le gouvernement désire par ces résolutions mettre fin à cet état de choses, et par là même arriver à une distribution plus équitable, plus juste de ces charges. Afin qu'il n'y ait plus lieu d'échapper au paiement de cette contribution, je propose d'étendre l'opération de la loi à tous les prisonniers condamnés pour toutes les offenses autres que la félonie. De cette manière on ne pourra esquiver les dispositions de la loi.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—M. le président, l'honorable trésorier nous a présenté ces résolutions comme n'équivalant à bien peu de chose au point de vue des charges nouvelles qu'elles imposent à la population. C'est une erreur que mon devoir m'oblige de relever. Il ne faut pas que la Chambre se fasse d'illusion, il ne s'agit pas simplement d'un changement d'une mince importance.

Il suffit au reste de lire les résolutions pour s'en convaincre. Si ces résolutions sont adoptées, la Chambre aura imposé une taxe nouvelle des plus onéreuses sur la population. Encore une fois, il ne faut pas se faire d'illusion. Envisageons la question froidement, comme des hommes raisonnables et qui veulent se rendre compte de la politique ministérielle. Etudions d'abord ce que dit le texte de la législation existante. Le statut 40 Victoria, chapitre 7, déclare que " la corporation de toute cité, ville, village ou municipalité, dans les limites de laquelle a été commis un acte punissable en vertu de la loi du Canada 32-33 Victoria, chapitre 28, relative aux vagabonds, ou une contravention aux règlements du conseil de cette cité, ville, village ou municipalité sera tenue, si le contrevenant a été condamné à la détention dans la prison commune d'un district, de payer au shérif de tel district, une somme de vingt cinq centins pour chaque jour que le contrevenant sera ainsi détenu dans la prison." Cette disposition restreignait le paiement de ces vingt-cinq centins aux prisonniers détenus pour infraction aux règlements municipaux et à la loi des vagabonds.

Or par les résolutions que nous avons devant nous, l'opération de cette loi est étendue à une foule de cas, de fait à tous les cas excepté celui de félonie. Je dis, M. le président, que le gouvernement veut imposer une taxe directe sur les municipalités et forcer ainsi le peuple à délier les cordons de sa bourse pour subvenir aux dépenses de l'ad-

ministration des affaires de la province. Que la Chambre veuille bien relire avec moi la première résolution et l'on verra si j'ai raison oui ou non. Ne veut-elle pas dire " que les corporations de chaque cité, ville, village ou municipalité rurale où il aura été commis une offense, autre qu'une félonie," qu'on remarque bien ces mots : " autre qu'une félonie, punissable en vertu d'un statut de la province du Canada, ou de la Puissance du Canada, ou toute infraction à un statut de cette province," nous voilà bien loin de la loi des vagabonds, c'est un changement complet. Mais je continue l'intéressante lecture de cette première résolution. . . . . " ou à un règlement du conseil de chaque cité, ville, village ou municipalité rurale soient tenues, si le délinquant a été condamné à l'emprisonnement dans la prison commune d'un district quelconque, de payer au gouvernement, vingt-cinq centins pour chaque jour durant lequel ce délinquant sera ainsi détenu en prison." Que devons-nous penser de ce texte, sinon que le gouvernement veut prélever, par une taxe directe sur les municipalités, un revenu additionnel, pour lui permettre de continuer son système d'extravagance, système qui a causé les déficits dans nos opérations financières de l'année. Voilà ce qui nous est proposé.

Maintenant si la Chambre est prête à voter cette augmentation du fardeau qui pèse sur le peuple, qu'elle le fasse, elle en a le droit. Seulement il vaut mieux qu'elle sache exactement ce qu'elle va faire. Mais le peuple acceptera difficilement ce subterfuge, lui que l'on a habitué à croire qu'il n'avait rien à craindre dès que l'administration de ses affaires était dans les mains de mes honorables amis de la droite. Si nous votons ces résolutions, nous rejetons sur les municipalités tous les frais résultant de l'application des lois de l'ancienne province du Canada et de la province de Québec, excepté la félonie. Je le demande aux honorables membres de cette Chambre, sont-ils prêts à porter la responsabilité d'un tel acte.

Je demande aux députés qui représentent des districts ruraux s'ils sont prêts à voter une loi qui imposera à chaque municipalité une charge aussi lourde, lorsqu'il est bien connu que ces mêmes municipalités se sont montrées toujours récalcitrantes à cet égard, au point de ne vouloir payer que pour les prisonniers punis pour des infractions à leurs propres règlements et à la loi dite des vagabonds.

Pour bien se rendre compte des effets de la législation proposée, il ne faut pas oublier que les offenses contre nos lois sont divisées en deux catégories, les délits et les félonies. Or le plus grand nombre des

infractions aux lois sont qualifiées de délits, tandis que les actes appelés félonies sont l'exception. De là il suit qu'en n'exceptant que les félonies, qui sont les cas les moins nombreux, on a rejeté sur les corps municipaux les cas les plus nombreux et qui entraînent par conséquent le plus de frais.

Ce n'est pas tout, M. le président, le fait est que plus j'étudie cette mesure, plus je cherche à me rendre compte de la pensée ministérielle, plus je m'aperçois quel fardeau le gouvernement veut jeter sur les épaules des municipalités, sans cependant vouloir dire exactement la portée de ce projet. Je dis, M. le président, que si ces résolutions sont adoptées, elles imposeront un bien lourd fardeau sur les municipalités, et pour le prouver je n'ai qu'à donner la preuve péremptoire, que voici : Prenons ce qui arrive ordinairement aujourd'hui, quant à ce qui concerne les cas de délits qui se trouvent à tomber sous l'opération de la nouvelle loi. On sait très bien qu'il y a beaucoup d'infractions aux lois qui, tout en n'étant pas un acte de félonie, sont néanmoins très graves, et pour lesquelles les peines édictées par les statuts sont fort longues. Ainsi il y a les assauts graves, dont la punition est souvent de 18 mois, quelquefois deux ans moins un jour, si l'on tient absolument à ce que j'entre dans une rigoureuse précision des termes du statut. Or, je suppose qu'un individu soit condamné à 23 mois et 29 jours de prison commune pour l'une de ces offenses, qu'aura à payer la malheureuse municipalité où l'offense aura été commise ? Elle devra payer 25 centins par jour pendant toute la durée de l'emprisonnement, soit \$7.50 par mois, ce qui fait pour les deux années, \$180.00.

Or il se peut fort bien qu'il y ait cinq ou six cas de ce genre, c'est donc au-delà d'un millier de piastres que cette pauvre municipalité aura à payer par année. Par ces simples calculs, on voit quelle taxe cette loi impose aux corps municipaux. Ce n'est pas encore tout. La résolution 5 dit : " qu'à défaut de paiement par une corporation municipale, du montant dû par elle, aux jours ci-haut spécifiés, ce montant pourra être recouvré avec les frais par action intentée en son propre nom pour Sa Majesté, par le percepteur du revenu provincial, devant toute cour de juridiction compétente. "

Pourquoi exiger ainsi le paiement ? Ah ! la raison probablement résidait dans le fait que le gouvernement veut donner de la besogne à ses favoris par les poursuites qui devront être intentées pour percevoir ce revenu, dont la rentrée sera fort difficile. Ainsi, d'après le texte que je viens de lire, une cause pourra être inscrite pour chaque mois.

De là accumulation des frais judiciaires et des honoraires des avocats, amis des honorables ministres.

La résolution 2 dit : “ Que si, à l'expiration de ce terme d'emprisonnement, le délinquant reste en prison pour cause de maladie, ou parce qu'il n'a pas de demeure, ou parce qu'il n'a pas de moyens de vivre, le shérif du district soit tenu de donner, sans délai, par lettre adressée et expédiée par la poste au greffier ou au secrétaire-trésorier, avis de ce fait, au conseil de chaque cité, ville, village ou municipalité rurale ou aura été commise l'offense ou l'infraction pour laquelle le délinquant aura été emprisonné ; et que la corporation municipale soit tenue de payer au gouvernement la somme de vingt-cinq centins pour chaque jour durant lequel tel délinquant restera en prison après l'expiration de son terme d'emprisonnement.” Bien, voilà les municipalités converties en associations de patronage. Elles devront à l'avenir trouver une *demeure* ou *des moyens de vivre* à ces prisonniers, si non elles devront payer les fameux 25 centins la vie durant de ces intéressants personnages. Je le demande aux honorables membres de cette Chambre, peut-on imaginer rien de plus injuste, quelque chose de plus arbitraire que d'obliger les municipalités à payer \$7.50 par mois pour l'entretien de ces délinquants, pourquoi, M. le président, parce qu'ils n'auront pas de demeure ou parce qu'ils n'auront pas de moyens de vivre. Je suppose que ces municipalités devront, pour se libérer de ces paiements onéreux, s'occuper de placer ces *infortunés* qui auront commis l'imprudence de violer les lois de leur pays.

Si ce système là est trouvé bon par la majorité de cette Chambre, elle encourra une bien lourde responsabilité devant les contribuables, qui ne comprendront pas plus que moi, bien que je fasse les plus grands efforts de bonne volonté, pourquoi ils doivent prendre l'argent qu'ils ont gagné à la sueur de leur front, par un travail pénible, pour soutenir des paresseux ou des criminels qui n'auront pas le courage de se procurer une demeure ou des moyens de vivre. Les contribuables ne pourront pas se rendre compte pourquoi on les oblige ainsi de payer des sommes considérables pour une fin aussi peu justifiable, et ils auront raison de demander un compte sévère à leurs représentants qui auront, par leur vote, approuvé une disposition législative aussi injuste, aussi arbitraire, dirai-je le mot, aussi absurde que celle qui est contenue dans la seconde résolution. Je demande aux honorables membres de cette Chambre s'il est juste d'obliger ainsi les municipalités de soutenir des vagabonds parfaitement inconnus dans la loca-



lité qui se trouvera tenue de pourvoir à leur entretien. Je suppose qu'un vagabond, ou un misérable repris de justice arrive dans une de nos paroisses si paisibles et y commette l'un de ces actes qui le fait condamner à l'emprisonnement dans la prison commune, la municipalité sera obligée de payer non-seulement pour cet individu pendant son terme de détention, mais elle sera aussi obligée de continuer à prélever la même somme pendant tout le temps qu'il n'aura pas trouvé de *demeure ou des moyens* de vivre, C'est-à-dire que si ce vagabond trouve que son existence est douce comparativement à la vie misérable qu'il mène en liberté, il pourra tranquillement finir ses jours comme pensionnaire de la municipalité, car, qu'on veuille bien me croire, je n'exagère rien, absolument rien, le temps n'est pas fixé dans le texte que la Chambre peut relire comme moi.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St-Jean*.—Il sera plus économique de les pendre immédiatement, (rires).

L'honorable M. **Mercier**.—Oui..... mais il n'y a pas cela à craindre, car le gouvernement n'est pas assez économe pour recourir à ce moyen violent (rires).

M. le président, je comprendrais jusqu'à un certain point que le gouvernement préparât une législation dans le but de rendre l'administration de la justice moins onéreuse, moins coûteuse pour le trésor de la province, en demandant aux municipalités de l'aider à subvenir à ces frais, encore faudrait-il que cette législation serait faite après que tous les moyens de diminuer les dépenses publiques auraient été épuisés, et après que l'on se serait convaincu de l'impossibilité d'équilibrer le budget sans avoir recours à l'impôt. Mais venir nous demander de rejeter sur la caisse municipale les frais de l'administration de la justice criminelle, qui appartiennent de droit au gouvernement fédéral, c'est vouloir nous faire entrer dans une voie aussi fausse qu'injuste pour les contribuables.

Maintenant à quoi équivalent les résolutions que le gouvernement nous demande d'approuver, sinon à l'imposition d'une taxe dont nous ne savons pas le montant—et c'est là une considération de premier ordre—taxe qui, tout en ayant en apparence, un caractère indirect, n'en sera pas moins un lourd fardeau pour les contribuables qui devront fournir, par une surélévation de l'impôt municipal, dont se trouvent frappées leurs propriétés ou par la création de nouvelles taxes, les sommes requises pour payer les 25 centins imposés sur les municipalités pour le soutien de ces prisonniers. J'ai donc raison de dire que c'est ni plus ni moins l'imposition d'une taxe directe. Soyons assez hommes pour s'avouer

franchement les choses. Nous ne gagnerons rien à nous dissimuler ce que contiennent ces résolutions.

L'honorable trésorier aura beau prendre le ton le plus inoffensif possible, il aura beau glisser rapidement sur la partie vraie de cette législation, je suis bien convaincu qu'il ne réussira pas à tromper, je me sers d'un mot impropre, il ne réussira pas, dis-je à leurrer aucun de ses honorables collègues en cette Chambre. Tous les esprits vraiment indépendants s'aperçoivent déjà à quoi tendent ces résolutions. C'est la taxe directe qu'on nous propose en l'entourant de dispositions infiniment déplorables. Que les honorables ministres aient donc le courage de dire franchement ce qu'ils veulent. Qu'ils n'essayent donc pas de nous berner de la sorte. Ah ! je comprends leur anxiété. Après avoir pendant si longtemps nié ou tourné en risée nos cris d'alarme sur les dangers que présentait l'état de nos finances, ils leur en coûte de venir avouer que ce sont eux qui avaient tort et que nous avons raison. Il n'y a jamais de déshonneur à réparer une faute. Qu'ils aient le courage de venir avouer ce qu'ils ont toujours nié, qu'ils admettent, comme nous le savons du reste, comme tout le monde le sait, que le trésor est dans un état déplorable, qu'il leur faut un revenu additionnel, qu'ils fassent bravement l'exposition d'une politique ferme, raisonnée, énergique, et la Chambre les appréciera.

Une dernière considération et je termine. D'après ces résolutions les municipalités devront payer 25 centins par jour pour chaque prisonnier. Je demande au gouvernement comment il va concilier ce système avec celui qui est établi par un acte spécial passé entre le gouvernement de la province et les autorités municipales de la ville de Montréal, par lequel cette ville n'est tenue de payer que le coût réel de la pension des prisonniers si ce coût ne s'élève pas à 25 centins. Le gouvernement va-t-il passer outre et exiger de Montréal, contrairement à l'arrangement intervenu, le plein montant, ou va-t-il lui faire payer moins que les autres municipalités, même les plus pauvres de la province. Voilà une position qui certes n'est pas des moins embarrassantes.

Je n'en dirai pas davantage pour le moment. Seulement que la Chambre se rappelle qu'on lui demande de voter une taxe directe qui tout probablement sera fort élevée, bien que nous soyons en position de ne pas savoir exactement le montant que nous votons. Quant à moi je proteste formellement, hautement contre ce système de venir sous une apparence fausse tâcher de se faire donner un vote favorable, quand on craint que si on allait ouvertement sans détour, on ne l'aurait jamais

Je repousse cette législation déplorable et condamnable. Je la repousse comme nuisible et dangereuse. J'espère que la Chambre la repoussera aussi.

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Hochelaga*.—Je ne pensais pas, M. le président que mes prédictions se réaliseraient si tôt. Nous voilà donc rendus à ce point fatal où le gouvernement, pour continuer à administrer les affaires de la province, se voit obligé de recourir au peuple. Nous y voilà rendus à cette pénible nécessité. Mais où sont donc, M. le président, les ressources immenses que devait nous donner la vente de la voie ferrée, où sont ces millions ? Ah ! la Chambre le sait où ils sont allés. Si nous n'avions pas vendu à vil prix notre seule et grande propriété, le chemin de fer du nord, nous pourrions peut-être, éviter aujourd'hui cette cruelle nécessité de demander au peuple de se taxer davantage pour remplir le coffre public. Nous pourrions nous soustraire à cette obligation. Ou bien si nous avions le million et demi que la rumeur dit avoir été réalisé par les spéculateurs à qui on a vendu la voie ferrée, on pourrait remplir le coffre public, auquel on a enlevé ce bénéfice qui aurait dû être touché par la province ; nous ne serions pas obligés de recourir à la plus désagréable de toutes les alternatives. Je ne veux pas parler plus longuement de cette fameuse question de la vente du chemin de fer, vu que je me propose d'y revenir quand l'occasion sera plus favorable. Mais je dirai dès à présent que, pour ma part, je préférerais de beaucoup voter bravement la taxe directe plutôt que de voir la province glisser sur la pente de l'union législative, tant je veux garder intacte l'autonomie de notre belle province de Québec.

Quant aux résolutions, je ne puis leur donner mon adhésion, et voici pourquoi. Je crois en premier lieu que les municipalités frappées par ce projet de législation ne sont pas à l'heure qu'il est en état de se rendre compte du montant qu'elles pourront être appelées à payer en vertu de cette loi. Il me semble que nous devrions être en position de dire exactement quel sera ce montant. L'honorable trésorier pourrait faire préparer un état établissant du moins d'une manière approximative le sacrifice que nous imposerons aux municipalités, advenant le cas où nous adopterions ces résolutions. J'ai l'honneur de représenter une division dans laquelle il y a un bon nombre de municipalités populeuses, situées à proximité de la cité de Montréal. Or ce fait avantageux sous certains rapports serait une cause de dépenses, par l'application de cette loi, car il arrive très souvent qu'il vient de Montréal des

gens plus ou moins recommandables qui causent du désordre et sont condamnés à la prison. Il importe donc beaucoup que nous sachions quel sera, au point de vue des frais à encourir, le résultat de cette législation, lorsqu'il faudra punir ces coupables. J'espère que le gouvernement nous donnera les renseignements, indispensables à mon avis, que je demande.

**M. Archambault**—*député de Vaudreuil*.—M. le président, je ne m'attendais pas de prendre part à la discussion, mais les remarques qui ont été faites m'engagent à le faire. Pour faire du zèle ou du capital politique—ce qui arrive très souvent—on dit bien des choses, surtout quand il s'agit de taxes. L'exagération est employée avec plaisir. Nous venons d'en voir un exemple remarquable depuis que cette discussion est ouverte. Il est singulier comme des hommes ordinairement peu enclins à se faire illusion, se laissent quelquefois entraîner par leur imagination, au point de commettre des injustices incroyables dans l'appréciation de mesures comme celle qui nous est soumise. La Chambre j'en suis certain a été étonnée d'entendre l'honorable député de St. Hyacinthe déployer toutes les ressources de son talent et de sa brillante éloquence pour nous faire voir des choses terrifiantes là où il n'y a rien de bien alarmant après tout. Il a voulu alarmer l'opinion publique afin de l'entraîner avec lui à combattre le gouvernement.

Si mon honorable ami ne réussit pas à convaincre l'opinion publique, il aura toujours triomphé de l'honorable député d'Hochelaga, qui lui aussi a modulé sur un ton chaleureux les airs de l'opposition.

L'honorable chef de l'opposition, a accusé le gouvernement de ne pas envisager avec courage la situation financière, de chercher au moyen d'une taxe directe présentée sous un faux aspect, comme une contribution indirecte d'augmenter son revenu. Mais, M. le président, pourquoi l'honorable député, lorsqu'il était au pouvoir n'a-t-il pas fait ce qu'il recommande aujourd'hui aux autres, en les menaçant de la colère du peuple. Pourquoi lui et ses amis n'ont-ils pas courageusement, pour me servir de son expression favorite, fait face à la situation, et n'ont-ils pas pris les mesures nécessaires pour rétablir l'équilibre dans le budget. S'ils sont sincères aujourd'hui, ils ne l'étaient donc pas en ce temps-là. Depuis, il s'est opéré un grand changement dans la position de mes honorables amis, de l'autre côté de la Chambre (l'orateur désigne la gauche). Ils étaient au pouvoir alors, et parler de taxe aurait été précipiter inévitablement leur chute et les priver des douceurs du pouvoir ; autre situation, autre langage. Il est bien connu que les deux partis ont de fortes répugnances

de recourir à la taxe directe. Mais il ne faut pas se dissimuler que le service public a ses exigences auxquelles il faut de toute nécessité faire droit, et je suis certain que si les électeurs étaient consultés sur le mode qu'ils préféreraient, ils se prononceraient sans hésitation aucune pour le système que soumet le gouvernement.

Mon honorable ami le député d'Hochelaga, a cru bon de nous parler de la vente du chemin de fer, je ne vois pas en quoi la question que nous discutons peut toucher à cette transaction. Dans tous les cas, que mon honorable ami se tienne pour certain, que moi pour un, je ne crains pas d'en prendre la responsabilité, que le gouvernement nouveau, qui a succédé à celui qui a fait la transaction et l'a recommandée aux Chambres, que ce gouvernement, dis-je, comme gouvernement, en prenne ou n'en prenne pas la responsabilité directe. Je ne craindrai pas de défendre cet acte, convaincu qu'il est bon et avantageux à la province. L'honorable député d'Hochelaga, n'effraiera personne, et il s'apercevra que nous pouvons défendre ce qu'il trouve si condamnable.

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Hochelaga*.—Vous avez été créé et mis au monde politique pour cela. . . .

M. **Archambault**.—Cela vaut encore mieux que de venir ici étaler son désappointement. Je reviens aux résolutions de l'honorable trésorier, et je dis qu'elles n'auront pas les conséquences que l'on prédit. Je n'en veux pas d'autres preuves que les admissions mêmes des adversaires du gouvernement. Il est bien connu qu'il est de règle générale que les délits sont fort peu nombreux dans les municipalités rurales et qu'il arrive très fréquemment que le traditionnel cadeau d'une paire de gants blancs soit fait aux juges qui vont présider les assises criminelles. De là j'en conclus, M. le président, qu'il n'y a rien qui doit nous alarmer ; car s'il y a peu ou point de prisonniers, les municipalités auront rien ou très peu de chose à payer. Il me paraît évident que tout ce tapage est fait dans le but de créer des embarras inutiles au gouvernement plutôt que de défendre les intérêts publics ou les intérêts des contribuables qui ne sont nullement menacés comme on voudrait nous le faire croire. Cette tactique de jeter les hauts cris n'est pas nouvelle. On l'a déjà mise en œuvre à bien des reprises devant cette honorable Chambre et ailleurs, sans pour cela avoir remporté aucun succès. Faire du bruit, ça toujours, se dit-on, un certain effet, et voilà pourquoi on tente de si grands efforts pour soulever une tempête inutile et à propos de rien.

Si mon honorable ami le député de St Hyacinthe n'a que cela pour

lui faire gravir les marches du pouvoir, j'ai bien peur qu'il reste encore de longues années dans la position, honorable sans doute, mais peu réjouissante, qu'il occupe aujourd'hui.

Je croyais que dans une Chambre aussi importante que celle-ci, les membres se faisaient un devoir de discuter sérieusement les grands intérêts publics qui sont de notre compétence, mais malheureusement je vois que je me faisais des illusions, au moins quant à ce qui concerne certains de mes honorables collègues, que je m'étais habitué à juger mieux et à considérer davantage. J'espère bien que la majorité de la Chambre ne se laissera pas entraîner dans une voie aussi fausse, aussi dérogatoire à sa dignité et qu'elle saura, s'il le faut, remonter ce courant. J'espère bien aussi que l'honorable député de St Hyacinthe en sera pour ses frais d'éloquence.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St Jean*.—M. le président, le député de Vaudreuil a tenu à nous prouver qu'il était partisan du gouvernement et pour ne pas manquer son coup, il s'est montré plus ministériel que le gouvernement, car il a déclaré qu'il appuierait quand même les résolutions.

L'honorable député ne s'est pas donné la peine de répondre aux arguments qui ont été présentés contre cette loi. Pour prouver qu'il a raison d'approuver cette mesure, il a dit que c'était une bien légère imposition et de plus, que nous ne savions pas à quelle porte il faudra frapper pour en opérer la rentrée. En voilà un fort argument en faveur d'une mesure budgétaire de cette importance ! . . . on parle bien à son aise, je trouve, de léger changement. S'agit-il en effet d'un léger changement. Examinons les résolutions et nous trouverons qu'elles déclarent que les municipalités paieront 25 centins par jour par prisonnier pour ceux qui ont été condamnés à la prison commune, excepté les cas de félonie, c'est-à-dire qu'elles étendent l'effet de la loi existante à tous les cas, au lieu d'en restreindre l'opération qu'à ceux relevant de la loi des vagabonds et des règlements municipaux. On voit par là que l'on a tort de parler de léger changement et qu'au contraire les résolutions vont beaucoup plus loin que la loi existante. Ce n'est pas tout, M. le président, la législation dont les résolutions sont la base, ira encore beaucoup plus loin que cela.

Elle fera de nos prisons des sortes d'hospitiaux ou d'institutions de charité. Qu'on lise la deuxième résolution : Elle dit " que si, à l'expiration de ce terme d'emprisonnement, ce délinquant reste en prison pour cause de maladie; ou parce qu'il n'a pas de demeure; ou parce

qu'il n'a pas de moyen de vivre, le shérif du district soit tenu de donner sans délai, par lettre adressée et expédiée par la poste au greffier ou au secrétaire-trésorier, avis de ce fait, au conseil de chaque cité, ville, village ou municipalité rurale où aura été commise l'offense ou l'infraction pour laquelle le délinquant aura été emprisonné, et que la corporation municipale soit tenue de payer au gouvernement la somme de vingt-cinq centins pour chaque jour durant lequel tel délinquant restera en prison après l'expiration de son terme d'emprisonnement."

Est-ce assez clair, est-ce assez explicite ! Ainsi à l'avenir nos prisons seront des asiles de bienfaisance pour les vagabonds, les repris de justice et ce seront les municipalités qui devront pensionner ces gens qui préféreront cette vie à celle des honnêtes gens qui travaillent pour pourvoir à leur subsistance. Généralement, les prisonniers se diront : on est bien ici, nous voulons y rester, et vous aurez de la sorte un bon nombre de pensionnaires soutenus aux frais des corps municipaux. Je crois que le gouvernement devrait envisager la position franchement et dire à la Chambre ce qu'il faut.

Qu'il avoue donc qu'il est obligé, par la pénurie du trésor, de recourir à des lois aussi draconiennes pour se créer des ressources afin de suffire aux extravagances du passé, du présent et sans doute de l'avenir. Nous, de l'opposition, nous ne voulons pas de la taxe directe, sous quelque forme qu'on nous la présente. Or, nous avons raison de croire que la taxe contenue dans ces résolutions est d'un caractère tel qu'elle équivaut à l'impôt direct et nous la repoussons. Je ne puis m'empêcher de faire observer combien le gouvernement a peur de la situation qu'il s'est faite. Il n'a pas le courage de dire franchement les besoins qu'il éprouve de peur d'effrayer ses partisans. Il sent peut-être qu'il lui faudrait la taxe directe mais il n'ose la demander.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—M. le président, il faut croire que l'éloquence de l'honorable chef de l'opposition a été bien foudroyante, puisqu'elle a réussi à inspirer des craintes à l'honorable député d'Hochelega, bien connu pourtant pour son jugement et la saine et juste appréciation qu'il fait des choses. Cependant, j'espère—c'est peut-être présomption de ma part,—j'espère, dis-je, que je vais bientôt le convaincre que ces résolutions ne sont pas aussi dangereuses qu'on a voulu lui faire croire.

Les résolutions soumises à la Chambre ont deux caractères bien distincts, que je vais indiquer en en faisant ressortir les principaux points. D'abord, on nous propose d'étendre l'opération de la législation exis-

tante et ensuite de redistribuer plus uniformément et par là même plus également le fardeau qui résulte de l'application de cette loi. Ceux qui se sont prononcés contre les résolutions voulaient évidemment faire croire à la Chambre que le gouvernement allait imposer une charge qui n'existait pas jusqu'à aujourd'hui et par là jeter l'alarme dans les esprits. A quoi, M. le président, se réduisent ces résolutions. Elles déclarent tout simplement que les municipalités paieront à l'avenir 25 centins par jour par prisonnier, non-seulement pour l'emprisonnement prononcé en vertu de la loi des vagabonds, mais—le texte ici est plus général—pour toutes les offenses excepté la félonie. Toutes les offenses pour lesquelles la loi aura effet peuvent se diviser en deux catégories : Celles contre la législation fédérale connue sous le nom d'acte des vagabonds et comprenant la majorité de ces petits délits qu'on aura probablement le plus à punir dans le voisinage des villes comme Québec et Montréal. Ce cas pourrait se présenter par exemple dans les districts électoraux comme celui de l'honorable député d'Hochelaga. La deuxième catégorie comprend les délits qui sont punis en vertu de la loi de 1875 et qui relèvent plus du caractère municipal que de tout autre. Voilà les deux classes de délits qui ont déjà fait l'objet d'une loi semblable à celle-ci. Je puis assurer à la Chambre qu'il n'y a aucune cause pour s'alarmer au sujet du contenu de ces résolutions. Que mes honorables collègues me permettent de les prier de réfléchir un instant et de leur demander si on a entendu des plaintes fondées au sujet du fardeau imposé par le passé, de la part d'aucune localité de la province. Il est bien connu qu'une période de prospérité amène avec elle, outre la joie et l'aisance au foyer, une augmentation dans le nombre des délits. Ce fait se produit surtout et toujours dans les grands centres, aussi voilà pourquoi je crois qu'il n'est pas juste que les dépenses de l'administration de la justice soient supportées par toute la province, quant la plus grande partie des crimes ou délits sont commis dans les grandes villes. Je veux être bien compris ; je ne parle pas ici comme le représentant d'un district rural, mais comme le représentant de toute la province. Je crois qu'il n'est que juste que ceux dont les propriétés ont accru considérablement en valeur en raison de l'immense prospérité qui s'est manifestée autour d'eux, que ceux-là, dis-je, soient tenus de payer les frais de la repression des délits inséparables d'une ère prospère.

C'est en termes des plus élogieux que je puis parler de la sobriété et de l'absence de délits qui règnent parmi la population des districts ruraux de la province. Ce n'est certes pas un mince compliment à faire



au peuple de nos campagnes que de témoigner hautement, comme c'est mon devoir de le faire devant cette Chambre, de la moralité de ce peuple. En douter serait faire une injure gratuite que rien ne justifierait et que, pour ma part, je repousserais avec vigueur et indignation.

L'honorable chef de l'opposition s'est appesanti beaucoup sur le danger qu'il y aurait que des municipalités rurales aient à payer pour des prisonniers pendant une période de temps de 23 mois et 29 jours. Mon honorable ami me permettra bien de lui dire qu'il n'a pas parlé ainsi en se guidant sur son expérience. Il est parfaitement connu que les cas de délits dans les districts ruraux punis par un emprisonnement de trois à six mois sont extrêmement rares, et de plus qu'il est très bien connu qu'il y a bon nombre de municipalités où il n'y a pas eu depuis des années des délits de ce genre de punis. Je crois que le principe contenu dans les résolutions est sain et devrait être appliqué. Mon honorable ami le trésorier aurait même pu aller plus loin et couvrir toutes les offenses, les félonnies comprises, mais il s'est arrêté à l'exception que l'on connaît. Le système établi dans la seconde résolution n'a pas été adopté encore dans notre province. Il est déclaré que ceux dont le terme d'emprisonnement est expiré mais qui ne peuvent laisser la prison par suite d'infirmités corporelles ou par pauvreté, seront soutenus aux frais des municipalités où ils ont leur demeure. Ceci n'est que juste car si les personnes en question n'avaient pas été envoyées en prison, elles auraient toujours dû être secourues par leur municipalité, l'humanité, la charité l'exigeant. Je crois que si la Chambre veut bien sérieusement réfléchir, elle finira par se convaincre que les arguments qu'elle a entendus contre la législation proposée ne doivent pas tenir et que le principe qu'elle consacre est juste et équitable.

**M. Stephens** — *député de Montréal-centre*. — Il est bien connu que l'honorable commissaire des terres est un orateur distingué, qui sait, au besoin, mettre beaucoup de ressources au service de sa cause, mais réellement je ne croyais pas qu'il aurait jamais pu réussir aussi bien à mettre un masque passable à une aussi mauvaise affaire. Il a fait preuve d'une habileté peu commune en défendant comme il l'a fait, une législation aussi déplorable, aussi condamnable. Mais je crois pouvoir établir que toute l'éloquence, tout le beau langage de mon honorable ami ne pourra tenir devant une simple exposition des faits tels que nous les connaissons tous. Voyons donc ce qui en est.

A la dernière session, le gouvernement Chapleau, dont celui-ci n'est que la continuation, promettait bien des choses, entre autres que si nous

vendions la voie ferrée nous n'aurions pas à craindre l'imposition de la taxe. Bien ; le chemin de fer a été vendu, la majorité l'ayant voulu. Pour ma part, la Chambre sait que s'il en est ainsi, ce n'est pas de ma faute. La majorité a préféré sacrifier la plus belle propriété de la province plutôt que de recourir à la taxe. Je suppose qu'elle s'est guidée sur la parole du gouvernement en qui elle avait une confiance aveugle. Peu après, cependant, on nous demanda de voter une taxe spéciale directe sur les corporations commerciales, c'est-à-dire, que c'était taxer les grands centres. L'honorable trésorier nous déclarait à cette époque que s'il percevait cette taxe, cela lui suffirait pour rétablir l'équilibre budgétaire, plus même, il prévoyait un surplus. Mais depuis, il s'est aperçu que les grands centres ne sont plus disposés, décidément, à se laisser tondre aussi largement. Maintenant, on vient timidement, avec des ambiguïtés de langage qui dissimulent mal le jeu du gouvernement et qui indiquent son extrême embarras, nous annoncer que l'on veut étendre l'opération de la loi qui oblige les municipalités à payer une partie des frais entraînés par les prisonniers. Jusqu'à présent cette loi ne s'appliquait qu'aux infractions aux règlements municipaux et à l'acte fédéral des vagabonds. Il n'y avait seulement que dans ces cas où les municipalités devaient payer les 25 centins par jour par prisonnier. Mais on vient nous proposer d'étendre l'effet de cette législation à tous les cas, excepté la félonie. Il y a là une immense différence.

Toute l'éloquence la plus brillante ne peut nous empêcher de voir ce fait évident. Cela peut paraître drôle à première vue, mais je crois pouvoir dire qu'en agissant comme nous l'avons fait jusqu'ici, les membres de l'opposition ont singulièrement travaillé à empêcher le gouvernement de commettre des fautes considérables, et je suis certain que si mes honorables amis les ministres avaient voulu suivre nos avis, ils seraient, dans la province, beaucoup plus populaires qu'ils ne le sont.

J'aimerais bien à connaître, avant que cette nouvelle taxe soit imposée, quelles sont les économies que le gouvernement a faites depuis qu'il a pris possession du pouvoir. Voilà un point qu'il nous faudrait bien tirer au clair avant de demander à la population de nouveaux sacrifices. Ce n'est pas tout ; je me demande aussi pourquoi la dépense de \$185,000 faite pour la construction du nouveau palais législatif, n'a pas été mise de côté, ou remise à plus tard, surtout au moment où nous sommes forcés de garder l'édifice que nous avons à l'heure qu'il est.

L'honorable commissaire des terres avec son habileté ordinaire, s'est efforcé de nous prouver que cette taxe n'était après tout que bien peu

de chose, car, a-t-il dit, le nombre des délits commis et punis dans les districts ruraux est très peu élevé. Mais mon honorable ami, a oublié une chose en se servant de cet argument, c'est qu'on pouvait le retourner contre lui. En effet, si le gouvernement ne s'attend pas à se libérer d'une partie importante des frais de l'administration de la justice, pourquoi alors, recourir à cette mesure vexatoire, qui causera beaucoup plus de mal aux ministres qu'elle ne fera de bien à la province. On pourrait aisément économiser cette bagatelle, au dire de l'honorable commissaire des terres de la couronne, en ne permettant pas le gaspil qui se fait pour les prétendus chemins de colonisation, le repatriement et le reste.

**M. Poupore**—*député de Pontiac*.—M. le président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention les observations et les explications données par mon honorable ami le commissaire des terres de la couronne, et après avoir mûrement réfléchi sur ce qu'il nous a dit, je suis d'opinion que nous avons lieu de nous déclarer satisfaits de ce que le gouvernement a l'intention de faire. Les explications ont été, il me semble, tellement claires qu'on ne peut se tromper sur leur signification. Je ne comprends pas pourquoi les honorables députés des grands centres font beaucoup de bruit à propos de cette résolution. Peuvent-ils raisonnablement s'objecter au principe en jeu ! Non, pas le moins du monde. Ce principe est déjà depuis longtemps en vigueur dans notre province, ainsi que dans les autres provinces du Canada, et je ne vois donc pas avec quelle raison fondée on jetterait de si hauts cris à propos des résolutions qui sont en délibération.

L'honorable député de Montréal-centre toujours prêt à trouver le gouvernement en faute—je ne l'en blâme pas, il paraît que c'est ainsi qu'il entend son devoir de mandataire—chacun à sa manière de servir les intérêts publics..... mon honorable ami a critiqué vertement la politique du cabinet. Je ne suis pas, il s'en faut de beaucoup, de son avis. Je ne puis comme lui, trouver dans ces résolutions la consécration d'une nouvelle taxe. Je considère que c'est plutôt une redistribution équitable et juste de l'impôt qui existe aujourd'hui. Je suis favorable au système qui veut que les municipalités paient pour leurs propres prisonniers, parce que je suis certain que lorsque le peuple s'apercevra, par le moyen d'une contribution directe, qu'il doit payer les frais de la suppression des crimes, dès ce moment chaque citoyen sera transformé en un gardien de la paix publique et de l'obéissance aux lois. Delà il s'en suivra que nous verrons un meilleur état de choses qu'à présent, car il n'y a rien de si beau qu'un peuple observateur des lois.

**M. Gauthier**—*député de Charlevoix*.—Je crois, M. le président, qu'il ne faut pas se faire d'illusion, ni voir les choses que d'un seul côté. Il y aurait, je pense, imprudence, à certains points de vues, à ne pas donner à cette mesure toute l'attention qu'elle requiert. Encore une fois, il ne faut pas se faire d'illusion. Si la Chambre adopte le principe contenu dans ces résolutions, il pourra arriver que nous ayions à déplorer des choses vraiment regrettables. Ainsi quand les contribuables des municipalités verront qu'ils doivent se taxer pour payer la repression des délits, ils hésiteront peut-être à faire punir un coupable, de peur d'avoir à payer pour son entretien pendant qu'il sera en prison. On cherchera peut-être à s'épargner cette dépense en négligeant de poursuivre les criminels. Or, je vous le demande, M. le président, si un tel état de choses venait à prévaloir, comme conséquence de l'imposition de cette charge aux municipalités, ne vaudrait-il pas mieux que nous ayions recours immédiatement à un autre mode pour prélever un revenu additionnel.

Telles qu'elles sont rédigées, les résolutions comprennent aussi les infractions aux lois de chasse. Or ceci pourra avoir une très sérieuse conséquence financière pour les municipalités où il y a beaucoup de chasse, et où par là même les occasions de transgresser les lois relatives à ce sujet sont plus fréquentes. Il faudrait il me semble modifier cette loi, de manière à ne pas avoir les conséquences que je redoute à bon droit. Il y a aussi les infractions à la loi des licences qui tombent sous l'opération de ces résolutions.

Voilà encore une source de bien grands inconvénients de tous genres, et d'embarras extrêmes, sans compter que cela pourra donner aux municipalités l'occasion de déboursés qui pèseraient lourdement sur leur budget.

En résumé, je crois que le gouvernement a l'intention de donner à la Chambre, tout le temps qu'elle désire pour étudier cette législation, et qu'il ne veut nullement hâter l'adoption d'une proposition aussi importante, sans avoir la certitude que les députés ont eu tout le temps nécessaire pour en connaître tous les détails et en apprécier toutes les conséquences.

**M. Asselin**—*député de Rimouski*.—M. le président, ces résolutions sont excessivement importantes, car elles renferment un principe des plus considérables. Je ne sais si je me trompe, mais jusqu'à preuve du contraire, je suis forcé d'avouer que c'est la taxe qu'on nous demande.

Il est vrai que cette taxe sera indirecte dans son mode de perception, mais elle n'en sera pas moins une imposition nouvelle mise à la charge des contribuables. Je dis que suivant moi cette taxe sera plus onéreuse que ne le serait la taxe directe elle-même. Car de quoi s'agit-il, M. le président, si non de demander aux municipalités de contribuer pour leur large part aux frais de l'administration de la justice criminelle. On a dit que c'était simplement pour rendre plus clair l'interprétation que les tribunaux doivent donner à la loi existante, afin que l'impôt de 25 centins par tête soit payé indistinctement par toutes les municipalités qui se trouvent dans le même cas, en un mot qu'on ne voulait que distribuer plus équitablement les charges actuelles. Ceci pourrait se comprendre, mais le texte des résolutions va beaucoup plus loin que cela, puisqu'on étend l'opération de la loi à tous les cas excepté la félonie.

Si j'ai bien compris l'honorable trésorier, il paraîtrait que le gouvernement a besoin de ce nouveau revenu pour l'administration de la chose publique. J'aimerais mieux pour ma part que le gouvernement nous parlât franchement. Qu'il nous dise s'il a besoin de nouveaux revenus et nous verrons de concert avec lui s'il ne se fait pas erreur sur la somme des ressources qui sont à sa disposition. Dans le discours du trône, le gouvernement nous annonce qu'il a un excédant de plusieurs milliers de piastres. En présence de cet excédant, je me demande pourquoi on aurait recours à la taxe. Le fait est, M. le président, que les explications que nous a données l'honorable trésorier ne me paraissent pas suffisantes pour nous engager à le suivre dans la voie dans laquelle il s'est engagé. Au reste, nous n'avons pas encore eu les explications nécessaires sur la situation financière de la province et il les faudrait pour nous permettre de juger intelligemment des besoins auxquels nous devons satisfaire. De tout ceci, je suis forcé de conclure que si le gouvernement veut persister dans sa détermination de demander à la Chambre de se prononcer sur le nouveau système introduit par les résolutions, je serai, bien malgré moi, dans l'obligation d'enregistrer mon vote contre ce système que je ne puis que repousser.

Je profiterai de cette occasion pour déclarer la ligne de conduite que j'entends suivre dans l'accomplissement de mes devoirs parlementaires.

Je désire qu'il soit bien compris que ma conduite sera celle d'un membre indépendant. Je jugerai les questions suivant leur propre mérite. J'étudierai avec tout le soin que je pourrai donner les questions d'intérêt public qui se présenteront et je donnerai mon avis suivant ce que me dicteront ces études. C'est ainsi que je comprends les devoirs

d'un mandataire du peuple et je m'efforcerai toujours de m'en tenir à l'accomplissement fidèle de ces devoirs.

**M. Desjardins**—*député de Montmorency*.—Je n'ai pas l'intention, M. le président, de discuter tous les détails de ces résolutions, mais je veux simplement attirer l'attention de l'honorable trésorier sur le texte de la seconde résolution. Elle se lit comme suit : " Que si, à l'expiration de ce terme d'emprisonnement, le délinquant reste en prison pour cause de maladie, ou parce qu'il n'a pas de demeure, ou parce qu'il n'a pas de moyens de vivre, le shérif du district soit tenu de donner sans délai, par lettre adressée et expédiée par la poste au greffier ou secrétaire-trésorier, avis de ce fait, au conseil de chaque cité, ville village ou municipalité rurale où aura été commise l'offense ou l'infraction pour laquelle le délinquant aura été emprisonné ; et que la corporation municipale soit tenue de payer au gouvernement la somme de vingt-cinq centins pour chaque jour durant lequel tel délinquant restera en prison après l'expiration de son terme d'emprisonnement."

Je ne vois pas pourquoi l'on devrait obliger les municipalités à payer pour le soutien d'individus qui n'auraient pas de demeure ou de moyen de vivre. Assurément les municipalités ne sont pas obligées de faire vivre des vagabonds, parce qu'ils n'auront pas le cœur de travailler pour gagner leur vie.

Il faudrait donc retrancher complètement cette deuxième résolution.

C'est une simple suggestion que j'offre à l'honorable trésorier et j'espère qu'il l'accueillera comme étant plutôt sympathique que dictée par un esprit de critique. Au reste, je crois, comme mon honorable ami le député de Rimouski, qu'il serait plus sage d'ajourner la suite de la délibération.

L'honorable M. **Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—Comme plusieurs députés ont exprimé le désir de voir la suite de la délibération être renvoyée à un autre jour, je me rends avec plaisir à ce désir. Je profiterai de la circonstance pour repousser les insinuations qui ont été faites au sujet des prétendues intentions du gouvernement. Nous n'avions pas en vue, lorsque nous avons rédigé ces résolutions d'augmenter la taxe ou les charges qui pèsent sur le peuple. Il s'agit tout simplement de distribuer d'une manière plus équitable les charges existantes. Voilà quelle a été l'intention du gouvernement et tel est encore son désir, et si, pour ne pas offrir aucune ambiguïté, il faut modifier la rédaction des résolutions, nous n'avons

aucune objection à la modifier, tout en maintenant que le texte actuel ne comporte pas ce que l'honorable chef de l'opposition a dit dans le cours de ses remarques.

Je propose le renvoi de la suite de la délibération.

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Hochelaga*.—M. le président, je ne puis consentir pour ma part à l'adoption du renvoi de la délibération. Pourquoi attendre à un autre jour pour étudier et discuter ces résolutions. Nous pouvons continuer la délibération, rien ne nous en empêche. Que les honorables députés expriment leur opinion dès à présent, et la Chambre sera par là même en bien meilleure position pour se prononcer lorsqu'elle en sera requise. Au reste, pourquoi l'honorable trésorier ne nous a-t-il pas dit quel est le montant il compte recevoir de l'opération de cette loi. Voilà le véritable point important de la question. Que l'on soit éclairé sur ce sujet, et nous pourrions nous prononcer dès à présent sur le mérite des résolutions. Quant à moi, je ne vois pas de raison pour discontinuer la discussion et j'insiste pour qu'elle soit continuée, afin de me permettre de recueillir tous les renseignements qu'il me faut pour donner un vote éclairé.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—Il y a déjà plusieurs jours que nous sommes réunis ici pour délibérer sur les affaires publiques, et voilà que sur la première question importante que le gouvernement nous soumet, il s'empresse, après une très courte délibération, de proposer l'ajournement. Que devons-nous penser de cette étrange conduite du gouvernement. Serait-ce par hasard, parce que quelques-uns des honorables députés de la droite ont eu la fermeté et l'esprit d'indépendance de dire franchement leur opinion; que le cabinet, effrayé de cette expression d'opinion, voudrait reculer et ne pas, comme un gouvernement fort, demander à la Chambre de se prononcer sur le mérite de sa politique telle qu'exposée dans ces résolutions ?

Je ne saurais l'affirmer, bien entendu, mais tout indique que telle est la conclusion que nous devons tirer de ce que nous voyons maintenant. M. le président, je prétends, que la Chambre peut se prononcer sur le principe de ces résolutions, ou à tout le moins, rien ne nous empêche de continuer une délibération déjà commencée d'une manière à élucider parfaitement ce qui doit être fait.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à sept heures et demie.

Les projets de lois suivants sont adoptés, en deuxième délibération et renvoyés au comité d'intérêt local.

Pour autoriser Onésime Latulippe, de la paroisse de St. François, dans le district électoral de Beauce, à construire un pont de péage sur la rivière Chaudière.

Pour modifier la loi pour constituer la cité de Hull, 38 Victoria, chapitre 79, et la loi 39 Victoria, chapitre 49.

Pour constituer la Presse associée de Québec.

Pour accorder de nouveaux pouvoirs à la compagnie *Canada Worsted Company*.

Pour autoriser Laurent Gagnon, de la paroisse de Sainte Hénédine à prélever des taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière Etchemin, dans la paroisse de Ste. Claire.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur la proposition de renvoi de la discussion des résolutions relatives aux prisons communes.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—Lorsque la séance a été suspendue, à six heures, j'exprimais l'étonnement bien légitime que j'éprouve et que la Chambre doit aussi éprouver, à la vue de la conduite du gouvernement en proposant le renvoi de la suite de la discussion. Si la majorité de la Chambre veut absolument venir à la rescousse du gouvernement, si elle veut le tirer du mauvais pas où il se trouve, c'est son affaire. Mais on ne pourra m'empêcher de demander au gouvernement s'il est en position de justifier par des arguments la proposition que nous discutons. Peut-il nous donner une seule bonne raison pour remettre une délibération que rien ne nous empêche de continuer dès à présent ?

L'honorable M. **Wartele**—*député d'Yamaska, trésorier de la province*.—J'ai bien du malheur, M. le président, car je ne puis réussir à me faire comprendre du premier coup. Je croyais avoir dit d'une manière suffisamment claire pour être compris, lorsque j'ai proposé l'ajournement du débat, que je le faisais pour me conformer au vœu exprimé par plusieurs honorables députés. Le gouvernement, par ce qui a été dit croit que la Chambre n'a pas eu le temps de bien étudier la proposition ministérielle et qu'elle désire avoir le temps de se renseigner davantage avant de continuer la discussion, dans ces circonstances, le gouvernement croit de son devoir de se rendre au désir de la Chambre, car il n'a aucune raison de craindre que la lumière se fasse sur sa politique.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—J'espère que puisque le gouvernement se montre si complaisant pour quelques députés amis qui l'ont prié de retarder la discussion, il emploiera le même procédé



à l'égard de l'opposition, lorsqu'elle demandera du délais pour examiner les propositions ministérielles et qu'elles ne seront pas adoptées en toute hâte, comme cela est déjà arrivé.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—La raison que vient de donner l'honorable trésorier, peut être fort bonne en apparence, mais elle n'est pas fondée en fait. Je crois être en position d'affirmer qu'il n'est pas exact de prétendre que les honorables députés n'ont pas eu avant aujourd'hui, tout le temps nécessaire pour étudier minutieusement tous les détails et l'ensemble de cette question.

Le projet de loi basé sur ces résolutions a été distribué à la Chambre, depuis plusieurs jours, on a donc eu tout le temps voulu pour étudier cette mesure. Non, M. le président, il serait ridicule de croire que nous pouvons nous laisser tromper par ce prétexte. Nous savons tous que ce n'est pas là la véritable raison qui fait agir le gouvernement. S'il n'avait pas peur de l'hostilité de la majorité, il ne proposerait pas ce renvoi de la délibération. Le vrai fond du mobile de l'honorable trésorier, c'est qu'il veut modifier le texte de ses résolutions de manière à changer complètement le fond, afin de le mettre d'accord avec les vues des amis du cabinet. Eh bien, voilà un curieux spectacle et qu'il est donné rarement de voir, surtout lorsqu'un gouvernement se vante, comme celui-ci, d'avoir pour l'appuyer une majorité de trente voix.

La proposition de l'honorable M. Würtele, demandant le renvoi de la suite de la délibération, est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pourvoyant au règlement du fonds des écoles élémentaires.

L'honorable M. **Würtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—J'ai donné des explications détaillées sur la portée de ce projet de loi, lorsque j'ai demandé la permission d'en faire le dépôt. Je crois inutile de revenir là-dessus maintenant. Sans plus de commentaire, je propose que ce projet de loi soit adopté en deuxième délibération.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—Je désire avant que la Chambre commence la délibération sur ce projet de loi, formuler une objection sur la procédure suivie par l'honorable trésorier. Cette loi a pour but d'autoriser le gouvernement à faire une transaction dans laquelle il sera disposé d'une partie des deniers de la province. Je prétends que, dans ce cas, la procédure suivie par mon honorable ami n'est pas conforme à notre règlement et que partant, le projet de loi étant irrégulièrement soumis à nos délibérations, nous ne pouvons, jusqu'à ce

que la bonne procédure ait été adoptée, en prendre connaissance. Voici au reste, la formule que je donne à mon objection :

Le projet de loi dont on propose la deuxième lecture, a pour objet d'autoriser le gouvernement à transiger (to compound) sur des sommes dues à la couronne. Par l'article 116 de règlement de cette Chambre, il est ordonné que dans tous les cas imprévus, les règles, usages et formalités de la Chambre des communes du royaume uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, doivent être suivis. Or nous n'avons aucune règle sur ce point ; l'article 88 ne s'applique qu'aux propositions pour une *aide publique* ou *charge sur le public*, c'est-à-dire imposition de taxes.

May, parliamentary practice. Edition de 1879, page 486, dit : certain clauses of bills are required to originate in a committee of the whole house ; and if by mistake, this form has been omitted, all subsequent proceedings are vitiated, and must be commenced again." Et il cite, à la page 487, l'ordre permanent suivant, du 20 mars 1707 : " This house will not proceed upon any petition, motion or bill for granting any money, or for releasing, or compounding any sum of money owing to the Crown, but in a committee of the whole house."

L'objection est que ce projet de loi n'a pas été basé sur des résolutions tel que requis par l'ordre permanent de la Chambre des communes de 1707. Toute la procédure est irrégulière (vitiated) et conséquemment, doit être recommencée.

La mention faite de cette mesure dans le discours du trône peut bien remplacer le message nécessaire à une telle mesure, mais n'exempte pas de la nécessité de commencer par résolution et en comité général de la Chambre.

M. le **Président**.—La simple exposition de la question, présente assez de difficultés, pour me justifier, si je n'en avais pas le droit, de demander à la Chambre d'attendre quelques jours pour donner une décision sur l'objection soulevée. Elle touche à un point de droit parlementaire fort délicat et que j'ai besoin d'étudier à fond.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et M. le surintendant de l'instruction publique et M. Doran, ancien membre du bureau des examinateurs des instituteurs des écoles catholiques à Montréal, au sujet de sa démission, en avril dernier.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée.